

# Le Monde

7, rue des Beaux-Arts, 75427 Paris Cedex 09

DIJONNETE-SERIE ANNEE N° 13334 - 4,50 F

VENDREDI 29 SEPTEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE



## La Slovénie défie Belgrade

LA Fédération yougoslave existe depuis novembre 1945 et, depuis cette date, certains prédisent, à intervalles réguliers, sa démantèlement. Il est vrai que les conflits entre les Républiques, les provinces autonomes et les nationalités se sont sérieusement accentués après la mort de Tito, en 1980. Privées subitement d'un arbitre aux coups de sifflet autoritaires, les pièces de cette fragile mosaïque ont commencé à bouger d'une manière assez anarchique.

Les déconforts économiques, avec une inflation de l'ordre de... 800 % par an, n'ont pas contribué à recoller les morceaux et à rétablir un minimum d'esprit de coexistence. Bien au contraire, la raison a cédé la place à l'invective. Serbes, Slovènes et Croates ne cessent, par voie de presse, de se lancer des injures à la figure. Les militaires commencent à s'insulter.

NOUVELLE étape de cette crise devenue presque chronique : l'adoption, mercredi 27 septembre, par le Parlement slovène d'une révision de la Constitution, prévoyant notamment le droit de la République à l'autodétermination et à la sécession, après consultation de la population par référendum. Ces amendements étaient en discussion depuis presque deux ans, et ils ont donc été votés. Les députés de Ljubljana ont fait fi des recommandations musclées de la présidence collégiale de l'Etat et de la Ligue des communistes, qui les avaient priés de renoncer à ces initiatives trop libérales à leur goût.

En fait, le conflit met aux prises une fois de plus la Serbie et son dirigeant autocrate, Slobodan Milosevic, partisan d'un renforcement du pouvoir fédéral central - seule façon à son yeux de remonter sur les rails une économie et un système politique à la dérive - et la Slovénie, qui, sous l'impulsion du responsable du parti local, Milan Kucan, se lance résolument, avec le même soutien populaire, dans la voie de la démocratisation et d'une décentralisation encore plus large. Les amendements apportés à la Constitution vont dans ce sens, et la guerre des nerfs vient de monter d'un cran : les Serbes dénoncent les « séparatistes » slovènes, et les Slovènes, soutenus par une bonne partie des Croates, ne veulent plus adresser la parole aux « hégémonistes » serbes.

Il n'est pas exclu que les amis de M. Milosevic aient volontairement voulu exagérer la portée du vote des parlementaires de Ljubljana, car ces derniers ont à maintes reprises insisté sur le fait qu'ils n'avaient absolument pas l'intention d'abandonner la Fédération. Les mises en garde de la direction collégiale de la Yougoslavie ont été décidées alors que le chef de l'Etat, Jovan Dvorski, lui-même Slovène, était à New-York pour l'Assemblée générale des Nations unies. La réunion de mardi fut donc présidée par M. Borisav Jovic, un des très droits de M. Milosevic.

Le président de la République a interrompu son séjour aux Etats-Unis et a laissé entendre, en termes feutrés, qu'il n'était pas tout à fait d'accord avec ces décisions prises en son absence. La lutte pour le pouvoir continue, et elle ne semble pas près d'être résolue, puisque le congrès « extraordinaire » de la Ligue des communistes, prévu pour décembre, a été reporté au mois de janvier.

Lire nos informations page 4

M 0147 - 0529 0 - 4,50 F



3790147004500 09290

## M. Rocard invite M. Calvet au respect des lois sociales

Prisons : M. Arpaillange reçoit les syndicats de gardiens

La grève se poursuit aux usines Peugeot de Sochaux et de Mulhouse. M. Soisson a rappelé, 28 septembre, la nécessité de respecter les garanties légales pour l'utilisation d'intérimaires ou le licenciement de salariés protégés. Aux journées parlementaires socialistes, M. Michel Rocard devait inviter, jeudi, M. Calvet au respect des lois sociales (page 26 - section C).

La tension est par ailleurs très vive dans les prisons à la suite du mot d'ordre de l'intersyndicale des gardiens visant à paralyser l'appareil judiciaire. Des violences ont eu lieu à Draguignan, où la police est intervenue après un début de mutinerie. M. Arpaillange devrait recevoir jeudi les syndicats de gardiens (page 16 - section B).



## Le modèle japonais et l'exemple allemand

par Jean-Marie Colombani

Des députés socialistes, parmi lesquels le premier secrétaire du PS, qui soulignent « l'urgence d'une pression suffisamment forte du gouvernement » pour « obliger » M. Jacques Calvet à négocier : un président de groupe - M. Mermaz - qui donne l'assaut contre le projet de budget, des conflits qui durent (aux impôts) ou resurgissent (les gardiens de prison) : cette montée de fièvre politique et sociale traduit, on ne peut plus clairement, le passage d'un été qui l'annonce du « pacte de croissance » avait réussi à prolonger à un automne qui devrait être semé d'embûches pour le gouvernement.

« Il est un peu injuste de rester sur le même plan le compor-

tement de Peugeot avec celui de Michel Charasse et moi-même », a protesté M. Pierre Bérégovoy en réponse aux critiques qui lui sont adressées des rangs mêmes du PS. Le ministre des finances aurait pu ajouter qu'une telle comparaison est tout aussi injuste à l'égard de M. Rocard. Car qu'est-ce que la méthode Calvet, sinon une contre-méthode Rocard ? Le premier ministre (qui entendait user de ce dernier argument) voudrait être l'homme de la modernisation économique et du dialogue social. Le PDG de PSA incarne désormais la modernisation industrielle et l'archaïsme social.

Le problème n'est d'ailleurs pas sa propre feuille de paie. Elle

n'est devenue un symbole, et donc une affaire politique, qu'à travers la disproportion qui existe entre l'augmentation de salaire qu'il s'octroie et qu'il accepte pour lui-même, et celle qu'il concède aux autres. La difficulté n'est pas non plus dans l'écart qui existe au départ entre le salaire du patron et celui des personnels, mais dans le fait que, au moment où les gains de productivité justifient une meilleure répartition, il refuse aux uns ce qu'il s'accorde à lui-même. Bref, l'arrogance ne saurait remplacer la cohérence, surtout à l'heure où il devrait être admis que l'implication du personnel, et sa motivation, font aussi la différence entre les compétiteurs.

Lire la suite page 24 - section C

## Les coopératives soviétiques en accusation

Les conservateurs, les réformistes et l'homme de la rue s'en prennent aux spéculateurs page 4 - section A

## Sony rachète Columbia

En prenant le contrôle de la célèbre major d'Hollywood, la firme japonaise intègre production d'images et construction de matériel page 23 - section C

## Un entretien avec le président de Philips

M. Cornelius van der Klugt critique sévèrement les stratégies japonaises page 27 - section C

## M. Alain Poher menacé

Le groupe centriste hostile à une nouvelle candidature du président du Sénat à la tête de la Haute Assemblée page 10 - section A

## Grande rentrée pour les orchestres parisiens

Le Châtelet a inauguré son nouveau rideau de scène et sa loggia ; l'Orchestre de Paris a donné son premier concert sous la direction de Semyon Bychkov page 13 - section B

« Sur le fil » et le sommaire complet se trouvent page 32 - section C

## LIVRES ♦ IDÉES

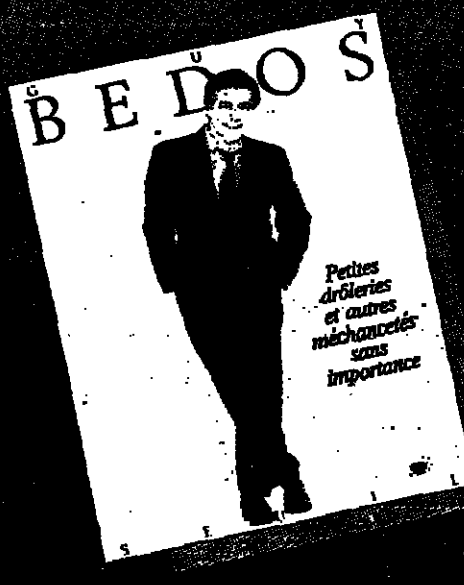
### Les folies Goncourt

Le Festival de Nancy a été consacré au testament d'Edmond de Goncourt : à quel prix le prix dont il fut le fondateur ? Le prix Goncourt est un phénomène de l'institution littéraire française, qui ne cesse d'étonner les étrangers. Edmond souhaitait que ce prix serve à faire découvrir de jeunes écrivains novateurs. Il y a plus de cinquante ans, l'un d'entre eux fut récompensé : il s'appelait Henri Troyat. Il évoque avec une certaine mélancolie son entrée dans la gloire littéraire. Depuis, les membres du jury n'ont pas toujours respecté le testament et le prix a davantage consacré les écrivains qu'il ne les a fait connaître.

En même temps, on réédite le Journal de Jules et Edmond de Goncourt. Ils jettent un regard féroce sur la vie littéraire de leur époque. C'est un témoignage irremplaçable. pages 38 et 39

● Le feuilleton de Michel Braudeau : Balzac, lecteur de Stendhal, une leçon d'admiration ● Picasso écrivain, par Michel Liris ● Le Saint-Office et les prêtres-ouvriers ● La chronique de Nicole Zand : la Facade, de Libus Monikova. pages 33 à 44 - section D

## BEDOS AU SEUIL



59 F

## La troisième croisade de George Bush

Le président a réuni tous les gouverneurs, mercredi 27 et jeudi 28 septembre pour un « sommet de l'éducation » destiné à sauver un système scolaire défaillant

WASHINGTON

de notre correspondant

Après la drogue et les armes chimiques, l'éducation. A sa manière, M. Bush tient parole. Le jour de son entrée en fonctions, il avait promis d'éliminer le fléau du « crack », et s'il n'a bien sûr rien éliminé du tout pour l'instant, au moins a-t-il consacré à la drogue son premier discours à la nation, à la rentrée de septembre. Il s'était aussi fixé comme objectif prioritaire - dans le domaine du désarmement - la liquidation des armes chimiques : ce fut le thème de sa première allocution devant l'Assemblée générale des Nations unies, lundi 25 septembre. Deux jours plus tard, celui qui, tout au long de sa campagne électorale, avait trompé « je serai le président de l'éducation », réunit autour de lui les gouverneurs des cinquante Etats de l'Union pour un « sommet de l'éducation » : c'est assurément l'excellente politique et, accessoirement, un moyen de dérober aux démocrates un des thèmes de société qui, logiquement, devraient leur revenir.

Mais ce n'est pas seulement de la politique astucieuse. De plus en plus d'Américains ont le sentiment que leur système éducatif n'est absolument pas à la hauteur et que l'avenir des Etats-Unis et leur place dans le monde sont en jeu. « Si une nation croit pouvoir être ignorante et libre, elle croit ce qui n'a jamais été et jamais ne sera », assurait Thomas Jefferson, l'un des tout premiers présidents américains, et ce n'est pas par hasard que le « sommet de l'éducation » a été organisé à Monticello, lieu où Jefferson passa les dernières années de sa vie et fonda l'université de Virginie.

Les maux du système éducatif américain sont nombreux, et pas forcément très différents de ce qui se passe dans le reste du monde « riche ». Mais un mauvais rendement est insupportable à un pays plus habitué à être premier que d'ailleurs. Un récent test de mathématiques portant sur des groupes d'enfants de treize ans de différents pays a frappé les esprits : les petits Américains se sont retrouvés, précisément, bons derniers.

Et on commence à tirer de plus en plus frénétiquement le

signal d'alarme. Le niveau des connaissances scolaires en sciences et en mathématiques est particulièrement bas, ce qui n'est pas forcément surprenant dans cette Amérique où la voie royale de l'argent et du prestige social passe par le droit et les professions juridiques (50 % des juristes de la planète sont américains...).

Loin d'avoir disparu, l'analphabétisme touche une frange de la population qui va de 10 % à 20 %, selon les estimations. Il ne s'agit pas forcément d'analphabétisme au sens strict, mais d'analphabétisme dit « fonctionnel », « illettrisme », de gens qui sont incapables de lire « utilement », de mettre en pratique dans la vie de tous les jours leur capacité à déchiffrer péniblement un texte.

Phénomène aggravant, bien des emplois « simples » requièrent maintenant la maîtrise de techniques fondées sur l'écriture - bien des chauffeurs-livreurs, par exemple, doivent manier un petit ordinateur pour connaître le point de livraison et l'itinéraire à suivre.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 7

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 1.900 L. ; Liban, 0,400 \$ ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 336 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

هنا من الفصل

## DÉBATS

TRAIT LIBRE

## Le malaise des juifs de France

par Michel Wieviorka

L'OURAGAN est passé, l'affaire du carmel semble réglée. Dans la tempête, on a écouté l'Eglise Catholique, attendu l'intervention du Vatican, observé l'installation de la Pologne dans l'ère de l'après-Solidarność, en même temps — coïncidence ? — qu'il a bien fallu prendre acte d'expressions ouvertes d'antisémitisme, et s'interroger à propos de positions comme celle exprimée par Jean-Marie Domenach.

Dans la chaleur de l'événement, la diaspora juive, en France, est apparue ferme et prudente, forte, dans son combat, d'une réelle légitimité et d'une large compréhension de la part de l'opinion publique. Mais ne nous y trompons pas, cette unité conjoncturelle repose sur un malaise, et masque une crise dont les prémices datent d'une vingtaine d'années.

Au départ, une mutation fondamentale, inaugurée, après la venue massive de juifs d'Afrique du Nord, par un renversement qui doit beaucoup à la guerre des six jours, en 1967.

La victoire foudroyante d'Israël, en effet, a eu pour conséquence rapide la décomposition de l'antisionisme, si puissants chez les juifs de gauche, et l'Etat victorieux est devenu une référence positive pour l'immense majorité des juifs de France dont beaucoup, jusqu'à présent, étaient indifférents ou hostiles.

## Triple inflexion

A ce renversement s'est surajoutée une triple inflexion, non moins rapide et spectaculaire. Dans le déclin général du gauchisme et, au-delà, d'un universalisme plus ou moins révolutionnaire, et, en même temps, un mouvement culturel en a appelé à l'identité juive, au rejet de tout projet d'assimilation, à la redécouverte de racines qui semblaient perdues ou menacées, surtout pour les juifs ashkénazes.

Finies, dès lors, l'idée d'une dissolution de l'identité juive dans une action politique générale, et l'opposition, héritée des Lumières, entre vie publique, non juive, et vie privée.

En même temps, une poussée religieuse commençait à se manifester, parfois sous des formes très actives, voire activistes, plus souvent sous celle, plus limitée, d'un retour de familles laïques à un minimum de pratique religieuse.

Dernière inflexion, enfin, le thème du génocide a gagné en importance, dans le monde juif, mais aussi dans les médias et les débats publics — qu'on se souvienne, par exemple, du succès et des polémiques autour de la série télévisée « Holocauste ».

Ainsi s'est redessiné l'espace politique, culturel, religieux et historique de la diaspora juive de France, dont la redéfinition doit beaucoup à des changements de la société française dans son ensemble, et pas seulement au travail du monde juif sur lui-même.

Dans un deuxième temps, chacun des grands pôles qui structurent désormais cet espace s'est renforcé et complexifié, et sont montées des tensions entre eux et à l'intérieur de chacun d'eux.

Le rapport à Israël, à peine acquis, est devenu de plus en plus douloureux, tout au long des années 80, en raison, avant tout, du conflit entre Israël et les Palestiniens.

L'opération de 1982, au Liban (baptisée « Paix en Galilée » par les Israéliens), l'intifada ou les modifications considérables des positions de l'O.L.P. ont entraîné le doute chez les uns, le durcissement chez d'autres, et cette question dramatique n'est évidemment pas réglée par le discours qui identifie purement et simplement l'O.L.P. au terrorisme, ou par l'affirmation qu'Israël est une démocratie où le débat est posé et traité.

L'existence même de l'Etat d'Israël n'est qu'exceptionnellement mise en cause, et la notion d'antisionisme, qui renvoyait à une opposition au projet de rassembler tous les juifs du monde sur une même terre, a perdu tout

sens pour les juifs de France, qui se définissent non plus par rapport à ce projet qui a échoué, mais par rapport à l'Etat d'Israël. Et, aujourd'hui, ce rapport est tendu, malheureux ou buté.

Le mouvement culturel des années 70, s'il ne s'est pas affaibli, est à la recherche d'un second souffle, et semble se heurter à une difficulté majeure : une fois passé le moment de l'affirmation identitaire, une fois celle-ci assurée, avec, notamment, la redécouverte des sources historiques du judaïsme français, et l'expression, en ce qui concerne les juifs d'Europe centrale, du vide incommensurable créé par le nazisme, il est difficile de transformer cette affirmation en créativité, en force d'innovation, et pas seulement de retrouvailles ou de reproduction.

## Fondamentalisme et modernisme

On ne peut qu'être frappé, ici, par la différence qui sépare la littérature juive de France, dont la vitalité est éclatante, d'autres formes d'expressions culturelles et artistiques.

La poussée religieuse ne s'est pas démentie. Elle s'est accentuée et diversifiée. Le poids et l'audience des rabbins se sont précisés. Un fondamentalisme, bien plus qu'un intégrisme comparable à ce qu'on observe en Israël, s'est développé, en marge ou à l'écart des institutions juives communautaires, au point de mettre en cause le monopole du consistoire.

Les pratiques intermédiaires dans la vie de famille, déjà signalées, sont de plus en plus courantes ; avec les rabbins dits « libéraux » une sorte de modernisme trouve également à s'exprimer, qui donne par exemple plus de place, ou une place nouvelle aux jeunes filles et aux femmes dans les manifestations religieuses, ou, encore, qui manifeste plus de souplesse en matière de conversion au judaïsme.

Enfin, et nous arrivons au plus décisif, la référence ouverte, explicite, constante, à la menace antisémite — pour aujourd'hui — et au génocide — pour hier, — semble constituer, plus que jamais, la principale définition commune aux juifs de France. Définition en creux, négative, qui redonne de l'actualité à la célèbre formule de Sartre, selon laquelle le regard de l'autre crée le juit.

On peut penser qu'il y a là un humanisme, et que avec cette référence affichée, la diaspora dispose d'un principe d'intégration autorisant l'association d'une spécificité historique et culturelle et d'un universel. Cultiver la mémoire d'Auschwitz, dénoncer l'antisémitisme,

n'est-ce pas, tout à la fois, en appeler à une histoire, un peuple, une collectivité concrète, et aux droits de l'homme, à la justice, à la vérité, à l'éthique, bref, à des valeurs partagées, ou qui devraient l'être, par le monde entier ?

Mais ce principe d'intégration est en lui-même insatisfaisant et, de plus, très pratiquement soumis à de puissantes forces d'éclatement. D'un côté, en effet, il n'autorise qu'une attitude défensive, il n'est guère porteur de projets positifs, dans lesquels les juifs seraient sujets d'une action constructive, quitte à s'engager dans des conflits qui dépasseraient alors nécessairement leurs seuls problèmes tout en les prenant en charge.

Et, d'un autre côté, ce principe est comme écartelé par deux tendances opposées, qui consistent à nier le caractère universel du génocide (ou de l'antisémitisme) comme forme de refus de l'altérité, pour ne plus en voir que la seule spécificité, et vice-versa.

Côté juif, le résultat le plus net de cet écartèlement est d'abord l'enfermement dans le particularisme. Au lieu d'articuler, ou de chercher à articuler les thèmes de l'antisémitisme et du génocide à une action plus générale, non nécessairement juive, ces thèmes sont associés à d'autres éléments internes à la judéité : à commencer par la religion, qui serait menacée par un catholicisme de conquête, et par la référence à l'Etat d'Israël, qui servirait avant tout l'objet d'une haine antisémite.

## Mise en question du modèle français

Et ceux qui basculent de l'autre côté, refusant le ghetto de la pure spécificité, donnent l'image d'une agitation médiatique déconnectée des problèmes réels et concrets de leur communauté de référence.

Le renforcement de chacun des grands pôles constitutifs de la diaspora — la religion, la culture, le rapport à Israël, l'anti-antisémitisme, la mémoire du génocide, — s'opère ainsi sur fond de perte de sens, puisqu'en même temps s'épuise la capacité des juifs de France à inscrire dans un humanisme ou un universalisme. Ils ne sont certes pas les seuls à vivre ce qui est aussi une mise en question du modèle français de la laïcité républicaine et, au-delà, une crise de la modernité. Mais ils vivent cette crise de façon plus dramatique que d'autres, car elle met en cause aussi bien leur place dans la société française que la structure même de leurs relations internes.

Michel Wieviorka est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.



« Le monde pourrait laisser les Khmers rouges revenir au pouvoir. Faites passer. » (International Herald Tribune, 27 septembre)

## Pour une morale de la solidarité

par Alfred Grosser

Le Parti socialiste est à la recherche d'une pensée. Qu'est-ce qu'une pensée ? Pendant longtemps, il devait être entendu que c'était une doctrine fondée sur des prémisses élevées à la dignité de dogmes. Les dogmes se sont évanouies, et l'homme politique a fait place à une sorte de dégrèvement résigné. La plupart ont même mis à l'écart la notion d'un projet de société. Qui n'avait pas son projet de société ? Et on jugeait chacun sur son projet.

La résignation n'est pourtant pas de mise dès lors qu'on accepte d'une part de faire le bilan de l'évolution sociale sans se laisser aveugler par le clivage gauche-droite, d'autre part de fonder l'action — y compris l'action pédagogique — non plus sur une idéologie ambiguë et structurée, mais sur la morale toute simple dont, en principe, tout le monde se réclame.

Pourquoi serait-on déçu de voir socialistes et droite libérale devenus raisonnables ? Il faut être réaliste : une planification autoritaire et d'un ingénierisme social utopique pour regretter la découverte du marché et de la libre entreprise par le P.S. Il faut vouloir absolument disposer d'un ennemi affreux pour ne pas admettre que, depuis la cohabitation, Hayek n'inspire plus aucun groupement de droite : personne ne se réclame des seules vertus des mécanismes du marché, tout le monde se réclame de politiques sociales pratiquées au nom de la justice.

## Handicaps sociaux

Et le bilan à établir est largement commun. Le sort des personnes âgées s'est amélioré. Le tournant décisif a été pris sous Valéry Giscard d'Estaing. La Sécurité sociale continue à jouer son rôle bienfaisant, avec la permanence des insuffisances (tout le corps sans les dents et les yeux) et

la régression inavouée vers l'inégalité des prestations selon les ressources. Le pourcentage des bacheliers augmente — comme celui des jeunes chômeurs ou futurs chômeurs dans la désespérance. Et les allocations-vieillesse, n'empêchant pas l'évolution démographique aidant, la montée rapide du nombre des vieillards grabataires, condamnés à dépérir physiquement et mentalement.

Oui, condamnés — comme des milliers de jeunes le sont au chômage. Faute de moyens financiers ? En partie seulement. Faute de mécanismes institutionnels, faute de personnels disponibles. Pour aider les handicapés sociaux comme les handicapés physiques à surmonter leur handicap. En Allemagne, des centaines de milliers de jeunes marginalisés, dans le cadre du Jugenddienst, ont une réinsertion préalable à l'apprentissage. En France, telle expérience a montré que des vieillards hébétés cessent de l'être lorsqu'on leur fait faire une croisière bien conçue. Avec quelles ressources ? Avec quels accompagnateurs ?

On est au cœur du sujet. Comment en effet valoriser — en argent et en considération — les éducateurs, les accompagnateurs, sinon en se référant non à une idéologie, mais à la morale même dont on nous a rebattu les oreilles à l'occasion du Bicentenaire ? Que veut dire en effet Liberté, égalité, fraternité sinon que la liberté n'a de justification et même de sens que si elle prend en compte l'égalité, c'est-à-dire la justice, et la fraternité, c'est-à-dire la solidarité ?

Cette prise en compte devrait avoir au moins trois conséquences. La première, c'est l'appel simultané aux structures et aux comportements individuels. Ni simple action caritative, comme au siècle dernier, ni refus de l'engagement personnel direct si la politique ne changeait d'abord les structures, comme le voulait le gauchisme. C'est cette simultanéité que l'abbé Pierre avait exprimée dans la Règle de vie des Compagnons d'Emmaüs :

« Devant toute humaine souffrance, selon que tu le peux, emploie-toi non seulement à la soulager sans retard, mais encore à détruire ses causes. »

La seconde conséquence, c'est la nécessaire dénonciation de la morale courante de la liberté. Elle serait le droit et la possibilité de faire ce que l'on veut quand on veut. Et de le faire par priorité pour son propre plaisir. Du matin au soir, la publicité pèse sur cha-

cun pour qu'il pratique le narcissisme le plus pur. « Sois beau, reste jeune et prends plaisir ! » : le message, jumelé à l'idéologie ambiante de la réussite individuelle, est parfaitement immuable dès lors qu'on prend au sérieux la devise nationale, c'est-à-dire dès lors qu'on croit que la liberté qu'on a doit être, fit-ce seulement en partie, mise au service de la liberté d'autrui, de l'accès d'autrui à plus de liberté et plus de justice.

Où donc est la dénonciation de cette immoralité-là par les socialistes et par tant de publications qui se réclament de la justice dans leur partie politique et de la simple permissivité non engagée, non dirigée par une morale de la solidarité, dans leur partie de culture et de divertissement ?

## Mauvaise presse

La troisième conséquence touche à l'éducation. La simple transmission de savoir ne suffit ni pour créer la liberté sous forme d'accès à l'autonomie du jugement et de l'activité, ni pour faire comprendre le lien moral entre liberté, justice et solidarité. Il y faut, dès la maternelle — aujourd'hui menacée de tomber sous la coupe de la conception autoritaire du primaire, — et jusqu'en faculté, une pédagogie de l'autonomie. Il y faut le souci de faire découvrir une morale. Y compris dans les hauts lieux de l'ambition, parfois des arrivées individuelles, que sont les grandes écoles, surtout celles dont sortent les futurs détenteurs du pouvoir politique et économique.

Il se trouve que la morale a mauvaise presse, surtout à gauche. Tout simplement parce qu'on a oublié que les grandes idéologies, y compris économiques, ne sont que secondes. Les triomphes du marxisme n'ont pas été dus à la théorie de la plus-value, mais à la justification que celle-ci donnait à la révolte contre l'injustice — au nom d'une morale de la justice. La fin des grandes machineries intellectuelles devrait au contraire permettre de donner la première place à l'essentiel. Et si les socialistes, au lieu de se lamenter, sur cette fin ou d'imaginer de nouvelles constructions, vacillantes avant même d'être achevées, se mettaient à se définir en fonction des impératifs moraux de la devise trinitaire, ne regagneraient-ils pas quelque crédibilité, notamment chez ceux — éducateurs, travailleurs sociaux de toutes sortes — qui mettent leur vie en accord avec cette morale ?

Il est vrai que cadres et dirigeants devraient alors commencer par renoncer à nombre d'aspirations et de pratiques personnelles qui rendraient leur discours moral peu crédible.

## AU COURRIER DU Monde

## Réplique à un proviseur

## Les lycéens ne sont pas des agitateurs

Je m'appelle Cécile Le Gal, j'ai dix-sept ans, j'habite Boulogne-Billancourt et je suis lycéenne. Si je vous écris, c'est pour répondre à la lettre de M. le proviseur Jean Mouillet, parue dans le Monde du 16 septembre. Je l'ai trouvée révoltante, réactionnaire et pour tout dire, complètement à côté de la plaque. Je ne prétends pas détenir toute la vérité, mais je tenais à m'exprimer. Je n'ai jamais écrit à un quotidien mais là, c'était trop fort.

Il est sans doute vrai, comme l'affirmait M. Jean Mouillet, que les lycéens manquent de personnel, que ce soit dans l'administration ou le personnel de service, mais de là à prétendre : « vos enfants sont sans surveillance », c'est aller un peu loin !

D'abord, les professeurs sont là pour encadrer les élèves et ensuite, le lycée n'a jamais été un établissement pour spécimens dangereux nécessitant une surveillance de tous les instants. Non, les lycéens ne sont ni des squatters ni des salisseurs de réfectoires ou des pas plus que n'importe quel autre être humain. Le respect des locaux est une chose importante, mais c'est loin d'être l'essentiel ! Les proviseurs peuvent être surchargés de travail, mais il ne faudrait pas croire que de nos jours, on pèle les proviseurs pour s'approfondir de leur culture personnelle.

Les lycéens ne sont pas des agitateurs, ils ne sont pas là pour prendre d'assaut les bureaux des proviseurs, ils veulent juste passer leur bac, le mieux possible et le plus rapidement possible. Ce ne sont pas des « régiments de cavalerie », ils n'ont pas l'intention de tenter des coups d'Etat ou je ne

sais quoi d'autre encore, comme le craint M. Mouillet. Et puis, en cette période où on parle tant d'échec scolaire, ce n'est pas en filiquet les élèves (il y a déjà suffisamment de policiers dans les rues) que l'on poussera les jeunes Français jusqu'au bac. Il faudrait au contraire leur témoigner plus de confiance pour qu'ils s'intègrent mieux à cursus scolaire.

Les lycéens ne sont pas des « bombes » mais des lieux privilégiés de rencontres et d'échanges pour des jeunes qui veulent avant tout faire des études afin d'avoir un maximum de chances de trouver un emploi plus tard.

Et après tout, ce sont eux les Français de demain. Il faudrait peut-être alors veiller à ce qu'ils aient leur place dans la société et à ce qu'ils puissent s'exprimer sans immédiatement susciter méfiance ou suspicion de la part de leurs aînés...

CÉCILE LE GAL

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beauvois-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Corédacteur en chef : Claude Sintes  
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDOPAR 650572 F : Télécopieur : (1) 45-23-06-81

مكتبة الامم المتحدة



# ÉTRANGER

Le Monde • Vendredi 29 septembre 1989 3

Les interventions à l'Assemblée générale des Nations unies

## M. Arens dénonce l'« hypocrisie » de l'ONU à l'égard d'Israël

Le conflit israélo-arabe va être au centre des entrées qui ont lieu, entre les responsables de la diplomatie, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Par ailleurs, M. Genscher a réaffirmé l'engagement de la RFA en faveur du respect des frontières en Europe.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Toutes les délégations arabes, à l'exception de celle de l'Égypte, ont quitté la salle, mercredi 28 septembre, lorsque le ministre israélien des Affaires étrangères a pris la parole à la tribune de l'ONU. Contrairement aux autres orateurs, ce n'est pas par l'éloge des Nations unies que M. Moshe Arens a ouvert son discours, mais par une longue et dramatique évocation de l'Holocauste, par le rappel des origines de l'État d'Israël, de celles des Nations unies et par la dénonciation de l'« hypocrisie ». Tant que ne sera pas révoquée la résolution par laquelle, en 1975, l'ONU a condamné le sionisme au racisme, vingt-huit ans après avoir reconnu au peuple juif le droit à un État en Palestine, « les décisions des Nations unies », a dit M. Arens, ne pourront prétendre à aucune autorité morale et un air d'hypocrisie continuera d'envelopper leurs débats.

Après avoir ensuite longuement décrit les menaces qui encadrent

Israël, M. Moshe Arens a rappelé les principes de l'initiative de paix du premier ministre Shamir (essentiellement l'organisation d'élections dans les territoires occupés), en soulignant qu'il n'y avait pas « d'alternative pour engager un processus de paix ». « Le moment n'est pas venu, a-t-il dit, de tenter d'obtenir des concessions d'Israël en vue d'un règlement définitif. Notre objectif immédiat doit être de mettre fin à la violence et d'engager des négociations ».

Bien qu'il ne l'ait pas évoqué directement, le ministre israélien faisait allusion au plan en dix points proposé par M. Moubarak et résumait ainsi tout ce qui, dans ce plan, va au-delà des questions de procédure et relève d'un règlement de paix global. « Si les représentants des populations palestiniennes arabes de Judée, de Samarie et de Gaza viennent à la table des négociations, nous ne sommes pas opposés à ceux qui les ont élus, mais aussi des droits légitimes et des préoccupations d'Israël, il y a de bonnes chances que ces négociations aboutissent à un accord », a ajouté M. Arens. Il a enfin invité les représentants des vingt pays arabes, qu'il a énumérés comme s'il recensait les absents, mais en omettant l'OLP, à venir s'entretenir avec lui.

Après deux premières journées qui, dans la foulée des rencontres américano-soviétiques du Wy-

oming, avaient été dominées par les questions Est-Ouest et celles du désarmement, le problème israélo-palestinien va devenir le thème dominant des conversations qui ont lieu en marge de l'Assemblée générale. M. Moubarak arrive à New-York, où il partira vendredi à la tribune de l'ONU. Le secrétaire d'État américain, M. James Baker, a eu, mercredi, un entretien avec son homologue israélien, dont il a peu près rien filtré. Une rencontre entre eux deux et le chef de la diplomatie égyptienne, M. Abdel Meguid, est annoncée pour jeudi.

Si les Américains travaillent « en coulisse », comme en a convenu lui-même le président Bush dans son discours de lundi, ils se gardent bien de monter en première ligne sur cette affaire et sont très chichés en déclarations et commentaires. D'autant plus que deux sons de cloche israéliens se font entendre actuellement aux États-Unis. M. Shimon Peres est là aussi. Il a eu, à New-York et à Washington, ces derniers jours, des contacts à très haut niveau avec l'administration américaine, y compris avec M. Bush, auprès de qui il a devancé, lundi, M. Arens.

### Une rencontre interallemande

La session de l'ONU aura permis, mercredi, au ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Genscher, à la fois de rétablir un contact interrompu par la RDA depuis la crise ouverte par

l'écrou massif d'Allemands de l'Est ces dernières semaines, et de rassurer très solennellement l'ensemble de la communauté internationale sur les intentions de la République fédérale. M. Genscher qui a dîné, mercredi, avec son homologue est-allemand, M. Oskar Fischer, n'a pas voulu rendre compte de la partie de leur conversation consacrée à la question des réfugiés. Il a toutefois rapporté la volonté exprimée par M. Fischer de voir les relations entre les deux États allemands se développer normalement.

L'essentiel du discours prononcé le matin à la tribune de l'ONU par le ministre ouest-allemand était une mise au point destinée à couper court aux inquiétudes ou aux procès d'intention que suscite actuellement la République fédérale, et à témoigner de son souci d'éviter tout dérapage et déstabilisation.

Les premiers mots de ce discours ont été pour les Polonais, « premières victimes de l'Allemagne hitlérienne il y a cinquante ans ». « Le peuple polonais », a dit M. Genscher, peut être assuré que son droit de vivre dans des frontières sûres ne sera pas mis en cause par des revendications territoriales de notre part à nous, Allemands, ni aujourd'hui ni demain. La route de l'histoire ne fera pas marche arrière.

Cette réaffirmation du principe de l'inviolabilité des frontières était une réponse directe à l'intervention

de M. Chevartnadze, la veille, à la même tribune.

Ce sont non seulement la Pologne et l'URSS, mais aussi les Occidentaux que M. Genscher voulait rassurer en réaffirmant, en outre, tout aussi solennellement, la fidélité de la République fédérale aux traités et accords qui fondent actuellement l'ordre européen. L'objectif de l'unité allemande inscrit dans la Constitution n'est pas antinomique de ce cadre juridique, a-t-il ajouté en substance. La RFA entend poursuivre cet objectif avec les autres États européens et non contre eux. Autrement dit, Bonn ne remet pas en cause l'existence de la RDA.

Mais la situation actuelle en Europe de l'Est comporte le risque d'une déstabilisation. De la même manière qu'il a appelé les Occidentaux à ne rien faire qui la favorise, M. Genscher a invité les autorités est-allemandes à ne pas y contribuer par leur immobilisme. Le processus de réformes en cours dans d'autres pays de l'Est est « irréversible, a-t-il dit, aucun pays ne peut y échapper à terme ». « C'est avec une profonde émotion, a-t-il conclu, que nous sommes témoins du sort de ces jeunes gens qui quittent leur foyer. Personne ne peut souhaiter cela. Une politique de réformes offrira en RDA, comme dans les autres pays de l'Est, des perspectives nouvelles. Elle engagerait ces jeunes gens à rester là où ils ont grandi, là où ils sont chez eux ».

CLAIRE TRÉAN

Le voyage de M. Moubarak à Paris

### M. Rocard estime l'initiative égyptienne « tout à fait positive »

Le premier ministre, M. Michel Rocard, qui s'est entretenu mercredi soir 27 septembre, pendant plus d'une heure, avec le chef de l'État égyptien, M. Hosni Moubarak, a qualifié de « tout à fait positive » l'initiative égyptienne en dix points, définissant les conditions de création d'un dialogue israélo-palestinien et l'organisation d'élections dans les territoires occupés.

« Il faut chercher par tous les moyens le dialogue dans cette région », a souligné M. Rocard à l'issue de son entretien.

### Une rencontre avec M. Mitterrand

Il a précisé qu'il avait évoqué avec le président égyptien les problèmes de la dette du Moyen-Orient, du Liban, ainsi que des conflits africains qu'il n'a pas cités. M. Moubarak, qui assure depuis juillet la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), préside le comité de médiation panafricain chargé des différends journaliers entre la Mauritanie et le Sénégal.

On indique, dans l'entourage du chef d'État égyptien, qui devait être reçu jeudi matin avant son départ pour New-York par M. François Mitterrand, que l'entretien a également porté sur la renaissance du dialogue Nord-Sud et sur les problèmes de remboursement de la dette du tiers-monde.

## PROCHE-ORIENT

LIBAN : à trois jours de la réunion de Taëf

### Le général Aoun revient en partie sur son acceptation du plan de paix arabe

Le général Aoun a jeté un doute, mercredi 27 septembre, sur les chances de succès du plan de paix de la Ligue arabe au Liban en votant en partie sur son acceptation du projet de réconciliation nationale du triumvirat (Algérie, Arabie saoudite, Maroc).

Au cours d'une conférence de presse, le chef du gouvernement libanais a jugé « inacceptable en l'état » le projet de « document d'entente nationale » élaboré par le triumvirat arabe et mis en garde les députés libanais contre toute « trahison ». Ce projet préconise notamment l'adoption de réformes constitutionnelles et l'élection d'un président de la République, qui précéderait d'un délai d'un mois deux ans un événement « redoublément » des troupes syriennes dans l'est du Liban.

Selon le général Aoun, les députés se réuniront le samedi 30 septembre à Taëf, en Arabie saoudite, « sous une double présidence » celle de l'occupant syrien qu'ils savent inévitable de leur retour et celle, morale, du triumvirat, qui tient à faire aboutir son projet. Il a affirmé avoir été « forcé » d'accepter le plan de paix arabe car celui-ci avait « reçu une perception internationale positive », précisant : « Il fallait convaincre nos amis que nous sommes souples et flexibles ».

« Mais, a-t-il ajouté, je n'ai rien concédé », demandant aux députés chrétiens de discuter en priorité, lors de cette réunion, d'un calendrier de retrait des troupes syriennes « avant tout projet de réforme et avant tout consensus national ».

La Syrie, a-t-il poursuivi, « a déjà assassiné l'initiative arabe avant la rencontre de Taëf en refusant de retirer immédiatement les trente-trois mille soldats syriens déployés au Liban ». Le général Aoun réagissait ainsi à une déclaration du vice-président syrien Abdel Halim Khaddam, selon laquelle aucun soldat de Damas ne quitterait le Liban avant des réformes politiques et la formation d'un cabinet d'unité nationale dans ce pays.

Le général Aoun a, en conclusion, affirmé « n'attendre rien de positif » de la réunion de Taëf, qui, a-t-il souligné, « n'a aucun pouvoir constitutionnel ». « Nous ne permettrons pas, a-t-il ajouté, que l'on cède par la politique ce que le canon a réussi à préserver. Ce serait une trahison. La souveraineté nationale n'est pas à marchandiser ». Il a enfin rappelé qu'il se réservait le droit de « recourir à tous les moyens pour parvenir à mettre un terme aux occupations étrangères du Liban ».

Vingt-quatre députés résidant dans le « pays chrétien » au Liban, réunis plus de trois heures durant, mercredi soir, avec le général Aoun, ont retenu le principe d'une participation à la réunion de Taëf. Jusqu'à présent, seuls deux députés chrétiens, dont M. Raymond Eddé, résidant à Paris, ont refusé de participer à la réunion. « Une rencontre des députés à l'étranger pour discuter de questions aussi importantes qu'une révision de la Constitution est inacceptable », a déclaré M. Eddé. — (AFP, Reuters, AP.)

ISRAËL : le pacifiste Abbie Nathan reconnaît coupable de « contacts avec une organisation terroriste ». — Le tribunal de première instance de Ramleh, près de Tel-Aviv, a reconnu, jeudi 28 septembre, le pacifiste israélien Abbie Nathan coupable de « contacts avec une organisation terroriste » à la suite d'un entretien qu'il avait eu, en 1988, à Tunis, avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. M. Abbie Nathan, surnommé le « pilote de la paix », âgé d'une cinquantaine d'années, avait reconnu les faits mais plaqué non coupable, soulignant que l'OLP ne pouvait pas être assimilée à une « organisation terroriste ». — (AFP.)

ESPAGNE : la première visite à Madrid du souverain chérifien

### Le roi Juan Carlos a évoqué avec Hassan II l'affaire du Sahara occidental

La visite du roi Hassan II à Madrid, du lundi 25 au mercredi 27 septembre, a permis un « déblocage » des relations entre le Maroc et l'Espagne et une évocation des problèmes en litige entre les deux pays.

MADRID

de notre correspondant

Une rencontre entre les chefs de gouvernement espagnol et marocain aura désormais lieu une fois par an, alternativement dans l'un et l'autre pays. C'est là le principal résultat de la visite officielle du roi Hassan II — la première depuis son accession au trône il y a vingt-huit ans.

L'Espagne inaugure de la sorte avec son voisin africain des relations régulières au sommet semblables à celles qu'elle entretient avec ses voisins européens, la France et le Portugal. Un geste particulièrement apprécié par le monarque marocain, à un moment où celui-ci a précisément fait du rapprochement avec l'Europe l'un des axes de sa politique.

Les responsables marocains, observé-t-on dans les milieux diplomatiques espagnols, ont désormais compris qu'il était indispensable de commencer par améliorer globalement les rapports entre les deux

pays au lieu de se polariser sur les litiges, qui ne pourront être efficacement traités qu'une fois « réchauffés » les relations d'ensemble. Si le communiqué commun signé mercredi souligne avec emphase « l'excellente phase des relations bilatérales », les désaccords n'en ont pas moins été évoqués, notamment à propos du Sahara occidental : si l'Espagne tente de maintenir à ce sujet, dans la mesure du possible, une attitude diplomatique de « profil bas », elle ne peut toutefois s'abandonner totalement de ses responsabilités historiques quant au sort de son ancienne colonie.

### « Déblocage » politique

Le roi Juan Carlos a joué les bons offices en transmettant discrètement à Hassan II un message du secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, suggérant au monarque alaouite un assouplissement de ses positions qui permette la reprise du dialogue avec le Front Polisario. Juan Carlos a, d'autre part, rappelé publiquement, lors du dîner officiel au palais royal, la position de son pays en faveur d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, « sous les auspices des Nations unies [et] avec les garanties adéquates ».

Quant à la revendication marocaine sur les deux villes espagnoles de Ceuta et Melilla, sur la côte nord-africaine, le roi Hassan II s'est abstenu d'y faire publiquement mention durant son séjour à Madrid, ce qui a été particulièrement apprécié par ses hôtes, surtout en cette période préélectorale. Il semble toutefois que, malgré les démentis espagnols, le thème ait bien été évoqué lors de ses conversations avec M. Felipe Gonzalez. En janvier 1987, le roi avait officiellement suggéré à l'Espagne, sans obtenir de réponse, la création conjointe d'une cellule de réflexion à ce propos.

L'évocation de litiges dont personne ne nie l'existence n'empêche pas que ce voyage puisse être considéré comme celui du déblocage politique entre les deux pays. Tout au moins au niveau officiel ; car si les responsables espagnols se montraient satisfaits, il n'en va pas de même de la presse. Les journaux madrilènes ont apparemment surtout retenu de ce voyage l'absence totale de ponctualité du souverain, qui s'est engagé durant son séjour à faire longuement attendre tous ses hôtes — y compris le roi Juan Carlos — et à reporter ses divers rendez-vous. A ce niveau au moins, le « réchauffement » des rapports bilatéraux est encore à réaliser.

THÉRIY MALINIAK

## Pendant Apple Expo, tous les hommes ont la parole, mais chacun leur tour.

11 H 00	13 H 00	14 H 00	14 H 30	15 H 00	16 H 00	16 H 30
Michael Spitzer : Transmutations	Présentation de Macintosh Portable et de Macintosh Iliac	Programmation : du « sur-mesure » avec HyperCard	Système Macintosh : stratégies et perspectives	Vidéo : Macintosh à la palette et aux commandes	Numeris : les Macintosh sont branchés	Conception et Design : le nouveau défi de Macintosh
Alan Kay : Prospective	Présentation de Macintosh Portable et de Macintosh Iliac	Programmation : du « sur-mesure » avec HyperCard	Macintosh, votre interprète auprès des gros systèmes	Les développeurs, à vos claviers !	Disque compact numérique : une mémoire d'éléphant	Présentation : Macintosh, un allié pour convaincre

Pour connaître le programme complet des conférences, venez à Apple Expo ou tapez 3614 code Apple. Apple Expo est au CNIT/La Défense, du 27 au 30 septembre 1989.



Apple Expo

## EUROPE

YUGOSLAVIE : en dépit des avertissements de Belgrade

## Ljubljana inscrit dans la Constitution le « droit à l'autodétermination de la Slovénie »

Réuni mercredi 27 septembre à Ljubljana, le Parlement de Slovénie, la république la plus septentrionale de la fédération yougoslave a adopté des amendements à la Constitution qui renforcent son autonomie par rapport à Belgrade.

Dans la soirée, après le vote, les automobilistes manifestaient leur joie en klaxonnant joyeusement dans les rues, tandis que des passants, massés à la sortie du Parlement, acclamaient leurs députés.

Le Parlement de la Slovénie ne s'est pas soucié des avertissements répétés qui lui avaient été adressés ces derniers jours à la fois par la présidence collégiale de l'Etat et la Ligue fédérale des communistes, convoqués en plénum extraordinaire, mardi à Belgrade. Les députés slovènes des trois chambres ont rejeté tout compromis et refusé d'ajourner leur débat, comme on leur avait demandé instamment de le faire. C'est à une majorité écrasante (256 voix pour, une contre et une abstention) et sous les applaudissements, qu'ils adoptent plus de soixante-dix modifications de leur Constitution.

Ces amendements tendent à renforcer l'autonomie de la Slovénie par rapport au pouvoir central et scellent d'une certaine façon le développement du processus de démocratisation politique et économique en cours dans cette république, qui est déjà la plus avancée sur le plan industriel. Voisins de l'Autriche et de l'Italie, quelque deux millions de Slovènes (sur une population totale de vingt-trois millions d'habitants) sont respos-

bles de 20 % des revenus d'exportation de l'ensemble de la fédération.

An chapitre de la libéralisation du régime, les changements constitutionnels prévoient que les groupes politiques indépendants, jusqu'ici obligatoirement « chapeautés » par l'Alliance socialiste, pourront à l'avenir agir en dehors de ce « parapluie » et présenter des candidats aux élections. La nouvelle loi fondamentale ne fait plus état du « rôle dirigeant du parti ». Ce sont deux éléments qui vont distinguer la Slovénie des cinq autres républiques du pays, plus ou moins opposées au pluralisme politique. Un pluralisme qui, dit-on à Bel-

grade, à Sarajevo et à Zagreb, pourrait faire resurgir les vieux antagonismes du passé.

## « Jusqu'à la sécession »

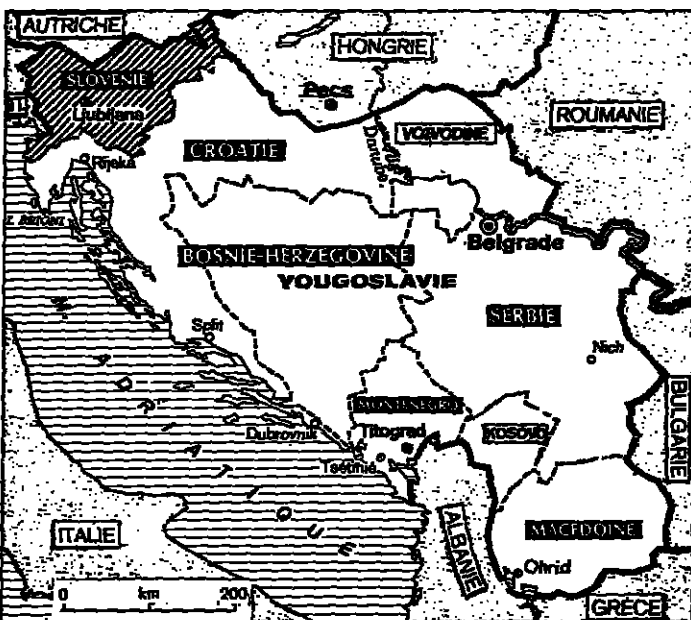
Ce qui inquiète le plus les autorités fédérales et qui a justifié les réunions de la présidence collégiale et de la Ligue, mercredi à Belgrade, est toutefois le fait que le Parlement de Slovénie vient d'inscrire dans sa nouvelle constitution des articles qui consacrent « le droit à l'autodétermination, jusqu'à la sécession », et empêchent le pouvoir central de décréter l'état d'urgence et d'utiliser les

forces armées en temps de paix sur le territoire de cette république, sans feu vert préalable des dirigeants de Ljubljana.

Selon la direction de l'Etat et du Parti communiste, ces amendements sont « contraires à la Constitution fédérale » et menacent l'« intégrité du pays ». Les responsables militaires, siégeant au sein de ces organismes, avaient, pour leur part, lancé une mise en garde contre « les conséquences imprévisibles » de ces décisions. Thèse récusée totalement par les dirigeants slovènes, qui ont vu dans ces amendements une « pression politique inadmissible ». « Il n'y a aucune raison pour les députés slovènes d'ajourner leurs discussions », a déclaré, mercredi à la tribune, le président du Parlement de Ljubljana, M. Miran Potrč. Et d'ajouter : « C'est le droit souverain du peuple slovène ». A ses yeux, les amendements votés peuvent être « la base d'une rupture finale avec une longue période durant laquelle l'idéologie et la politique ont dominé la vie des hommes et les problèmes économiques ». Pour M. Potrč, l'adoption de ces amendements « ne signifie pas que la Slovénie veuille faire du tort aux autres nationalités vivant en Yougoslavie ».

Jeudi, la presse serbe de Belgrade — qui défend son chef, M. Slobodan Milosevic et les thèses qu'il développe, à l'opposé des Slovènes, sur un renforcement du pouvoir central — s'est déchaînée, comme les jours précédents, contre les dirigeants « libéraux » de Ljubljana. Mercredi soir, au Monténégro, selon la télévision de Belgrade, des milliers d'ouvriers « hostiles au vote des amendements » avaient défilé dans les rues de Titograd, pour réclamer le « renversement de la direction slovène actuelle ».

A. D.



La Yougoslavie, qui compte 23 millions d'habitants, est composée de six Républiques : la Serbie (9,3 millions d'habitants), la Croatie (4,6 millions), la Bosnie-Herzégovine (4,1 millions), la Macédoine (2 millions), la Slovénie (2 millions) et le Monténégro (800 000). Deux provinces autonomes, la Voïvodine (2 millions) et le Kosovo (1,8 million), sont rattachées à la Serbie.

URSS : la session du Soviet suprême

## Haro sur les coopératives

La session d'automne du Parlement soviétique s'est poursuivie par un débat animé sur les coopératives, objets de critiques convergentes.

MOSCOU

de notre correspondant

Riches en sujets de mécontentement et pauvre en objets de consensus, la session soviétique est pourtant à peu près unanime dans son hostilité aux coopératives : qu'on soit bureaucrate conservateur, simple grand-mère en charge de courses, ouvrier ou employé, on n'arrive pas à trouver une légitimité à ces mini-entreprises privées introduites par M. Gorbatchev.

La raison peut en être la jalousie, l'outrage même que suscitent la réussite et l'argent facile dans un pays pauvre où le nivellement social a été fait vertu et dont les énormes inégalités étaient, jusqu'à présent, soigneusement dissimulées. La bureaucratie, quant à elle, craint que ce développement d'une nouvelle couche d'entrepreneurs et de commerçants ne soit la plus sûre de ses condamnations. Et M. et Mme Tout-le-Monde, enfin, enragent de pouvoir trouver dans les

coopératives, mais à des prix insupportables pour eux, des produits de première nécessité qu'ils ne peuvent plus se procurer dans les magasins d'Etat.

Il est donc fréquent d'entendre, dans les queues ou dans l'autobus une même personne vitupérer les conservateurs et vouloir les coopératives à la pendaison.

Déstabilisés, impopulaires et, de semestre en semestre, déclinant au sommet par M. Gorbatchev, les conservateurs ont donc ainsi trouvé un terrain de bataille rêvé puisqu'il leur permet d'essayer de tuer dans l'œuf la libéralisation économique et de s'en prendre directement au secrétaire général sans même avoir à le nommer, tout cela avec le soutien du public.

Avantage annexe et particulièrement pernicieux de cette bataille : elle entretient un tel sentiment de précarité parmi les coopérateurs que certains d'entre eux se contentent, sans rien créer, de faire le plus d'argent possible le plus vite possible sans réinvestir leurs bénéfices. A force de les dépendre en affaires, on les pousse ainsi à devenir de simples intermédiaires — commerçants avisés qui savent voir dans quelle région de

l'immense territoire soviétique on peut se procurer, sur le marché d'Etat, tel ou tel produit totalement absent ailleurs, qui courent acheter en masse et viennent revendre à trois ou cinq fois le prix.

Encore remplissent-ils la fonction défendable — celle de régulateurs du marché — et leurs prix ne font-ils après tout, qu'anticiper les hausses générales à venir. Là, en revanche, où le scandale est réel, c'est lorsque des coopérateurs, de même ou très officiellement associés à des fonctionnaires du réseau de distribution d'Etat, préemptent des livraisons, vident en d'autres termes les magasins publics pour remplir les leurs. Cela devient de plus en plus fréquent et ne constitue qu'un des aspects du sabotage organisé auquel se livre la bureaucratie. En l'affaire, les plus grands coupables sont naturellement les fonctionnaires qui font de cette manière coup triple puisqu'il se remplissent les poches, font monter la colère contre la perestroïka et oublient que les coopératives purement commerciales — ou dit « spéculatives » — ne représentent que 7 % de l'ensemble du secteur.

## Chaque alerte

Dynamiques et déjà indispensables, les coopératives de services en représentent, elles, 13,5 %, tandis que les coopératives de construction en constituent la cinquième. La pression est néanmoins devenue tellement forte — et les abus parfois si réels — que le gouvernement mis en place au début de l'été s'est résolu à présenter devant la deuxième session du Soviet suprême un projet de loi donnant, de facto, aux assemblées locales pouvoir de vie ou de mort sur les coopératives.

C'est à la fois lâcher de lest, se prémunir de toute accusation contre le pouvoir central et tabler sur une prochaine sagesse de ces assemblées dont les élections locales devraient, cette année, profondément renouveler les effectifs. — En faveur, bien sûr, des réformateurs, siôt présentés, en première

lecture, par le vice-premier ministre Leonid Abalkine, le projet a donc provoqué un savoureux psychodrame dans lequel M. Abalkine, un économiste réformateur, défendait les coopératives comme embryon de « marché socialiste » tandis que des députés vitupéraient ces « spéculateurs » qui s'enrichissent sur « le dos de nos enfants ».

Rarement débat parlementaire aura été, de bout en bout, aussi faux puisque chacun poursuivait ses arrière-pensées. M. Gorbatchev s'est même offert le luxe de jouer les vox populi et de se faire ovationner par les conservateurs. Interrompant M. Abalkine et prenant le ton du bon sens indigné, il a en effet expliqué, exemples à l'appui, qu'on pouvait « difficilement parler de travail honnête » à propos des coopératives d'achat et de vente et qu'il était donc « justifié de vouloir déloger des barrières contre ceux qui s'enrichissent illégalement et discréditent le mouvement coopératif sans le développement dynamique duquel on ne peut assurer le succès de la perestroïka ».

Le projet défendu par M. Abalkine (et M. Gorbatchev avec lui) a été adopté en première lecture. Un autre projet, interdisant purement et simplement, à l'échelle nationale et dès le 1<sup>er</sup> octobre, les coopératives commerciales, a lui, été repoussé de justesse (205 voix contre 193).

L'alerte a été chaude. Il y en aura d'autres — et pas seulement sur les coopératives.

BERNARD GUETTA

■ M. Gorbatchev au Japon en 1991. — M. Gorbatchev fera sa première visite officielle au Japon en 1991, a annoncé, mercredi 28 septembre à New-York, le porte-parole de la délégation japonaise à l'Assemblée générale de l'ONU. Cette décision, a-t-il ajouté, a été prise lors d'un entretien que les ministres japonais et soviétiques des affaires étrangères, MM. Taro Nakayama et Edouard Chevardnadze, ont eu mercredi. — (AFP.)

GRÈCE : ancien premier ministre

## M. Papandréou sera aussi jugé pour son rôle dans le scandale Koskotas

Le Parlement grec a décidé, jeudi matin 28 septembre, pour la deuxième fois en deux semaines, de traduire l'ancien premier ministre socialiste Andreas Papandréou devant une cour spéciale. La coalition des conservateurs de la Nouvelle Démocratie, des communistes et apparentés de la Coalition de gauche et du progrès avait déjà voté la semaine dernière pour déferer M. Papandréou devant la justice pour des écoutes téléphoniques illégales. Cette fois-ci, les députés se sont prononcés, après deux jours de débats-marathon, par 166 voix contre 121, pour sa comparution pour son rôle dans le vaste scandale politico-financier déclenché par le banquier Georges Koskotas, qui a entraîné l'échec des socialistes aux élections de juin dernier.

ATHÈNES

de notre correspondant

C'est la première fois qu'un ancien chef de gouvernement sera traduit devant la cour spéciale, si l'on exclut le cas de l'ancien dictateur Georges Papadopoulos, condamné à la prison à vie en 1975 pour « haute trahison ».

M. Papandréou sera jugé en compagnie de quatre anciens ministres, MM. Agamemnon Koutsogiorgas, ancien vice-premier ministre et ministre de la Justice, Georges Petros (transports et communications), Panayotis Roumeliotis (économie) et Dimitri Tsovolas (finances).

RDA

## La réapparition de M. Honecker facilite les négociations sur les réfugiés

Malgré l'assurance de l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel d'obtenir l'autorisation d'émigrer légalement vers la RFA dans les six mois à venir, la plupart des Allemands de l'Est réfugiés à l'ambassade ouest-allemande à Prague, refusent toujours de regagner la RDA.

Leur nombre ne cesse d'augmenter de jour en jour avec l'arrivée de nouveaux candidats à l'émigration. Mille cinq cents personnes étaient massées, mercredi 27 septembre, dans le périmètre de l'ambassade, où l'on redoutait un nouvel afflux à l'occasion du match de Coupe d'Europe de football Basile-Ostrava (Tchécoslovaquie) contre Rostock (RDA).

Le retour à la vie publique d'Erich Honecker, il y a quelques jours, a mis fin à une relative paralysie du régime est-allemand. M. Vogel dispose d'une plus grande marge de manœuvre pour tenter de résoudre la crise. L'avocat fait actuellement la navette entre l'ambassade de RFA à Prague et à celle de Varsovie, où sont réfugiés trois cent cinquante personnes.

Il est accompagné de trois représentants du gouvernement ouest-allemand, dont le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Juergen Sudhof. Mais ces efforts portent peu leurs fruits. Le nombre de ceux qui ont accepté de rentrer en RDA était de cent soixante-dix-sept, mardi, et d'une cinquantaine, mercredi.

Le porte-parole du gouvernement ouest-allemand a annoncé officiellement mercredi, à Bonn, que plusieurs réfugiés qui avaient accepté de quitter la représentation ouest-allemande à Berlin-Est, le 8 septembre, et l'ambassade à Prague, le 12 septembre, après avoir reçu la promesse de pouvoir émigrer, étaient déjà arrivés en RFA.

Trois chefs d'inculpation ont été retenus contre l'ancien premier ministre. Il est accusé de « corruption passive », de « recel de produits de vol », ainsi que d'avoir été « l'instigateur moral » du dépôt de 3,3 millions de dollars fait par les entreprises publiques grecques à la Banque de Crète, que dirigeait Koskotas et qui connaissait des difficultés de trésorerie.

Pour la première fois depuis le mois de juillet, M. Papandréou s'est présenté au Parlement pour se défendre. « Toutes les accusations portées contre moi, a-t-il dit, sont le fruit de la fantaisie d'un escroc. » « Je ne suis pas venu ici pour avouer quoi que ce soit », a souligné M. Papandréou avant d'ajouter : « J'accuse mes accusateurs », leur reprochant tour à tour de vouloir le « souiller et le détruire personnellement », de le « calomnier », de « fabriquer des accusations » afin d'aboutir à « la chute et à l'écroulement du PASOK ». Il a affirmé que Koskotas, actuellement emprisonné aux Etats-Unis, poursuivait ses calomnies contre lui en échange de sa libération.

M. Papandréou a une nouvelle fois dénoncé une tentative de la majorité parlementaire de « criminaliser » la minorité avant d'insister sur « l'impasse morale et politique » dans laquelle le pays s'est, selon lui, engagé.

## « La justice doit trancher »

L'ancien premier ministre a terminé son discours en lançant un appel à la Coalition de gauche pour une éventuelle coopération dans l'avenir. « Nous gardons les horizons ouverts pour construire une Grèce indépendante, démocratique et progressiste », a-t-il conclu, avant de quitter la salle pour des « raisons de sensibilité personnelle ».

« Il n'y a aucune impasse politique, elle existerait si le PASOK était resté au pouvoir », a souligné le président de la Nouvelle Démocratie, M. Konstantin Mitsotakis, qui portait le deuil de son gendre Pavlos Bakoyannis, assassiné la veille sous les balles du groupe terroriste 17-Novembre. « Il n'est pas agréable de traduire des hommes politiques devant la justice, mais on ne pouvait pas faire autrement », a ajouté M. Mitsotakis. Il a assuré qu'il n'y aura pas de prescription des scandales. « La catharsis se poursuivra », a poursuivi le dirigeant conservateur ; la justice examinera tous les scandales, petits, moyens et gros », après la victoire de la Nouvelle Démocratie aux prochaines élections, prévues pour le 29 octobre ou le 5 novembre.

Le président de la Coalition de gauche et du progrès, M. Harilaos Trikoupi, a, de son côté, souligné que la gauche ne pénalisait pas M. Papandréou et les anciens ministres, mais estimait nécessaire leur comparution pour que « la justice tranche ». M. Trikoupi a accusé les socialistes d'avoir tout fait pour « couvrir » le scandale, d'avoir aidé Koskotas dans ses efforts pour investir et contrôler des secteurs importants comme la presse, la banque et le sport.

L'intervention très attendue de M. Koutsogiorgas a constitué un autre point fort du débat transmis en direct à la télévision. L'ancien numéro deux du gouvernement, homme politique chevronné et l'un des meilleurs avocats grecs, s'est défendu pendant plus d'une heure et demi devant ses ex-cofrères. Il a catégoriquement démenté avoir touché un pot-de-vin de 2 millions de dollars, comme l'accusait l'ancien conseiller juridique de Koskotas, affirmant que l'argent a été déposé à son titre sur son compte suisse et a ensuite été retiré par le banquier, une fois que le scandale était scintillé. Selon l'accusation, cette somme devait le « récompenser » pour avoir fait adopter en août 1988 une loi sur le secret bancaire, qui arrangeait bien à l'époque Koskotas.

DIDIER KUNZ

## Ankara reconnaît la compétence de la Cour européenne des droits de l'homme

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a annoncé mercredi 27 septembre à Strasbourg, devant le Conseil de l'Europe, que son pays allait reconnaître la compétence de la Cour européenne des droits de l'homme. Cette reconnaissance permettra aux requêtes individuelles contre l'Etat turc de parvenir à la Cour de Strasbourg. En janvier 1987, la Turquie, signataire de la Convention européenne des droits de l'homme depuis 1954, avait reconnu le principe du recours individuel mais pas la compétence de la Cour de Strasbourg, ce qui avait pour effet de bloquer ces requêtes au niveau du comité des ministres des Vingt-Trois.

M. Ozal était le premier chef de gouvernement turc à prendre la parole devant l'assemblée du Conseil de l'Europe depuis M. Bulent Ecevit en 1978. La Turquie avait été suspendue de cette assemblée en 1980 en raison du coup d'Etat militaire. Il a souligné son attachement au respect des droits de l'homme et à la démocratie pluraliste. Citant Amnesty International, plusieurs députés avaient dénoncé au cours de la séance la poursuite de violations des droits de l'homme en Turquie, notamment les arrestations pour raisons politiques. — (AFP.)

سكنا من الامم



## EUROPE

AUTRICHE : nouvel embarras pour les socialistes

### Le Parlement crée une commission d'enquête sur le scandale Noricum

Le Parlement autrichien a voté, mercredi 27 septembre, la constitution d'une commission d'enquête sur un vaste trafic d'armes avec l'Irak dont le chef de file était la firme Noricum, filiale du groupe nationalisé Voest. Cette affaire embarrassée sérieusement le Parti socialiste du chancelier Vranitzki, dont les députés se sont abstenus. Plusieurs dirigeants, anciens et actuels du parti, sont mis en cause.

VIENNE

de notre correspondant

Le vote du Parlement fait suite à l'ouverture d'une instruction judiciaire en juillet contre l'ancien chancelier Fred Sinowatz, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Karl Blecha, et l'ancien président du Parlement, M. Leopold Gratz, à l'époque ministre des affaires étrangères, soupçonnés d'avoir couvert ce trafic. Accusés par une autre commission d'enquête d'avoir tenté de camoufler une grave affaire de carambouille — l'affaire Luoma — MM. Blecha et Gratz avaient déjà dû démissionner de leurs fonctions au début de l'année. Plus embarrassant pour le chancelier est pourtant l'implication de son ministre des finances, M. Ferdinand Lacina, un homme de cette nouvelle génération de dirigeants socialistes qui table sur sa réputation d'irréprochabilité

pour redorer le blason du parti. Bien qu'apparemment « doublé » à l'époque par les dirigeants des firmes mis en cause, M. Lacina n'en était pas moins le ministre de tutelle de l'industrie nationalisée. Le chancelier aurait apparemment préféré que M. Lacina soit mis hors de cause lors du procès qui doit s'ouvrir le 22 novembre contre les responsables directs de l'affaire, avant que le parlement ne débâte des responsabilités politiques.

Après avoir vendu début 1983 des canons à l'Irak avec des faux certificats de destination pour la Jordanie, la firme Noricum a signé, en mars 1985, un contrat avec l'Irak sur la livraison de deux cents canons de type GHN 45 — les mêmes qu'avaient reçu Bagdad — et sur cent mille obus fabriqués par une autre firme d'Etat, Hirtenberger. Le contrat assurait également aux iraniens une certaine assistance technique notamment l'entraînement d'officiers et une option sur quatre cents autres canons. Au total, ce marché portait sur 21 milliards de schilling (10,5 milliards de FF).

Un seul inconvénient : ce marché était illégal. La loi sur les exportations d'armes interdit en Autriche, pays neutre, d'exporter des armes dans des pays en guerre ou sur le point d'être impliqués dans un conflit armé. Pour « légaliser » le trafic, on s'est servi de faux certificats de garantie pour la Libye et plus tard pour le Brésil, l'Argentine, la Thaïlande et même la Pologne (munitions).

Tout se fait cependant très vite dans les milieux d'initiés. Tandis que l'ambassade des Etats-Unis, assistait en garde contre la vente d'armes à Tripoli, l'ambassadeur d'Autriche en Grèce, M. Herbert Amry, recevait des informations détaillées par un marchand d'armes iranien, Hadj Dai, en conflit avec les dirigeants de Noricum, sur la réalité de l'opération. Mais le ministre de l'Intérieur, M. Karl Blecha, se contentait de demander à voir Les certificats de destination finale qui lui ont été promptement présentés... pour la Libye. Ce pays n'étant pas encore en guerre, dans l'optique de Vienne, l'autorisation pour les exportations a été accordée. La Noricum avait de son côté payé 35 millions de schillings à Hadj Dai pour garder le silence.

#### Des mots suspects

La mort soudaine de M. Amry (« crise cardiaque ») après une réception à l'ambassade à Athènes a alerté la presse qui spéculait sur les conditions assez mystérieuses de ce décès. Quelques mois plus tard, des journalistes découvraient dans le port yougoslave de Kordel-jew une quarantaine de canons GHN 45 destinés à la Libye. Curieusement ce matériel de guerre était muni de modes d'emploi en langue iranienne.

Il a fallu attendre juin 1987 et les avertissements d'un ancien dirigeant de la Voest, M. Gernot Preschern, pour en savoir plus. Il confirmait

l'authenticité d'un contrat illégalement passé avec l'Irak et, mieux encore, il ne laissait pas de doute qu'à son avis toute la classe politique était « au parfum ». Il affirmait aussi que M. Herbert Apfalter, directeur général de la Voest — à la retraite au moment des avertissements — lui avait assuré que le chancelier M. Sinowatz, avait personnellement donné le feu vert à la vente des canons.

Cité à comparaître, M. Apfalter meurt — lui aussi d'une crise cardiaque — avant d'avoir pu témoigner. Mais les dirigeants de Noricum et de la Voest passent les uns après les autres aux aveux.

Les responsables socialistes ont maintenu jusqu'au bout n'avoir été au courant de rien, jusqu'à ce que cet été des dossiers contenant notamment la correspondance des ambassadeurs dans la région refassent surface. Il en ressort que MM. Sinowatz, Blecha et Gratz étaient forcément avertis de ce qui se passait et qu'ils avaient dû subir un véritable chantage de la part de l'Irak.

Ayant pris connaissance des livraisons de canons autrichiens à son adversaire dans la guerre du Golfe, Téhéran menaçait en effet de bloquer tout commerce avec l'industrie d'Etat autrichienne si l'Irak ne recevait pas également le même type d'armes. L'enjeu était de taille : en cas de perte du marché, un secteur déjà en crise, qui assurait des milliers d'emplois, risquait de s'écrouler.

WALTRAUD BARILY

## A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

Bangkok estime que des milliers de soldats vietnamiens n'ont pas quitté le pays

Il reste encore des milliers de soldats vietnamiens au Cambodge, au lendemain de l'annonce de leur retrait total, a déclaré, mercredi 27 septembre, le vice-ministre thaïlandais des affaires étrangères. « Des dizaines de milliers de soldats vietnamiens [au Cambodge] ont été recrutés et subissent un entraînement militaire pour remplacer les soldats qui viennent de se retirer », a ajouté M. Prapas Limpahandu. D'autre part, selon l'hebdomadaire britannique *Jane's Defense Weekly*, des résistants cambodgiens non communistes sont entraînés depuis plus de quatre ans dans des bases secrètes en Thaïlande par la Grande-Bretagne.

Aux Nations unies, les deux coprésidents de la conférence sur le Cambodge, qui s'était terminée, en août dernier, à Paris, par un échec, ont « favorablement accueilli », mercredi, le retrait vietnamien du Cambodge. Les ministres français et indonésien des affaires étrangères se sont déclarés disposés « à reprendre le processus de négociation et à réunir la conférence (...) en temps opportun ». Pour sa part, la Chine a estimé, jeudi, que la reprise du dialogue sur le Cambodge était du ressort des « parties concernées », mais s'est dite prête à soutenir « tous les efforts » en vue d'une solution du conflit. — (Reuters, AFP.)

COLOMBIE

Deux morts dans l'explosion d'une voiture piégée

Deux personnes qui se trouvaient à bord d'une voiture piégée ont été tuées, mercredi 27 septembre, dans l'explosion de leur véhicule devant une station-service au nord de Bogota.

Douze personnes ont péri depuis le 18 août, date à laquelle le gouvernement du président colombien Virgilio Barco a déclaré la guerre aux gangs de la drogue. Pour prévenir de tels attentats — une bombe chaque jour, en moyenne, dans la seule capitale, — les autorités viennent d'affecter mille deux cents agents en civil, militaires et policiers, dans les lieux publics et les grands magasins de la capitale.

Par ailleurs, le général Miguel Maza, chef de la police secrète (DAS), a annoncé mercredi que ses services ont démantelé en une année dans la province d'Antioquia (dont le chef-lieu est Medellin, capitale de la cocaïne) vingt-cinq milices armées aux ordres des trafiquants de drogue. Ces groupes, aux noms sinistres — Scorpions, Cobras, Ivrognes, Cafards, etc. — étaient, pour certains d'entre eux, entraînés par des mercenaires israéliens ou britanniques, précise un rapport de la DAS. La Grande-Bretagne vient, quant à elle, d'annoncer qu'elle mettait à la disposition de la Colombie une assistance en personnels et matériels pour lutter contre les cartels de la drogue. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

Prix choc!  
Faites une affaire  
avec un de nos  
derniers modèles 89



- 205 Roland Garros
- 309 XAD beige
- 309 XS rouge
- 309 SRD blanche, magnum
- 405 GR 1.9i, 9 CV magnum, avec ou sans DA
- 405 GR 1.9i, 7 CV magnum DA-T.O.-L.V.E
- 405 MII 16 magnum, tableau de bord bois

toujours plus avec la griffe

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

\* en fonction des options choisies, sur présentation de cette annonce.

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

### LES PETITS DÉJEUNERS D'INTER

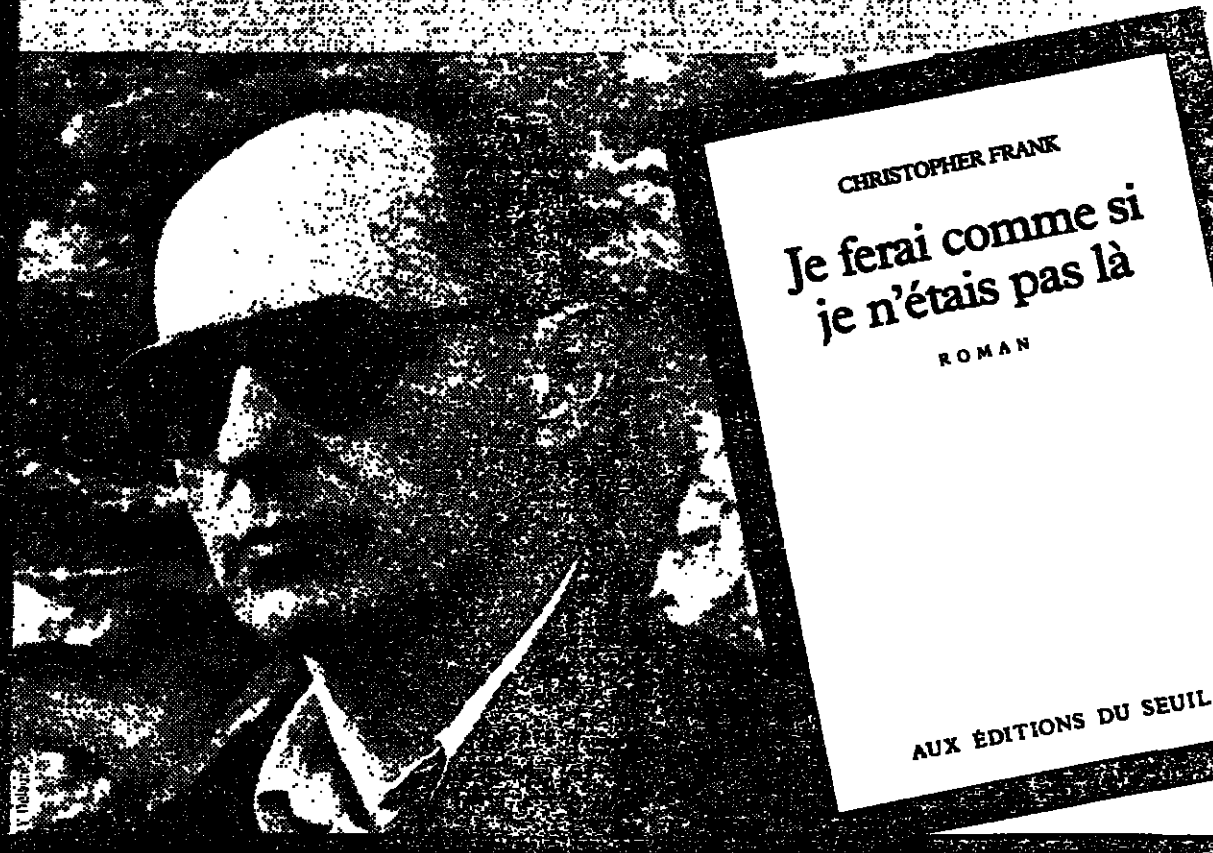


Vendredi 29  
7h30 - 8h45  
#  
#  
**Michel Rocard**  
en direct sur France Inter

**France Inter**

PLUS HAUT LA RADIO!

## CHRISTOPHER FRANK



Un roman de sentiments perdus et retrouvés, un regard sans strass sur les coulisses du cinéma.  
Marie Gry / Télérama

Frank démarre très fort. « Autant que vous le sachiez tout de suite : j'écris ce livre pour l'argent. » Le genre de première phrase qui donne envie de continuer. On ne s'arrêtera pas avant la dernière.  
Eric Neuhoft / Madame Figaro

Pour Christopher Frank la vie est tout un roman et quel cinéma !  
Pierrette Rosset / Elle

Editions du Seuil



## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après avoir consulté la population blanche

## La municipalité de Johannesburg supprime en partie la ségrégation

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La municipalité de Johannesburg, aux mains du Parti national (PN), a décidé, mardi 26 septembre, d'ouvrir ses piscines, ses centres de loisirs et ses lignes d'autobus à toutes les races. Cette mesure a été prise à la suite d'un référendum parmi les électeurs blancs qui a révélé que la population était à une faible majorité favorable à la « déségrégation », sauf pour les piscines.

Désormais, il ne sera plus possible d'interdire l'accès des « non-blancs » dans les parcs, sur les terrains de sport et dans les salles des fêtes de la municipalité. En revanche, il faudra encore attendre environ deux mois que le bureau des transports routiers se prononce pour que les autobus puissent accueillir n'importe quel passager. Actuellement, seules trois lignes

sur soixante-cinq sont « déségrégées » à titre d'expérience. Ce dernier obstacle franchi, l'intégration du réseau ne se fera pas du jour au lendemain. Cela afin d'éviter les possibles incidents. Parallèlement à cette décision, une autre ville de la périphérie de Johannesburg, Benoni, a annoncé que l'utilisation de sa bibliothèque municipale n'était plus réservée exclusivement aux Blancs. Le conseil de l'Etat libre d'Orange a aussi décidé d'ouvrir les résidences universitaires à toutes les races.

L'apartheid s'effrite donc petit à petit, mais il est loin d'être mort. A Johannesburg, comme ailleurs, les hôpitaux, les écoles et l'habitat sont toujours régis par le principe de la séparation des races. Cela dépend du gouvernement (excepté pour les hôpitaux, relevant des autorités provinciales), qui a promis de faire disparaître ce que l'ancien président Pieter Botha avait appelé, il y a trois ans et demi, « un concept périmé ».

MICHEL BOLE-RICHARD

□ Le fils du président portugais blessé dans un accident d'avion en Angola. — Les jours de M. José Soares, fils du président portugais Mario Soares, grièvement blessé, mardi 26 septembre, dans un accident d'avion dans le sud-est de l'Angola, « ne sont pas en danger dans l'immédiat », a affirmé le ministre sud-africain des affaires

étrangères, M. « Pik » Botha. M. Soares, ses trois compagnons de voyage (deux autres députés portugais et un ressortissant ouest-allemand) et le pilote ont été hospitalisés à Pretoria. Leur appareil s'est écrasé près de Jamba, où se trouve le quartier général des rebelles de l'UNITA. — (AFP.)

□ NAMIBIE : violents affrontements entre partis rivaux. — Un sanglant affrontement entre les deux principaux partis politiques namibiens engagés dans la campagne en vue des élections pour l'Assemblée constituante du 7 novembre a fait au moins dix-sept blessés, mardi soir 26 septembre, à Katutura, la grande township noire de Windhoek, la capitale. Il a opposé partisans du SWAPO à l'Alliance démocratique Turnhalle (DTA). — (AFP.)

TUNISIE : la destitution du premier ministre, M. Baccouche

## Le président Ben Ali charge M. Karoui de relancer les réformes

l'emploi et les questions sociales qui requièrent davantage d'attention.

M. Baccouche, que le président Ben Ali avait appelé à ses côtés dans la nuit du 6 au 7 novembre 1987 durant laquelle fut destitué M. Bourguiba, prévoyait-il sa disgrâce et s'il y a vingt-quatre heures encore, il nous affirmait que « tout était normal » et qu'il n'existait aucun désaccord entre lui et le chef de l'Etat. Toujours est-il qu'il avait ouvert, au début du mois, un véritable débat sur les options économiques du pays qui avaient entraîné une polémique très feutrée au sein même de son gouvernement.

Sans rejeter explicitement la libéralisation progressive du système qu'il implique le plan de réajustement structurel suivi depuis trois ans, M. Baccouche avait tenu à s'en démarquer, prudemment mais publiquement. Il insistait sur les dangers que ce plan pouvait entraîner s'il n'était pas sérieusement modifié, notamment en matière d'emploi et d'investissements. Il se montrait aussi réservé à l'égard de la politique de vérité des prix et d'une trop rapide privatisation dans le secteur public.

Cette analyse ne coïncidait pas, c'est le moins qu'on puisse dire, avec la ligne redéfinie le 25 juillet dernier par M. Ben Ali. Celui-ci avait réaffirmé sa volonté de combi-

ner la restructuration de l'économie tout en insistant sur sa volonté d'éviter toutes les retombées sociales qu'elle pourrait entraîner, notamment en matière d'emploi.

La décision du chef de l'Etat a été aussi dictée à l'évidence par d'autres considérations. Des phénomènes de blocage se sont manifestés un peu partout. Dans l'administration, par exemple, les pesanteurs du passé ont persisté, la « redynamisation » prévue n'a pas eu lieu. Les médias officiels sont demeurés réfractaires au changement. La concentration avec les personnalités sociales n'a pas non plus toujours été menée jusqu'à son terme, comme, par exemple, en août, lorsque la centrale syndicale UGTT a déploré de ne pas avoir été plus amplement consultée avant l'augmentation des prix des produits de première nécessité.

Le dialogue avec l'opposition, bien qu'ayant fait l'objet, voilà quelques semaines, d'une timide reprise — demeurée sans suite — a été pratiquement inexistante depuis les élections législatives d'avril qui ont reconduit une chambre monocolorale alors que le président semblait souhaiter, du moins le faisait-il dire, que des voix autres que celles du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) puissent y faire entendre. Il y eut aussi quelques « bavures » en matière de droits de l'homme et de liberté d'opinion.

En un mot, le processus démocratique qui avait démarré spectaculairement est demeuré figé. On peut se demander si, en dépit des divergences de vues, petites ou grandes, des coups de frein, volontaires ou non, enregistrés ici et là, M. Baccouche ne fait pas aussi office de bon émissaire. Dans un régime présidentiel, le premier ministre court des risques...

MICHEL DEURÉ

(1) Le Pacte national, « contrat commun réunissant les Tunisiens autour d'un même consensus », avait été signé le 7 novembre 1988 par les représentants de tous les mouvements politiques et des organisations socio-professionnelles.

## Un homme de dialogue

TUNIS

de notre correspondant

C'est un homme discret, toujours affable, à la réputation d'intégrité et de pondération bien établie, qui n'a cessé, depuis trente-trois ans, d'exercer des responsabilités politiques, que le président Ben Ali vient de désigner comme premier ministre.

Né à Sousse en 1927, médecin de profession, M. Hamed Karoui a milité, dès l'âge de quinze ans, dans les rangs de l'ancien Parti socialiste détourné (PSD) dont il a dirigé, dès l'indépendance, les activités dans sa région du Sahel tout en siégeant à plusieurs reprises à la Chambre des députés. Ce n'est qu'en 1986 qu'il a fait son entrée au gouvernement en tant que ministre de la jeunesse et des sports. Il était nommé, un an plus tard, par l'ancien président Bourguiba, directeur du PSD avec rang de ministre délégué. Cette désignation, au plus fort de la crise que traversait le pays, avait alors été

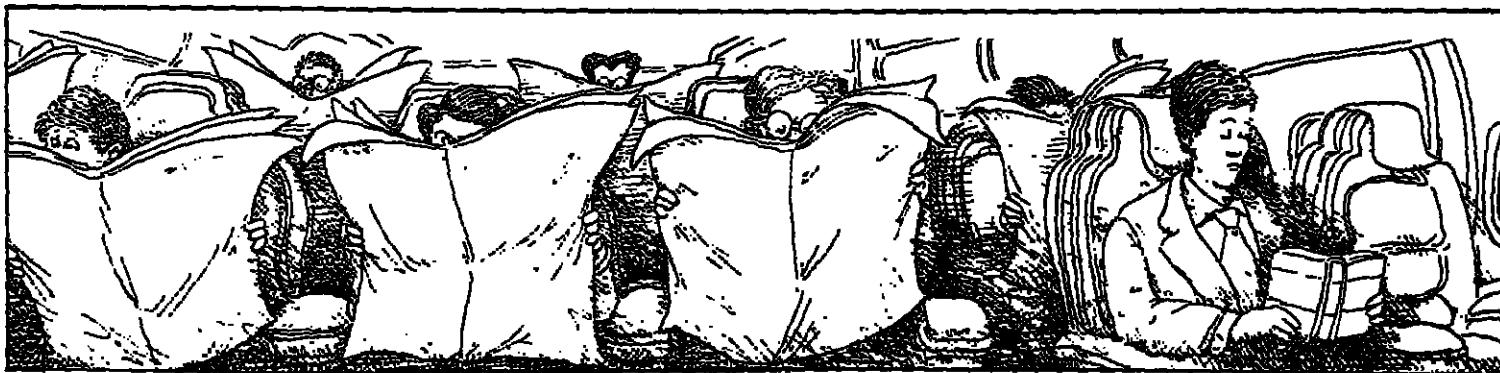
interprétée comme un signe d'apaisement.

Lors de l'accession au pouvoir du président Ben Ali, le 7 novembre 1987, M. Karoui fut maintenu à la tête du parti qui devint par la suite le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), puis nommé, le 28 juillet 1988, ministre de la justice.

Dans la difficile période des dernières années du règne de M. Bourguiba, M. Karoui avait su se montrer ouvert au dialogue en dépit de l'autoritarisme qu'imposait le président, conserver des amitiés dans tous les milieux et se tenir soigneusement en dehors des luttes de clans qui minaient le régime. Aussi rien d'étonnant à ce que le mouvement d'opposition des Démocrates socialistes ait tenu, dès l'annonce de sa désignation à la tête du gouvernement, à saluer en lui « le militant patriote connu et crédible » et à relever dans sa première déclaration « des indices qui incitent à augurer positivement de l'avenir ».

M. D.

# On finit toujours par remarquer celui qui est le plus ouvert.



Etre ouvert, c'est avant tout un état d'esprit.

Une volonté de ne pas s'enfermer dans un système de pensée, un désir de dialoguer, de s'enrichir au contact des autres, de partager informations et moyens,

informatique, pour permettre aux groupes de travail de s'exprimer et de réaliser des traitements intelligents, améliorant ainsi la souplesse, la rapidité et la pertinence des décisions.

C'est vous offrir la puissance

et la créativité : des postes de travail personnels, intelligents, assortis des outils de productivité générateurs d'applications et interfaces de réseaux; des plates-formes départementales accessibles par plusieurs centaines d'utilisateurs; des systèmes s'intégrant en toute transparence dans la plupart des environnements réseaux.

Pour NCR, pionnier de l'environnement UNIX, l'ouverture est plus qu'un choix : une conviction profonde, qui s'exprime sur toute la ligne.

Peut-on encore passer à côté d'un constructeur aussi ouvert?

NCR France

Tour Neptune. Cedex 20

92086 Paris La Défense

Tél. : (1) 49.03.27.75

**NCR**

Pour créer la valeur



## AMÉRIQUES

### La troisième croisade de George Bush

Suite de la première page

En même temps, un nombre considérable de gens semblent à peu près incapables de faire une simple addition ou une soustraction, et la généralisation des calculateurs et caisses électroniques encourage sans doute le phénomène.

Pourtant, les sommes consacrées à l'éducation ont considérablement augmenté, de plus de 30 % en valeur réelle au cours de la dernière décennie, les salaires des enseignants s'accroissant dans le même temps de 20 %, pour atteindre 29 000 dollars par an en moyenne - soit environ 15 000 F par mois

thèmes de campagne. Certaines expériences sont tentées ici et là, mais la règle reste que les familles sont tenues d'inscrire leurs enfants selon leur lieu de résidence - ce qui est l'une des raisons pour lesquelles un si grand nombre d'entre elles préfèrent les écoles privées, où la scolarité dépasse couramment 8 000 dollars par an. On alors, on s'arrange pour emménager dans un quartier où l'école publique a bonne réputation, à condition, là encore, d'en avoir les moyens, car il s'agit bien souvent des quartiers riches.

Les entreprises sont elles aussi mises à contribution ; un certain nombre d'entre elles organisent des



avant impôt. En fait, le système éducatif américain absorbe plus d'argent par élève que les systèmes japonais ou allemand, avec des résultats nettement moindres. Même les démocrates, traditionnellement dépensiers, s'abstiennent cette fois de réclamer plus d'argent à l'Etat fédéral.

Seule une très petite partie du financement des écoles publiques vient de Washington (7 %), ce qui ne représente que 1,8 % du budget fédéral. Tout le reste est fourni par les Etats et les collectivités locales. M. Bush est en droit de faire valoir que si son rôle est de sonner l'alarme et de mobiliser les énergies, les initiatives concrètes doivent venir de ces gouverneurs, réunis à dessein en dehors de la capitale fédérale. Après leurs deux jours de « séminaires » avec le président et des membres du cabinet, lesdits gouverneurs vont devoir consulter leurs électeurs sur les remèdes à apporter, après quoi un nouveau « sommet de l'éducation » pourra être convoqué d'ici à sans doute quatre mois.

Parmi les solutions envisagées - mais celle-ci serait très coûteuse, - on souhaiterait développer les jardins d'enfants, pour éviter que les enfants de milieux défavorisés ne soient déjà en retard avant même de commencer l'école. On voudrait aussi introduire dans le système de l'enseignement public une certaine concurrence entre établissements - de cette possibilité pour les parents de choisir leur école, M. Bush avait fait l'un de ses

à présent des programmes destinés à rendre leurs employés utilisables, c'est-à-dire à leur apprendre ou réapprendre à lire et à compter.

On souhaite aussi que les parents s'intéressent de plus près à la vie scolaire - le pasteur noir Jesse Jackson s'est taillé un beau succès en organisant à Washington une sorte de rentrée des parents, en incitant les parents, en particulier ceux des quartiers noirs, à accompagner leurs enfants à l'école et à faire la connaissance des enseignants.

Reste le problème posé par les enfants eux-mêmes : les écoliers américains, dotés d'établissements souvent très richement équipés, ont le bonheur de ne passer en moyenne que vingt heures par semaine en classe, et la quantité de travail exigée est notoirement modeste. A vrai dire, le système scolaire semble souvent plus destiné à intégrer l'enfant dans le moule social américain qu'à lui apporter un grand nombre de connaissances.

Résultat positif, les enfants américains font en règle générale preuve d'une étonnante assurance. Résultat négatif, ils ne sont guère incités à faire des efforts, les études sérieuses ne débutant qu'après l'école secondaire, et on commence à s'apercevoir que la plupart des concours organisés pour les meilleurs élèves sont systématiquement gagnés par des enfants d'immigrés récents - asiatiques en général.

JAN KRAUZE

"A Rouen, nous avons toujours su que Silicon Valley n'était pas une marque de jeans".



En effet, nous n'avons pas attendu 1993 pour construire l'Europe et ouvrir les frontières de notre recherche aux grands industriels internationaux : ESSO, SHELL, ST-GOBAIN, PEUGEOT, RENAULT. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que le CORIA (centre de recherche en aérodynamisme) acquière une réputation mondiale dans le domaine des combustions et des plasmas. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que les laboratoires de l'IRCOF comptent parmi les premiers dans leur spécialité de synthèse organique et qu'ils soient associés

à RHONE-POULENC, HOECHST, GLAXO, SANOFI. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que SUP de CO, The European Campus, l'INSA, ENSCELEC, l'Institut Européen d'Architecture soient présents à ROUEN. Nous n'avons pas attendu 1993 pour construire le parc technologique de La Vatière qui a créé 1 600 emplois dans les 60 entreprises nouvellement installées. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que ROUEN, avec ses 2 700 chercheurs, prépare les produits du futur et joue son rôle de capitale scientifique.

ROUEN ville capitale

Contact : Claude DEMONRAI - Tél : 35 07 49 07

(Publicité)  
**University Studies in America inc.**  
Importante organisation américaine, facilite l'entrée dans de grandes universités U.S. Etudes tous niveaux quels que soient votre anglais et vos diplômes (terminale à doctorat). Prise en charge Paris et simplification des formalités. Documentation contre cinq timbres.  
**UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.**  
U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94

**CAPELOU**  
Nombres combinaisons possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles : chêne, noyer, merisier ou laqué.  
CAPELOU  
Société à responsabilité limitée, 10 rue de la République, 75001 Paris. Tél. 33.1.47.22.94.94

## LES LOGICIELS

LE CHOIX ET LES CONSEILS AU JUSTE PRIX

**Realsoft**

Le 1<sup>er</sup> Espace en Europe de  
Micro-Informatique

32/36, av. de l'Europe. 78140 Vélizy - 3614 Code Realsoft - Tél 39 46 71 19

STOCK  
PERMANENT

GUINÉE CATANO





# POLITIQUE

## Les journées parlementaires du Parti socialiste

Les journées parlementaires socialistes se sont ouvertes, le mercredi 27 septembre, à Chartres, sous le signe des conflits sociaux. Les députés du PS ont fait sagement savoir à MM. Bérégovoy et Chirac qu'ils ne comprennent pas la façon dont ils gèrent la crise des fonctionnaires de leur ministère. Ils ont aussi, clairement, demandé au gouvernement d'intervenir dans le dossier Peugeot, en votant une motion dans laquelle ils appellent la direction générale de PSA à ouvrir, au plus vite, des négociations et demandent au gouvernement de faire usage des moyens réglementaires à sa disposition pour que les discussions s'engagent. (Lire l'article de Patrick Jarrreau page 26, section CI.)

Le premier ministre, qui doit intervenir à Chartres jeudi en fin de matinée, va pouvoir défendre le message dont depuis cet été il se prépare à faire face aux revendications des fonctionnaires et des salariés des entreprises publiques. A propos précisé-

ment de la rentrée sociale le chef du gouvernement devait rappeler M. Calvet au respect de la législation sociale. M. Rocard devait également souligner la bonne santé du gouvernement et faire remarquer que, depuis la réélection de M. François Mitterrand, le PS a progressé dans toutes les élections, y compris les récentes élections sénatoriales, compte tenu de l'absence des grandes villes dans le scrutin. Tout en expliquant aux députés socialistes qu'il comprend leur sentiment de trouble, en particu-

lier face aux inégalités sociales persistantes, le premier ministre devait souligner son parfait accord avec son ministre des finances et rappeler qu'on ne peut critiquer l'action d'un ministre sans critiquer toute la politique du gouvernement.

Ce rappel ne sera pas de trop tant la journée de mercredi a été marquée par de sévères critiques du projet de loi de finances. M. Louis Mermaz a fait part des « réserves » du groupe qu'il préside, M. Pierre Mauroy a confirmé

le dépôt « d'amendements significatifs » pour permettre « une meilleure justice fiscale et sociale ». M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, s'il a déclaré que c'était « un bon, un très bon budget » a ajouté qu'il fallait améliorer toute la partie fiscale expliquant que la tranche supérieure de l'impôt sur la fortune « n'était pas suffisante », et que la lutte contre la fraude fiscale devait être développée.

## M. Pierre Bérégovoy défend son budget

Les parlementaires socialistes ont critiqué le budget de M. Bérégovoy, mais sans vraiment passer à l'attaque. Congrès... et rigueur obligent.

### CHARTRES

de notre envoyé spécial

« On nous a présenté un réel avec une garniture de carottes et de cretons. On a eu la possibilité de discuter la composition de la garniture, mais pas celle du réel... C'est ainsi que le député socialiste M. Jean-Paul Fanchon résume le débat sur le budget auquel avaient été conviés les parlementaires socialistes réunis depuis mercredi à Chartres. Pour briser tout déséquilibre, le débat sur la qualité de ce « réel » mitonné par M. Pierre Bérégovoy avait été soigneusement orchestré la veille, au cours d'une réunion des chefs de file du PS et des groupes parlementaires.

Chacun avait convenu de la nécessité de ne pas tenter de trop réchauffer le débat qui avait en lieu cet été sur la plus ou moins grande sagesse sociale du pavé budgétaire. Congrès oblige, les députés socialistes ont donc préféré le statut quo. L'ordre du jour de la réunion publique de mercredi de Chartres était donc le budget, et dans ses grandes lignes, bonifié et alors qu'il permet, grâce à la croissance, un très sérieux coup de poche aux grandes priorités tracées par le chef de l'Etat (logement, social, éducation).

### La répartition

de M. Strauss-Kahn

Le débat de fond n'a donc pas eu lieu. Quelques piques furent seulement échangées, sans que le sang soit versé.

Afin que nul n'en ignore, une banderole bleue affichait la couleur de ces deux journées : « Le grand ensemble pour réduire les inégalités ». Les « amendements significatifs » que les députés socialistes doivent déposer sur le budget ne sont pas encore définitivement arrêtés, mais on sait qu'ils porteront notamment sur la fiscalité locale. Ils sont hostiles à l'indexation sur les prix de la dotation globale de fonctionnement ; sur la taxe professionnelle que le groupe souhaite voir modifiée afin qu'elle n'entrave pas la politique d'aménagement du territoire ; sur la baisse de l'impôt sur les sociétés (les députés préfèrent d'autres formules, comme celle du crédit d'impôt-recherche ou tout autre formule ciblée) ; sur la création d'une tranche supplémentaire de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Cette disposition apparaît également à beaucoup de députés

comme un pis-aller par rapport aux mesures de lutte à prendre contre la spéculation financière.

S'agissant des inégalités, le président de la commission des finances de l'Assemblée, M. Dominique Strauss-Kahn, a souligné qu'une fiscalité du patrimoine plus imaginative soit mise en place : « Pourquoi ne pas prendre en compte, par exemple, le niveau de fortune de la personne qui hérite lors des successions ? »

Ne pouvant pas vraiment s'en prendre au fond du budget, M. Strauss-Kahn a critiqué la façon dont il avait été préparé, notamment le fait que sa teneur avait été diffusée dans la presse avant que les députés en aient eu connaissance. Il a également regretté que le gouvernement, en annonçant à l'avance certaines mesures sur la baisse du taux de TVA ou sur la baisse de l'impôt sur les sociétés, se soit privé d'un « instrument de négociation » avec les conjoints lors de la prochaine discussion budgétaire. Enfin, il a souligné que M. Louis Mermaz trouve un renforcement des capacités d'expertise de l'Assemblée.

Soncius d'espérer le jeu, le rapporteur général du budget, M. Alain Richard, a insisté sur le fait que, comme tout de « l'atome de l'opposition », tout débat entre le gouvernement et le groupe « préalable à l'adoption de la loi » n'est pas un préalable à l'adoption de la loi. Il a rappelé à ses amis qu'aujourd'hui, en matière de gestion économique, la gauche avait acquis « un crédit et une autorité qui renversent, au détriment de la droite, la charge de la preuve de l'efficacité ».

Précisant la parole à son tour, M. Bérégovoy a tamponné sur une ligne macro-économique imprévisible : y a-t-il une autre politique économique possible ? On peut peut-être améliorer le budget, mais on ne peut pas changer de politique économique, à moins de connaître des périodes difficiles que nous avons déjà connues. Il ne faut rien faire qui puisse casser la croissance. Il faut accélérer le mouvement d'investissement et d'épargne tout en assurant la cohésion sociale et le financement des priorités de l'avenir. « Nous avons de la durée », a-t-il encore ajouté pour rappeler implicitement certains à la mesure.

Quant à M. Michel Charasse, interrogé sur la dotation globale de fonctionnement des collectivités locales, il s'est livré à un de ses coups magistraux sur les arcanes des finances locales : « Le secret, l'assistance n'y a couru goutte, mais en a déduit que si le ministre du budget cherchait à noyer le poisson, c'est que la réforme envisagée ne cachait vraiment rien de bon pour les finances des collectivités locales.

PIERRE SERVANT

### Selon FIFOP

## Recul du président de la République et du premier ministre

Après l'embellie de l'été, les cotes de popularité de MM. François Mitterrand et Michel Rocard se sont sensiblement dégradées, selon les résultats du sondage réalisé par FIFOP et publié, le 24 septembre, dans le *Journal du Dimanche*. 43 % des personnes interrogées (au lieu de 50 % au mois d'août) se déclarent satisfaites de l'action du président de la République, tandis qu'un jugement négatif à son égard. De même, 43 % des personnes interrogées (au lieu de 52 %) ont une bonne opinion du premier ministre, tandis que 31 % (au lieu de 27 %) s'en déclarent mécontentes.

Les deux enquêtes n'ont pas été réalisées suivant la même méthode. Tandis qu'au mois d'août mille personnes avaient été interrogées par

téléphone du 28 au 31 août, deux mille vingt-trois l'ont été, cette fois-ci, du 11 au 18 septembre, suivant la technique du face-à-face, comme c'est le cas d'habitude.

Les élections du Parti socialiste démontrent les plus solides soutiens du chef de l'Etat et du premier ministre : 85 % d'entre eux (au lieu de 81 % en août) déclarent avoir une bonne opinion de M. Mitterrand, tandis que 77 % (au lieu de 75 %) passent de même à l'égard de M. Rocard. En revanche, 36 % des sympathisants de l'UDF (au lieu de 53 %) et 32 % de ceux du RPR (au lieu de 42 %) portent un jugement négatif à l'égard du premier ministre. 10 % des électeurs de l'UDF et 21 % de ceux du RPR se déclarent également mécontents de l'action du président de la République.

## La deuxième méthode Rocard

Le premier ministre compte sur son dispositif d'anticipation et de prévention des conflits pour passer l'automne

Y a-t-il une deuxième « méthode Rocard » ?

A l'automne 1988, M. Michel Rocard, premier ministre fraîchement promu, surpris en gérant « au coup par coup » les conflits dans la fonction publique. Un an après, il a globalisé la négociation et prend les devants en proposant un « pacte de croissance ». Celui-ci pourrait intéresser au premier chef les fonctionnaires ; mais, s'ils en sont d'accord, les acteurs du secteur privé doivent pouvoir en bénéficier. Cette deuxième méthode serait-elle la vraie « méthode Rocard » ?

Quand M. Michel Rocard arrive à Matignon, tout le monde l'attend sur le terrain social. Il parle compromis, dialogue, concertation. Pendant sa pré-campagne « présidentielle », il avait proposé un « nouveau pacte social » réintégrant le « qualificatif » dans la négociation salariale (1). M. Rocard soulignait, dans les entreprises, la signature d'un « nouveau contrat ». Au début de 1988, les clubs Convergence - dont la fonction est alors de servir les salariés et les propositions de loi ont publié un ouvrage (2) où ils proposent un tel « contrat » en (dés) trois volets : négociation « contractuelle » et « décentralisée » sur la réduction et l'aménagement du temps de travail (pour lutter contre le chômage), la formation et les salaires.

### Les leçons de l'hiver 1988

En somme, M. Rocard arrive à Matignon muni d'un réel corpus théorique sur la politique sociale. Pourtant, à peine installé, il fait l'inverse de ce qu'on attend de lui. Pris de court par l'explosion des conflits dont il n'avait prévu ni la force ni la simultanéité, il doit laisser son projet dans les tiroirs et passer au plus pressé : désamorcer les incendies, tout en « lâchant » le moins possible. Le nouveau premier ministre s'est vite convaincu que la conjoncture économique ne lui donne pas - en dehors d'un coup de pouce de 1 % accordé de façon subsidiaire et préventive - le « grain à moudre » qui nourrirait une négociation salariale globale. Sur le terrain, il découvre, avec les

infirmières, la négociation métier par métier. Une approche dont il usera, et même abusera, tout au long de l'hiver.

Assurément, une période confuse, les grèves s'arrêtent sans que le premier ministre ait réuni le « Grenelle » de la fonction publique que lui réclament ses amis socialistes. M. Rocard, néanmoins, a obtenu que 95 % des salariés du secteur public finissent par être convertis par contrat salarial signé avec la majorité des organisations syndicales.

Début 1989, le cabinet tire les leçons de l'hiver qu'il vient de vivre. Selon l'expression employée par l'un des principaux artisans de cette réflexion, on réfléchit sur « les forces et les limites » aussi bien du contrat salarial global que du traitement par métier. Conclusion : la combinaison des deux est nécessaire, mais dans une proportion inverse de celle de 1988 : il faut plus de contractualisation globale et un traitement par métier appliqué de façon « plus exigeante et restrictive ». C'est-à-dire uniquement dans les secteurs où sera engagée une action de modernisation.

Co critère devrait éviter les hésitations de 1988, quand les situations d'injustice, devaient, pour être corrigées, être « reconnues par l'opinion ». Il s'agit aussi de responsabiliser davantage les syndicats. En contrepartie de cette dévotion, une réflexion sur l'évolution technique des emplois du cadre B (contrôleurs, techniciens supérieurs...), laissée de côté en 1988, se profile pour 1989.

C'est un enfant commun Rocard-Bérégovoy, dit-on à Matignon. Dans l'affaire, le cabinet du premier ministre affirme ne pas prétendre à l'originalité, mais à l'efficacité. Le ministre des finances, le premier, dit-on, a eu l'idée d'une prime liée à l'évaluation de l'économie. M. Rocard a, ensuite, fait la relation avec son idée de « pacte social » et ainsi de suite. « Il n'y a pas de changement

de pied, soutient un conseiller du premier ministre. Chaque chose arrive en son temps, en fonction du contexte ».

Dès la remise à M. Michel Durafour du rapport Guillaumet sur les négociations salariales dans la fonction publique, fin novembre 1988, Matignon a entamé une réflexion qui n'a pas pu aboutir dans cette période agitée et sans, plus tard, nourrir des leçons, déjà évoquées, des conflits de l'automne et de l'hiver. En avril, lorsque M. Michel Rocard, lors de l'émission « Questions à domicile » de TF 1, évoque le théorème des « trois tiers » (un tiers de la croissance pour l'emploi, un tiers pour l'investissement et la formation, un tiers pour le pouvoir d'achat), théorème qui, là aussi, doit au moins autant aux finances qu'à Matignon, le lien n'est pas encore fait avec l'idée du « pacte » social. Au bout du compte, la synthèse des orientations annoncées à la fin de l'été par le gouvernement.

### Décoder les tensions en automne

Une fois que le principe d'un pacte de croissance est arrêté, il reste encore à vérifier un détail avant de l'annoncer : mieux vaut éviter de proposer ce pacte si l'amélioration de la situation économique ne permet pas qu'il se concrétise tout de suite par une prime. Le gouvernement attendra le 15 juillet pour être sûr qu'il disposera du « plus » de croissance nécessaire. Il est alors prévu de rendre cette proposition publique au début de l'automne. La mauvaise humeur des socialistes en décidera autrement.

Dès la deuxième quinzaine d'août, les « délégués » du PS, certains poids lourds du gouvernement, relançant leurs critiques à l'encontre de la politique suivie. C'est pourquoi Matignon presse le mouvement, et rend publique son idée dès la fin août, afin de couper court à ce mouvement, quitte à susciter de nouvelles critiques, de la part des syndicats cette fois, dont certains auraient aimé être mis au courant au préalable.

La proposition d'une « prime de croissance » est évidemment le gros morceau d'un dispositif d'anticipation et de prévention des conflits sociaux pour l'automne. S'ajoute, dit-on à Matignon, une « écoute sociale » plus attentive, notamment dans chaque ministère,

afin de déceler les tensions en amont avant leur point d'éclatement. Une stratégie, dite familièrement des « palpures sociaux », ce qui alimente au sein du cabinet les plaintes sur ce que l'on peut imaginer...

Il est trop tôt pour savoir si M. Rocard empêchera la température sociale du secteur public de monter en passant, comme l'espèrent ses collaborateurs, du principe du maintien du pouvoir d'achat en 1988 à celui d'une progression en 1989. En revanche, il semble clair, dès maintenant, que M. Rocard ne parviendra pas à calmer les troupes de son propre mouvement politique dont une partie, il est vrai, est à l'affût de toutes les occasions pour attaquer le premier ministre. Ainsi, lors de la première des deux journées parlementaires socialistes à Chartres (lire par ailleurs), des députés ont-ils demandé avec insistance que M. Rocard mette fin au conflit des impôts et intervienne dans celui de Peugeot.

Seul le premier ministre de l'autorité directe de l'Etat. S'il s'enténait, c'est en partie parce que M. Rocard et son cabinet jugent précisément que, parmi les fonctionnaires, ceux des impôts sont les plus hostiles, et donc les plus mal lotis. En théorie, ils n'ont donc pas grand-chose à espérer. Tous se passent comme si M. Rocard usait avec eux de sa tactique du printemps en Corse : l'usure.

Quant à Peugeot, M. Rocard, jeudi à Chartres, devait rappeler M. Jacques Calvet au respect de la législation sociale, en particulier sur les licenciements et se féliciter que sa méthode soit l'exact opposé de celle du patron de Peugeot. Il s'agit de la seule intervention dans le conflit qui soit, pour le moment, envisagée.

L'issue de l'histoire aura voulu qu'après avoir pris soin de « déminer » autant que possible le terrain social dans le secteur public, ce soit du privé que viennent les premières difficultés de la rentrée. L'automne dernier, la contagion n'avait pas gagné du public au privé. Gagnant-elle, cette fois, du privé au public ?

JEAN-LOUIS ANDREANI

(1) Lire notamment l'article de Michel Nollécorat, « Le nouveau pacte social à l'épreuve du pouvoir » (*Le Monde* du 22-23 mai 1988).

(2) *Le Club Convergence avec Michel Rocard : réponses pour demain*. Ed. Syros, 1988.

## La réforme du travail des députés

## M. Fabius propose que la plupart des lois soient votées en commission

M. Laurent Fabius soumettra au bureau de l'Assemblée nationale, qui se réunira le lundi 2 octobre, jour de la rentrée, un certain nombre de propositions destinées à améliorer le travail parlementaire. Il devait exposer celles-ci jeudi 28 septembre aux députés socialistes réunis en journées d'études parlementaires à Chartres.

Le soci principal du président de l'Assemblée nationale est de rechercher des remèdes à « déséquilibre de nos pratiques institutionnelles » et plus précisément à « la faiblesse persistante depuis 1958 de notre pouvoir législatif ».

M. Fabius se défend de vouloir « mettre sans dessus-dessous nos institutions qui prévalent un président et un gouvernement forts » mais il ajoute : « Une chose est la force, une autre est la toute-puissance ». En revanche, pour assurer un meilleur contrôle de l'exécutif, il propose diverses mesures nouvelles : un nombre minimum de séances de l'Assem-

blée nationale serait réservé à l'examen de propositions de loi d'origine parlementaire alors que la pratique de « l'ordre du jour prioritaire » serait réservée au gouvernement. Cette réforme peut intervenir sans texte de loi et s'appliquer dès cette session.

Une autre proposition de M. Fabius porte sur l'organisation du suivi de l'application et de l'évaluation des lois votées. Il s'agit, selon lui, de « combler le fossé entre la décision et son application » une fois que celle-ci a pu montrer des lacunes que le législateur n'avait pas imaginées.

La législation européenne prenant plus d'importance, il est nécessaire d'élargir la composition, la compétence et les moyens des délégations parlementaires pour les Communautés européennes comme cela a été convenu avec le Sénat et entre les Parlements des Douze au cours de leur réunion de Madrid en juin dernier. M. Fabius souhaite aussi que chaque semestre, avant chaque changement de présidence de la Communauté, le gouvernement vienne devant le Parlement

pour faire un bilan car « il n'est pas admissible que les décisions communautaires soient prises hors de tout contrôle démocratique ».

### Le relais des médias

Le président de l'Assemblée nationale voudrait également développer le contrôle du Parlement sur le pouvoir administratif pour corriger les modalités d'application des lois ; sur le pouvoir scientifique avec l'Office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques créé avec le Sénat en 1983 ; et sur le pouvoir économique en fournissant aux députés de nouveaux moyens d'investigation.

Quant à l'ouverture de l'Assemblée nationale sur l'extérieur, M. Fabius veut aussi la développer. Après avoir permis l'accès de certaines séances des commissions permanentes à la presse, il souhaite étendre cette disposition aux commissions d'enquête et de contrôle.

Enfin, le président de l'Assemblée veut trouver des remèdes à l'absentéisme, qui est, « à la fois

inévitables, visibles et mal ressentis ». Il estime qu'« une piste de solution passe par une meilleure différenciation entre les séances plénières et les travaux en commission. La plupart des textes de lois pourraient fort bien être examinés et adoptés en commission, générale ou spéciale, après discussion entre députés qui veulent tout spécialement s'adresser à la question, quitte à être ratifiés en séance plénière. Les séances plénières, elles, seraient moins nombreuses qu'aujourd'hui et réservées à des débats plus politiques. Le Parlement retrouverait alors son rôle d'assemblée où s'expriment et se contrôlent les grandes décisions, sous la présence effective des députés et avec le relais des médias ».

Ces réformes seront sans doute perçues par l'ensemble des groupes politiques comme un effort louable de revalorisation de l'institution parlementaire. Certaines, toutefois, soulèveront des objections et la dernière risque même de rencontrer des obstacles juridiques et constitutionnels.

A. P.

## POLITIQUE

La bataille pour la présidence du Sénat

## M. Alain Poher n'est soutenu que par le RPR

Le groupe centriste se prononce contre une nouvelle candidature du président sortant et propose que les sénateurs UDF présentent un candidat commun.

Les sentiments seraient-ils interdits en politique ? Un sénateur d'« expérience » qui voyait M. Alain Poher s'éloigner accompagné de son seul directeur de cabinet, le sénateur de Paris Bernard Guyonard, n'a pu retenir un « C'est bien triste... » un peu ému. C'était en effet un homme blessé qui sortait de la réunion de ses collègues — on n'oserait dire, amis — centristes, mercredi 27 septembre. Il était 16 h 20. Cela faisait près d'une heure et demie que M. Poher s'entendait dire, dans un huis clos somme toute public, ce que beaucoup lui avaient déjà dit en privé.

Une dizaine de sénateurs sont intervenus pour exprimer au « président » l'affection qu'ils lui portaient, et le regret qu'ils avaient à lui demander de se retirer dans son intérêt, dans le leur, dans celui du Sénat, dans celui de leur famille politique.

M. Poher a répondu à tous et à chacun en faisant montre d'une compréhension que d'aucuns auraient jugée, sinon pitoyable, du moins pathétique, avec des formules du style : « Vous auriez dû venir m'en parler, il est normal que les jeunes veuillent aller vite... »

Ses réponses n'auront pas plus convaincu que son propos liminaire. Lisant quelques feuillets dactylographiés, M. Poher avait tenté de justifier sa candidature. Il s'était présenté comme « décidé à combattre pour l'union de l'opposition ». Il avait expliqué qu'il n'avait pas fait part plus tôt de son intention de se représenter afin de ne pas troubler la campagne électorale sénatoriale. Il avait répété vouloir éviter les querelles personnelles

que pourrait provoquer sa succession. Il avait résumé son objectif : faire du Sénat non pas une « vitrine de la désunion », mais un « laboratoire de l'union ». Il avait, enfin, voulu lever une hypothèse — non, il n'était pas l'homme de Charles Pasqua : « Quand je lui ai dit non, il m'a obéi », a-t-il assuré.

A l'évidence, les sénateurs centristes sont moins obéissants que le président du groupe RPR, et l'autorité de M. Poher ne les impressionne plus guère.

M. Poher serait-il tout à fait, complètement, irrémédiablement, mis au ban de son propre groupe ? M. Jean Cluzel, que M. Poher était venu soutenir dans l'Allier, lui a apporté son appui. M. André Fosset, élu des Hauts-de-Seine, a fait valoir qu'à ce petit jeu les centristes risquaient de perdre la présidence et qu'il y aurait bien des difficultés à trouver un successeur... ce qui n'avait échappé, à vrai dire, à personne.

Comme il l'avait fait le matin même sur RMC, puis au déjeuner qui réunissait le bureau du groupe de l'Union centriste, M. Jean Lecanuet, relayé sur ce thème par M. Pierre Méhaignerie, a plaidé pour un vote de l'ensemble des sénateurs UDF. Après un entracte d'une vingtaine de minutes, les sénateurs centristes se sont retrouvés en l'absence de M. Poher, et ils ont voté, syndrome de Vichy oblige, à bulletins secrets. Tous comme fut secret le dépouillement effectué par M. Daniel Hoefel, président du groupe, chargé d'en transmettre les résultats à l'intéressé. Si les chiffres ne sont pas connus, en tout cas les points sont formels : les quelques quarante votants se sont partagés mais avec une majorité hostile à la candidature de M. Poher.

Avant d'apprendre cette fâcheuse nouvelle, le candidat-président avait subi une autre épreuve : MM. Pierre Laffitte et Raymond Soucaret, vice-présidents

du petit groupe du Rassemblement démocratique et européen (censé représenter l'aile centre gauche de la majorité sénatoriale), étaient venus l'informer que par vingt voix contre une (celle de M. Louis Brives, élu du Tarn et âgé de soixante-dix-sept ans) et une abstention, ils avaient décidé de ne pas le soutenir. A croire M. Laffitte, qui vient de retrouver son mandat de sénateur des Alpes-Maritimes, M. Poher n'aurait guère réagi à cet « élément d'information ».

## « L'incompréhension de l'opinion »

M. Poher peut-il être surpris du vent de fronde qui s'est levé au lendemain de l'annonce publique de sa décision de solliciter à quatre-vingts ans, pour la septième fois, la reconduction d'un mandat qu'il détient depuis 1968 ? A l'évidence, il ne s'y attendait pas ; à l'évidence, son étonnement, aussi grand soit-il, ne le conduisit pas à envisager de renoncer. M. Pierre Bordry, son conseiller spécial qui avait été déclaré persona non grata à la réunion du groupe centriste, et que beaucoup soupçonnent d'être à l'origine de l'obstruction de M. Poher, assurait, il y a peu de temps encore, que le « président » non seulement serait candidat mais qu'il le serait jusqu'à trois fois de plus, le 2 octobre, car il n'est pas « homme à abandonner un combat qu'il a décidé de mener ».

Fort du seul soutien officiel de M. Charles Pasqua et du gros des troupes RPR (mais pas de la totalité), rappelé encore par lettre mercredi, M. Poher ne peut plus compter que sur les divisions de ses « amis » dont le seul point commun est l'opposition à sa reconduction. Jusque-là assez prudents, les successeurs potentiels commencent à se dévoiler. Le premier à le faire est M. Etienne Dailly, à l'ennemi moins un bulletin blanc (le sien), s'est vu demander par son groupe du RDE d'être candidat.

Muni de cette « autorisation », le vice-président radical commence au grand jour une campagne qu'il a entamée depuis bien longtemps déjà, ne voulant pas croire qu'à l'automne 1989 M. Poher serait de nouveau en lice.

Le processus de la multiplication des candidatures est enclenché. Les républicains et indépendants, qui, dès mardi, avaient fait savoir à l'unanimité moins une abstention qu'ils recherchaient une autre solution que celle du président sortant, se sont retrouvés jeudi matin pour prendre acte de la demande des centristes d'« examiner avec l'ensemble des sénateurs UDF les conditions dans lesquelles peut être envisagée une candidature unique ». L'initiative semble pour le moins tardive à M. Marcel Lucotte, président de ce groupe, qui avait eu un long entretien avec M. Daniel Hoefel, avant que ce dernier ne réunisse son groupe centriste.

Une première étape a été franchie en quarante-huit heures : la reconduction de M. Poher est devenue hypothétique. Y ont contribué, pour une part non négligeable, les sénateurs qui reviennent de leur campagne électorale et qui ont entendu leurs grands électeurs proférer des mots sévères sur l'image du Sénat donnée par son président. Les sénateurs ont aussi lu la presse nationale et régionale qui n'a guère été tendre pour leur assemblée et celui qui la préside. La mayonnaise de l'opinion, et cette incompréhension peut se retourner contre nous », explique M. Méhaignerie qui a tenté de dissuader M. Poher, pour la première fois, mardi soir 26 septembre après un dîner au Plessis-Trévise.

La deuxième étape dépend de la capacité d'entente au sein de l'UDF, de la détermination des centristes et des leçons qu'en tirera le RPR.

## Le soutien de M. Pasqua

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, propose, dans une lettre datée du 27 septembre, à ses collègues de la majorité sénatoriale de prendre les cinq initiatives suivantes :

- 1) Réunion en un seul intergroupe de l'ensemble des sénateurs se réclamant de la majorité sénatoriale. Cet intergroupe définira ses règles de fonctionnement.
- 2) Adoption du pacte qui liera la majorité sénatoriale autour des principes et des objectifs qui nous sont communs.
- 3) Modernisation et adaptation de nos méthodes pour rendre les travaux du Sénat plus attractifs, plus efficaces et mieux connus.
- 4) Adoption d'une règle qui permettra à chaque groupe d'assumer à tour de rôle, à l'occasion de chaque renouvellement triennal, les principales responsabilités au sein du bureau du Sénat.
- 5) Afin d'assurer dans de bonnes conditions la transition et l'application de ces mesures, soutien de la candidature du président Alain Poher, pour les trois prochaines années.

## Le Monde PLANTU DES FOURMIS DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89  
164 PAGES - 250 DESSINS  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde PUBLICITE LITTÉRAIRE  
45-55-91-82, poste 4356

La recherche d'un nouvel axe centriste

## M. Millon et M. Méhaignerie côte à côte face à M. Pons

Certaines images en disent plus long, parfois, que bien des commentaires. Ainsi, mercredi 27 septembre, le déjeuner de la journée parlementaire du groupe UDC à Plessis-Trévise (Val-de-Marne), qui vit ensemble attablés M. Pierre Méhaignerie, et ses deux invités, M. Charles Millon et M. Bernard Pons, ont été marqués par la présence de M. Bernard Pons, leur homologue du RPR.

Farouche adversaire au printemps dernier de la rénovation, M. Pons était déjà, en venant à ce rendez-vous, dans ses petits souliers. Bien qu'un grand professionnel il se soit efforcé de ne rien trahir de ses sentiments, il dut être au fil des plats encore plus mal dans son assiette tant la complicité naturelle entre M. Méhaignerie et M. Millon était trop visible. Comment aurait-il pu en être autrement ? Même éducation traditionnelle-chrétienne, même style, même enracinement dans les terres de province, même médaille d'ancien combattant du barrière, ces deux hommes au centre du maillage politique ne peuvent que s'entendre comme larvons en faire de la rénovation.

L'un d'eux, quand il rêvait encore à la constitution d'un grand parti du centre, M. Méhaignerie songeait à faire de M. Millon le secrétaire général de cette formation. Si ce rêve ne s'est peut-être pas au fond d'eux-mêmes dissipé, les voici tous deux visiblement prêts pour de nouvelles aventures communes.

La plus immédiate est la mise en place de l'intergroupe parlementaire de l'opposition à l'Assemblée nationale. Bien entendu, MM. Méhaignerie, Millon et Pons ont été tous trois d'accord pour réaffirmer officiellement que cette structure devait permettre d'instaurer de « meilleures relations de travail et de confiance ». Mais un réalisme certain a paru bien vite. Au vu de ce petit épisode de mardi, la simple cohabitation entre MM. Méhaignerie, Mil-

lon et Pons n'apparaît pas évidente. Des problèmes de méthode subsistent également. Cet intergroupe fonctionnera-t-il pour tous les sexes et comment ? Le principe du vote par tête semble admis. Toute la question est de savoir si ce vote sera effectué à main levée comme le souhaite M. Pons ou à bulletin secret comme le réclament les centristes.

Ce qui s'est passé cette semaine tant au groupe UDF qu'au Sénat montre que la discipline démocratique du vote secret peut changer bien des choses.

Enfin, autre problème : le droit de veto que pourraient exercer les chefs de formations politiques sur les textes à soumettre ou pas aux délibérations de l'intergroupe. Le RPR est pour les centristes contre, redoutant, à l'instar de M. Jacques Barrot, que « cet intergroupe devienne une affaire d'état-major ». L'affaire est d'importance pour les semaines à venir, mais surtout à moyen terme pour le devenir de l'opposition. Volontaires pour un essai de trois mois, les centristes n'accepteront sans doute pas un intergroupe strictement formel.

En revanche, si cette structure devenait un exemple de démocratie interne, les débats risquent d'être rudes, à commencer par celui sur le budget, voire ceux sur des textes aussi périlleux que le projet de réaménagement de la région parisienne qui a mis le RPR en alerte maximale. La réussite de cet intergroupe serait cependant la première démonstration que la fusion de toute l'opposition en un seul mouvement est possible. C'est ce que souhaite M. Dominique Baudis. Mais peu de ses amis paient en fait sur cette hypothèse. Les dirigeants centristes préfèrent tabler sur la constitution naturelle et logique au sein de cet intergroupe et à travers le tamis de l'examen des textes de loi de deux grandes forces : républicains autour du RPR et démocrates autour du nouvel axe Méhaignerie-Millon. Avec d'autant plus d'empressement qu'ils ne veulent pas laisser au nouveau président du groupe UDF le soin d'incarner à lui seul un centre bien armé dans l'opposition à côté d'un autre centre toujours flottant.

DANIEL CARTON

## Les décisions du groupe UDC

● Budget 1990. — Les deux économistes du groupe centriste, MM. Edmond Alphandéry et Bruno Durieux, n'ont pas la même appréciation du budget 1990. Si tous deux désapprouvent le rejet en bloc de ce budget par le groupe RPR, M. Alphandéry s'est tout de même montré plus critique que M. Durieux. Pour M. Durieux, le budget doit être mesuré « à l'aune d'une politique économique ». Les mesures présentées sont satisfaisantes, en ce qu'elles ne sont « ni inflationnistes ni menaçantes pour la stabilité monétaire », affirme-t-il. Il a en outre souligné que ce budget « permettrait l'investissement et préparait en partie l'échéance européenne ». « On ne peut pas dire, comme M. Juppé, que c'est un budget « nul », ni condamnable », observait M. Durieux, qui estime que « la loi de finances constitue une base amendable ». « Nous devons être créatifs et continuer de voter vrai », observait le député du Nord.

Pour M. Alphandéry, ce budget est « décevant », car il reste « au milieu du gué » alors que les conditions — prévisions de croissance économique optimistes et rentrées fiscales importantes — seraient de nature à inciter le gouvernement à prendre davantage de risques, notamment sur la taxe professionnelle et la baisse de la TVA. M. Alphandéry s'est, en outre, déclaré hostile à la création d'une tranche supplémentaire de l'impôt sur la fortune qui reste, à ses yeux, un impôt

« stupide ». « Le problème est de savoir si on entre ou non dans le jeu du gouvernement. Oui, ce budget va un peu vers l'Europe. Oui, il réduit un peu le déficit. Oui, il comporte des mesures en faveur de l'épargne, observait M. Alphandéry, mais nous devons définir ce que nous voulons et distinguer des priorités. » Pour M. Alphandéry, ces deux priorités, la lutte contre le chômage et l'amélioration des salaires directs, ne sont pas suffisamment affirmées.

Cette position plus sévère semblait remporter l'adhésion de la majorité du groupe centriste, soucieux aussi de ne pas renouveler durant cette session le jeu des « marchandages » de couloirs avec le gouvernement qui ont souvent été mal perçus par l'opinion publique.

● Financement des partis. — Contrairement à l'UDF, qui n'est pas encore parvenue à définir une position claire sur le projet de loi relatif au financement des campagnes électorales et des partis politiques (le Monde du 27 septembre), les députés centristes se sont déclarés favorables à l'adoption de ce texte. Porte-parole au sein de son groupe, M. Jean-Jacques Hyest a notamment déclaré : « A condition que l'annulation soit supprimée, il serait de notre honneur de voter ce texte, quoi qu'en pensent les autres, et d'être les héritiers de la moralisation de la vie politique. »

● Un nouveau délégué à la propagande du FN. — Le bureau politique du Front national a nommé M. Fernand Le Rachinel, le 25 septembre, au poste de délégué national à la propagande. Il « travaillera en liaison avec Dominique Chaboche », vice-président du FN jusqu'à la fin de la campagne. (Président-directeur général d'une société d'impression, M. Le Rachinel

est né le 4 juin 1942. Volontaire en Algérie, il entre en politique comme adjoint au maire de Caudebec (Seine-Maritime) en 1979, réélu en 1982 sous l'étiquette UDF-FR, réélu sous celle du FN en 1988. Il est aussi conseiller régional de Haute-Normandie. En 1984, il est l'un des responsables de la campagne de M. Le Pen aux élections européennes et devient en 1985 secrétaire départemental au FN de la Manche.)

## Le Monde



## 40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NUMÉRO HORS SÉRIE  
48 PAGES - 28 F

Le Monde a rassemblé dans ce numéro hors série un ensemble d'articles publiés dans ses colonnes. Des reportages sur le vif, des analyses et des commentaires de ses envoyés spéciaux au moment des faits reconstituent avec précision le climat de l'époque : de la réforme agraire à la planification, du libéralisme des « Cent Fleurs » à la révolution culturelle, de l'alliance soviétique à la guerre froide avec les États-Unis, de la disparition du « Grand Timonier » à l'ouverture sur le monde extérieur.

Le Monde consacre aussi 12 pages de ce numéro aux tragiques événements du printemps de 1989 en retraçant l'explosion populaire, l'arrivée des chars à Pékin et la répression qui suivit. L'histoire tourmentée de la Chine communiste, avec des portraits de toutes les grandes figures, une chronologie détaillée des événements et une carte en couleurs de la Chine.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
NOMBRE D'EXEMPLAIRES : \_\_\_\_\_ X 33 F, frais de port inclus = \_\_\_\_\_ F.

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à :  
Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.



## POLITIQUE

### Les adieux de M. Debré à La Réunion

#### « Oublie pas nous ! »

M. Michel Debré, ancien premier ministre du général de Gaulle, ancien député de La Réunion, vient de faire ses adieux aux Réunionnais. « *Créole un jour, créole toujours* », a-t-il répondu à ses amis qui lui ont crié : « Oublie pas nous ! »

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION  
de notre correspondant

« Monsieur Debré, monsieur le premier ministre, merci de tout ce que vous avez fait pour La Réunion. » La dame en chapeau de paille traditionnelle est venue de Saint-Paul à Bras-Panon, l'une des deux municipalités que conserve le RPR dans l'île, pour saluer une dernière fois M. Michel Debré qui s'enfuit dans une grosse voiture. L'ancien premier ministre embrasse la petite foule du regard. Sans doute y cherche-t-il la présence de jeunes, ces « enfants de la départementalisation », comme il aime à dire. Mais la jeunesse réunionnaise n'est pas là. Seuls les anciens ont

répondu à l'appel, ceux qui ont vu le général de Gaulle et son premier ministre débarquer un jour de juillet 1959 dans le département de l'océan Indien. L'île comptait alors, tout au plus, deux cent soixante mille âmes. Depuis, la population a doublé.

Avant de reprendre l'avion pour Paris l'ancien premier ministre a jeté un dernier pavé dans la mare en se déclarant hostile à l'introduction du RMI (revenu minimum d'insertion) à La Réunion : « On donne 1 milliard de francs à des gens pour ne rien faire ! », a-t-il lancé en défendant la notion de parité sociale, alors que toute la droite locale s'est rangée à la demande d'égalité sociale par rapport à la métropole, une idée vulgarisée... par le PCR. « L'identité politique ne veut pas forcément dire l'uniformité économique et sociale ». Ultime post-scriptum à un message martelé pendant un quart de siècle : La Réunion est département, les Réunionnais doivent être des Français à part entière.

ALIX DIJOUX

### La mort de Jean-Maurice Demarquet

#### Médecin et baroudeur

Le docteur Jean-Maurice Demarquet, ancien député du Finistère, est mort brutalement, le 16 septembre, à l'âge de soixante-six ans. Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Né le 20 août 1923 à Martigues (Bouches-du-Rhône), Jean-Maurice Demarquet avait dix-sept ans quand éclata la seconde guerre mondiale. Il s'était engagé dans la première division de la France libre, comme auxiliaire médical, avant même d'avoir terminé ses études de médecine. Promu médecin-lieutenant sur les champs de bataille au cours des campagnes d'Italie et de France, en 1944, il était resté sous les drapeaux, à la Libération, pour servir ensuite comme médecin en Indochine, dans les rangs du deuxième bataillon de parachutistes. C'est là qu'il avait fait la connaissance d'un autre volontaire, plus jeune que lui, Jean-Marie Le Pen, en compagnie duquel il s'était rallié au mouvement de défense des petits commerçants et artisans, fondé par Pierre Pojeade.

Elu député, en 1956, dans le Finistère sur les listes poujadistes, il avait exercé pendant quelques mois les fonctions de vice-président du groupe parlementaire d'Union et fraternité française (UFF), avant de se mettre en congé de

l'Assemblée nationale pour un nouveau baroud, cette fois en Algérie, toujours en compagnie de Jean-Marie Le Pen.

Chef-adjoint de commando au huitième régiment de parachutistes coloniaux, Jean-Marie Demarquet, blessé, avait définitivement quitté le groupe parlementaire UFF, en janvier 1957, pour se mettre au service de la cause algérienne de l'Algérie française, participant à la semaine insurrectionnelle d'Alger, en janvier 1960, aux côtés de Pierre Lagailarde, qu'il avait accompagné dans sa fuite en Espagne. Acquis à la « procès des baricades », en 1961, il avait repris ses études médicales, interrompues vingt ans auparavant, pour ouvrir un cabinet dans la région parisienne.

Jean-Maurice Demarquet n'était réapparu sur la scène publique qu'en 1985 pour rompre spectaculairement avec Jean-Marie Le Pen, après avoir refusé de démissionner en faveur du président du Front national dans un procès impliquant cet ancien compagnon de route dans la pratique des tortures pendant la guerre d'Algérie, une pratique qu'il avait, personnellement, assumée. Il s'était alors violemment opposé à Jean-Marie Le Pen en portant contre lui diverses accusations. Jean-Maurice Demarquet était titulaire de nombreuses décorations militaires.

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand, mercredi 27 septembre 1989. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué dont nous publions les extraits suivants.

#### Statuts de certains personnels enseignants

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, a présenté au conseil des ministres, en application du plan de revalorisation des personnels de l'enseignement supérieur, quatre décrets relatifs aux statuts des professeurs et des maîtres de conférences de l'enseignement supérieur, aux statuts des corps des directeurs d'études et des maîtres de conférences de l'Ecole des hautes études en sciences sociales et de l'Ecole pratique des hautes études, et au reclassement des enseignants chercheurs.

#### Compte rendu de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, a rendu compte au conseil des ministres des réunions de l'assem-

blée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se sont tenues à Washington. Lire page 25

#### Les résultats des élections sénatoriales

Le ministre de l'intérieur a rendu compte au conseil des ministres des résultats des élections sénatoriales. Celles-ci se sont traduites par une stabilité globale de la configuration politique de la Haute Assemblée.

#### Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

— Sur proposition du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, M<sup>me</sup> Maud Bailly-Turchi est nommée président du conseil d'administration des houillères de bassin du Nord-Pas-de-Calais ; M. Jean Brenas est renouvelé en qualité de président du conseil d'administration des houillères de bassin de Lorraine ; M. Paul Bourrellet est renouvelé en qualité de président du conseil d'administration des houillères de bassin du Centre et du Midi.

### Après l'inculpation de l'ancien secrétaire d'Etat

#### Une lettre de l'avocat de M. Gaston Flosse

Réagissant à notre article sur l'inculpation, à Papeete, de M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat du gouvernement Chirac, pour « ingérence », (*le Monde* du 23 septembre), M<sup>re</sup> François Sarda, son défenseur, nous écrit :

Revenant de Tahiti, je lis avec une extrême surprise l'article d'Edwy Plenel. La première plainte reproche à M. Flosse d'avoir fait construire une « route d'urbanisation des collines d'Arue » pour desservir la propriété de sa famille et enlever une servitude qui la traversait. Votre article ajoute que personne n'a vu cette « urbanisation ».

Je puis affirmer :

1) Que cette route ne procure aucun accès à la propriété Flosse ; que tout le monde en convient aujourd'hui ;

2) Que cette propriété est accessible en son plein centre et directement par une route ancienne de dix ans ;

3) Qu'un plan détaillé publié dans un journal local fait état d'une « bretelle » d'accès non construite et inexistante... et que le même journal à la base de la plainte en a publié la photographie... en se trompant de voie et de terrain !

4) Que la servitude ne faisait que longer, à l'époque des travaux, « la propriété Flosse » qui n'a été

agrandie qu'après la réalisation de la route ; la servitude ne la traversait pas ;

5) Que « la route d'urbanisation », décidée au conseil des ministres, était demandée depuis longtemps par la municipalité, des agriculteurs et des riverains ;

6) Que l'urbanisation est tellement réelle qu'après un lotissement il s'en réalise un second ; et qu'il y a d'autres constructions et propriétés.

Quant à la seconde prétendue ingérence relative, en deux occasions, à des services de billets ou de transit — enjeux chaque fois de 1 500 francs — sollicités auprès de deux agences de la famille, M. Flosse n'a ni demandé les services ni ordonné les paiements. Il s'agit de deux erreurs de fonctionnaires sur les centaines de billets d'avion pris par le Territoire. M. Flosse y est totalement étranger.

[Notre article faisait état des éléments ayant conduit le gouvernement de la Polynésie française, en la personne de son président, M. Alexandre Léonetti, à porter plainte contre M. Flosse sur la base de deux rapports établis en juin 1988 par une commission d'enquête constituée sur la nouvelle majorité de l'Assemblée territoriale. (*le Monde* du 18 juin 1988). A l'évidence, M. Léonetti, continue de ne pas partager le point de vue de M. Flosse sur cette affaire, et l'inculpation. La justice est saïe. Elle tranchera.]

### An Parlement européen

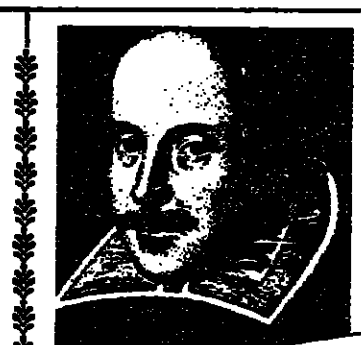
#### M<sup>me</sup> Piermont démissionne du groupe des Verts

Tête de liste des Grünen (Verts allemands) à l'élection européenne en RFA, en juin dernier, M<sup>me</sup> Dorothea Piermont, pacifiste active, vient de donner sa démission du groupe des Verts du Parlement de Strasbourg, qu'elle accuse d'avoir des positions pro-européennes. Elle avait manifesté le désir de rejoindre le groupe Aro-en-Ciel, où siègent des régionalistes, des autonomistes et des députés « anti-CEE ».

A l'occasion du scrutin du 18 juin, M<sup>me</sup> Piermont s'était déjà démarquée de son mouvement en apportant son soutien à la liste des rénovateurs communistes de M. Claude Llabrés en France. Son inimitié pour M. Antoine Waechter, porte-drapeau des Verts français, est parfaitement connue et, du reste, réciproque. Elle accuse celui-ci de « droïtisme » : il l'accuse de « gauchisme ». Avec cette démission, le groupe européen des Verts, dont les Français veulent faire « une vitrine », compte vingt-neuf membres — huit Français, sept

Allemands et sept Italiens, notamment — et le groupe Aro-en-Ciel en compte quatorze, tout comme celui constitué, en partie, par les communistes français, portugais et grecs.

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE (Paris-IV)  
Formation continue  
COURS D'ESPAGNOL PORTUGAIS DU BRÉSIL  
Initiation et perfectionnement  
Pratique de la langue orale  
Le soir à partir de 18 h 30  
INSTITUT D'ETUDES IBERIQUES et latino-américaines  
31, rue Gay-Lussac  
75005 PARIS  
Tél : 43-26-06-90 de 17 h à 19 h 30



TIRAGE LIMITE ET NUMEROTE

\* 12 volumes 14 x 21,5 cm.  
\* Environ 900 pages par volume.  
\* Reliure plein cuir vert bronze avec  
caissons en à froid.  
\* Signets et tranchefiles.



ACCLAMEE PAR LA PRESSE

"Grâce à cette édition... il est désormais possible d'appréhender l'anglais et Shakespeare ensemble : l'un et l'autre et l'un par l'autre."

Yves Florenne

"Pages étonnamment vivantes où l'on assiste véritablement aux spectacles shakespeariens... D'ores et déjà dans toute bibliothèque de théâtre, un roman doit être déposé pour les recevoir."

Mervyn Lebesque

"La magnifique édition ! C'est la plus parfaite parue en France à cette heure... J'y ai pris un plaisir extrême."

Pierre Humbourg

"Pierre Leyris qui en a dirigé les travaux, mérite d'être qualifié de poète pour le don qu'il a de faire passer l'expression poétique d'une langue dans une autre."

André Bonnefoux

EN CADEAU pour les premiers souscripteurs  
LE PETIT ROBERT  
en édition Club hors commerce, le célèbre dictionnaire des personnes cultivées.  
Le Club Français du Livre  
6, avenue de Villars,  
75342 PARIS CEDEX 07

UNE REEDITION PRESTIGIEUSE DU CLUB FRANÇAIS DU LIVRE  
Acceptez à l'examen gratuit le volume 1 des  
ŒUVRES COMPLÈTES DE SHAKESPEARE  
EDITION BILINGUE

La seule édition bilingue complète de Shakespeare.

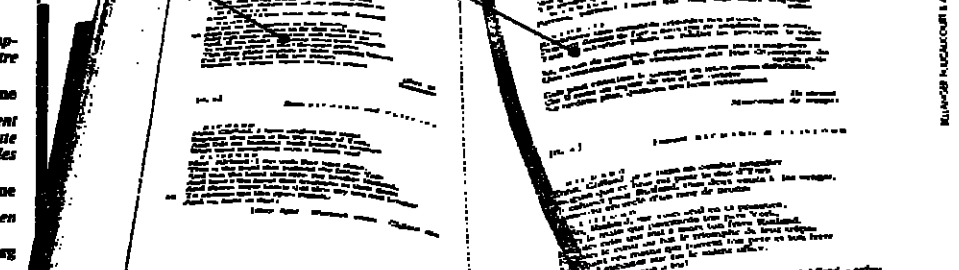
Un événement dans le monde du livre ! Voici, enfin rééditée, la seule édition bilingue complète des œuvres de Shakespeare.

Une réalisation unique au monde, qui possède des caractéristiques véritablement exceptionnelles :

- Une édition établie à partir des textes authentiques par les Professeurs de l'université de Cambridge.
- Une correspondance permanente entre le texte français et le texte anglais original, qui offre aux esprits raffinés et cultivés un plaisir rare.
- Une traduction réalisée par un cercle d'éminents poètes et linguistes, qui ont su transmettre d'une langue à l'autre la flamboyante poésie shakespearienne.
- De nombreuses notes, préfaces, glossaires, rédigés par les meilleurs spécialistes, qui permettent de comprendre et d'apprécier toutes les merveilleuses subtilités du texte.

PAGE DE GAUCHE : texte anglais avec numérotation des vers pour repérage immédiat.

PAGE DE DROITE : traduction française sur une équipe d'experts poètes et linguistes.



EN CADEAU : LE BON D'EXAMEN GRATUIT

Si vous répondez dans les 10 jours l'agenda CUIR 1990 du Club Français du Livre en cuir noir agrémenté de coins dorés.

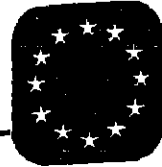
OUI, veuillez m'envoyer à l'examen gratuit le volume 1 de l'édition bilingue SHAKESPEARE en édition limitée et numérotée. Si je ne suis pas totalement séduit par ce volume de près de 900 pages, luxueusement relié en cuir, je vous le retournerai par la poste à vos frais au bout de 15 jours, et je ne vous devrai rien. Autrement, je vous le garderai et recevrai les 11 autres volumes en une seule fois et je bénéficierai des avantageuses conditions offertes aux souscripteurs. Pour ces 12 volumes, je pourrai vous régler 3.450 F comptant (frais d'envoi compris) - c'est-à-dire 287,50 F seulement par volume - soit choisir entre d'avantageux plans de crédit, dont un crédit gratuit de 3 mois.

044 5200 004

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Signature indispensable (Celle des parents pour les mineurs.)  
Offre réservée à la France métropolitaine et limitée au 28 février 1990.

## EUROPE 93

LA SÉRIE "MONDE"  
DE LA REVUE AUTREMENT

"Une approche totalement originale, concrète, indispensable à tous ceux qui veulent sentir un pays, comprendre un autre système de valeurs." *Le Monde*

48 titres, 48 ouvrages référence sur des villes, des pays, des peuples : la "Série Monde" de la Revue Autrement.  
Chaque ouvrage : 224 p. 89 F.  
EN LIBRAIRIE

PARUTIONS  
RÉCENTES :

- Lisbonne
- Toscane
- Rome
- Istanbul
- Himalayas
- Budapest
- Cuba
- Australie noire
- Andalousie
- Grèce...

audiment  
EDITIONS

DEMAIN DANS  
*Le Monde*

## AFFAIRES

LES PRIVATISATIONS  
EN AMÉRIQUE LATINE

La plupart des pays latino-américains recherchent désormais une sortie de type néolibéral à la crise qui les assaille depuis le début des années 80. Au nombre des mesures mises en œuvre figurent en priorité les dénationalisations d'entreprises. Ainsi l'Argentine et le Mexique viennent-ils de décider de privatiser leur téléphone.

## LE MONDE SANS VISA

## LES FRANÇAIS ET LEURS VACANCES

Un sondage exclusif IPSOS-Le Monde révèle les attentes des Français en matière de vacances.

Selon leur président, M. Jean-Paul Mohr

Les experts-comptables français sont défavorisés  
par rapport à leurs concurrents étrangers

Affilié d'un sigle peu évocateur, l'Inseca, institut national de syndicats d'experts-comptables, de comptables agréés et de commissaires aux comptes, le deuxième syndicat français d'experts-comptables (derrière l'IFCC, l'institut français des experts comptables) a décidé de troquer son intitulé contre celui d'Experts-Comptables de France. Un changement de nom qui symbolise un souci d'ouverture et de communication que cette profession n'avait guère manifesté jusqu'à ces dernières années.

Mais, concurrencés par les multinationales du conseil en entreprise en butte, dans l'Hexagone même, aux professionnels du droit, confrontés à une législation européenne qui risque de limiter leurs prérogatives, les experts-comptables voient petit à petit se réduire leur terrain d'action. D'où leur volonté de mieux se faire connaître du grand public qui pourrait représenter un nouveau marché : qu'il s'agisse de lui offrir des conseils fiscaux ou des avis sur les différents placements financiers, par exemple.

Une lutte  
à armes inégales

Cette volonté de communication va également s'étendre à ses partenaires européens. Des représentants des syndicats espagnols, allemands, anglais et italiens étaient présents lors du dernier congrès Experts-Comptables de France tenu à Lyon les 21 et 22 septembre. Ses membres ont créé à cette occasion une commission de réflexion sur l'Europe dont la première réunion se tiendra cette fin de semaine en Italie.

Jean-Paul Mohr, président d'Experts-Comptables de France depuis 1983, nous précise quelles actions il compte mener dans les mois à venir. Ce Strasbourgeois,

expert-comptable et commissaire aux comptes depuis 1952, est également président honoraire du conseil régional de Strasbourg.

« Vous dites que les experts-comptables français se trouvent dans un corset législatif et déontologique qui les défavorise par rapport à leurs confrères européens. Pouvez-vous préciser pourquoi ? »

« Le principal problème est que nous n'avons pas le droit, en France, de créer des sociétés interprofessionnelles. Cela ne nous permet donc pas de lutter à armes égales avec les gigantesques réseaux mondiaux d'audit et d'expertise-comptables, les big five, qui, eux, allient souvent des compétences non seulement dans le domaine de l'expertise comptable, mais aussi du conseil stratégique, ou du conseil juridique et fiscal, ce que nos clients nous demandent.

« Pour pouvoir répondre à cette demande, c'est-à-dire offrir des prestations complètes à nos clients et ne pas être défavorisés par rapport aux cabinets mondiaux, les petits cabinets libéraux, qui sont les membres de notre syndicat, doivent pouvoir collaborer au sein de groupements d'intérêt économique, qu'il s'agisse de groupements régionaux ou de groupements interprofessionnels.

« Le fait de ne pas avoir le droit d'exercer des missions différentes de celles de l'expertise comptable proprement dite est également un handicap face à nos concurrents européens. En Espagne, par exemple, un expert-comptable peut représenter son client, héberger son siège social. Nous ne pouvons offrir la contrepartie.

« Le rapport Saint-Pierre remis au ministre de la Justice en juin va pourrir à l'encontre de vos souhaits, en réservant

l'exercice du droit aux avocats et conseils juridiques. Qu'en pensez-vous ? »

« L'ordonnance de 1945 qui créait l'ordre des experts-comptables, et leur réservait le monopole de la tenue des comptes des entreprises, permettait aux experts-comptables de conseiller et de faire des actes juridiques pour leurs clients. Si les conclusions du rapport Saint-Pierre étaient appliquées, on reviendrait quarante-cinq ans en arrière. C'est une évolution irréaliste dans un contexte où tous les monopoles s'effritent.

Un label  
de fiabilité

« Si la directive européenne visant à réduire le nombre d'entreprises légalement obligées de faire vérifier leur compte par des commissaires aux comptes venait en application, quel serait l'impact pour votre profession ? »

« Actuellement, Deux cent mille sociétés environ sont soumises à la « révision légale » : il s'agit de toutes les sociétés anonymes et de certaines SARL. La directive européenne, si elle était appliquée, soustrairait cent cinquante mille entreprises à ce contrôle. C'est un danger pour l'économie française. Nous proposons donc de créer un label de fiabilité qui attesterait de la sincérité des comptes. Ce label ne serait pas obligatoire. Mais un expert-comptable qui aurait obtenu un label indûment pourrait être condamné civilement. Ce type de certification existe déjà en RFA, aux Pays-Bas ; il est en discussion en Grande-Bretagne. »

Propos recueillis par  
ANNIE KAHN

Selon un sondage  
dans sept paysLa grande majorité  
des chefs d'entreprise  
sont favorables

## à une monnaie commune

Les chefs d'entreprise européens sont favorables à une monnaie commune : selon un sondage Gallup (1) effectué à la demande de l'Association pour l'action monétaire de l'Europe, 83 % d'entre eux se prononcent pour et seulement 10 % contre.

En tête viennent les Italiens, avec 94 % d'avis favorables, suivis des Espagnols (92 %) puis des Belges et des Français, ex aequo à 0 %. Les plus réticents sont (sachant que cette enquête n'a été réalisée que dans sept pays de la Communauté, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg et le Portugal en étant exclus) les Allemands (69 % d'avis favorables) et les Britanniques (65 %).

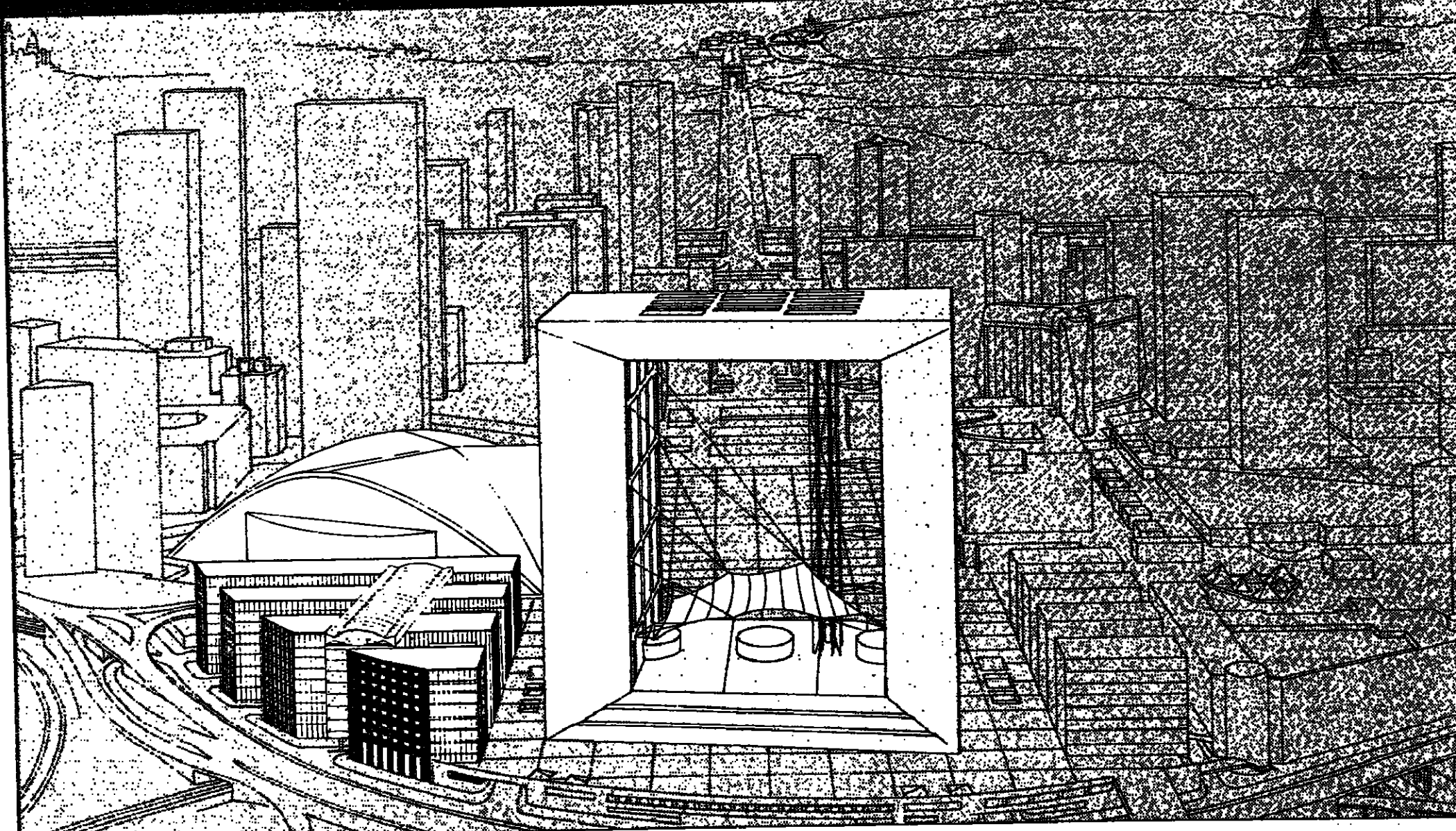
Les trois quarts des dirigeants en faveur d'une monnaie commune estiment que les monnaies nationales devraient progressivement disparaître. Mais l'association entre les deux concepts de monnaie commune et de monnaie unique est moins développée en France et dans les Pays-Bas que dans les autres pays couverts par l'étude. En revanche, elle est réelle en Belgique, en Italie et même en RFA.

(1) Sondage Gallup effectué en juillet 1989 auprès de 1 428 dirigeants d'entreprises - environ 200 par pays - ayant un flux annuel d'importation et/ou d'exportation d'au moins 200 000 écus (2,1 milliards de francs).

## L'ALBUM 89

PLANTU

est paru

Sur le parvis de la Défense : 5 immeubles de bureaux autonomes  
Heron Continental Center

Sur le site le plus prestigieux de la Défense, là où le regard embrasse la perspective de l'esplanade, de la Voie Triomphale et de l'Étoile, s'élève Heron Continental Center : 34 000 m<sup>2</sup> en cinq immeubles totalement autonomes, reliés par une superbe galerie vitrée ouvrant sur le parvis.

Au voisinage immédiat de la Grande Arche et du nouveau CNIT, le Heron Continental Center offrira aux sociétés soucieuses de leur image comme de leur confort un rare ensemble de prestations : aménagements intérieurs très complets, qualité et esthétique des matériaux employés, souci de la perfection technique, accès privilégiés, parkings privés.

Des surfaces à partir de 3 000 m<sup>2</sup> sont disponibles.

Réalisation : Heron International et Générale Continentale Investissements

Commercialisation

BOURDAIS

(1) 42.25.79.67

Jones Lang  
Wootton

(1) 47.76.44.34

سكنات الامم



La loggia décorée par Adami, le rideau de scène peint par Garouste

## Le nouveau Châtelet, ouverture et intermède

Pour terminer en beauté la restauration du Théâtre du Châtelet, le maire de Paris a demandé à Valerio Adami de décorer la loggia, et à Gérard Garouste le rideau de scène. Le concert d'ouverture a eu lieu mercredi 27 septembre.

Nos fins sont décidément en progrès, tout au moins dans le domaine de la commande artistique. Après le tout et n'importe quoi des premières années de relance de la formule quelque peu oubliée, les voici capables d'ajuster le tir, de frapper aux bonnes portes, de s'adresser à qui il faut pour la où il faut. Il est vrai que l'attitude des artistes a bien changé aussi. Ils reviennent depuis longtemps d'être présents dans l'espace public, mais se tenant sur la défensive, et conservant encore, faute de pratique sans doute, un peu trop les réflexes individualistes que des décennies de travail en chambre ont engendrés. Les voici donc capables de souplesse, de s'adapter, de se plier aux exigences, difficiles parfois, des espaces qui leur sont confiés. A preuve les interventions d'Adami et de Garouste au Théâtre du Châtelet, si respectueuses des lieux, chacune à sa manière, si réussies.

Passée à Adami, la commande d'une peinture pour la loggia ouverte (mais protégée par un verre) sur la façade n'était pas commode à concevoir, parce que prise en sandwich entre l'extérieur et l'intérieur du théâtre, et parce qu'il fallait s'arranger avec un mur déjà fortement découpé d'arcades et d'oculi entourés d'ornements. Pourtant, le peintre s'en est remarquablement, avec une belle intelligence de la composition monumentale. On serait presque tenté d'en recommander l'étude aux étudiants en histoire de l'art. Le sujet est parfaitement adéquat : c'est une évocation de la danse, du théâtre, et de la musique sous forme de grandes figures allégoriques de 4 mètres de haut. Tout ce qu'il faut pour occuper l'espace entre les ouvertures, renvoyer les têtes et les masques de sa peinture aux masques sculptés du décor précédent, laisser au-dessus l'espace d'un ciel étoilé pour unifier le tout, et enfin, pour que l'ensemble se voie bien de la place du Châtelet.

Et cela se voit du dehors, un peu comme les grandes fresques ou mosaïques des façades italiennes, du Grand Canal ou d'ailleurs ; cela anime sans la trahir l'architecture par trop mal fichue, mais assez banale de Davoud. Le tout est très présent sans pour autant alourdir, paraître en surcharge, même



Adami dans « sa » loggia du Châtelet

lorsqu'on circule dans la galerie étroite. L'absence de recul vous colle sur les talons, et les mollets des figures dessinées au trait sont et peintes en grands aplats de couleurs fortes, dans le style habituel de l'artiste, grand manipulateur, rappelle-t-on, d'images symboliques, grand spéculateur sur les données du monde et sa représentation, ses artifices et mascarades. Donc artiste passablement bien choisi pour vous introduire dans le monde du théâtre.

### Une intégration réussie

En emboîtant le pas du ministre de la culture, premier commanditaire de rideaux de scène à des peintres d'aujourd'hui (Olivier Delort à la Comédie-Française, Cy Twombly à l'Opéra-Bastille), le maire de Paris n'a pas fait de faux pas : le rideau de Garouste pour le Châtelet, décidément bien servi, est, lui aussi, une petite merveille d'intégration au décor architectural, celui d'une salle à l'italienne, qui vient de faire l'objet d'une bonne restauration. Garouste a repris tous les tons mordorés et un peu flottants des balcons, du plafond, du pourtour de la scène.

Il a aussi trouvé des éléments décoratifs légers qui pouvaient rappeler ceux de l'architecture, si bien

que sa grande peinture semble avoir été faite non seulement pour celle-ci, mais en même temps qu'elle. Avec cependant cette idée de fermer la salle sur elle-même, plutôt que d'annoncer l'espace scénique, comme le ferait un rideau traditionnel, rouge et tranchant entre les mondes de la réalité et de l'illusion. Ce n'est pas un reproche, car l'univers du théâtre, dans l'imaginaire du peintre depuis longtemps — depuis ses débuts comme décorateur du Palais — est dans la toile et ses motifs, une toile qui constitue une sorte d'intermède. Les regards peuvent glisser dessus : elle n'impose vraiment rien, aucune lecture ; ils peuvent aller sans interruption d'une loge de droite à une loge de gauche, passer du plafond au parterre, et papoter, comme il se doit aussi en attendant les trois coups. Mais ils peuvent être intrigués par ce milieu de formes énigmatiques, de figures possibles, de brèves d'histoire, de semblants de personnages, par ce monde d'images cachées, en coulisses, que cultive Garouste dans ses tableaux. Et qui, là, s'en donne à cœur joie, disposant d'une surface gigantesque, d'ailleurs parfaitement maîtrisée, comme le peintre maîtrise ses toiles libres, ses « indiennes ».

GENEVÈVE BRIERETTE

## La grande rentrée des orchestres de Paris

Les orchestres français ne manquent pas de qualité, mais ils ne sont pas toujours irréprochables. De jeunes chefs leur donnent un nouveau départ.

A Paris, il y a peu de chefs de formation orchestrale (y compris les associations symphoniques) qui se produisent tout au long de l'année. Mais pourquoi se voiler la face ? Aucune d'entre elles ne peut prétendre égaler les meilleures formations internationales. Une exception, l'Ensemble InterContemporain, phalange de trente et un musiciens spécialisée dans le répertoire du vingtième siècle. Les orchestres Lamoureux, Pasdeloup et, dans une moindre mesure, la Société des concerts Colonne ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils ont été. Restent l'Orchestre national de France et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, l'Orchestre de Paris et l'Ensemble orchestral de Paris (un orchestre de chambre). Des ensembles parfois brillants mais dont l'histoire récente n'est pas

exempte de ces soubresauts qui peuvent en quelques mois ruiner des années d'efforts.

L'Ensemble orchestral de Paris vient de le voir. La nomination de son chef, Armin Jordan, a redonné du courage et de l'ambition à des musiciens qui avaient fini, sous le règne de Jean-Pierre Wallès, par sombrer dans une routine décevante.

Aujourd'hui, l'orchestre a reconstruit sa santé. Sa programmation (œuvres, artistes) en fait l'un des formations avec lesquelles il faut compter. Pour combien de temps ? En France, rien n'est jamais acquis. Refusé par Pierre Vostinsky (qui, en 1973, avait appelé Sergiu Celibidache à sa tête), l'Orchestre national s'était hissé en peu de temps au niveau des plus illustres formations mondiales. Au prix de quelques luttes, de quelques résistances, l'Orchestre philharmonique de Paris, la politique artistique a changé de cap. Privé de chef permanent (et aujourd'hui, à nouveau, sans manager), l'orchestre s'est posé

à peu près. Au point que son petit frère, l'Orchestre philharmonique, a pu à peu près monopoliser l'attention grâce au remarquable travail d'une équipe artistique menée d'un main de fer par Marek Janowski. Le « Philhar » est devenu la formation la plus solide et polyvalente de la capitale. Bientôt sa vocation ? La nouvelle direction de Radio-France semble pencher pour une réorientation vers la musique contemporaine.

### Rendre son rang à la capitale

Aujourd'hui, le moral remonte au National. L'effort de cette année doit être nommé premier chef invité. A ce titre, il n'aura pas à assumer la responsabilité globale des programmes, qui est du ressort du directeur musical (un directeur qui reste à trouver car Lucien Mazzi qui a quitté son poste en 1988), mais il a la possibilité de choisir les œuvres qu'il souhaite diriger : « Nous allons pouvoir faire du bon travail, nous disant à l'heure de nos temps à l'orchestre, et l'orchestre semble heureux de travailler avec soi. Nous n'avons aucun problème pour les répétitions. Il y a une grande souplesse dans ce domaine et comme tous les orchestres français que j'ai dirigés, le National s'adapte très facilement à tous les répertoires. Je ne leur impose pas trop de musique anglaise, mais j'espère pouvoir travailler avec Haydn, Mozart, qui sont à la base du répertoire d'une formation symphonique et la musique de la fin du dix-neuvième siècle, aussi bien française qu'allemande. Pas spécialement Debussy ou Ravel que le National joue si bien et depuis si longtemps, mais Paul Dukas, Villa-Lobos, Ives, Gounod et Zverevsky, dont j'aimerais pouvoir diriger et enregistrer quelques œuvres. Pour le moment, je n'ai pas proposé ces projets d'enregistrements à mon éditeur, mais je pense que cela pourra se faire ».

A l'Orchestre de Paris, la situation est bien différente. Les musiciens n'ont pas connus hauts et bas. En guise de chef, Daniel Barenboim a eu l'air de leur répertoire grâce à une politique musicale, certes coûteuse, et c'est un euphémisme pour les deux dernières saisons (lire par ailleurs), qui a attiré les plus prestigieuses solistes et chefs d'orchestre, rendant par là-même à Paris son rang parmi les capitales musicales mondiales.

L'Orchestre lui-même a-t-il suivi cette courbe ascendante ? Ses prestations dépendent directement du chef qui le dirige. Une irrégularité que ne connaissent pas l'Orchestre de Cleveland, le Concertgebouw d'Amsterdam ou l'Orchestre de Chicago : il y a dans ces orchestres, une discipline collective qui prime tout. Même mal dirigés, ces musiciens ne s'abaissent jamais à mal

jouer, voire à saboter un concert. Ce n'est pas encore le cas des français.

Semyon Bychkov entame sa première saison comme directeur musical. A travers sept ans, il s'écrit précédé d'une flatteuse réputation. Herbert von Karajan n'avait pas hésité à déclarer qu'il voyait en lui un successeur possible (le Monde de la musique n° 78, mai 1985), et les quelques concerts et opéras qu'il a dirigés à la tête des formations hexagonales ont prouvé des capacités techniques peu ordinaires chez un si jeune chef. A l'Orchestre de Paris, il va devoir travailler pour rééquilibrer les pupitres : si les vents, la percussion, les cordes graves et médianes sont, grâce au recrutement judicieux de Daniel Barenboim, devenus excellents (au point

que clarinettes, flûtes, hautbois pourraient en remonter à l'importance quel orchestre étranger), les violons manquent d'homogénéité et leur sonorité d'ensemble est encore trop sèche.

Directeur musical, Semyon Bychkov a l'entière responsabilité de la programmation. Cet hiver, il restera dix-huit semaines à Paris. « Grâce au soutien de l'Etat, en mécénat, nous pourrions travailler efficacement. Pour la Deuxième Symphonie, de Mahler (lire par ailleurs), nous avons eu dix-neuf répétitions, ce qui serait impensable aux Etats-Unis ou à Londres. Profitez-en, je fais travailler l'orchestre presque par plaisir, ce qui permet un travail plus en profondeur. Nous avons de grands projets qui vont se

concrétiser prochainement par des disques et des vidéo-disques. Cet orchestre a de grandes possibilités d'adaptation : on dit toujours cela des orchestres français mais c'est vrai. Récemment, ils ont joué un poème symphonique de Richard Strauss sous la direction de Naum Jivri et je puis vous assurer qu'ils ont été magnifiques... comme ils l'avaient été dans une symphonie de Schubert dirigée par Daniel Barenboim. Je ne sais pas combien de temps je restera à la tête de cet orchestre, trois ans, dix ans, peut-être davantage, mais je voudrais qu'après mon départ l'orchestre ait progressé, qu'il soit encore meilleur ».

ALAIN LOMPECH

### L'élan de Jeffrey Tate

Le beau rideau safran du théâtre du Châtelet s'est ouvert pour la première fois sur l'Orchestre d'Etat de Moscou, un ensemble jeune créé tout après en 1981 « pour servir et mettre en œuvre les idées toujours fortes et originales de son chef, Gueorgui Stukolov ». Mais, mercredi soir 27 septembre, l'Orchestre national célébrait ses « fiançailles » avec son nouveau « premier chef invité », Jeffrey Tate, qui avait choisi justement pour cette inauguration deux œuvres françaises : Pelléas et Mélisande de Fauré où il mêlages quelques moments admirables de mystère dans le finale, et le Concerto en sol de Ravel. Le soliste était un Philippe Entre-

mont plein d'entrain, très sûr techniquement, pourtant moins raffiné que le chef. L'adagio, où le compositeur déroule sans rupture un fil d'or qui vient broder les instruments tour à tour, parut un peu quelconque comme toucher et comme phrasé pour soutenir de bout en bout une courbe aussi pure. Dans la 8<sup>e</sup> Symphonie de Beethoven, Tate donnait toute sa mesure. Ses interprétations sont marquées avant tout par une extraordinaire énergie, ou plutôt une « éternité » que les deux bras levés puissamment communiquent sans cesse à l'orchestre, et qui porte de surcroît la joie, l'élan, le charme, le lyrisme au suprême degré.

S'il a conquis ainsi l'Orchestre national, il n'en a pas encore reçu en échange la transparence, le velouté, la profondeur sonore qu'il obtenait par exemple, cet été à Aix, de l'English Chamber Orchestra dans sa flamboyante exécution d'Elle de Mendelssohn (le Monde du 26 juillet). Ce sera pour le temps des « épousailles »...

JACQUES LONCHAMPT

► L'English Chamber Orchestra est précisément jeudi 28 septembre au Châtelet, sous la direction de Colin Davis, dans un programme Mozart avec Elisabeth Leonska.

### Les risques calculés de Semyon Bychkov

En choisissant la Deuxième Symphonie « Réurrection », de Gustav Mahler, pour ouvrir sa première saison comme directeur musical de l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov a pris un risque justement calculé. L'œuvre est diablement difficile, harassante, elle accorde les changements de mesure, edge des musiciens et du chef des réflexes de sport, une concentration jamais relâchée sans quoi l'œuvre s'effondre, sans hésitation d'effort. Mais quel public peut résister à ce finale en majeur triomphant, aux interventions poignantes des solistes, au mystère évoqué par le chœur ? L'interprétation de cette symphonie est toujours suivie de sèves d'applaudissements.

Mardi soir, Semyon Bychkov, l'orchestre, le chœur, Edith Wiens, Anne Gjevang et Arthur Oldham ont été fêtés. Leur interprétation était-elle pour autant à la hauteur des terribles exigences de l'œuvre ? Claire, scélère, la direction de Bychkov fait perdre à l'Orchestre de Paris cette sonorité puissante, cet embonpoint trop souvent regrettés, elle sait aussi aller droit au chemin tout en ménageant d'habiles coups de théâtre, en déployant des phrases d'une diégèse viennoise bien en situation. Mais il manque encore au jeune chef cette liberté dans la rigueur qui seule peut transcender les quelques tunnels d'une œuvre qui a paru un peu longue. A moins que

préoccupé par des troupes encore fragiles, le chef se soit avant tout attaché à en donner une exécution la plus propre possible. De ce point de vue, ce fut excellent et, malgré quelques dérapages dans les cuivres, l'Orchestre de Paris s'est montré sous son meilleur jour.

A. L. ► L'Orchestre de Paris se produira les 4 et 5 octobre, à 20 h 30, salle Pleyel, sous la direction de Semyon Bychkov dans Timbre, Esquisse, Mouvement d'Henri Dutilleul, la Symphonie héroïque de Beethoven, et le Premier Concerto de Chopin (soliste : Alexis Weissenberg qui sera sa place le 6 à l'Opéra). Oleg, qui jouera le Premier Concerto pour violon de Prokofiev.

### Les chiffres d'un déficit

L'Orchestre de Paris reçoit, chaque année, des subventions de l'Etat (80%) et de la Ville de Paris (40%). A cette enveloppe budgétaire viennent s'ajouter des fonds propres à l'orchestre (vente des billets, abonnements, royalties issues des enregistrements discographiques, droits de retransmission radiophonique et télévisuelle) et le produit du mécénat.

En 1987, l'Orchestre de Paris a dépensé (hors taxes) 63 950 500 F pour des recettes (subventions et fonds propres) de 63 648 000 F (hors taxes). En 1988, les dépenses se sont élevées à 63 152 500 F pour 65 444 700 F de recettes. En 1989, les dépenses devraient s'élever à 76 518 000 F pour des recettes de 87 384 300 F (budget prévisionnel).

Un simple calcul permet de constater que, en 1987, le déficit de l'Orchestre de Paris ne s'élevait qu'à 302 000 F, mais qu'il atteignait la somme de 3 707 800 F l'année suivante et devrait atteindre le chiffre de 9 163 700 F en 1989. D'autant, car l'encadrement des autorités de tutelle, l'Orchestre de Paris devra réaliser des économies qui devraient réduire ce trou de 1 million de francs.

Pour l'année 1989, la subvention de l'Etat a été de 51 680 000 F (dont 200 000 F pour apurer le déficit de la tournée mondiale de l'orchestre), et celle de la Ville de Paris de 21 700 000 F (chiffres toutes taxes comprises).

Les raisons de ce déficit seraient dues, d'après le ministère de la culture, à une programmation coûteuse et à une équipe artistique trop lourde — (en plus, du directeur musical l'Orchestre de Paris a salué deux conseillers artistiques pour soixante-dix concerts annuels (1). Des chiffres et une analyse que conteste l'orchestre de Paris sans toutefois apporter de précisions chiffrées supplémentaires. Pour Pierre Vostinsky, directeur général de l'Orchestre, le déficit est mesuré et est dû à une augmentation générale et légale des charges (cotisations sociales, salaires, et autres) qui n'a pas été suivie par des subventions à peine indexées sur l'inflation.

A. L.

(1) A titre de comparaison, l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam donne cent cinquante concerts par an sur le sol néerlandais (y compris quinze postales à l'étranger) avec une équipe composée d'un directeur musical (Riccardo Chailly) et d'un directeur artistique.

## CULTURE

## DANSE

## Tango, le culte de la séduction

Les danseurs, musiciens, chanteurs du «Tango argentino» sont de retour toujours chaloupant, encore plus somptueux, dans la fièvre et le désespoir

Douze musiciens, dont quatre bandoneonistes, gueules de ruffians en smoking, torse nus qui balancent, et dans leurs bras, le bandoneon s'élève. Il y a de l'émotion à fleur de peau, de la sensation dans la gorge. Glorieux, ils posent un pied sur leur chaise et se penchent, comme les guitaristes flamencos sur leur guitare, comme pour écouter un secret. Depuis la première version du spectacle de Claudio Segovia et Hector Orezzoli, *Tango argentino*, au Châtelet, en 1983, ce sont les mêmes musiciens qui ont suivi cette époustouflante histoire, et ils ont largement contribué à sa réussite.

Pendant six ans, et ce n'est pas terminé, *Tango argentino* a trébuché sa nostalgie brutallement sensuelle dans le monde entier, tant en Amérique latine, trop pauvre, à l'exception de Caracas, pour s'offrir le luxe d'un mythe populaire revisité. A vrai dire, le spectacle avait été invité à Buenos-Aires, par le Colon, le plus fameux Opéra du continent. «Ça n'avait aucun sens, le tango au Colon», expliquent Claudio Segovia et Hector Orezzoli. On voulait raconter une histoire d'adversité.

Si les musiciens sont les mêmes, de nouveaux couples de danseurs les ont rejoints. Au fil des tournées, vont et viennent des chanteurs — Raul Lavié, fidèle depuis toujours, comme Jovita Luna et Elba Beron, avec sa bouille de Fréhel troncquée, plus la voix écorchée d'Alba Solis, ses cheveux rouille collés à son visage trop blanc.

## Une liberté trouble

Il y a l'orchestre, les mains agiles sur les touches des bandoneons. Dans l'ombre, des silhouettes masculines, chapeau sur l'œil, écharpe blanche, veston court cintré. Ils dansent ensemble comme pour un duel. Les filles arrivent, chaussées de bottines. Epaules nues, elles font virevolter leurs jupes, leur châle. Bientôt, c'est en fourreau fendu et souliers à brides qu'elles dansent. Main à plat sur la hanche, les hommes les tiennent et les dirigent. Lascifs, puis impérieux. Ils se penchent, elles se cambrent. Les jambes se mêlent, se caressent, la main de l'homme sur la cuisse dénudée de la femme. La main

ouverte, frôlant à peine. Ils se regardent et se défient.

Le tango, en son temps, quand il est sorti des bals voyous, a renversé bien des barrières. Pendant des années, il s'est contenté d'une fonction symbolique. Symbole d'une liberté insolite dans ces sociétés des plus catholiques. Une liberté trouble, venue de l'exil, des bouleversements de l'entre-deux-guerres, d'un temps sans hier ni lendemain. Pourquoi a-t-il fallu à Bernardo Bertolucci «un dernier tango à Paris» pour raconter trois jours de passion radicale, sans interdits et sans issue ? Il y a eu cette liberté volée à la misère, puis l'engouement suspect des nouveaux bourgeois encanailés, puis l'intellectualisation et le retour à la quasi-clandestinité des dancings populaires, la déformation des couples en poupées farfées dans les concours, gardant malgré tout quelque chose du charme ensorcelant.

La preuve en est : dès que le tango est repassé à la chaleur des projecteurs, les générations du musette et celles de l'après-Beaune se sont retrouvées, tanguant dans une même houle.

Contrairement aux danses tropicales, le tango n'est pas un jeu, n'a rien de ludique. Il porte la noblesse de la tragédie. Né dans un pays où se mêlent les Européens latins, il dit le culte de la séduction. Séduction exercée par les fils-ros, rois d'un système patriarcal gouverné par les femmes-mères. C'est la Méditerranée des antipodes.

C'est ce que montre, au-delà des images infiniment sophistiquées, le spectacle de Claudio Segovia et Hector Orezzoli. Il montre ce qu'est le tango, ce qu'on en a fait, ce que l'on peut en faire. On passe des figures simples aux plus virtuoses, des vestes rayées aux smoking très chic, des jupes fendues à l'insolence des robes somptueusement paillonnées, découvrant sur la peau des croisillons noirs. On passe de la fureur à la langueur, des ensembles réglés comme à Broadway aux couples qui dansent comme s'ils étaient seuls au monde. Le tango peut tout dire.

COLETTE GODARD

► Théâtre Mogador, 20 h 30, du mardi au samedi ; matinées dimanche, 15 heures, 19 heures. Tél. : 42-85-45-30.

## La petite fille et la mort

«Ça va», le spectacle des Belges de Needcompany explore les silences d'une enfant triste

Les cinq danseurs de Needcompany parlent beaucoup et dansent peu. Sur la scène presque vide, tantôt sombre, tantôt éclairée d'une lumière crue, une petite fille observe leurs gesticulations. Elle ne la voit pas, on si peu. Ils s'aiment, se déchirent et souffrent en fanfare. Ils n'ont pas le temps de lui demander si... Ça va. Les pieds nus, sa petite robe bleue très simple ouverte d'une cascade de cheveux dorés, elle erre sur la scène trop grande pour elle. Ici, le monde des adultes se résume à deux jeunes hommes un peu paumés, deux jeunes filles presque agressives et un vieil homme, le patriarche, qui n'hésite pas à donner des conseils chorégraphiques à ses rejetons de danseurs. Lui seul accordera une étincelle de vie à l'enfant. Il lui donnera l'illusion de revivre en entamant avec elle un sirtaki endiablé. Mais c'est déjà trop tard. Elle est fascinée par les ailes d'un oiseau géant qui surplombent le plateau. Elle voudrait en avoir de semblables. Elle voudrait être un ange.

Jan Lauwers, le directeur de Needcompany, s'est inspiré d'un fait divers réel. Le suicide d'une enfant. C'est un curieux spectacle, pathétique et cocasse, que cette petite fille désespérée qui observe la troupe comme elle a scruté le public, tout à l'heure, en pleine lumière, mangeant une pomme

pendant cinq minutes. Sous ses yeux tranquilles, les adultes, grands enfants trop vite grandis, ne se parlent pas, ne dialoguent pas, mais communiquent par monologues en anglais ou en français, tirés d'œuvres de Canetti et Lawrence, ou encore de dialogues de l'*Aida* de Verdi. Lorsqu'ils dansent, ils sont violents, cassants, refont leurs figures, comme à la répétition. L'enfant est déjà loin, perdue dans sa détresse.

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Paris : Nederlands Dans Theater Jiri Kylian

Jiri Kylian, maître de cette compagnie et l'un des chorégraphes majeurs d'aujourd'hui, est un fidèle du Théâtre de la Ville. Il y revient ici pour la sixième fois. Son style est dynamique, nerveux, fluide, très lié au discours musical : sa troupe est brillante, rompue à toutes ses exigences.

► Théâtre de la Ville (les 29 et 30 septembre et le 2 octobre, 20 h 45 ; le 1<sup>er</sup> octobre, 15 heures). Tél. : 42-74-22-77. De 86 F à 145 F.

## Compagnie Charles Créange

*Changeling*. Trois personnages insolites au bord d'une autoroute, les deux premiers font des numéros de foire, le troisième est peut-être un ange. Spectacle plein de poésie et de poésie. Une des réussites de Créange.

► Vitry-sur-Seine. Théâtre Jean-Vilar, 21 heures. Tél. : 46-82-84-90. De 55 F à 75 F.

## Grenoble : Anne Teresa de Keersmaecker

Une des personnalités les plus fortes et les plus originales de la jeune danse. Ses danseuses semblent jaillies de la musique de Bartok — *Mikrokosmos* et le *Quatuor n° 4*, avec les instrumentistes sur scène, — qu'elles interprètent avec une énergie, une vitalité et une fantaisie merveilleuses.

► Cergy (Maison de la culture), le 4 octobre, à 20 h 30. Tél. : 76-26-06-45. 95 F (70 F avec la carte Cergy).

## Lille : Ballet du Nord

Le Ballet du Nord possède à son répertoire plusieurs ballets de Balanchine, et notamment ces trois chefs-d'œuvre que sont *Quatre tempéraments*, *Rubis* et *Thème et variations*. Son directeur, Alfonso Carr, a profité de la venue à Paris du New-York City Ballet (NYCB) pour inviter à Lille six de ses jeunes solistes, qui se joindront au Ballet du Nord pour les danser. Balanchine au sommet.

► Opéra de Lille, les 29 et 30 septembre, à 20 h 30. Tél. : 20-24-66-66.

## Claude Autant-Lara «persona non grata» à l'Académie des beaux-arts

Claude Autant-Lara a été déclaré *persona non grata* mercredi 27 septembre par l'Académie des beaux-arts, dont il est le vice-président. Cette décision a été prise à la suite des déclarations antisémites du cinéaste à l'encontre de M<sup>me</sup> Simone Veil, dans un entretien au mensuel *Globe*. Les membres de l'Académie ont «exprimé leur opposition à ce que Claude Autant-Lara exerce quelque fonction que ce soit au sein de l'Académie et émis le vœu de ne plus se trouver en la présence de M. Autant-Lara».


Ce vote équivaut à une exclusion d'un organisme où les membres sont désignés à vie par leurs pairs et d'où, par conséquent, on ne peut démissionner ou être exclu. Si Claude Autant-Lara se présentait, la séance serait immédiatement suspendue. Il devrait devenir président de l'Académie des beaux-arts l'an prochain.

AVEC LE PARRAINAGE DU MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE

UN SPECTACLE DE  
**ROBERT HOSSEIN**

**DANS LA NUIT  
LA LIBERTÉ**

DE  
**FREDERIC DARD**



1944 : volontaires pour une mission impossible, ces hommes avaient tout prévu sauf ...

**PALAIS des SPORTS à partir du 4 octobre 1989**  
Porte de Versailles  
**TEL. : 48 28 40 90**

UNE PRODUCTION SPSS - SPECTACLES ALAP - SPECTACLES LUMBROSO - HACHETTE TMI ET C<sup>ie</sup> - UGC - © Robert HOSSEIN



## CULTURE

### Un budget plus favorable aux régions qu'à Paris

Le budget 1990 de la culture qui dépasse pour la première fois les 10 milliards de francs est nettement orienté vers la province

Le budget de la culture est taxé de « paritarisme ». L'effort de la Région de Valois favorise, depuis 1981 en particulier, les équipements de la capitale au détriment des régions. Ce fut d'ailleurs un des griefs de François Léotard lors de son passage au ministère de la culture, entre 1986 et 1988. C'est sans doute pour répondre à ces reproches que le budget de la culture, pour 1990, un budget nettement orienté vers la province.

Le budget de 1990 dépasse pour la première fois les 10 milliards de francs (0,86 % du budget national) et croît officiellement au rythme de celui de l'Etat (plus de 5 %). Il le dépasse en réalité (+ 7,5 %) puisque l'aide à la presse (280 millions de francs), l'un des chapitres du budget de la culture, est maintenant rattachée à celui du premier ministre.

Le poids des grands travaux cesse de croître avec 1,2 milliard de francs en 1989, le démarrage de l'opération Bibliothèque de France affectée de 300 millions de francs d'autorisation de programme et de 150 millions de francs de crédits de paiement. Reste à achever le Grand Louvre (883 millions de francs pour la poursuite de la deuxième tranche des travaux), de l'Opéra-Bastille (140 millions pour la salle modulable et les ateliers de décor), le parc de la Villette (195 millions de francs) et la poursuite de la construction de la Cité de la musique dont une partie devrait, dès l'automne 1990, le Conservatoire national de musique.

Mais l'effort du ministère se porte maintenant dans les régions où la dotation des grandes opérations culturelles augmente de 40 %. Les dotations des musées classés, qui étaient de 93,5 millions de francs en 1988, sont portées à 185 millions de francs. Somme qui sera gonflée d'une enveloppe particulière au titre des grands travaux de rénovation. Les musées de Grenoble, Rouen et Lyon devraient être les premiers à en profiter. Enfin, les crédits débloqués en faveur du patrimoine sont de 1 054 millions de francs à 1 459 millions de francs, soit une progression de 38,5 % (le Monde du 19 septembre).

#### CHANSONS

### Francis Cabrel s'affirme homme de scène

Il y a dix ans que Francis Cabrel promène dans la chanson sa silhouette d'homme tranquille, presque ordinaire, son air un peu candide et sans appel, un parfum de savoir, un charme insouciant de chroniqueur laissant venir les choses jusqu'au village de Lot-et-Garonne où il se réfugie quand il n'est pas au Québec qui l'a consacré star. Cet artisan de la chanson qui a si peu de goût pour la ville (« Mon cœur a peur d'être emporté entre vos tours de gloire ») aime les mots justes, les mots forts. Il chante des histoires simples qui empruntent la narration du folk et relèvent avec un « beat » souvent proche du blues une émotion inachevée, une expérience personnelle, une volonté de fuir et une nostalgie de révoltes accomplies par un ton enjoué et curieusement absent. Avec dans la voix le nasillement du chanteur country.

L'interprète de *Je t'aime à mourir* et de *Sarbacane* se réfère volontiers à une certaine lignée de chanteurs folk, et singulièrement à l'Américain de Boston James Taylor, l'auteur de *Sweet Baby James* et de *Walking Man*.

Et il est vrai qu'avec son septième album qui porte le titre de la chanson *Sarbacane* et avec son dernier spectacle au Zénith, jamais la filiation n'a été si évidente et si heureuse en même temps. Même égaré qu'autrefois, presque à l'aise sur scène, plus riche dans l'orchestration des chansons, Francis Cabrel présente incontestablement aujourd'hui le meilleur spectacle qu'il ait jamais produit, même si celui-ci contient quelques longueurs et se termine dans l'habituelle routine d'une vedette de la chanson.

CLAUDE FLEOUTER  
► Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-80-00. Album et DC CBS.

#### CINÉMA

### Ella Kazan à Paris

A l'occasion de la publication de ses *Mémoires*, *Une vie*, Ella Kazan inaugurera le 4 octobre prochain la rétrospective qui lui consacre la Cinémathèque française jusqu'au 27 octobre. Au cours de cette première soirée, la Cinémathèque projettera *Le Fier dans le sang*. Les jours suivants, elle présentera, parmi ses films les plus célèbres, *Vive Zapata*, *Baby Doll*, et ses premières œuvres, *A Tree Grows in Brooklyn*, *Boomerang*.

► Cinémathèque française, palais de Chaillot, 21 heures.

### Un premier Festival du film français aux Etats-Unis

« Ce n'est pas une compétition, il n'y a pas de palmarès, ce n'est pas un marché, c'est une présentation de mode », Daniel Toscani du Plantier a présenté, lundi 25 septembre, la liste des œuvres qui participeront au premier Festival du film français des Etats-Unis, du 14 au 19 novembre à Sarasota (Floride). Le président d'Unifrance films s'est félicité d'une telle initiative. Une quinzaine de films seront présentés, dont *Wart To Go Home*, d'Alain Resnais.

### Lancement de Cinefex

Starfix lance une édition française de la revue américaine *Cinefex*, spécialisée dans les effets spéciaux au cinéma. Vendu 35 francs (abonnement annuel 120 francs), de nouveau trimestriel consacré son premier numéro français à *Abyss*, de James Cameron (Alfons). Il est disponible dans les kiosques depuis le 1<sup>er</sup> septembre.

## COMMUNICATION

### La mise sous séquestre des actions des Mutuelles agricoles

## M. Robert Hersant conserve la présidence de la 5

M. Robert Hersant a remporté, mercredi 27 septembre, une nouvelle manche dans sa bataille contre le tandem Seydoux-Berlusconi pour le contrôle de la 5. Le tribunal de commerce de Paris a notamment ordonné à sa demande en plaçant sous séquestre les actions litigieuses des Mutuelles agricoles (nos dernières éditions).

La 5 ne changera pas de président. En tout cas, pas encore. Le putsch tenté à la mi-septembre par MM. Jérôme Seydoux, PDG de Chargé SA, et Silvio Berlusconi a, pour l'instant, avorté. Les Mutuelles agricoles, dont ils s'étaient fait un allié décisif dans leur stratégie, se trouvent mises hors jeu. Le tribunal de commerce de Paris en a décidé ainsi en plaçant sous séquestre les 16,83 % du capital de la 5 qu'elles détenaient et en confiant à M. Claude Levat, administrateur judiciaire, la charge

de les représenter tant aux assemblées générales des actionnaires qu'aux séances du conseil d'administration.

Certes, le président du tribunal, M. Philippe Grandjean, statuant en référé, n'avait pas compétence pour trancher sur le fond et se prononcer sur la réalité de la vente des actions des Mutuelles à M. Jérôme Seydoux. M. Robert Hersant dénonce cette vente car elle ne tiendrait pas compte du droit de préemption reconnu à tous les actionnaires, mais les Mutuelles comme M. Seydoux ont nié la réalité de cette vente. Dans un échange de lettres du 25 septembre, ils affirment même avoir purement et simplement renoncé à ce qui n'a jamais été, selon eux, qu'une simple « option ». Néanmoins, étant donné l'importance du litige et les risques d'une « confusion extrême (...), hautement préjudiciable à l'intérêt de la société et de son personnel », qu'envisagerait une éventuelle nullité des délibérations du conseil

d'administration, le président Grandjean a considéré de son devoir de prendre des mesures conservatoires, allant même au-delà de la mise sous séquestre.

« Une lutte à mort »

Tout en autorisant la tenue de conseils d'administration (dont M. Robert Hersant demandait l'interdiction provisoire), il en modifie les rapports de force en interdisant à M. Levat, désormais représentant des Mutuelles de prendre part aux votes. Se plaçant dans l'hypothèse d'un transfert de propriété des actions, il juge « peu convenable qu'une personne n'ayant plus de participation, donc plus d'intérêt dans l'entreprise, influence sur la conduite et l'avenir de celle-ci ». Une remarque plus proche d'un rappel aux conventions que de la règle juridique et qui, selon M. Georges Terrier, avocat de la 5, vise tout autant deux autres administrateurs siégeant à titre personnel, M<sup>me</sup> Jacqueline

Beystot et M. Louis Bordeaux-Montreux. La première représente le groupe Les Echos, actuellement vendeur ; le second... les Mutuelles. Que la majorité du conseil d'administration doive, en toute hypothèse, basculer dans le camp de M. Seydoux et Berlusconi, ne va donc plus de soi.

Les deux parties en sont donc contraintes, aujourd'hui, à attendre une décision sur le fond. Une décision que le président Grandjean a voulu rapide, enjoignant aux plaigés d'en saisir officiellement le tribunal de commerce de Paris avant le 2 octobre, ce qui permet d'envisager un jugement aux alentours de la mi-novembre.

Si les Mutuelles, sans doute embarrasées, se refusent mercredi à tout commentaire, le camp Hersant, lui, affiche une relative satisfaction, tout en reconnaissant que loin d'être apaisé, le conflit avait atteint les dimensions d'« une lutte à mort ». Peut-être prendra-t-il plus incroyables négociations.

AMINCK COJEAN  
et PIERRE-ANGEL GAY

### Les risques de la télévision par satellite

## Panne définitive d'un canal de TDF 1

Le canal 1 du satellite de télévision directe TDF 1, en panne depuis le 1<sup>er</sup> août (le Monde du 18 août), est définitivement hors d'état de fonctionner, a annoncé, le 27 septembre, le PDG de Télédiffusion de France, M. Xavier Guyouy Beauchamps.

Les experts attribuent la panne du canal 1 de TDF 1 à une fuite d'un système de propulsion ayant entraîné des courts-circuits et des dommages irréversibles dans l'alimentation électrique du canal affecté à la chaîne sportive Sports 2-3. Selon ces experts, la panne n'affecte pas les quatre autres canaux de TDF 1, ne limite pas la durée de vie du satellite et, n'étant pas due à un défaut de conception, ne nécessite aucune modification du satellite de secours TDF 2.

### Incertitudes pour Sports 2-3

Toutefois, avant le lancement de ce dernier, toujours prévu pour le 20 février 1990, TDF va engager des travaux pour augmenter la sécurité du canal de Sports 2-3 sur TDF 1. La chaîne sportive, à défaut de pouvoir être présente sur les deux satellites, bénéficiera d'un équipement redondant, initialement affecté à la chaîne Canal Plus Allemagne.

Dans l'immédiat, la panne n'a de conséquences pratiques que sur Hector, le programme musical de Radio-France également diffusé sur ce canal 1, puisque la SEPT est la seule des cinq chaînes de télévision choisies par le CSA en avril dernier à être diffusée par TDF 1. Sports 2-3 — qui réunit Chargé SA, A2 et FR3 — n'est pas encore constituée comme société, et n'envisage que d'être au mieux que courant 1990, après le lancement de TDF 2.

Mais même si, en un sens, il justifie a posteriori le choix d'un système à deux satellites redondant, ce nouveau revers (après la perte complète de TV Set 1 en novembre 1987) est un coup dur pour la filière franco-allemande de satel-

lites de télévision directe à forte puissance. Alors que les contrats définitifs liant TDF et les opérateurs de chaînes retenues (Canal Plus, sa version allemande, Canal Enfant-Eurocom, Sports 2-3) ne sont pas encore signés, ces derniers vont sans doute en tirer argument pour tenter de faire baisser le prix des loyers. Sans même parler de Sports 2-3, dont la situation est à l'évidence fragilisée, certains évoquent déjà la hausse possible de leurs assurances pour demander des discussions avec TDF.

L'incertitude sur le sort de Sports 2-3 pourrait aussi conduire le CSA à ignorer le délai du 30 septembre qu'il avait lui-même fixé pour que les opérateurs de chaînes payantes se mettent d'accord sur un système de contrôle d'accès. Dans ses statuts, le CSA impose le principe d'un terminal (dit « décodeur ») unique chez l'utilisateur, respectant la norme d'embrouillage Eurocrypt. Bref, le CSA sous-entend, à défaut d'une société commune gérant les décodeurs pour satellite, un accord permettant une offre commerciale unique des trois chaînes payantes, Canal Plus, Canal Enfant et Sports 2-3. Si non, le conseil se réserve le droit de fixer d'autorité les modalités du partage des terminaux.

Or, le cadre fixé par le CSA, pour précis qu'il soit, ne couvre pas tous les problèmes de la télévision payante. Outre les terminaux, un système de contrôle d'accès fait aussi appel à un centre informatique de gestion des titres d'accès, et à des cartes à mémoire. Deux puissants acteurs ont passé des commandes massives de décodeurs : Canal Plus et France Télécom. Et tous deux estiment de leur vocation de gérer un tel système.

Cette lutte de pouvoir pour le thème des « guichets » de la télévision payante dépasse en fait largement le seul cadre du satellite TDF 1. Car les décisions prises maintenant conditionneront un marché qui n'est encore que balbutiant, en France et en Europe. Le CSA, lui, semble estimer qu'il est « urgent d'attendre » que les négociateurs trouvent un terrain d'entente.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde

RADIO TELEVISION

Chaque samedi

numéro date dimanche-mardi

Renseignements publicités

Le Monde

AFFAIRES

Tél. : 45-55-91-82

poste 4180 ou 4107

### CORRESPONDANCE

## La FNPF et la hausse des tarifs postaux de la presse

Le bureau exécutif de la Fédération nationale de la presse française (FNPF) nous a fait part de ses observations concernant l'article consacré à la hausse des tarifs postaux de la presse le 1<sup>er</sup> octobre (le Monde du 20 septembre). Le bureau de la FNPF relève que « le « chapeau » de cet article recèle une confusion entre deux négociations avec la poste totalement distinctes : l'augmentation des tarifs au 1<sup>er</sup> octobre, qui a fait l'objet d'une consultation de tous les syndicats constitutifs de la FNPF, et l'étude d'une nouvelle grille tarifaire, qui, sur un plan purement technique, est effectivement examinée par un groupe comprenant des représentants de la poste et des représentants de la presse ».

La FNPF indique aussi que, « il est bien vrai que dans la grille de tarification actuelle les journaux sont traités différemment selon leur poids, ce qui est normal, les journaux « légers » paient proportionnellement beaucoup plus cher que les journaux dits « légers ». Le fait que ceux-ci aient en général peu de publicité se trouve ainsi compensé, et la publicité paie largement sa part de transport postal ».

« La presse dans sa totalité a accepté de se porter solidaire des quotidiens à faibles ressources publicitaires et de prendre à sa charge toutes les augmentations des années précédentes qui n'ont pas ainsi été appliquées à ces journaux », précise la FNPF, qui ajoute que les journaux « légers » bénéficient depuis 1971 d'un tarif exceptionnel de 50 %.

« Selon les nouveaux tarifs applicables au 1<sup>er</sup> octobre, les journaux de moins de 70 grammes

devront payer en plus 3,4 centimes, les journaux de plus de 301 grammes, 11,4 centimes », note encore la FNPF. « S'il est vrai que les pourcentages d'augmentation sont de plus de 18,1 % dans un cas et de plus de 6,3 % dans l'autre, on peut dire que la distorsion en valeur absolue est tout à fait différente et même inverse ».

A propos de cette augmentation du pourcentage, supérieure pour les journaux de faible poids à celle qui affecte les journaux de poids plus élevé, la FNPF précise, « le jeu des augmentations annuelles en pourcentages prévues par le plan Lemaire a amené ainsi les journaux de poids plus élevé à payer une part proportionnellement beaucoup plus importante des charges postales. Il ne s'agit là que d'un très timide essai de redressement de cette situation », entériné à l'unanimité par les syndicats et par la Fédération.

« Il est tout à fait inexact, remarque la FNPF, de dire ainsi que l'a écrit le Monde, « que la FNPF a décidé de faire payer à chaque titre le tiers de son coût postal », une mesure qui serait « injuste » et « impossible à mettre en œuvre ».

« La FNPF note que les journaux de moins de 100 grammes paient un taux de couverture postal de 9,9 % à 17,2 % (4,5 % pour les quotidiens à faibles ressources publicitaires), tandis que les journaux lourds paient au moins 33 %, voire plus, certaines publications payant jusqu'à 72 % de leur coût postal. « Il est donc contraire à la vérité d'écrire que les mesures prévues au 1<sup>er</sup> octobre pénalisent les journaux les moins argentés », conclut la FNPF.

### En Italie

## M. Gian Carlo Parretti prend le contrôle d'Odeon-TV

Le reprenneur contesté de Pathé-Cinéma, Gian Carlo Parretti, vient de prendre le contrôle de 59 % du capital d'Odeon-TV, un réseau privé de télévision qui couvre principalement la région de Milan et la Toscane. Contrôlée par le PDG de l'industrie laitière italienne Parmalat, M. Calisto Tanzi, proche des démocrates-chrétiens, Odeon-TV était destinée à être le pendant des

réseaux privés de M. Silvio Berlusconi. Mais l'audience d'Odeon-TV plafonne à 4 %, et le réseau a enregistré des pertes de l'ordre de 100 milliards de lires (500 millions de francs). C'est à la faveur d'une augmentation de capital d'Odeon-TV, qui porte celui-ci à 50 milliards de lires, que M. Parretti a acquis la majorité, 41 % restant détenus par M. Tanzi.

Gens d'images

CONGRÈS

"IMAGE ET ETHNOLOGIE"

avec les photos de C. LEVISTRAUSS

20-21-22 octobre 1989 à Rully (71)

Contact (03) 85-48-41-98

MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris

ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

Métro : Montparnasse-Bienvenue

## SOCIÉTÉ

Après de graves incidents dans plusieurs établissements

## La tension dans les prisons conduit M. Arpaillange à recevoir les syndicats plus tôt que prévu

Dès la première journée de reprise du mouvement de protestation des surveillants de prison, de vifs incidents ont éclaté dans plusieurs établissements. Décidé à bloquer l'appareil judiciaire en refusant les écrous et les extractions, les surveillants ont aussi, dans certaines prisons, empêché la tenue des parloirs avec les familles, déclenchant la colère des détenus. A Draguignan, les détenus se sont rendus maîtres de la maison d'arrêt toute la nuit, du mercredi 27 au jeudi 28 septembre, avant l'intervention des forces de l'ordre. Le ministre de la justice, qualifiant d'« intolérables » ces formes d'action a accepté d'avancer de plusieurs jours une rencontre prévue initialement pour le 2 octobre avec les syndicats. Elle devait avoir lieu dans la soirée du jeudi.

R. BELLERET

Les syndicats de surveillants de prison avaient promis de « paralyser l'appareil judiciaire » à partir du mercredi 27 septembre, pour appuyer leur troisième mouvement de protestation et de revendication en moins de huit mois. Ils ont réussi, en quelques heures, au-delà de toute espérance, et beaucoup, de la chancellerie aux directions d'établissements n'hésitant pas à dire qu'ils sont allés trop loin.

Depuis le début de la semaine, de nombreuses réunions avaient eu lieu dans les établissements pénitentiaires pour définir les modalités du mouvement : blocus total des entrées et des sorties, opposition physique à l'intervention prévisible des forces de l'ordre, manifestations, grève du zèle ou occupation des locaux administratifs. Enfin, ce moyen de pression dont les surveillants sont les premiers à savoir qu'il fait automatiquement monter la tension dans l'univers carcéral : l'interruption des parloirs avec les familles.

C'est cette dernière forme qui a finalement prévalu, notamment dans les prisons de Lyon et de Draguignan, et dans l'un et l'autre cas elle a menacé un équilibre pénitentiaire déjà fragile. A Lyon, des familles de prisonniers se sont massées toute la journée de mercredi devant les portes de la maison d'arrêt, tandis que les détenus entendaient un long concert de casse-

roies. A Draguignan, le mouvement a été la cause directe d'un début de mutinerie. Jeudi, en début de matinée, le calme était revenu après l'intervention des forces de l'ordre. Trois gardiens de cette prison ont été légèrement blessés.

Devant la méthode choisie par l'intersyndicale, M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, avait, tôt dans la journée de mercredi, mis en garde les surveillants contre les risques encourus à jouer ainsi de la population carcérale. Dans un communiqué, la chancellerie avait d'abord rappelé qu'il « ne saurait être toléré que le fonctionnement de l'institution judiciaire soit entravé par le refus des écrous et des extractions ». « Il est encore moins admissible, expliquait-on, que par l'interruption des parloirs, certains aient choisi d'utiliser la population pénale et les familles comme moyen de pression ». Le ministre de la justice demandait aux agents de « ne pas recourir à des formes d'action qui discréditent la fonction pénitentiaire ».

Dans la soirée, le garde des sceaux se faisait plus pressant encore, et, devant les dérapages du mouvement revendicatif, il affirmait à Europe 1 que la situation n'était pas « supportable ». « Je ne la tolérerai pas », M. Arpaillange

accusait directement les surveillants d'entraîner le dérèglement des établissements et de mettre en jeu des vies humaines. Toutefois, au plus fort de la tension, le garde des sceaux a aussi affirmé qu'il était prêt à recevoir immédiatement les syndicats, jeudi même si possible. A l'origine, le ministre avait proposé à l'intersyndicale de la rencontrer lundi 2 octobre. Mais devant la précipitation des événements, M. Jacques Vialatte, secrétaire général de Force ouvrière, acceptait de se rendre à la chancellerie jeudi à 18 h 30. Les autres syndicats pourraient eux aussi accepter le principe d'un rendez-vous.

Dans les autres prisons françaises, le mouvement de revendication des surveillants n'a pas atteint la gravité des événements de Draguignan. Devant la plupart des maisons d'arrêt, des gardiens ont retenu quelques minutes, parfois quelques heures, des cars qui convoient des détenus. Les seuls incidents à signaler semblent s'être limités aux maisons d'arrêt de Fresnes et de Fleury-Mérogis. Dans les deux cas, des CRS ont dû faire usage de gaz lacrymogènes. Dans d'autres établissements, notamment à Avignon, à Toulon, à Rouen et à Caen, des détenus ont refusé de regagner leurs cellules après la promenade en raison de l'interdiction des parloirs et de la fermeture des ateliers de travail.

## Les revendications

L'intersyndicale des personnels pénitentiaires, à plusieurs reprises demandée au garde des sceaux de la recevoir, aucune rencontre n'a eu lieu depuis le 7 septembre lorsque M. Pierre Arpaillange a exposé les grandes lignes de son budget. Par écrit, faute d'être reçus ensemble, les syndicats ont exprimé leurs revendications.

Dans une lettre datée du 13 septembre, l'intersyndicale explique qu'elle n'a trouvé dans le nouveau budget « aucune mesure susceptible d'améliorer le sort de l'ensemble des personnels pénitentiaires et le service public ». « Ces personnels connaissent une aggravation permanente de leurs conditions de vie. Leur pouvoir d'achat, comme celui de tous les fonctionnaires, se dégrade de jour en jour. Ils subissent en outre des atteintes journalières à leur dignité. Ils demandent qu'on reconnaisse leur qualification et la pénibilité de leur travail ».

L'intersyndicale demande l'ouverture de négociations sur les points suivants : création d'emplois, pouvoir d'achat, pension de retraite, conditions de travail, respect de leurs droits et dignité, mise en œuvre sans délai de tous les engagements pris lors des précédents mouvements. Les syndicats demandent, aussi, que soit reconstruite la décision de fermer vingt-cinq établissements pénitentiaires jugés vétustes par les ministres. La décision prise au mois de juillet avait été annoncée sans concertation.

A Lyon

## Concert de gamelles et fumée noire

LYON

de notre bureau régional

A côté de quelques rares projectiles, les invectives et les noms d'oiseaux les plus divers ont volé haut, mercredi 27 septembre, de part et d'autre des murs d'enceinte des maisons d'arrêt de Lyon. En pratiquant, dès le premier jour d'un mouvement largement annoncé, le « grève des parloirs », les surveillants des prisons Saint-Paul et Saint-Joseph ont provoqué la réaction immédiate et indignée des détenus et de leurs familles. Pas d'affrontement autre que verbal, mais une tension audible et palpable, qu'un important déploiement de forces de police a permis de canaliser. Tout au long de la matinée, un concert de cris et de tambourinades pour barreaux et gamelles rappela au voisinage certaines heures chaudes des mutineries passées.

« On veut nos parloirs ! », scandé à intervalles réguliers par une cinquantaine de personnes — des femmes essentiellement — massées cours Sabotier et trépanant d'impudence et de colère en face du grand portail jaune désespérément fermé, ce slogan explicite n'a pas infléchi la détermination des gardiens. Avec leurs sacs de plastique ou leurs baluchons renfermant du linga propre et quelques friandises, les parents de détenus ont été privés du « droit de visite » qui, la veille ou le matin même, leur avait été accordé, sur le papier. « C'est une anecdote ! J'ai fait 50 kilomètres pour venir voir mon fils et on me refuse l'accès au parloir. Il est en pleine dépression et ce contact est vital pour lui », se lamente une dame aux cheveux gris, qui n'hésite pas à parler de « loi de la jungle ». « On peut comprendre que les gardiens aient des revendications, chacun a le droit de défendre son bien-être, mais ce qui est inadmissible, c'est qu'on nous prêche en otage dans une affaire qui ne nous concerne pas », réchirait une jeune femme maghrébine qui serre un enfant dans ses bras et ne se résout pas à repartir vers sa lointaine banlieue sans avoir pu parler à son mari. « Les voir une demi-heure, ou même un quart d'heure, c'est tout ce qu'on demande ».

Beaucoup des fiancées, des épouses ou des mères aiment retourner, sans explication offi-

cielle, de l'autre côté de l'avenue par un cordon de policiers impossibles expriment, plus verbalement leur désarroi. En reprochant aux surveillants de ne pas « avoir le courage de venir s'expliquer », ou de ne pas prendre en considération les aspects humains de leur mission. « Ce sont des délinquants peut-être, pas des chiens ! »

## Le GIPN

« fait le mur »

Les imposantes bâtisses grises qui bordent la gare de Lyon-Perrache faisaient ainsi, d'emblée, figure de « bastion » de la contestation. Si lors du long mouvement de l'hiver dernier les prisons lyonnaises avaient souvent été en ébullition, jamais les surveillants n'avaient été aussi résolus à interdire l'accès des familles aux parloirs. Cette fois, à l'exception du libre accès des avocats, toutes les activités en relation avec l'extérieur sont suspendues. Les syndicalistes tiennent à insister sur le fait que cette action dure constitue un « dernier recours » pour obtenir satisfaction sur leurs revendications salariales. Mais aussi parce qu'ils « en ont marre de travailler dans des conditions. C'est sale pour nous comme pour les détenus... »

En verrouillant le portail principal de Saint-Paul, les « grévistes » ont contraint les forces de l'ordre à faire de l'escalade. Ainsi, vers 13 h 30, une quinzaine de fonctionnaires du groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) ont dû se munir d'échelles métalliques et de cordes pour « faire le mur » de la prison d'arrêt afin de libérer une partie du personnel administratif, bloqué dans la masse, et permettre à un détachement de policiers d'entrer dans l'établissement. Un peu plus tard, les sapeurs-pompiers s'apprêtèrent à intervenir à leur tour pour maîtriser un début d'incendie. L'épaisse fumée noire qui s'échappait du bâtiment central provenait simplement de quelques paillasses et morceaux de cartons enflammés par des détenus...

En fin d'après-midi, alors que les détenus avaient regagné leurs cellules à l'issue de la promenade — imposée par la direction régionale contre l'avis des surveillants — la situation semblait redevenir normale dans les prisons de Lyon.

ROBERT BELLERET

Grenades lacrymogènes, saccage, incendies

## Explosion de colère à Draguignan

L'interdiction du parloir aux familles a déclenché, mercredi après-midi, la colère des cinq cent cinquante détenus de la prison régionale de Draguignan (Var). Vers 17 h 30, alors que les surveillants, toutes tendances syndicales confondues, bloquaient peu à peu la vie de la détention, un groupe d'une soixantaine de prisonniers a d'abord refusé de réintégrer les cellules après les promenades de l'après-midi. Profitant des couloirs vides, ils ont réussi à gagner sans encombre les toits. L'agitation s'est ensuite étendue à tout l'établissement, jusqu'au bâtiment des femmes, les détenus soutenant de la voix ce mouvement spontané, né de la « grève » des gardiens.

## Situation

incontrôlable

Trois surveillants étaient pris à partie et légèrement blessés par des détenus l'un d'eux fut même défilé de son trousseau de clés. Deux cent vingt portes de cellules furent ainsi ouvertes, le centre de détention très vite envahi, et le personnel d'encadrement dut céder sous le nombre, malgré des tirs de grenades lacrymogènes. La situation, vers 20 heures, était devenue

incontrôlable, de l'aveu même des premières forces de police arrivées sur place et qui tentaient de compenser l'absence des surveillants.

En début de soirée, le calme n'avait pas pu être rétabli. Plus de cent mutins ont pratiquement tout détruit dans l'espace de liberté abandonné par les gardiens. Des cellules étaient dévastées, des meubles saccagés. Plusieurs incendies étaient allumés, à l'aide de matelas, notamment dans le bureau d'un éducateur, et, à chaque alerte de fumée, les pompiers ont dû intervenir, appuyés par des CRS envoyés en renfort.

Vers 21 heures, les policiers et une vingtaine d'éléments du peloton de réserve ministérielle de la gendarmerie parvenaient à reconquérir un peu du terrain perdu et à repousser les détenus vers les couloirs de détention. A l'extérieur, selon des informations recueillies par notre correspondant, Jean-Paul Giraud, les surveillants en « grève » tentaient de justifier leur mouvement et surtout de le distinguer de la mutinerie. M. Pierre Simon, délégué FO des gardiens, déplorait l'arrivée tardive, dans la prison, des forces de l'ordre. « Plus de quarante-cinq minutes après le déclenchement de l'alarme ».

A l'aube de jeudi les policiers et les gendarmes préparaient l'assaut des quartiers de détention alors que des ambulances se rangeaient devant la prison. Selon certaines informations, plusieurs détenus auraient pu être blessés au cours de la nuit, certains même victimes de brûlures lors des tentatives d'incendies. De la rue, où attendaient quelques familles, les dégâts causés étaient visibles, le toit d'un pavillon effondré. Dans cette prison, construite en 1983 et qui abrite une maison d'arrêt et une centrale où certains prisonniers purgent de longues peines.

## Sans velléité

de mutinerie

L'issue approchait. Vers 8 heures, jeudi matin, les forces de l'ordre pénétraient dans l'établissement pour entrer en contact avec des détenus qui, selon les policiers eux-mêmes, avaient pour la plupart renoncé à toute velléité de mutinerie bien avant le lever du jour. Ils attendaient simplement dans leurs cellules ouvertes, celles au moins qui n'avaient pas été détruites, et se sont laissés mener docilement vers le terrain de sport pour y être regroupés.

## PROVOCATION

par Agathe Logeart

COMME un fruit trop mûr, un fruit qui pousse, les prisons ont éclaté. Par la colère, le racisme, une nouvelle fois, de ceux qui gardent, et par la réponse suscitée, si prévisible, des détenus. Non contents de bloquer l'appareil judiciaire, de maintenir leurs portes closes, d'empêcher les détenus d'être jugés, d'être incarcérés, de travailler, les surveillants, cette fois, ont franchi le pas le plus symbolique et le plus redoutable : ils empêchent les visites des familles et des amis des détenus. Certains syndicats, certains surveillants, y étaient hostiles. Ils n'ont pas résisté à la surenchère, et sont ainsi montés d'un cran, un cran de trop.

On a vu ces femmes, leur paquet de linge propre sous le bras, souvent venues de loin, se presser aux portes des parloirs pour voir leur père, leur mari, leur frère, leur amoureux. Elles attendent ce jour de visite, jour de peine et de joie. Les hommes aussi, à l'intérieur. Ces demi-heures fugitives, surveillées par les caméras,

par les rondes, c'est ce qui, de part et d'autre des murs, leur permet de tenir. C'est à cela que les surveillants ont touché.

Les surveillants ont joué avec cette dynamite. Aux cris de colère des visiteurs refoulés se sont joints ceux des détenus. De la confrontation à huis clos entre deux mondes par nature hostiles — les gardiens et les gardés — on est aussitôt passé à la haine ouverte. Il faut avoir entendu un détenu au fond de son litard, ne disposant que d'une dalle de béton et de grilles, taper et taper encore, sans qu'on lui ouvre la porte, pour comprendre ce qu'est la solitude absolue en prison. Ces visites des familles, le travail aussi, le bout de ciel que l'on aperçoit au cours d'un transfert, c'est la soupe qui rend l'enfermement moins insupportable. Y toucher, c'est aller volontairement à l'affrontement entre surveillants et détenus, qui avait été évité au cours des deux précédents conflits.

Les armes utilisées par le personnel pénitentiaire se retournent contre lui. Physiquement d'abord. Trois surveillants ont été blessés à Draguignan. Symboliquement ensuite. S'ils se ressentent comme des « bâtarde », selon le mot de M. Gilles Sicard, le secrétaire général de l'UFAP ou des « deuxième catégorie », comme dit M. Jacques Vialatte (FO), s'ils aspirent, à côté de leurs revendications salariales ou de conditions de travail, à plus de dignité, les personnels pénitentiaires ont choisi la mauvaise manière pour convaincre. Ce n'est pas en prenant les détenus en otage, ce n'est pas en piédinant le peu de droits qui restent aux prisonniers, qu'ils pourront eux-mêmes en acquiescer de nouveaux. Si secouer cette image pénible de gardes-chiourme hostiles qui leur colle à la peau. S'en prendre de façon aussi provocante aux détenus les renvoie des années en arrière. C'est donner raison aux détenus qui voient dans les prisons une zone de non-droit.

## SCIENCES

En 1973 et en 1980

## Deux explosions de fusées soviétiques avaient fait une soixantaine de morts

Deux accidents survenus au sol en 1973 et en 1980 ont fait au total cinquante-neuf morts sur le pas de tir du cosmodrome de Plesetsk, à 300 kilomètres au nord de Moscou, ont révélé, mercredi 27 septembre, des responsables soviétiques.

Les deux catastrophes n'étaient pas connues en Occident. La plus récente s'est produite le 18 mars 1980, a expliqué M. Anatoli Lapshin, porte-parole du centre de Plesetsk. Une explosion est survenue lors du remplissage en kérosène et en oxygène liquide des réservoirs d'une fusée. Quarante-cinq ouvriers et techniciens ont été carbonisés, cinq autres sont morts des suites de leurs brûlures. L'autre qui avait fait neuf morts, était survenue dans des circonstances similaires le 26 juin 1973. Les victimes étaient pour la plupart de jeunes appelés d'une vingtaine d'années, a précisé M. Lapshin.

Le cosmodrome de Plesetsk, près d'Arkhangelsk, est l'une des deux grandes bases spatiales soviétiques. Plus de mille fusées y ont

été tirées depuis 1960, pour la mise en orbite de satellites militaires et civils. Le cosmodrome de Baïkonour (dans le Kazakhstan), à l'est de la mer d'Aral, dans le Kazakhstan, est, lui, plus particulièrement spécialisé dans les vols humains.

Ces révélations sont intervenues un peu par hasard, en réponse aux questions de journalistes étrangers basés à Moscou, invités pour la première fois à Plesetsk pour un lancement, et qui avaient remarqué un mémorial de granite rose orné des photos des victimes.

La catastrophe de mars 1980 est la seconde en importance dans l'histoire mondiale de l'espace. La première s'était produite en URSS également, à Baïkonour, le 24 octobre 1960. Une énorme explosion de carburant y avait fait cinquante-quatre morts, parmi lesquels plusieurs membres de l'élite de la technologie spatiale soviétique, dont le maréchal Nedelina, responsable à l'époque du lancement des fusées. Parmi les accidents spa-

tiaux importants survenus au sol figure encore l'incendie d'une capsule Apollo le 27 janvier 1967 à Cap Canaveral, dans lequel trois astronautes américains avaient péri carbonisés. Une fusée américaine Titan 34 D avait par ailleurs explosé au décollage le 18 avril 1986, causant des dégâts considérables sur la base américaine de Vandenberg (Californie), sans faire de victimes. Un accident similaire s'était produit durant l'été 1969 sur le cosmodrome de Baïkonour, où un prototype avait explosé au sol, sans apparentement provoquer de morts.

S'ajoutent évidemment à cette liste les accidents en vol : écartement à l'atterrissage de la capsule Soyouz-1 le 24 avril 1967 (un mort), dépressurisation de Soyouz-11 le 30 juin 1971 (trois morts) et, surtout, explosion de la navette américaine Challenger soixante-quinze secondes après le décollage, le 28 janvier 1986 (sept morts).

J.-P. D.

صكنا من الراحل



## SOCIÉTÉ

### ENVIRONNEMENT

#### L'intervention réussie du « pompier volant » Joe Bowden sur la fuite de Chémery

##### Gaz de France va tirer les leçons

La fuite de gaz du réservoir souterrain de Chémery (Loir-et-Cher) au puits 47, a été comblée mercredi 27 septembre à 17 h 45.

CHÉMERY (Loir-et-Cher)

de notre envoyé spécial

Accessoires devenus inutiles, les casques antibrûlure pendant au bras des techniciens soulagés. Le silence brutallement retombé sur les champs de maïs alentours est bien la preuve que la fuite de gaz survenue l'avant-veille dans le plus grand réservoir de stockage souterrain d'Europe est enfin jugulée.

Après trois essais infructueux en cours de nuit, un bouchon composé de billes métalliques, de morceaux de caoutchouc et de boue a enfin réussi à contenir la violence du méthane. Il ne restait plus, au cours de la soirée et de la nuit, qu'à injecter de la boue dans le puits au rythme de 300 litres par minute afin de refouler définitivement le gaz vers les entrailles où il est stocké.

Pour les cinq hommes qui luttent en première ligne contre les caprices du gaz sous haute pression, une première phase du travail est terminée. Devant les caméras accourues, deux Américains, Joe Bowden, cinquante-six ans, et son fils Joe Junior, trente ans, deux routiers des interventions comme des catastrophes industrielles en tout genre. Il y avait aussi, un pas en arrière, trois gaziers français, dont c'était le baptême du feu.

Pendant les longues heures passées sur la plate-forme couronnant le puits, à la merci d'une étincelle, ils ne se sont guère parlés. Il est vrai que les 110 décibels mesurés au périmètre du site ne favorisent pas les conversations. « Parfois, on s'isolait pour faire le point », raconte Yvanick Guerrini, responsable de la sécurité des réservoirs souterrains à GDF. Mais la plupart du temps, un geste, un croquis ou quelques lignes griffonnées, cela suffisait à une bonne coordination.

Guerrini et ses collègues, Bernard Bouchet et Jean-Charles Busch, sont de vrais professionnels. Mais leur savoir-faire, ils l'ont acquis sur des puits d'écoulement de simulations d'éruption. « Nos équipes sont parfaitement formées, mais elles n'ont jamais été en situation », explique Jacques Maire, directeur adjoint de Gaz de France. C'est pourquoi, l'an dernier, nous avons passé un contrat d'assistance avec Joe Bowden.

##### Un cachet secret

Faméuse idée ! Cet ancien bras droit de Red Adair a passé plus de trente ans de sa vie au pied des puits en folie, qu'ils soient de pétrole ou de gaz. Son entreprise, la Wild Well Control Inc. (WWCI), créée en 1975 à Houston (Texas), emploie une dizaine de personnes, et ses « pompiers volants » interviennent bon en mal sur une vingtaine d'accidents industriels. Outre les interventions « à chaud », Joe Bowden prodigue à ses clients des conseils sur les matériels et les moyens de prévention. Dans ce cadre, il avait déjà visité tous les sites d'exploitation de GDF. Il était attendu la semaine prochaine à Chémery pour une réunion de travail.

Le hasard aura précipité son arrivée en terre solognote, avec son fils, son presque double. Même présent, même double menton, même gris soier dans le regard. Les Bowden ont dirigé la manœuvre sans laisser la moindre place à l'improvisation. « Le secret de la réussite, c'est d'avoir trouvé rapidement le bon dosage des billes pour constituer un bouchon, en particulier en choisissant un caoutchouc très dur », explique Yvanick Guerrini. La recette, bien sûr, était de Joe Bowden.

Encore une fois vainqueur de son corps à corps avec le plus volatil des adversaires, le Titan n'a sûrement pas perdu son temps à Chémery, mais le moment de son cachet restera secret. « Pour les

risques qu'il prend, ses honoraires sont très modestes », a simplement déclaré Jacques Maire.

La perte enregistrée par GDF s'élève selon ses dirigeants à la manière simple des exercices de calcul soumis aux élèves de sixième : soit une fuite de 100 000 mètres cubes par heure pendant 52 heures à raison de 50 centimes le mètre cube.

Chémery n'a connu qu'un accident de parcours puisque le puits défilait dans un mois. Cependant, estime M. Jacques Maire, « il importe à GDF d'analyser les causes de l'incident et d'en tirer les leçons en matière de procédures et de matériels ».

La direction de GDF a d'ores et déjà annoncé la création d'une commission d'enquête et de réflexion ouverte à des experts extérieurs à l'entreprise.

Trente-deux ans après le précédent incident de même nature, les répercussions risquent en effet d'être négatives sur l'opinion. Or GDF est toujours à la recherche de nouveaux sites de stockage. Celui de Céré-la-Ronde, près de Loches, qui pourra recevoir 1,5 milliard de mètres cubes sera prochainement soumis à l'enquête d'utilité publique. Plusieurs autres font l'objet d'études exploratoires, près de Verdun, dans la Creuse, etc. En passant aux prochaines réunions d'information qu'il doit tenir dans ces régions, un cadre de GDF soupire : « Notre approche des populations et des élus locaux sera plus difficile. Désormais, il faudra gérer l'après-Chémery ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

##### 20 milliards de mètres cubes en sous-sol

La fuite de gaz de Chémery a attiré l'attention sur le stockage souterrain du gaz à usage industriel ou domestique. Avant la guerre, les gazomètres, ces énormes cuves métalliques de surface, faisaient partie des paysages urbains. Depuis 1956, Gaz de France a choisi le stockage dans des réservoirs souterrains, représentant ainsi une idée à laquelle les Canadiens puis les Américains avaient pensé depuis 1915.

Les stockages souterrains présentent deux avantages majeurs : « La sécurité : dans un stockage situé à plusieurs centaines de mètres sous la surface du sol, le gaz est forcément à l'abri de tout contact avec l'air. Sans oxygène, il ne peut y avoir explosion puisque le gaz ne peut s'enflammer en masse. Tel n'est pas le cas avec les gazomètres (1) qui, eux, peuvent exploser... Avec les réservoirs souterrains, seul peut brûler le jet de gaz qui jaillit en surface.

« La capacité : le plus grand gazomètre français (à Alfortville), un des deux qui existent encore en France, peut contenir 225 000 mètres cubes de gaz. Alors que le plus petit et le plus ancien stockage souterrain de gaz de Beynes supérieur (Yvelines) a une capacité de 475 millions de mètres cubes et le plus grand, celui de Chémery, une capacité de 6 milliards de mètres cubes. A eux trois, les réservoirs de ce type, dont un appartient à Elf-Aquitaine, ont une capacité totale de quelque 20 milliards de mètres cubes dont la moitié seulement sont utilisables puisqu'il ne faut jamais vider complètement les réservoirs. Pour mieux apprécier la capacité de stockage de ces réservoirs, rappelons que la France consomme en moyenne 10 milliards de mètres cubes de gaz en trois mois ; que, pendant une heure

d'un jour de très grand froid, Paris consomme 450 000 mètres cubes. La plupart des réservoirs souterrains sont aménagés dans un aquifère.

pose une structure en arc-boutant : les hydrocarbures, ayant une tendance naturelle à monter, s'accrochent dans la partie haute de la flexure. Cela suppose aussi une

Sur le pourtour de l'anticlinal (vingt à Chémery) dans lesquels sont faites diverses mesures. En outre, quelques puits n'ayant pas jusqu'à l'aquifère surveillent en permanence l'étanchéité du réservoir.

L'injection de gaz sous pression chasse l'eau vers les côtes de l'anticlinal. Ce qui explique que le soulèvement du trop de gaz permettrait à l'eau de revenir dans la partie centrale.

##### Vastes cavernes

Tout différents sont les réservoirs aménagés dans des couches souterraines de sel (deux en France). Là il s'agit de très grandes cavernes « fabriquées » après par des injections très subtilement contrôlées d'eau douce et par la remontée des saumures de plus en plus salées résultant de la dissolution du sel. Ainsi peut-on éviter en dix-huit mois un énorme volume (de l'ordre de 300 000 mètres cubes à Etrepas, Ain) qui a la forme générale d'une poire ou d'une bouteille très basse. Le toit d'un tel volume est capable, en effet, de résister aux contraintes liées aux dépressions et surpressions successives liées aux injections et aux soutirages du gaz.

La forme de ces cavernes est obtenue en suivant un modèle mathématique et contrôlé grâce à un sonar qui est descendu tant que la caverne est pleine de saumures. Ainsi la hauteur de la caverne, à Etrepas, est-elle de l'ordre de 130 mètres et le diamètre le plus grand de 76 mètres. Ces cavernes ont en général une capacité moins grande que les réservoirs de stockage des aquifères : 1 milliard de mètres cubes tout de même à Etrepas ; 425 millions de mètres cubes à Tressan (Drôme).

Lorsque la caverne est complètement évidée, les injections de gaz faites sous pression croissante chassent la totalité des saumures dont, en stade final, la salinité est de l'ordre de 250 grammes de sel par litre (rappelons que la salinité moyenne de l'eau de mer est de 35 grammes par litre). Le gaz sous pression (220 bars à Tressan) remplit donc toute la caverne. Là non plus il ne peut être soutiré dans sa totalité. La pression du gaz doit être maintenue à un degré suffisant pour éviter que la caverne ne se déforme (le sel est plastique). Ce qui en diminue le volume utile.

YVONNE REBEYROL

couverture imperméable : une couche d'argile ou aussi de sel qui piège les hydrocarbures en les empêchant de continuer leur progression vers le haut.

##### Poros minuscules

Les réservoirs de ce type sont identiques aux gisements naturels d'hydrocarbures et aussi aux aquifères (2) : ces précieux liquides ou gaz ne remplissent pas de grandes cavernes, mais les innombrables pores minuscules d'une roche perméable, grès ou sable le plus souvent (3).

Lorsque la structure adéquate a été décelée dans le sous-sol par les méthodes géophysiques de prospection de surface, on fore des puits (cinquante-huit à Chémery), dans sa partie centrale pour injecter ou soutirer le gaz.

Chaque puits est chemisé, sauf dans sa partie la plus basse, par un tube d'acier cimenté aux terrains traversés. A l'intérieur de ce premier tube de 160 millimètres de diamètre, en général, est installé le tube de production (127 millimètres de diamètre). La partie basse de celui-ci se termine par une crépine, c'est-à-dire une sorte de passoire qui doit être nettoyée régulièrement, car elle peut être obstruée par des grains de sable ou par d'autres impuretés. Une opération relativement de routine consiste donc à remonter l'ensemble du tube de production pour changer la crépine. Opération tout à fait semblable aux travaux de maintenance faits dans les puits d'exploitation des champs naturels d'hydrocarbures.

##### CIRCULATION

#### Deux municipalités des Yvelines refusent de prendre en compte le tracé de l'A-14

A Saint-Germain-en-Laye et à Montesson (Yvelines), les élus municipaux ont voté, à l'unanimité, leur refus de mettre en conformité leur plan d'occupation des sols avec le projet d'autoroute urbaine à péage.

Cette A-14 est destinée à soulager l'autoroute de Normandie (A-13) sur 20 kilomètres. Elle devrait relier, en 1994, Nanterre et Orgeval.

A Saint-Germain-en-Laye, le maire, M. Michel Péricard (député RPR des Yvelines), et le conseil municipal ne remettent pas en cause le principe de l'A-14. Ils en contestent le tracé, dénonçant les « agressions à l'environnement » et le risque d'« explosion totale » de la circulation dans les quartiers ouest de la ville, déjà saturés.

Les élus de Montesson s'en prennent eux aussi au tracé actuel qui, par rapport au tracé initial, « aggrave les nuisances pour la commune » et présuppose l'aban-

don définitif du franchissement de la Seine par un souterrain. Ils demandent une étude sérieuse sur ce passage sous-fluvial qui ne peut être scindé, déclarent-ils, pour des raisons économiques.

L'avenir de l'ensemble de la plaine de Montesson que l'A-14 doit traverser les inquiète. Cette plaine maraîchère située dans l'alignement du Louvre, de l'Étoile et de la Grande Arche, devrait faire, selon eux, l'objet d'un aménagement spécifique. Ils souhaitent à tout le moins que le parcours en défilé de la future A-14 y soit creusé au minimum à 6 mètres de profondeur afin de pouvoir un jour être reconverti.

Pourquoi, s'écarter pour sa part M. Michel Péricard, l'administration semble-t-elle presser le trouvement et caviarder la réalisation de l'autoroute sans attendre le nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France dont les travaux préparatoires ont commencé à l'initiative du gouvernement ?



Aujourd'hui, NEC fête son 90<sup>e</sup> anniversaire ; et pour vous remercier de votre fidélité, NEC a voulu que cet anniversaire soit pour vous une grande fête. A partir du 9 octobre prochain, NEC organise une grande opération "90<sup>e</sup> anniversaire". Avec réductions sur accessoires NEC, Grand jeu gratuit.

"90<sup>e</sup> anniversaire NEC" : autant d'actions soutenues par une importante campagne publicitaire dans la presse informatique...

Pour en savoir plus, contactez : NEC France S.A., Tour Gan, Cedex 13, 92082 Paris-La Défense, ou à partir du 9/10/89 composez le (16-1) 47.28.83.84.

NEC

## LA VIE ASSOCIATIVE

## Le règne de l'incohérence

Le marché unique européen inquiète les associations. Elles s'y préparent en réclamant plus de cohérence aussi bien en leur sein que du côté de l'Etat.

Nul doute, la création du marché unique européen représente un sujet d'inquiétude pour les associations. L'inquiétude est d'autant plus grande que l'on connaît très mal nos voisins dans ce secteur très particulier qu'est la vie associative. Lors de la dixième Rencontre nationale de ses sociétaires, jeudi 21 septembre, le Crédit coopératif a organisé un atelier sur le thème « Association : quel avenir ? ». Cela a été l'occasion de faire un état des lieux en France.

Depuis la fin des années 70, les associations subissent un grand chambardement avec le repli de l'Etat-providence et la décentralisation, qui ont abouti à une redistribution des sources de financement. On peut se demander dans quelle mesure la deuxième onde de choc que représentera le marché unique affectera les associations encore convalescentes.

La perspective a bien sûr ses limites mais on peut toujours, comme l'a fait M<sup>me</sup> Sylvie Teyboul, directeur général adjoint de la Fondation de France, dégager les éléments prévisibles de l'évolution de notre société à court et à moyen terme. Ainsi, parmi les tendances lourdes, on peut citer entre autres : une démographie qui pèse, un allongement de la durée de la vie et une volonté persistante des femmes à s'accrocher sur le marché du travail. Parmi les données moins prévisibles, on classe : la persistance de la faillite de l'Etat-providence, l'incrustation d'une société à deux vitesses avec une aggravation du nombre des exclus. Il semble cependant que les associations connaissant les failles de l'Etat ne sont pas près de disparaître ; l'école, qui ne joue pas à plein son rôle d'insertion, continue aussi à avoir besoin d'associations-béquilles. De même, l'hôpital, qui traverse une crise profonde, doit s'appuyer pour un moment encore



sur les militants d'associations qui peuvent apporter plus de chaleur dans les rapports humains... M<sup>me</sup> Teyboul souligne cependant le danger qu'il y a de voir ces organisations d'aide aux démunis s'essouffier : « Elles manquent de bras et de financements ». Répondant à des besoins accentués par la crise, elles devront rapidement bénéficier d'un regain de militantisme ou de plus de subides si l'on veut qu'elles répondent correctement à la demande.

Du côté du loisir et de la culture, l'horizon est globalement clair : « On vit bien et même de mieux en mieux, sauf dans le tourisme où la concurrence est très forte et risque de s'accroître dans les années à venir. De même, toutes les associations s'occupant d'alcoolisme, de drogue, de violence, de la protection des animaux et de l'environnement n'ont pas trop de soucis à se faire ».

S'appuyant de façon significative sur des subventions provenant des organisations communautaires et sur les collectes de fonds, les associations humanitaires interve-

nant dans le tiers-monde ont davantage de sujets d'inquiétude. Comme l'a expliqué M. Bernard Holzer, secrétaire général du Comité catholique contre la faim et pour le développement, les Anglo-Saxons possèdent une avance sur la France dans les techniques de collecte de fonds. D'autre part, il paraît urgent de comparer les avantages fiscaux proposés par les différents pays, car ces avantages jouent après des donateurs dans l'envoi de leurs dons.

## Préparer le futur

M. Daniel Bruneau, responsable du développement à l'Association des paralytiques de France, qui n'est pas tendre dans son analyse de la politique suivie ces dix dernières années, ne l'est pas plus avec le discours du monde associatif. Selon lui, on nage des deux côtés dans l'incohérence. « Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, il n'y a pas de statut fiscal propre aux associations en France. Les

dégrevements fiscaux sont attribués suivant des critères difficiles à comprendre. Ainsi la fiscalité des associations s'occupe des associations d'aveugles. Le droit fiscal est fixé non pas en fonction de la structure mais de la nature de l'activité (notion subjective et fluctuante de l'intérêt général). Comme il y a très peu de « spécialistes associations » dans les services fiscaux, on peut avoir des différences significatives d'une région à l'autre, avec des régions qui imposent une taxe à un certain type d'associations et d'autres qui ne le font pas.

Mais l'incohérence est plus globale. « D'un côté, vous avez le gouvernement, qui dit avoir de moins en moins d'argent à offrir aux associations et encourage celles-ci à diversifier leurs activités ; de l'autre, vous avez un fisc qui a une vision archaïque du monde associatif. Il soutient que celui-ci ne doit pas faire de bénéfices, alors qu'il n'a seulement pas le droit de les répartir entre ses membres (il peut en revanche les réinvestir) ; de même, il estime que les permanents ne doivent pas être trop payés et ne veut pas que les associations aient recours à des activités commerciales ».

Face à cette situation, l'attitude du monde associatif n'est peut-être pas appropriée. « Il présente des revendications hétérogènes et fluctuantes, et la compétence laisse à désirer ». On constate qu'il vit la fiscalité de façon pénalisante et que, dans son souvenir, la dimension politique des subventions, tant révoquée autrefois, s'estompe...

Selon M. Bruneau, la question qui se pose actuellement pour l'Etat, c'est de savoir si les associations sont indispensables à la vie moderne et sociale. « Si oui, il lui appartient d'en assurer une partie des charges, soit directement par le biais des subventions, soit indirectement au moyen de la fiscalité sur le public ou sur les associations ».

CHRISTIANE CHOMBEAU

## Bénévoles sur minitel

D'un côté, de plus en plus de Français souffrant de solitude, de l'autre, des associations cherchent désespérément des volontaires bénévoles. Mais, comment les faire se rencontrer ? Depuis dix ans, le Centre national du volontariat (CNV) (1) s'emploie à mettre les uns et les autres en relation grâce à ses quarante-cinq centres implantés en France. Quarante-cinq centres, c'est beaucoup et peu à la fois.

L'expérience a montré que les habitants de la campagne, ceux des petites et même ceux des moyennes villes échappent aux mailles du réseau. Aussi, ce n'est pas sans intérêt que le CNV a étudié l'offre d'Associo-Services (2) d'établir sur son minitel un secteur offre et demande de bénévoles. Après plus d'un an d'études, Associo-Services a mis au point, gratuitement (il récupère une partie des fonds investis sur les appels), un logiciel. Le kiosque a été ouvert à la fin du printemps dernier (3).

Il est encore trop tôt pour faire un bilan mais déjà de grandes tendances se dessinent. Malgré le peu de publicité faite jusqu'ici, les appels augmentent à un rythme régulier. Les plus nombreux à piocher sont les jeunes. Se gardant d'une interprétation hâtive, M. Claude Blitz, un retraité qui s'occupe bénévolement du Minitel-Volontariat, a cherché à comprendre pourquoi.

La réponse est venue rapidement : les personnes âgées sont rebutées a priori par le minitel et encore plus quand il leur est demandé de faire plusieurs manipulations, plusieurs recherches. Le CNV étudie avec Associo-Services les possibilités d'un accès simplifié.

Du côté des associations, les tâches proposées nécessitent un investissement personnel moyen variant entre deux et cinq heures par semaine. Elles concernent surtout la secrétariat, l'informatique, la gestion ou la recherche des fonds.

On trouve également une demande importante de volontaires pour rendre visite aux enfants hospitalisés, s'occuper des personnes âgées ou handicapées et pour aider scolairement les enfants en difficulté. Ces dernières propositions restent rarement longtemps sans réponse car elles correspondent à l'attente des jeunes.

Le service est actuellement mis à jour toutes les quarante-huit heures mais il devrait, dans quelque temps, être toutes les vingt-quatre heures. Le CNV contrôle, autant que faire se peut, les offres et demandes. Il veille à ce que ne se glissent pas des annonces indélicates et que ne soient pas proposées des tâches qui normalement nécessiteraient l'embauche d'un permanent salarié.

Plus qu'une simple modernisation de ses outils de communication, le minitel peut être pour le CNV un défi. Il devrait procurer une meilleure adéquation de l'offre et de la demande de bénévoles, élargir le « clientèle », permettre une recherche plus rapide et donc procurer à tous une plus grande satisfaction.

Ch. Ch.

- (1) Centre national du volontariat, 132, rue des Poissonniers 75018 Paris. Tél. : 42.64.97.34.
- (2) Associo-Services, 96, rue de la Victoire, 75009 Paris. Tél. : 42.52.06.02.
- (3) Mode d'emploi : 3615 + code Associa, puis choix n° 3.

# fonda

Informons-nous, associations nos idées, proposons et agissons ensemble.

Pour une vie associative utile, innovante, forte, dynamique et reconnue, adhérez à la fonda, abonnez-vous à sa lettre d'information, renseignez-vous

fonda  
fondation pour la vie associative  
18, rue de varenne 75007 paris  
tél. (1) 45.49.06.58

Associations  
vous et le Crédit Coopératif  
pour entreprendre ensemble

## CRÉDITS SPÉCIAUX ASSOCIATIONS

Leur nom : CONFIDANCE ASSOCIATIONS. Leur "plus" : un large choix d'options (crédit flash, moyen et long terme, grand projet Pierre...). Autre possibilité : le livret EPARGNE PLUS (une période de placement suivie d'un prêt à taux préférentiel) ■

## PLACEMENTS

Les moyens d'une bonne gestion financière : nos SICAV, FCP, CDN... Le moyen d'en profiter au maximum : notre Conseil ■

## TÉLÉSERVICES

Pratiques : les services télématiques et informatiques du Crédit Coopératif. Pour piloter à distance vos comptes et leurs mouvements : COOPATEL CC. CRÉDICOOP CC. Pour gérer des patrimoines sous tutelle : ASTEL CC. Pour lancer des opérations de collecte de fonds : CRÉDICOOP-Dons ■

## INGÉNIERIE FINANCIÈRE

Interventions en fonds propres ■

**CREDIT COOPERATIF**

UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE.

Contact : BP 211, 92002 Nanterre cedex. Ou Minitel : 36 14 code COOPA. Tél. : 47.24 87 52

Le Monde  
**PLANTU**

DES FOURMIS  
DANS LES JAMBES



**L'ALBUM 89**  
164 PAGES - 3250 DESSINS

EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX



Formation professionnelle  
**DIRECTION**  
**D'ENTREPRISES SOCIALES**

- Management et gestion de personnel
- Gestion financière et informatique
- Logistique du projet

Contact : Sylvie BRUN (1) 48-78-80-94  
Poste 202, 51, rue Jacques-Lafitte  
94130 NOGENT-SUR-MARNE

**100.000 LIVRES**  
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR-AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

LE FORUM NATIONAL DES SERVICES AUX ASSOCIATIONS  
**FORUM 89**  
LE RENDEZ-VOUS DES ENTREPRISES  
ET DES ASSOCIATIONS

EXPOSITION  
ET  
CONFÉRENCES  
14, 15, 16 DÉCEMBRE 1989  
PARC DE LA VILLETTE  
GRANDE HALLE  
PORTE DE PANTIN

Renseignements et inscriptions :  
CAPRIC, 38, rue du Collège, 75008 PARIS  
Tél. : 42-25-41-38 - Téléc. : 648701

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ASSOCIATION ou SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

Je désire obtenir :

- ☐ Un dossier pour exposer
- ☐ Une carte d'invitation
- ☐ Le programme des conférences

صكنا ب الومل



# AGENDA

JEUDI 28 SEPTEMBRE

## EXPOSITIONS

### Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-15-33). T.J.J. et dim. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**A LA LETTRE ! ACTUALITÉ DE LA TYPOGRAPHIE FRANÇAISE.** Centre d'Information C.I. Jusqu'au 5 novembre.

**COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE.** MAM. Grande salle, premier sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.

**ALFRED CORNÉLIS.** Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 22 octobre.

**DE MATISSE A AUJOURD'HUI.** 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

**L'EUROPE DE GÖTTSCHE LOWE.** Galerie du forum et petit foyer. Jusqu'au 13 novembre.

**FORUM DE LA RÉVOLUTION.** Petit foyer et grand foyer. Jusqu'au 6 novembre.

**GRAPHISME MODERNE.** Galerie des brèves C.I. Jusqu'au 23 octobre.

**WORLD PRESS PHOTO 1988.** Galerie de la B.P.J. Jusqu'au 13 novembre.

### Musée d'Orsay

1, rue de Solférino (40-48-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**CHARLES LAMÈRE : PEINTURES.** Exposition-déclat. Entrée : 22 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 1 octobre.

**L'OPÉRA. PHOTOGRAPHIES DE CHARLIER.** Exposition-déclat. Entrée : 22 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 31 octobre.

### Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J.J. et dim. de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30.

**HISTOIRES DE MUSÉE.** Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 novembre.

**AMAM JUNE PAIR.** Le 6<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 20 novembre.

### Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, quai d'Orléans.

**ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE.** Trente ans de découvertes. Galerie des brèves C.I. Jusqu'au 10 octobre.

**LES INVOKS DE JACQUES LAFFITTE.** Centre photographique en noir et blanc de 1904 à 1944. Galerie nationale. T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

### CENTRES CULTURELS

**3<sup>e</sup> ÉTAGE.** Groupe d'art contemporain. Centre national des arts et de la culture. 47, bd de l'Hippodrome (46-70-27-27). T.J.J. et dim. de 9 h 30 à 18 h 30. Du 28 septembre au 13 octobre.

**EVA AEPPLI.** Centre culturel suisse. 32, rue des Francs-Bourgeois (42-71-46-50). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Du 28 septembre au 28 novembre.

**ALLIAGES ET ALLIANCES.** Des bijoux et des armes d'Osmen. Institut du monde arabe. 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Du 28 septembre au 6 octobre.

**LE CABINET DES CLAUSTRÉS DE LA BIBLIOTHÈQUE SAINT-GENEVIÈVE.** Bibliothèque Saint-Genève. 10, place du Panthéon (43-28-61-00). T.J.J. et dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

**DANIEL DEZUZE.** Centre national des arts plastiques. 11, rue Berryer (45-53-00-55). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Du 28 septembre au 28 octobre.

**EGYPTE - ÉGYPT.** Institut du monde arabe. 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Du 28 septembre au 30 septembre.

**MAGNELL.** Théâtre et variations. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne. T.J.J. et dim. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 29 octobre.

### PARIS EN VISITES

**VENDREDI 29 SEPTEMBRE**

«Hôtel et jardins du Marais, Place des Vosges», 14 h 30, métro Saint-Paul, 18 heures, 20, rue de Valenciennes, dans la cour (D. Roussier).

«Le château d'eau de Marie de Médicis avec son réservoir souterrain. L'Infirmerie Marie-Thérèse», 14 h 30, devant le 71, avenue Danton-Rochereau.

«Le Val-de-Grâce, fondation d'Anne d'Autriche», 15 h, 277<sup>e</sup>, rue Saint-Jacques.

«Les passages de Saint-André-d'Arc au pont des Arts», 15 heures, devant la fontaine Saint-Michel.

«Le quartier Saint-Sulpice», 14 h 30, fontaine place Saint-Sulpice.

«Les couronnes du Musée de Cluny», 15 h, 6, place Paul-Painlevé.

«Le Musée Mémorial de Camondo», 15 h, 63, rue de Monceau (Paris et son histoire).

«Histoire du Palais-Royal et de ses jardins», 14 h 30, devant les grilles de Coislin d'Elze et de la Cour.

«La place Vendôme à l'époque de Napoléon», 15 heures, 7, place Vendôme (D. Huet).

«Hôtel de la rue du Bac. Le jardin des médailles étrangères», 14 h 30, hôtel Saint-Thomé-d'Aquin (M<sup>o</sup> Cassel).

«L'hôtel de Launay», 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'art et d'histoire).

«Les salles de la Révolution du Musée Carnavalet dans l'hôtel Le Pelletier», 18 heures, 23, rue de Valenciennes, dans la cour (D. Roussier).

«Une heure au cimetière-musée de Montparnasse», 11 heures, 3, bd Edgar-Quinet (V. de Langlade).

«Découverte des nouveautés du quartier Champigny-Ternes», 14 h 45, métro Perreux (V. de Langlade).

«Appartement et atelier de Delacroix», 15 heures, 6, place de la Sorbonne (Approche de l'art).

«Jardins et cité d'artistes de Montparnasse», 14 h 30, métro Edgar-Quinet (Paris picturale et traditionnelle).

Dans les musées nationaux :

«Le tapis chez les Beni-Guiz», 14 heures, Musée des arts africains et océaniques.

«Les arts de l'Orient à travers les mythes et les discours populaires», 14 h 30, Musée Guimet.

«L'imaginaire de l'art occidental», 14 h 30, atelier du peintre Gustave Moreau.

«Vieilles des morts et des vivants en Chine», 12 h 30, Musée Guimet.

«Vieilles de femmes d'Asie», 11 heures, Musée Guimet.

**VERA MOLNAR.** Institut hongrois. 52, rue Soufflot (43-28-08-44). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Du 28 septembre au 18 octobre.

**LE PATRIMOINE PARISIEN PENDANT LA RÉVOLUTION.** Musée du XVI<sup>e</sup> arrondissement, 15, rue Péclet. T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Du 28 septembre au 23 octobre.

**RENÉ JACQUES.** Un illustrateur contemporain. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J.J. et dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 28 octobre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**SUBIRU SHINGU.** Paris Art Center. 30, rue Falguère (43-23-58-47). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

**LE VERRE GRANDIEUR MATURE.** Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-78-52). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GUSTAVE BERNHARD BOVY.** Centre national des arts et de la culture. 127-129, rue Saint-Martin (45-72-25-15). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**32-14.** T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Du 28 septembre au 31 décembre.

**LE LAMMOYEUR.** Musée de la vie romantique - Maison Renan-Scheffer, 15, rue Chapelle (48-74-95-38). T.J.J. et dim. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 30 octobre.

**MARIN-MARIE.** Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 novembre.

**MÉTAL HOMMES ET DIEUX.** Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 35, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-35-54-28). T.J.J. et dim. de 10 h à 17 h, mer. de 12 h à 18 h. Entrée : 25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 30 janvier.

**ŒUVRES CHOISIES.** Musée des Arts et de la mode, pavillon de Marsan, 100, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 novembre.

**LA PHOTOGRAPHIE SUBJECTIVE.** Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-58-53). T.J.J. et dim. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 6 novembre.

**REVOLUTION FRANÇAISE ET ARTS DU SPECTACLE 1789-1799.** Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne - 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-28). T.J.J. et dim. de 9 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 18 novembre.

**REVOLUTION FRAN**







## SPORTS

## FOOTBALL : les coupes d'Europe

## Cinq sur cinq

CINQ sur cinq. Jamais le football français n'avait connu pareille réussite lors du premier tour des coupes d'Europe de football. Les cinq équipes engagées dans ces différentes compétitions — Marseille, Monaco, Paris SG, Auxerre et Sochaux — se sont qualifiées pour le prochain tour.

Alors que l'équipe nationale est éliminée de la coupe à la Coupe du monde 1990 en Italie et que l'ensemble du football français se remet péniblement d'une saison 1988-1989 marquée par de nombreuses affaires, ces succès arrivent à point nommé, mais ils ne constituent certainement pas des exploits historiques. Les équipes françaises ont en effet affronté des adversaires de faible niveau. Rarement le tirage au sort avait été aussi clément avec eux. Seuls Marseille et Monaco ont éliminé des équipes professionnelles. Les autres n'ont eu à dominer que des formations amateurs aux moyens limités. La performance est donc appréciable, mais beaucoup moins valorisante que celle, par exemple, des Allemands de l'Ouest, qui ont qualifié leurs six représentants, dont certains rencontraient des clubs renommés comme Glasgow Rangers (Bavarn Munich) ou Feyenoord Rotterdam (VFB Stuttgart).

Le seul véritable intérêt de ce grand chelam des clubs français est qu'il permet à la France de glaner quelques points au classement établi par les instances du football européen. C'est en fonction de ce classement que sont attribuées les places dans les différentes compétitions européennes de clubs. L'idéal serait donc de renouveler cet « exploit » au prochain tour (matchs aller le 18 octobre, retour le 1<sup>er</sup> novembre), dont le tirage au sort sera effectué le vendredi 29 septembre à Zurich.

Ph. Br.

## Paris-SG par le chemin des écoliers

Le Paris-SG s'est qualifié pour les seizièmes de finale de la coupe de l'UEFA en dominant les Finlandais de Lahri, mercredi 27 septembre à Paris (3-2). En marge des succès de l'équipe professionnelle, le PSG savoure également le titre de « meilleur club de jeunes » qui lui a été récemment décerné.

Le premier est franco-yougoslave, Safet Susic. Le deuxième est uniquement yougoslave, Zlatko Vujovic. Le troisième est argentin, Gabriel Calderon. Les trois buteurs de la victoire parisienne face aux Finlandais de Lahri (3-2), mercredi 27 septembre au Parc des Princes en match retour du premier tour de la coupe de l'UEFA, sont des vedettes venues de l'étranger. Parmi les joueurs ayant participé à cette victoire étonnante, un seul est passé par le centre de formation du club, Franck Tanassi. Tous les autres ont appris le métier ailleurs qu'à Paris, dans des clubs de province ou à l'étranger. Une situation paradoxale : pour la première fois depuis sa création en 1973, le Paris-SG ne vient-il pas de remporter le challenge du meilleur club de jeunes ?

Cette distinction est attribuée en fonction des résultats obtenus dans les différentes compétitions juniors, cadets, minimes et poussins. En 1988-1989, le Paris-SG et ses cinq cents jeunes ont été les plus performants, juste devant Lille. « Sur l'ensemble des trois dernières années, nous arrivons également en tête », note avec satisfaction le président du club, Francis Borelli, qui consacre un budget annuel de 5 millions de francs à la formation.

Tout part d'une vieille maison bourgeoise blottie au cœur d'un quartier résidentiel de Saint-Germain-en-Laye : gazon anglais, allées de gravillons, parterres

d'hortensias ; de vieilles dames y prendraient volontiers le thé avant d'aller se promener dans la forêt toute proche. Mais la demeure est occupée par des jeunes gens venus de Sarcelles, d'Aubervilliers ou de Villeneuve-Saint-Georges, et, s'ils se rendent chaque jour dans les sous-bois, c'est pour transpirer et apprendre le métier de joueur de football au « Camp des loges », le terrain d'entraînement du Paris-SG.

Dans cette demeure, Luis Fernandez (aujourd'hui à Cannes), Jean-Marc Pilioret (Guingamp), Jean-Claude Lemoult (Montpellier) ou François Briere (Lyon) ont été initiés au ballon rond. Dans ces murs, également, vingt-huit autres jeunes — la moitié d'entre eux sont logés sur place, le benjamin a quatorze ans — cherchent aujourd'hui à suivre la même voie sous le conduit de Marc Collat, l'entraîneur responsable du centre. Les pensionnaires suivent de front leur carrière sportive et des études dans les lycées de la ville.

## « Avant tout, un jeu »

« Si une demi-douzaine d'entre eux arrivent un jour à devenir pros, nous serons satisfaits », assure Thierry Morin, le directeur administratif du club. Cet ancien joueur du Paris-SG, formé lui aussi sur place, explique les succès des jeunes Parisiens par les efforts entrepris ces dernières années en matière de recrutement : « Contrairement à ce qui se passait il y a encore quelques années, les gamins de la région viennent volontiers au PSG et ne partent plus en province. Le club est devenu crédible. Sortir d'ici est un label de qualité. Rares sont aujourd'hui les jeunes Parisiens ou banlieusards, qui nous échappent... C'est d'ailleurs beaucoup mieux pour eux parce qu'ils ne se retrouvent pas coupés du jour au lendemain de leurs familles. Des clubs comme

Auxerre et Sochaux, qui recrutent largement à Paris, subissent d'ailleurs les conséquences de ces nouvelles tendances. »

Le classement du challenge l'atteste : la formation des joueurs a évolué ces dernières années. Les clubs réputés pour la qualité de leur école de football marquent le pas. L'AJ Auxerre se contente d'une modeste treizième place à l'issue de la saison 1988-89, l'AS Saint-Etienne est vingt-quatrième, le FC Sochaux, trentième, et le FC Nantes, trente et unième. Sans doute faut-il voir aussi dans cette évolution le signe d'une remise en question générale de la politique de formation des clubs français.

Le temps des « laboratoires » du ballon, d'où sortent des joueurs stéréotypés et saturés de football avant l'âge, semble révolu. A Paris, comme à Saint-Etienne (le Monde du 15 août), l'objectif des éducateurs est d'inciter les jeunes à sortir de leur cocon et de leur environnement sportif : « Ce n'est pas toujours facile, reconnaît Thierry Morin, lui-même détenteur d'une maîtrise de sciences naturelles décrochée du temps où il jouait encore. Mais nous essayons de leur montrer que le football est avant tout un jeu, qu'il existe autre chose dans la vie. »

Le plus dur reste sans doute de leur expliquer que, même pour le maniement du ballon, ils n'ont que peu de chances de se retrouver un jour en équipe professionnelle du PSG. D'autres ont réussi avant eux, certes. Mais l'essentiel de la main-d'œuvre du club vient toujours de l'extérieur. Seuls des jeunes de très grand avenir auront leur chance à Paris. Francis Borelli le reconnaît et l'assume : « Un centre de formation est une nécessité, mais ce n'est pas parce que nous obtenons de bons résultats chez les jeunes que nous allons nous forcer à les intégrer dans l'équipe professionnelle. »

PHILIPPE BROUSSARD

## Ajax éliminé par ses supporters

Des supporters de l'Ajax d'Amsterdam n'ont pas accepté que leur club dispute les prolongations, mercredi 27 septembre : ils ont arrosé de projectiles le gardien de but adverse. A Rotterdam, les policiers ont agi préventivement : huit Allemands, âgés de dix-sept à vingt-deux ans, ont été interpellés pour port d'armes prohibées.

## AMSTERDAM

de notre correspondant

« C'est une honte pour l'Ajax, une honte pour Amsterdam » : la tête baissée, le regard vide, Leo Beenhokker, l'entraîneur de l'équipe, a eu vite fait de résumer le grave incident qui a provoqué l'interdiction de la rencontre de Coupe d'Europe entre l'Ajax d'Amsterdam et l'Austria de Vienne.

Alors que les deux formations, à égalité sur l'ensemble des deux matches (1-1), disputaient la première prolongation, les supporters ont arrosé de projectiles divers le gardien de but autrichien Wohlfahrt. Alors que celui-ci attirait l'attention de l'arbitre sur le fait qu'un morceau de bois d'environ 1,50 mètre venait à

nouveau de s'abattre à ses pieds, il a été violemment touché dans les reins par une barre de métal. Projété au sol par la douleur, le joueur a reçu ensuite des pierres.

Quelques minutes auparavant, le capitaine de l'Ajax d'Amsterdam avait, sous les sifflets d'une partie du public, décroché des filets de Wohlfahrt deux longs bouts de bois dont les supporters s'étaient servis comme des lances. Véritablement déchaînés, accrochés au grillage qu'ils secouaient comme des fétus de paille, des spectateurs ont laissé libre cours à leur fureur : l'Austria de Vienne venait de prendre l'avantage à la marque.

L'arbitre a immédiatement suspendu la rencontre, se refusant à la poursuivre même en cas d'abandon complète de la tribune concernée. Éliminé sans gloire de la compétition européenne, l'Ajax s'attend à une sanction qui, selon l'expression de l'observateur français envoyé par l'UEFA, M. Barbé, « ne sera pas négligable ». Le président du club néerlandais spéculait, dans les vestiaires, sur une importante amende et sur une exclusion de la compétition européenne pendant au moins un an.

CHRISTIAN CHARTIER

## Résultats

## COUPE DES CLUBS CHAMPIONS

Stades de finale

\*Brøndby (Danemark) et Marseille (France) 1-1

## COUPE DES CLUBS VAINQUEURS DE COUPE

\*Monaco bat Belenenses (Portugal) 3-0

## COUPE DE L'UEFA

Sochaux bat \*Esbj (Luxembourg) 5-0

\*Paris SG (France) bat Kazany (Finlande) 3-2

AJ Auxerre (France) bat \*Apollonia (Grèce) 3-0

CYCLISME : nouveau record des 5 kilomètres pour Jeanmie Longo. — Le Grenoblois Jeanmie Longo a amélioré, mercredi 27 septembre, à Mexico, son propre record du monde des 5 kilomètres sur piste en plati air : elle a couvert la distance en 6 min 14 s 13, deux jours après avoir battu celui des 3 kilomètres. La championne du monde a mis en cause la piste encore humide, les rafales de vent et un mauvais traquet (56x16).

NOUS AVONS DEUX TOUTES PETITES RAISONS DE PENSER QUE PERSONNE NE RATRAPERA JAMAIS L'AVION.

Aile droite

Paris Nantes: 55 minutes. Paris Rennes: 1h05.\*

Même lancé à très grande vitesse, un lièvre ne pourra jamais dépasser un oiseau. Pour cette raison bien naturelle, Air Inter reste le seul moyen d'atteindre Rennes ou Nantes en un coup d'aile. Et l'avion étant libre comme l'air, il dessert également Lyon, Marseille, Nice en direct au départ de Nantes, tout cela à une vitesse non

égalée sur terre. De plus, Air Inter fait des réductions sur tous ses vols blancs et bleus et ne facture jamais de supplément. Finalement, plus on a les pieds sur terre, plus on préfère monter dans un avion Air Inter. Renseignements et réservations: Air Inter Paris au 45.39.25.25 et toutes agences de voyages.

**AIR INTER**  
JAMAIS L'AVION N'A EU UN TEL SUCCÈS.

\* Temps de vol

صلى الله عليه وسلم



24 Le conflit chez Peugeot  
— L'OPEP évite de justesse le débâcle

24 Le départ de M. J.-F. Carrez de la DATAR  
25 Le lancement de la 605

30 Marchés financiers  
31 Bourse

BILLET

Le « satellite Sony »

M. Jack Lang va devoir réviser ses formules : il lui faudra parler de « satellite Sony » et non plus de « satellite Coca-Cola » pour signifier l'impérialisme culturel des séries américaines. Le rachat de Columbia, major d'Hollywood, par le champion nippon de l'électronique est un événement dans l'industrie de la communication. Il souligne la fin de ce que l'on croyait être un solide accord américano-japonais pour une division à l'amiable des tâches, conclue dans les années 70 et valable jusqu'à l'an 2000 : aux Japonais le « hardware », les téléviseurs, l'industrie ; aux Américains le « software », les films, les logiciels, les services. Sans doute Sony avait-il dépassé la frontière l'an dernier en rachetant les disques CBS. Sans doute aussi les Japonais, après la percée de Goldorak, ont-ils conquis le créneau du dessin animé. Mais cette fois le pacte est déshérité. Les 4,3 milliards de dollars mis sur la table (28 milliards de francs) placent leur poids : il s'agit du plus important investissement japonais aux États-Unis.

On y verra la victoire de Mac Lohan, le « contenant » compte plus que le « contenu » ou de Marx, l'industrie plus que les services. Il faut y voir surtout la victoire d'une stratégie — Sony l'explique on ne peut plus clairement — qui articule les deux. Pour vendre, c'est un exemple, ses appareils vidéo de format 8 mm. Sony doit proposer un catalogue attrayant de films à ce standard. Tous les produits nouveaux de consommation sont du même type. Mais le Japon est de portée générale : le développement de ce qu'on appelle les services industriels (financement, après-vente, maintenance...) et la fusion des secteurs secondaires et tertiaires troublent les plates de la sorte de la crise, et renvoient le schéma sur la « société post-industrielle » dans les poubelles.

De là deux conclusions : il faut d'abord que les Européens soutiennent beaucoup plus activement, et sans pudeur, leurs programmes télévisuels s'ils veulent conserver une industrie d'électronique. Le plan TVHD n'a qu'une jambe. La seconde remarque concerne l'Amérique, décidément « à vendre » depuis quelques mois. Pour la politique conduite tout au long des années 80 par M. Reagan, acteur d'Hollywood, quel échec !

Lire ci-contre

Dans le « Monde Affaires »

Bongrain : des profits sur un plateau

Des marques célèbres et un PDG très secret : avec un chiffre d'affaires de 12 milliards de francs, le groupe Bongrain fait partie des grands de l'agro-alimentaire en France.

Les succès de ses fromages, Caprice des Dieux, St-Moret et beaucoup d'autres ont permis à Bongrain d'engranger de substantiels bénéfices et de se lancer dans une diversification dans la charcuterie (il en est le numéro trois en Europe) et la confiserie. Avec l'objectif permanent de s'installer dans des « niches » de marchés et

La fin des réunions monétaires de Washington  
M. Bush favorable à une augmentation des moyens du FMI

La quarante-quatrième assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale devait s'achever le jeudi 28 septembre à Washington. La veille, le président George Bush avait prononcé le premier discours de son mandat devant les membres des deux institutions.

Consacrant le rôle de vedette tenu par la Pologne et les autres pays d'Europe de l'Est au cours de cette assemblée, le président Bush a qualifié de « stupéfiants » les changements en cours dans ces pays et

s'est prononcé en faveur d'une aide financière accrue à la Pologne. D'ailleurs, M. Leszek Balcerowicz a, devant la même tribune, évoqué la « faillite financière » de son pays et demandé de nouvelles aides internationales d'urgence.

M. Bush a également insisté sur la nécessité de soutenir les banques créditrices pour la réussite du plan Brady de réduction de la dette. A la surprise des interlocuteurs, il n'a pas rejeté la possibilité d'une augmen-

tation des ressources financières du FMI. « Les États-Unis sont bien conscients du fait que le FMI doit disposer des ressources nécessaires pour jouer son rôle dans l'application du plan Brady », a-t-il affirmé. Le président américain n'a pas manqué d'évoquer le problème de la drogue qui « corrompt les politiques et même la sécurité de nos nations ». Il a demandé à ce qu'il soit mis fin au blanchiment de l'argent de la dro-

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

C'est une assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se déroule à Washington. Aucune décision n'y a été prise sur les questions à l'ordre du jour : augmentation des quotas (c'est-à-dire des ressources) du FMI, redistribution des droits de vote en sein du superclub des « Cinq », ayant l'influence prépondérante au sein de cette institution, bien qu'il soit quasiment certain que le Japon obtiendra la deuxième place occupée actuellement par la Grande-Bretagne.

Mais quelques choses de plus importantes s'y sont passées : de même qu'il y a une quinzaine d'années les entreprises industrielles et commerciales avaient commencé à refuser de jouer le rôle que les États voulaient leur voir mener — maintenant à tout prix le plein emploi au détriment de leur capacité bénéficiaires — aujourd'hui ce sont les banques qui refusent de jouer le rôle que leur avait assigné au service de dessein politiques qui leur sont assignés. Rien n'est plus simple pour l'application pratique du Plan Brady.

Les difficultés de dernière minute se sont accumulées. Les deux accords déjà conclus, l'un avec le Mexique et l'autre avec les Philippines, restent donc des cadres vides. Il en est d'ailleurs

de même pour l'accord en cours de négociation avec le Maroc. Le choix de ce dernier pays pour illustrer la nouvelle « stratégie restrictive de la dette » n'est sans doute pas étranger à la bonne entente entre Paris et Washington sur ce chapitre.

Outre l'enjeu qui est en soi considérable — 53 milliards de dollars de dettes bancaires pour le seul cas du Mexique, les particularités de l'urgence confèrent au sort encore incertain de ces négociations, une importance politico-financière exceptionnelle.

En adoptant la nouvelle « stratégie », les gouvernements occidentaux et le Japon ont défini dans les grandes lignes le contrat-type, dont les banques commerciales créancières et pays débiteurs doivent négocier les modalités.

Trois options

Cependant, comme ces accords comprennent trois options offerts en principe au libre choix de chaque banque crédatrice, on sait bien dès maintenant, alors que ces choix n'ont pas été faits, en quel consiste l'engagement global pris par le débiteur, mais on ignore à quel correspond pour chaque banque crédatrice en particulier cet engagement global. Or ce qui intéresse chaque établissement, c'est ce à quoi il

aura droit et non pas l'économie générale de l'accord.

Dans l'accord mexicain, toute l'opération repose sur l'idée que les banques doivent recevoir des titres dont la valeur est supérieure à celle des titres qu'elles possèdent actuellement moins les provisions qu'elles ont constituées en vue d'une débauche partielle du débiteur.

Pour garantir cette valeur supérieure, le Mexique doit recevoir du FMI de la banque mondiale et de onze États un total de sept milliards de dollars.

Avec ces sept milliards, le Trésor mexicain souscrit des obligations à coupon 0, elles-mêmes remboursables dans trente ans, ces obligations seront remises par le Trésor japonais, par le Trésor américain, par le Trésor français etc... Elles serviront de gage. Le calcul montre que la somme prélevée, fut-elle multipliée par le jeu des intérêts composés sera insuffisante pour faire face à l'engagement de garantie si un nombre insuffisant de banques choisissent l'option n° 3, à savoir l'octroi au Mexique de nouveaux crédits.

L'accord tel qu'il a été conclu se fonde sur la supposition que l'argent frais ainsi apporté au Mexique, qui le réclame urgemment, représentera 20 % du total de la dette bancaire à consolider. Et si tel n'était pas le cas ?

Et bien, les banques ayant opté pour la solution 1 ou la solution 2 ne pourront plus compter sur la totalité de la garantie. Or, il semblait que le plus-part des banques qui ont constitué de fortes provisions (supérieures à 35 % en tous cas) n'auraient guère l'intention de prêter à nouveau.

En attendant, le climat des négociations a été assombri par plusieurs exigences du débiteur approuvées quand il le fallait, par le gouvernement américain — soucieux d'obtenir cette que coûte un accord avec le Mexique — et les institutions internationales.

La première a trait à l'assiette : quels prêts doivent être pris en compte ? Le Mexique a obtenu — contre l'avis des banques — que soient compris dans les crédits susceptibles d'être réalisés ceux que les banques ont accordé à titre de complément à des prêts de la Banque mondiale.

La deuxième exigence très mal reçue est relative au caractère nominal des nouveaux titres de la dette mexicaine. Un des premiers avantages que les banques espèrent tirer de la conversion était qu'elles recevraient des titres en papier plus facilement négociables. Mais il n'est finalement pas question. Il semble qu'une majorité de banques marquent une préférence pour l'option numéro 2, parce qu'un contraire la première, elle ne

les obligerait pas à annuler dans leur bilan une partie de leurs créances et qu'elle évite l'option numéro 3. Mais — les banques feignent de retoucher que pour obtenir l'option n° 2 elles devront consentir quelques crédits supplémentaires.

On est ainsi conduit à un autre incident de la négociation pas en score réglé. La Banque mondiale, de part ses statuts ne peut verser tout de suite sa quote-part pour rassembler la somme de 7 milliards de dollars dont il a été question plus haut. Manquant donc à l'appel 1,3 milliards de dollars. On demandait aux banques de faire partie du comité restreint de négociation de fournir, en attendant, leur propre garantie sur le gage qu'on leur a promis.

Et l'argent frais ? Ce qui tendrait à montrer qu'il n'y a pas de aspects négatifs de la négociation, des perspectives de grands changements s'ouvrent est la réponse que nous a faite à cette question un haut fonctionnaire mexicain : « L'argent frais viendra quand les banques seront convaincues qu'il est rentable de prêter à des entreprises mexicaines, car il n'y a aucune raison que le gouvernement mexicain soit lui-même l'emprunteur ». Dans l'idéal, les investissements directs étrangers devraient remplacer les emprunts aux banques.

PAUL FABRA

Bouleversement dans l'industrie cinématographique américaine

Columbia a accepté l'offre de rachat faite par Sony

L'acquisition de la société cinématographique américaine Columbia par le géant japonais de l'électronique est confirmée. Sony va devenir propriétaire de l'une des majors hollywoodiennes les plus prestigieuses en débourrant quelque 3 milliards de dollars (environ 19 milliards de francs), soit 27 dollars par action, et réalise ainsi la plus grosse acquisition japonaise jamais réalisée à l'étranger. Cette opération — soutenue par Coca-Cola, premier fabricant américain de boissons gazeuses, qui détient 49 % du capital de Columbia — met fin à des mois de spéculation concernant les intentions de Sony, qui n'aurait guère caché son intention d'investir fortement à Hollywood.

Après les disques — Sony a racheté la compagnie de disques CBS en 1987 pour 2 milliards de dollars — voilà donc la télévision et le cinéma : la concrétisation d'une stratégie à long terme visant, comme l'expliquent les dirigeants de la compagnie, à développer des

activités de production de programme en synergie avec les activités de fabrication d'équipements audio et vidéo. Et la richesse du catalogue de Columbia (2700 films, 23 000 programmes de télévision) n'était pas aux yeux des responsables de Sony, le moindre des atouts de la société américaine.

Les Japonais affichent la volonté de laisser Columbia « le plus possible indépendante, comme partie intégrante de l'industrie américaine du film » et s'emploient à rassurer l'industrie américaine en niant l'éventualité d'un changement à la tête de la société. Changement pourtant inévitable si l'on en croit les déclarations faites mercredi 27 septembre par plusieurs membres de l'équipe actuelle de direction prêts à démissionner en cas de réalisation de la vente.

A vrai dire, Columbia n'a guère brillé ces derniers mois ni par ses résultats financiers ni par ses échecs au box-office. Le Studio perd de

largement dans l'activité cinématographique et la santé de la société ne tient qu'à ses performances de la branche télévision axée autour de la production de comédies et de jeux vidéos dans le monde entier, comme « La route de la fortune ».

Hollywood considère néanmoins aujourd'hui avec un certain embarras, voire de l'inquiétude, cette intrusion massive de capitaines étrangers dans l'industrie du spectacle et du divertissement, traditionnellement dominée par la suprématie américaine. La plupart des achats et opérations d'envoie réalisés ces cinq dernières années l'ont été au profit de groupes étrangers (italiens, australiens, japonais). Et l'échec rencontré par de nombreuses compagnies de production américaine dans leur tentative de contrôler les grands « majors » ne fait que renforcer le mouvement de concentration inévitable que rencontre aujourd'hui l'industrie du cinéma en proie aux convoitises du monde entier.

A. Co.

Régissant à l'alliance Air France-Lufthansa

SAS et Swissair décident des participations croisées de leur capital

Les compagnies aériennes SAS et Swissair devaient signer, le jeudi 28 septembre, un accord prévoyant une participation réciproque dans leur capital (de 5 % à 10 %) et une coopération commerciale et technique accrue. Swissair améliorera son réseau européen grâce à son allié scandinave et celui-ci prendra pied en Afrique et au Proche-Orient grâce à la compagnie helvétique.

SAS a, depuis plusieurs années, tenté de s'associer avec de nombreuses autres compagnies. Elle a cherché, en vain, à reprendre British Caledonian et Argentinas Aerolineas. Elle est devenue actionnaire à 10 % de l'australienne Texas Air et longue sur l'an Chile. De son côté, Swissair est en train de racheter 5 % du capital de Delta Airlines.

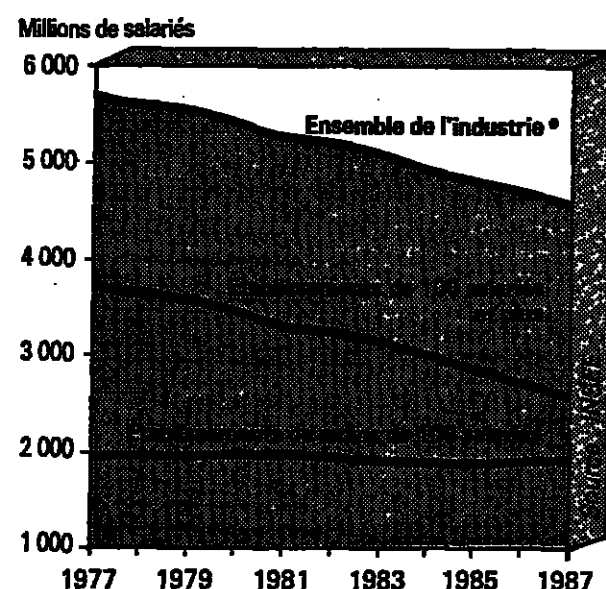
Cette nouvelle association entre transporteurs aériens confirme la stratégie des Européens qui, à la différence des Américains, ont choisi d'élargir la taille critique par le moyen de rapprochements où les partenaires conservent leur

identité plutôt que de se lancer dans des rachats coûteux et aléatoires compte tenu des réglementations nationales en vigueur.

Il y a une semaine, Air France et Lufthansa (le Monde du 16 septembre) avaient annoncé un renforcement de leurs liens techniques et commerciaux, notamment par la création d'une filiale commune dans la restauration aérienne.

Accord tarifaire aérien entre l'Europe et les États-Unis. — Un nouveau memorandum sur les tarifs aériens a été signé, le lundi 25 septembre, par les États-Unis et seize des vingt-trois membres de la commission européenne de l'aviation civile (CEAC) qui vise à donner aux compagnies aériennes une plus grande liberté de tarification. Cet accord prévoit, pour la première fois, que des tarifs « jeunes », « personnes âgées » et « excursions non remboursables » seront automatiquement approuvés à des niveaux allant jusqu'à 12 % au-dessous des autres tarifs promotionnels.

Les grands établissements ont perdu 1,1 million de salariés de l'industrie en dix ans



\* Salariés permanents au 31 décembre de chaque année, travaillant dans des industries manufacturières, l'agro-alimentaire, l'énergie.

En dix ans, de 1977 à 1987, les grands établissements industriels employant plus de 100 salariés ont perdu 1 130 000 de leurs effectifs, passant de 3,7 millions à 2,6 millions. Ils sont largement responsables des pertes d'emplois enregistrées pendant toute la période, note l'INSEE dans une étude publiée le 28 septembre.

INSOLITE

Repos sacré

Au Japon, on ne badine pas avec la durée du travail. Cela fait vingt-deux ans que M. Hideyuki Tanaka, un ingénieur japonais, bataille contre le géant Hitachi, l'un des principaux fabricants japonais d'électronique et d'électroménager. Pour une histoire d'heures supplémentaires qu'il refusait de faire, M. Tanaka avait été licencié en septembre 1967.

Cette affaire a déjà fait l'objet de deux jugements contradictoires. C'est maintenant à la Cour suprême du Japon de statuer. La plus

haute instance judiciaire du pays a reçu plus de 113 000 signatures, notamment d'intellectuels japonais et étrangers qui soutiennent M. Tanaka et violent dans son combat une bataille pour « les droits civiques fondamentaux » des travailleurs, en particulier celui du droit au repos.

Il est vrai que, en 1987, les salariés japonais ont travaillé 2 168 heures en moyenne, contre 1 948 heures pour les Américains, 1 642 heures pour les Français et 1 642 heures pour les salariés ouest-allemands.

Lire aussi :

- Un entretien avec Cornelius Van Der Klugt, président de Philips (page 27).
- Les consultants au chevet de la gestion hospitalière (page 28).
- Smal Industries, pionnier français du sous-marin de toile (page 29).

AIR INTD

## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Alors que la situation reste bloquée à Mulhouse et à Sochaux

## Les déclarations politiques se multiplient autour du conflit chez Peugeot

La guerre des nerfs s'installe à l'usine Peugeot de Mulhouse. Dans la nuit du mercredi 27 au jeudi 28 septembre, une cinquantaine de cadres et d'agents de maîtrise se sont de nouveau livrés à des opérations de harcèlement autour de la forge occupée, destinées à empêcher les deux cents grévistes de dormir, nous indique notre envoyé spécial.

A Mulhouse comme à Sochaux, la publication par le *Canard enchaîné* de l'avis d'imposition de M. Jacques Calvet, PDG de PSA, a semblé-t-il raviver les grévistes sans pour autant grossir leurs effectifs.

M. Calvet a demandé la saisie de l'hébergement.

Dans un entretien à *Paris Match* (réalisé avant les révélations du *Canard enchaîné*), M. Calvet affirme qu'il n'est nullement question pour lui de démissionner. M. François Périgot, président du CNPF, s'est demandé « qui, aujourd'hui, comparait les revenus de Yannick Noah avec le salaire de celui qui fabrique sa raquette ». Le ministre du budget a ordonné une enquête administrative afin de déterminer l'origine de la fuite.

M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, a estimé que les deux parties doivent « absolument » se rencontrer. M. Jean Bernard, président de la CFCTC, demande « un dialogue véritable », la Confédération européenne des syndicats (CES) juge « inadmissible » le comportement de Peugeot. M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a pour sa part, assuré, jeudi, dans une interview à l'Alsace qu'il n'y a aucune différence entre la méthode Calvet et la méthode Rocard. Quant à M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, il a condamné l'attitude de la CGT.

## Les parlementaires socialistes demandent au gouvernement d'exercer une « pression maximum » sur M. Calvet

Les deux conflits sociaux de la rentrée, celui de Peugeot et celui des impôts, ont tenu la vedette pendant la première des deux journées parlementaires du Parti socialiste, mercredi 27 septembre, à Chartres.

M. Raymond Forni, député de Belfort, député de M. Laurent Fabius, a demandé que le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, refuse les licenciements proposés par la direction de Peugeot à l'encontre des salariés protégés par un mandat syndical, et que ceux qui concernent des salariés non protégés soient dénoncés comme mettant en cause le droit de grève.

Les dirigeants socialistes et les parlementaires franc-comtois ont reçu, dans l'après-midi, une délégation des fédérations socialistes du Haut-Rhin, de Belfort, du Doubs et de la Haute-Saône. M. André Saint-Jon, ancien dirigeant de la fédération CGT de la métallurgie, présent en tant que parlementaire européen élu sur la liste du PS, a jugé M. Jacques Calvet « représentant de ce qu'il y a de plus réactionnaire dans le patronat français ».

M. Pierre Mauroy a exprimé le souhait que le gouvernement exerce « la pression maximum » sur la direction de Peugeot pour que des négociations s'ouvrent. Le premier secrétaire du PS s'est engagé à faire passer ce message à M. Michel Rocard qui était attendu jeudi matin à Chartres. Les parlementaires ont ensuite adopté une motion en ce sens à l'unanimité des présents.

Un popeniste, M. Jean-Claude Ayrault, maire de Nantes et rapporteur général à l'Assemblée nationale du budget du ministère des finances, a ouvert le feu sur le conflit des impôts en mettant en cause les ministres responsables. M. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse. M. Ayrault a regretté les « propos parfois durs et provocants » tenus à l'adresse des agents des impôts, et il a déclaré qu'il ne peut, en l'état actuel des choses, recommander l'adoption du budget dont il est le rapporteur.

MM. Bérégovoy et Charasse ont répondu M. Bérégovoy, de maître sur la même place le comportement de la direction de Peugeot et celui de Michel Charasse, donc de moi-même, aux impôts. Il a rappelé que M. Charasse et lui-même avaient reçu les représentants syndicaux des agents des impôts le 5 septembre et qu'ils sont prêts à le 5 septembre et qu'ils sont prêts à le 5 septembre. M. Bérégovoy a souligné M. Bérégovoy, mais ils veulent plus, et la question est de savoir si nous pouvons leur accorder ce qu'ils demandent sans mettre en danger l'économie.

MM. Bérégovoy et Charasse ont quitté par l'arrière le lieu de la réunion, l'acmé principal étant occupé par des agents des impôts de Chartres et d'Orléans.

PATRICK JARREAU

## Exemple japonais et modèle allemand

Suite de la première page

Au reste, la méthode Calvet est doublement archaïque : elle l'est parce que le PDG de PSA semble avoir fait sien le lourd passé antisindical d'un groupe qui a vu naître la sinistre CSL, syndicat jaune qui est resté maître des carrières, et face auquel la poussée CGT de Mulhouse traduit un phénomène de « ras-le-bol » ; elle l'est aussi parce qu'en France, aujourd'hui, plus personne, pas même M. Georges Marchais, ne croit qu'il y ait un « modèle ». Il n'y en a pas plus à l'Est qu'il n'y en a au Japon. Il y a certes des exemples d'entreprises qui intègrent les nouvelles données internationales et qui les adaptent à leur culture. Mais personne ne croit plus — comme, semble-t-il, M. Calvet — que les Japonais sont des petits hommes jaunes qui obéissent au doigt et à l'œil.

Il ne faudrait pas, cependant, opposer un archaïsme à un autre. Il y a, dans la culture des élus socialistes des départements concernés par le conflit Peugeot, des réactions locales parfaitement compréhensibles. Ne serait-ce que parce qu'en deux ans les salaires des ouvriers de cette entreprise sont passés de la moyenne régionale la plus haute à la moyenne la plus basse.

Mais il y a, dans les réactions socialistes, l'évidente nostalgie d'une culture d'opposition, qu'incarner le pourtant jeune député (et proche de l'Élysée) Julien Dray, ainsi qu'une réurgence interventionniste hors de propos. Le temps ne peut plus être, pour un gouvernement, fût-il de gauche, à la police des salaires.

MM. Rocard, Bérégovoy et Charasse ne peuvent se substituer aux membres du conseil d'administration de PSA.

Qui ne voit, en outre, que certains socialistes utilisent les conflits sociaux pour tenter de faire progresser... les voix potentielles d'une motion de congrès. Il arrive, au PS, que le détournement le dispute à la démagogie.

Dans ce contexte, M. Rocard aura beau jeu de faire valoir que, dans la sphère qui le concerne, c'est-à-dire le respect des lois sociales, il n'est pas inerte : M. Soisson n'a pas attendu les injonctions socialistes de Chartres pour déployer sur place l'inspection du travail.

Il reste que, si le gouvernement veut réamorcer un débat social « digne de ce nom », comme le souhaite M. Jean-Michel Belorgey, il lui reste beaucoup à faire. Il a, certes, réussi, en lançant son projet de « pacte social », à désamorcer — ou à simplement retarder — les plus graves conflits qui s'annonçaient dans la fonction publique. M. Rocard est, de ce point de vue, devenu expert dans le maniement des lances à incendie. Mais le conflit Peugeot met cruellement en lumière, comme le note le président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, le retour, dans certains secteurs, « à des formes et à un style de relations du travail bien moins satisfaisants que dans les années 70 ».

L'enjeu est bien là pour le premier ministre : toutes les tentatives sérieuses d'acclimater le social à l'économie ont successivement échoué : la participation chère au général de Gaulle ; la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas et Jacques Delors ; le programme « changer la vie » du PS en 1981. Le social est cyclotymique : l'oubli-t-on qu'il réapparaît avec une force si soudaine qu'il manque tout emporter (1986) ; puis il réapparaît, au prix d'un malaise diffus qui éclate en conflits ponctuels (1989), obligeant le gouvernement à vivre au-dessus d'un volcan.

Chacun connaît, aujourd'hui, la contrainte européenne. Mais on n'en retient, en France, que l'adaptation à la logique des plus ultralibéraux de nos partenaires, en oubliant que la France est d'abord confrontée à la concurrence d'un pays, l'Allemagne fédérale, qui a, depuis longtemps, intégré le social à l'économie.

JEAN-MARIE COLOMBANI

## Etats d'âme des ETAM

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

Il vaquent autour de la forge occupée de l'usine Peugeot de Mulhouse tous les jours, mais ils n'aiment guère parler du conflit. Bédige « sécurité » au revers de la veste, les ETAM — employés, techniciens et agents de maîtrise — sont avant tout des yeux. Ceux de la direction.

Depuis le début du conflit, le 5 septembre, une centaine de membres du personnel d'encadrement suivent les grévistes pas à pas à l'intérieur de l'usine. Ils sont aux portes lorsque les syndicats décident de bloquer les accès au site.

Et, depuis l'occupation de la forge, ils ne quittent plus la « zone sud » où les grévistes se sont retranchés. Toujours silencieux et toujours groupés. Une « présence » dit la direction, qui a pour but « d'assurer la sécurité ». Depuis l'occupation de la forge, le lundi 25 septembre, ils se réunissent par groupes d'une trentaine et se promènent autour du bâtiment plusieurs fois par jour.

Debout aux abords des entrées, ils observent les grévistes. Sans rien dire. Les dialogues sont rares. Le face à face dure parfois plus d'une heure. « On est là pour que tout ne passe pas, explique un chef d'atelier. On surveille la grille pour qu'elle ne dégénère pas. On est sur tout la pour regarder ».

Pour regarder et parfois aussi pour aider, notamment lorsque les huisseries, qui ne connaissent pas les noms de tous les grévistes, dressent leur constat d'entrave à la liberté du travail. Ce sont souvent les ETAM qui les guident discrètement vers les zones agitées où les grévistes bloquent la production. Ce sont eux aussi qui leur glissent à l'oreille le nom des « complices » lorsque sont établis les constats.

Pour les grévistes, les ETAM restent « ceux des Boquettes », ces bureaux-aquariums protégés du bruit des ateliers par d'épaisses cloisons de verre. Beaucoup sont d'anciens ouvriers, mais « ils ont tout oublié », disent les grévistes. En temps normal, les 1 985 cadres de l'usine Peugeot de Mulhouse, qui compte 12 000 salariés, « veillent au bon déroulement de la production, mais, depuis le début du conflit, c'est la grille qu'ils surveillent. Avec de plus en plus de nervosité. Il n'y a plus rien de normal dans cette usine, lance un agent de maîtrise. Plus de discipline, plus

de rigueur, plus rien du tout. L'occupation de la forge est tout à fait inacceptable. Il ne faut pas exagérer, l'usine ne leur appartient pas ».

Depuis lundi, les grévistes vont et viennent dans l'atelier sans contraintes et sans horaires. « Comme pour nous narguer », disent les ETAM. L'occupation de la forge est, à leurs yeux, une véritable provocation. « Le droit de grève a son corollaire c'est la liberté du travail explique un chef d'atelier. Ici, il est bafoué tous les jours. La direction est désormais en droit, estiment-ils, de « faire redémarrer la forge ».

Comment ? Tous refusent de se prononcer. Il faut que les grévistes s'en aillent, se contentent-ils de répéter. Mais, ils ne partent pas d'eux-mêmes, au moins dans les prochains jours : les syndicats ne songent pas un instant à lever l'occupation de la forge. Faut-il, dès lors utiliser la force ? Les ETAM détournent la tête, mais certains ont déjà choisi : lors de la deuxième nuit d'occupation, plusieurs groupes ont harcelé les grévistes pour leur donner « bonne leçon » : jets de projectiles et de boules piquées, coupures d'électricité et pierres frappées contre les conteneurs au beau milieu de la nuit.

Certaines équipes ont même tenté de détruire les barrières élevées devant les quatre portes de l'atelier. Mais, ces méthodes musclées n'ont guère servi les groupes d'ETAM de journeux qui affirment d'ailleurs, « ne rien savoir de cette nuit agitée ». « Ils les ont simplement empêchés de dormir », commente une contremaître. Et de raconter à son tour les mauvais traitements subis par les ETAM depuis le début du conflit : les insultes lors des face à face, les boucanades du jour du blocage des entrées, la sortie de la forge au son des sifflets le jour de l'occupation.

La direction, qui a mis en place un « état-major de crise », admet que les personnels d'encadrement sont aujourd'hui « excédés ». Les chefs d'équipe ne saluent plus les grévistes avec lesquels ils travaillent dans les ateliers il y a encore un mois. « La plus difficile, ce sera de travailler de nouveau ensemble, conclut une contremaître. On ne pourra pas tout effacer en un jour et croyez-moi, ici, on a de la mémoire ».

ANNE CHEMIL

## La grève des agents des finances s'élargit

La mobilisation des agents des finances a pris une ampleur supplémentaire après l'évacuation par les forces de l'ordre, mercredi 27 septembre, des bureaux de la direction des impôts de la mairie de Nîmes et d'Alès (Gard), qui étaient occupés par des grévistes. Les syndicats, qui réclament une revalorisation de trente points d'indice (700 francs par mois environ) et des créations de postes, ont paré de « provocation ». Par ailleurs, un engin de nature indéterminée a explosé, dans la nuit de mercredi à jeudi, au centre des impôts de Montélimar (Drôme), ne faisant que des dégâts matériels.

Selon le SNUI (autonomes), cinquante-cinq départements sont

concernés par la grève des recettes et soixante-dix-huit départements ou directions sont affectés par des grèves reconductibles, alors que quinze centres régionaux des impôts sont paralysés.

Des délégués des chefs de centre, receveurs et inspecteurs principaux des impôts de la région parisienne ont appelé leurs collègues à se joindre au mouvement. Des douaniers ont installé des piquets de grève, mercredi, au centre de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), provoquant l'arrêt du système de dédouanement automatisé. Les syndicats font aussi état d'un durcissement dans l'administration du Trésor.

## ÉNERGIE

Réunie à Genève

## L'OPEP évite de justesse la débâcle

Après avoir frôlé la réussite, puis la débâcle, les principaux exportateurs mondiaux de pétrole se sont finalement séparés, mercredi 27 septembre, sur un constat de semi-échec.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Loin de renforcer la cohésion du groupe, la décision finalement adoptée par une faible majorité qui consiste à augmenter le plafond de production de 19,5 à 20,5 millions de barils/jour pour le quatrième trimestre de l'année, sans modifier la répartition des parts de marché pays par pays, n'a fait qu'accroître les divergences séparant les Treize. Après le Koweït et les Émirats arabes unis, exclus de facto des accords depuis plusieurs mois, l'Algérie, à son tour, s'est publiquement dissociée de la décision adoptée.

Les marchés internationaux, après un bref mouvement de panique, n'ont finalement pas réagi, et les cours ont chuté mercredi au même niveau que la veille. Compte tenu de la production réelle du cartel — un peu plus de 22 millions de barils par jour actuellement — et de son indisciplinisme chronique, le nouveau plafond apparaît, il est vrai, tout aussi théorique que le précédent. La production réelle, assurait le ministre koweïtien, sera certainement « plus proche de 23 millions de barils/jour » que de 20,5 millions.

En réalité, confiait un ministre en privé, la hausse du plafond — et de tous les quotas dans la même proportion — était la seule manière d'éviter que l'Arabie saoudite et l'Irak, jusqu'ici à peu près respectueux des accords, mais de plus en plus exaspérés par l'indisciplinisme du Koweït et des Émirats arabes unis, ne reprennent à leur tour leur liberté.

Le départ de M. Jean-François Carrez de la DATAR

## Une politique à part entière ?

A quelques mois du congrès du Parti socialiste, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, pratique habilement l'ouverture sur sa gauche et sur sa droite. Il y a une semaine, sur sa proposition, M. Claude Merleand, ingénieur en chef des Ports et canaux et ancien directeur du cabinet du ministre communiste, M. Charles Fierman, était nommé au conseil des ministres directeur des affaires économiques et internationales au ministère de l'équipement. Le 26 septembre, M. Jean-François Carrez, conseiller-maître à la Cour des comptes, proche ami du centriste M. Pierre Méhaignerie, et jusqu'à ce jour, patron de la DATAR, a été désigné comme directeur général de l'Institut géographique national, un établissement public placé aussi sous la tutelle de M. Delebarre.

Mais, si les observateurs politiques auront été sensibles à ces subtils nominations et reclassifications, c'est le départ de M. Carrez qui, pour le moment, et bien qu'il fût programmé depuis longtemps, retient l'attention. D'autant que le choix de son successeur donne lieu à de nombreuses et hésitantes manœuvres que l'Élysée entretient à plaisir.

M. Carrez, placé à la tête de la DATAR en mai 1987, fonctionnaire scrupuleux et conciliant de ses pouvoirs, n'a pas hésité, à la longue, à la position de plus en plus inconfortable qu'était la sienne. Car, de par son statut depuis 1963, la DATAR est un service du premier ministre, juridiquement en prise directe avec Matignon. Cette carte et cette légitimité, M. Carrez n'a jamais acceptée, depuis le retour d'un gouvernement socialiste, de les voir écornées. Mais son ministre de tutelle, M. Jacques Chérèque, lui-même sous l'autorité de M. Roger Fauroux, poussé par son cabinet, se serait politiquement condamné s'il avait accepté que la DATAR négocie, rende

compte et cherche des instructions directement à Matignon. Le conflit était dans l'air, organiquement, dès la formation du gouvernement Rocard. Et il ne pouvait pas ne pas conduire M. Chérèque à demander un jour à M. Michel Rocard (qui l'a accepté sans plaisir) le départ de M. Carrez.

Ce dernier pourra mettre à son actif la « sortie » de dossiers difficiles comme les contrats de plan signés entre l'État et les régions, la négociation de subventions avec Bruxelles, la recherche d'investissements étrangers, notamment japonais et coréens, en dépit de moyens financiers manifestement insuffisants.

La DATAR, à coup sûr, n'a pas retrouvé son lustre d'antan, mais M. Carrez a commencé à relancer des travaux de prospective sur le rôle des villes, sur le grand sud, l'axe nord-sud, le réseau éducatif, la recherche ou les TGV européens. Quel rôle local de quelle importance n'a pas fait le siège de son bureau pour solliciter un appui ou pleurer ses misères ? « Que voulez-vous, aimait-il raconter, la devise des Français n'est pas « liberté, égalité, fraternité », mais « tous prioritaires ».

Son successeur aura la tâche très délicate, tout en restant dans la trace de son ministre, de replacer la DATAR au cœur du dispositif gouvernemental. L'aménagement du territoire, parmi d'autres handicaps, souffre en effet d'une sorte de complexe de présence dans l'ordre hiérarchique, n'est que ministre-délégué. Avant d'entrer au gouvernement, l'ancien syndicaliste occupait le poste inoffensif de préfet-délégué pour le redéploiement industriel de la Lorraine, et, aujourd'hui, son bras séculier est la délégation à l'aménagement du territoire. A quand une politique, non par délégation, mais à part entière ?

FRANÇOIS GROSCHARD

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS

Les 600 AUX VOIS



## ÉCONOMIE

### AUTOMOBILE

Dans la plupart des versions

## Les 605 de Peugeot peuvent se comparer aux voitures allemandes de haut de gamme

Présentées en première mondiale au Salon de Francfort (le 15 septembre), les 605 de Peugeot seront commercialisées en France le 2 octobre.

Destinées avant tout à prendre sa place sur le terrain des hauts de gamme — tous essentiellement par des marques allemandes, Mercedes, BMW et Audi, par plusieurs japonaises et certaines versions de la Renault 25 — les 605 ont sur les marchés d'outre-Rhin en printemps prochain. La même mission a été confiée à la XM de Citroën — marque sœur — sortie en juin dernier. Bien que les deux hauts de gamme du groupe PSA utilisent largement des éléments communs, les 605 apparaissent dotées au départ d'avantages dont ne bénéficieront les Citroën, pour certaines, que plus tard.

Pour l'essentiel, les XM de Citroën, bien accueillies par la presse européenne, se distinguent par une silhouette originale et une suspension hydraulique dans laquelle la marque aux chevrons a mis tout un savoir accumulé depuis des lustres.

Ainsi, avec des éléments identiques pour l'essentiel — motorisation, plate-forme et même train avant, — les résultats sont-ils fort différents. La 605, dans l'affaire, apparaît en définitive plus... allemande. Ce n'est évidemment pas un hasard.

Trois volumes, traction avant (on avait toutefois songé à un retour à la propulsion), allure générale classée 200 ch de puissance, qui, lui, n'est pas du tout prévue pour l'instinct sur Citroën.

Train avant de type pseudo-McPherson (comme sur les 205 GTI, 309 GTI, 405... et les XM), suspension arrière à épave pilotée (multibarres), les 605 se présentent en toutes circonstances, grâce à un mariage de techniques intelligent, avec une stabilité à toute épreuve. Quelle que soit, en effet, la position de la voiture par rapport à la route, la zone reste toujours perpendiculaire — toutes assistées — d'une grande précision (assistance variable en série sur les 3 litres).

Une tenue de cap exceptionnelle

A très haute vitesse (sur les circuits prévus pour les essais), la voiture observe une tenue de cap exceptionnelle, revenant naturellement en ligne, quel que soit le profil, tourmenté ou non, et les courbes de la route. Le freinage est à la hauteur des performances et livré avec un antibloquage de roues en série sur les trois modèles à six cylindres.

Seul dans la version quatre cylindres de départ (dont les bruits moteurs apparaissent mal masqués par l'insonorisation), il faut noter que les 605 sont particulièrement bien finies. Cette finition, qui peut comporter des éléments de luxe (cuir, cœur de noyer, climatisation automatique et autre son), est l'un des aspects de cette série de voitures capables en effet de supporter dans bien des domaines la comparaison avec les belles allemandes.

Toutefois, une boîte automatique (détail apprécié outre-Rhin) ne sera disponible qu'en printemps prochain. Cette version indispensable sur un marché étranger riche sera, il est vrai, à un moment de lancement des 605 en Allemagne.

On ne manquera pas de dire que la silhouette des 605 est bien dessinée. Là aussi c'est une volonté de la marque qui a voulu ainsi assurer l'air de famille de la gamme Peugeot. Tout comme BMW et Mercedes le font d'ailleurs.

Tout se rejoint.

CLAUDE LAMOTTE



que, large place intérieure, les 605 utilisent des moteurs connus déjà pour avoir été montés sur les XM. Deux sont des 2 litres, l'un à carburateur (115 ch pour 9 CV fiscal), l'autre à injection (130 ch pour 11 CV fiscal), le troisième moteur étant le six-cylindres 2.6V 16V qui sort 170 ch pour 16 CV fiscaux. Et il faut ajouter à cette gamme de moteurs un V6 avec 24 soupapes et

discalène au sol. Chaque point de la position est donc connu tout au point de vue du centrage que du parallélisme. Cette technique utilisée par Mercedes, BMW et Porsche, notamment, n'avait pu être expérimentée, semble-t-il, sur les tractions avant. La voilà désormais utilisée sur toutes les versions de la 605.

Il en découle un excellent comportement routier que servent des boîtes de vitesses à rapports courts et des

**Le Monde**  
SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
chaque mercredi (éditions datées jeudi)  
Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

## FORTUNE

LE NUMERO D'OCTOBRE VIENT DE PARAITRE

Au sommaire

### FAUT-IL PRIVATISER AIR FRANCE ?

Faut-il privatiser Air France ? Quand la course au mariage agite les compagnies aériennes du monde entier - British Airways, United, KLM, Sabena - Air France part avec un handicap : son statut la prive de rapidité de manœuvre et de moyens financiers.

### LA SECONDE EPOUSE DU CHIEF

Quand un manager en est à son troisième milliard de dollars, que peut-il rêver de mieux qu'une femme-trophée ? Les secondes épouses des dirigeants américains ont toutes le même profil : belles, elles ont 10 à 20 ans de moins que leur mari et 5 à 10 centimètres de plus. Mais attention : ce genre de trophée ne se range pas dans une vitrine. Deuxième femme de P-DG, c'est un boulot dur.

### LE PORTRAIT-ROBOT DU P-DG DE L'AN 2000

À quoi ressemblera le manager de l'an 2000 ? Très peu aux 1508 dirigeants dans le monde qui ont réfléchi au profil de leurs successeurs. Finalement, les carrières rectilignes : le nouveau dirigeant devra surtout être un baroudeur fort d'expériences multiples et difficiles, considérées hier comme des relégations lointaines.

### BANQUES : LICENCIERA, LICENCIERA PAS...

Voilà 10 ans que l'on dénonce les sureffectifs dans la banque. Quoi qu'il arrive, et à la veille de 1992, les 400 000 employés du secteur devront fournir un gigantesque effort de reconversion.

### STOCK-OPTIONS : LE VRAI SALAIRE DES DIRIGEANTS

La menace sur les avantages fiscaux ne doit pas faire oublier l'essentiel : l'éthique comme l'ambition militent en faveur de ce mode de rémunération.

LA VISION INTERNATIONALE DES AFFAIRES

### Les prix en France

TARIF APPLICABLE A LA GAMME 605 (taxes comprises)

- 605 SL, 5 vitesses. Direction assistée. 1998 centimètres cubes (9 CV) ... 116 700 F
- 605 SR, 5 vitesses. Direction assistée. 1998 centimètres cubes (11 CV) ... 134 670 F
- 605 SV 3.0, 5 vitesses. Direction à assistance variable. 2 975 centimètres cubes (16 CV) ... 179 690 F
- 605 SV 3.0, 5 vitesses. Direction à assistance variable. antibloquage de roues. 2 975 centimètres cubes (16 CV) ... 188 480 F
- 605 SV 24, 5 vitesses. 24 soupapes. Direction à assistance variable, antibloquage de roues. 2 975 centimètres cubes (16 CV) ... 226 620 F
- 605 SR 3.0, dont la commercialisation est prévue au premier trimestre 1990, sera proposée aux environs de 160 000 F dans la version sans ABS et aux environs de 170 000 F dans la version avec ABS.

## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280  
Informations téléphoniques permanentes en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Seul Indicateur Particulier, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente. Régisseur D.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 05.

**LUNDI 2 OCTOBRE**  
S. 4 - Tapis. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

**MARDI 3 OCTOBRE**  
S. 1 - 11 h et 14 h. Collection Biéme Page. Bibliothèque numismatique. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. J. Vinchon, M<sup>re</sup> F. Berthelot-Vinchon et A. Vinchon, M. M. Kampmann, M<sup>re</sup> C. Kampmann, M. E. Bourgey, M<sup>re</sup> S. Bourgey, experts.  
S. 5 - Tableaux, meubles anciens. - PARIS AUCTION (M<sup>re</sup> de Cagney, tél. 42-46-00-07).  
S. 6 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>re</sup> OGER, DUMONT (ARCOLE).  
S. 7 - Bon mobilier. - M<sup>re</sup> RENAUD.  
S. 9 - Estampes, tableaux, meubles. - M<sup>re</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 14 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 15 - Tableaux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, argenterie, objets d'art, bon mobilier, tapis. - M<sup>re</sup> BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.

**MERCREDI 4 OCTOBRE**  
S. 4 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 18 - Tab. bib., mob. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.

**JEUDI 5 OCTOBRE**  
S. 5 - Cadres anciens des 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> siècles et de style. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Dillé, expert.  
S. 7 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 11 - Tabl., bib., mob. - M<sup>re</sup> LANGLADE.  
S. 15 - Livres, meubles, objets mobiliers. - M<sup>re</sup> DAUSSY, de RICQLES.

**VENDREDI 6 OCTOBRE**  
S. 5 - 14 h 15. Suite de la vente du 5 octobre. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 6 - 14 h. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillé et Stuetgen, experts. Exposition chez les experts, 418, rue Saint-Hippolyte, 75008 Paris, tél. (1) 42-60-27-14.  
S. 12 - Tableaux, objets d'art. - M<sup>re</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 16 - Tableaux, bijoux, objets d'art, mobilier, tapis. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 80  
Téléc. : 650 873

**MERCREDI 4, JEUDI 5 OCTOBRE à 14 h 15**  
Collection Edouard Page  
NUMISMATIQUE  
Monnaies antiques, royales françaises, féodales, contemporaines, étrangères, médailles  
M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs  
M. J. Vinchon, M<sup>re</sup> F. Berthelot-Vinchon et A. Vinchon  
M. M. Kampmann, M<sup>re</sup> C. Kampmann, M. E. Bourgey, M<sup>re</sup> S. Bourgey  
Exposition chez les experts, jusqu'au 29 septembre, chez R. Bourgey, 7, rue Drouot, 75009 Paris, tél. (1) 47-70-88-67 et 47-70-35-18  
Expositions publiques à Drouot-Montaigne les mardi 2 et mercredi 3 octobre de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h

**HOTEL DES VENTES DE SCEAUX (92330)**  
38, rue du Docteur-Roux, tél. 46-60-84-25

**Dimanche 1<sup>er</sup> OCTOBRE, à 14 h 30**  
Tableaux anciens et modernes. Bijoux, argenterie. Objets d'art et d'ameublement, tapis et meubles d'époque et de style, tapis  
M<sup>re</sup> SIDONI, commissaire-priseur  
Expa. publique : le 30 septembre, de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h  
le 1<sup>er</sup> octobre de 11 h à 12 h

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 12, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 42-42-70-01.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.  
DAUSSY, de RICQLES, 46, rue de la Vierge (75009), 48-74-38-93.  
LANGLADE, 12, rue Descombres (75017), 42-67-00-51.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (en commun)  
RHEDMS-LAURIN, 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lefebvre (75009), 42-61-50-91.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-68-94.  
PARIS-AUCTION : de Cagney, Carliot-Salot, Dumborgue, Hochberg-Castelnau, Ribeyre, 4, rue Drouot (75009), 42-67-03-99.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.  
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRES**  
en la Chambre des notaires de Paris, place du Châtelet  
le MARDI 17 OCTOBRE 1989 à 14 h 30  
1) APPART 2 P.P., 6<sup>e</sup> ét. - M. à P. : 400 000 F  
PARIS (3<sup>e</sup>) 64, rue de Valenciennes  
V.S. sur place : 28 sept. 4, 9, 12 oct. 10 h-12 h.  
2) APPART 3 P.P. 3<sup>e</sup> ét. - M. à P. : 270 000 F  
PARIS (3<sup>e</sup>) 75, rue de Valenciennes  
V.S. sur place : 28 sept. 3, 6, 11 oct. 10 h-12 h.  
3) APPART 2 P.P. 3<sup>e</sup> ét. - M. à P. : 225 000 F  
PARIS (1<sup>er</sup>) 31, rue de Fontenay  
V.S. sur place : 2, 5, 10 oct. 10 h-12 h.  
M<sup>re</sup> BELLANGER, not. auxiliaire, 14, rue des Tournelles, 75006 PARIS  
tel. (1) 47-45-94-74 ; (2) 47-45-94-66 ; (3) 42-97-56-56.

M<sup>re</sup> BRENNER, avocat à EVRY (91000), 3, place de Baudouin  
Vente au Palais de Justice d'EVRY, MARDI 30 OCTOBRE 1989, à 14 heures  
**APPARTEMENT aux ULIS (91)**  
Résidence - LES MULLERFERTUS - lot. B2  
sur 4<sup>e</sup> étage de 3 pièces principales - PARKING  
MISE A PRIX JEUDI 5 OCTOBRE 1989, de 9 heures à 10 heures  
Four meub., clim. au profit du Tribunal de grande instance d'EVRY.  
L'acquéreur devra verser au notaire les enchères.

Vente au publ. juif. Palais Justice Paris, Jeudi 5 octobre 1989, à 14 h  
**APPARTEMENT à PARIS (11<sup>e</sup>)**  
23, AVENUE PARMENTIER, 65 m<sup>2</sup> environ, 7<sup>e</sup> étage, bte A, me. 2, porte G  
avec emplacement de GARAGE et CAYE en 2<sup>e</sup> sous-sol, 2 p. sans  
Loyer de 100 F.  
**LIBRE DE LOCATION**  
M. à P. 408 000 F  
S'adr. à M<sup>re</sup> 2. CUPPER MOYER, avocat à Paris (17<sup>e</sup>), 42, rue Ampère, tél. 46-22-26-15  
Pour visiter : le 3 octobre 1989, entre 14 h et 15 h.





AFFAIRES

# Un entretien avec le président de Philips

« L'industrie européenne n'est pas forcément trop faible pour résister aux Japonais »

**C**ESSION à Thomson de son électronique de défense, vente à l'américain Whirlpool d'une partie de son électroménager, baisse de sa participation dans ATT Network Systems, réduction d'emploi... depuis deux ans, le géant néerlandais Philips suit une cure d'amalgamation et de « musculation ». Déjà, l'entreprise, qui fête son centenaire en 1993, reconstruit les traits de son visage après avoir subi les coups de la crise. Les résultats du premier semestre, bien que contrastés, incitent les dirigeants du groupe à l'optimisme.

Européen convaincu, le président du groupe, M. Cornelius Van der Klugt, dresse ici l'état des lieux. Particulièrement sévère à l'égard des Japonais, dont il souligne le comportement belliqueux, il ne montre pourtant aucune complaisance envers les Américains. Et il se félicite de la vitalité nouvelle acquise par des groupes comme Thomson et Nippon dans l'électronique grand public, témoignant que l'industrie européenne a résisté à la guerre que les Japonais mènent dans ce secteur stratégique, puisque ses enjeux sont, finalement, culturels. Philips, Siemens, Thomson... ces trois européens font front face à l'invasion japonaise dans les technologies de pointe.

**Il y a quelques années, on disait que Philips avait un problème de compétitivité. Avez-vous changé de politique ?**

« Nous n'avons jamais eu de problème de compétitivité. Mais nous nous heurtons tous les jours à la concurrence, plus ou moins forte selon les secteurs. Toutefois, nos performances, dans la télévision, les composants ou l'éclairage, montrent que notre compétitivité ne souffre pas tant qu'on le croit ».

**Mais après avoir cédé les Etats-Unis, les Japonais se sont tournés vers l'Europe, avec des méthodes guerrières et destructrices. La situation a-t-elle, un moment, très sérieuse. Car les Européens ont mis du temps à comprendre que les Japonais menaient une guerre économique et obéissaient à des règles du jeu différentes des leurs : ils veulent la destruction de leurs concurrents.**

**Quelle a donc été votre politique ?**

« Nous nous sommes défendus. Il y a quelques jours à la Funkausstellung de Berlin (1), les Japonais étaient nombreux à prendre des photos et des notes. Pour nous, c'est une situation antérieure. Et je vous assure que l'on ne reviendra plus en arrière ! »

**Mais cela vous a obligé à faire des sacrifices...**

« Estimant que la disparition des barrières intra-communautaires nous disposait de tout produire dans tous les pays, nous avons restructuré nos affaires européennes afin d'atteindre la taille de nos concurrents les plus grands. Cela nous a contraints à fermer des usines, dans l'audio

ou la télévision... Nous avons aussi accru nos efforts aux Etats-Unis, en y produisant tout ce qui pouvait l'être, conformément à notre tradition : nous nous établissons dans un pays pour y rester, y créer de la valeur ajoutée et pas seulement pour l'exploiter commercialement. Si bien qu'aujourd'hui, dans le grand public et les composants, nous employons plus de monde aux Etats-Unis que toutes les entreprises japonaises réunies. Car à l'inverse de nous, elles exportent tout du Japon... »

**Pensez-vous être toujours bien suivis en Europe ?**

« Il y a dix ans, on nous accusait d'être faibles, de ne pas savoir faire aussi bien que les Japonais. Aujourd'hui la place de Thomson et Nippon dans le grand public prouve que l'industrie européenne n'est pas forcément trop faible pour résister aux Japonais. Mais ce n'est pas parce que nous construisons l'Europe que nous voulons en exclure les non-Européens. A condition qu'il travaille avec les mêmes règles que nous et qu'il crée de la valeur ajoutée, un fabricant japonais est le bienvenu. Or, jusqu'ici, les Japonais exportent leur chômage vers l'Europe. L'estime d'ailleurs que les gouvernements devraient être plus sélectifs lorsqu'ils autorisent des installations. Pourquoi laisser entrer un fabricant d'automobiles, alors que l'on a déjà des surcapacités de production ? »

**Faire l'union monétaire**

« Quelle mission attendez-vous maintenant de Bruxelles ? La chose la plus importante, maintenant, c'est de faire l'union monétaire. Car une communauté avec onze monnaies, c'est franchement ridicule... »

**L'électronique européenne ne va-t-elle pas perdre dans l'informatique. Avez-vous perdu cette bataille en Europe ?**

« La crise de l'informatique est mondiale. Elle est due à une transformation rapide de l'industrie et à des changements de frontières entre les différentes gammes d'ordinateurs. Les compagnies dont la gamme va des gros aux micro-ordinateurs sont plus résilientes... »

**Où en est Philips ?**

« Nous passons par les mêmes problèmes que les autres. L'envergure d'une entreprise détermine l'importance des sacrifices qu'elle doit consentir pour s'adapter. Et nous pesons 4 ou 5 milliards de dollars dans l'informatique... »

**Y perdez-vous de l'argent ?**

« Non, pas en général. Mais sur certains créneaux, oui... »

**Avez-vous des projets d'alliance avec Olivetti ?**

« Dans l'informatique, comme dans la défense, tout le



M. Cornelius Van der Klugt, président du groupe néerlandais Philips.

monde parle avec tout le monde. Mais nous n'avons pas de projet en cours avec Olivetti, sauf des contacts très partiels dans certains domaines.

**Mais, dans la défense, vous vous êtes finalement désengagés, alors que vous aviez pensé initialement nouer des alliances. Verra-t-on le même cas de figure dans l'informatique ?**

« Je ne pense pas. Nous n'avons pas de contacts dans ce domaine. En règle générale, les gros s'occupent de plus en plus des petits, mais ils ne se mêlent pas si facilement entre eux. Pour l'instant, il est plus sain d'accroître ses activités en comptant sur ses propres forces plutôt que de s'unir avec quelqu'un d'autre. Vous le faites, le cas échéant, mais jamais en priorité... »

**Dans les composants du futur, vous êtes associé à Thomson et Siemens au sein du programme européen JESSI. IBM veut y participer. Doit-il le faire, selon vous ?**

« JESSI concerne aussi les équipementiers et les clients. Il peut donc s'appuyer sur tous ceux qui offrent une assistance en talents et en moyens techniques. Il est évident qu'un groupe comme IBM devrait y avoir sa place. Nous nous sommes d'ailleurs efforcés de les faire participer à certains projets Eureka. Mais les Américains, unis au sein du programme Sematech, ont dit, pour la première fois de leur histoire : « pas d'étrangers ». Pour notre part, nous nous sommes aidés d'IBM en Europe car ils y ont une activité complète : recherche, développement, fabrication et vente. Nous aussi, aux Etats-Unis, notre présence est complète en micro-électronique. Pourtant, les Américains ont refusé que nous

participions à Sematech, nous opposant des excuses « pauvres ». Si nous avons laissé entrer IBM, nous exigeons que les mêmes règles nous soient appliquées... »

**En d'autres termes, vous dites : si IBM participe à JESSI, nous devons avoir accès à Sematech...**

« Non. Nous disons aux gouvernements : Attention, si les Américains ne veulent pas laisser entrer les Européens alors qu'ils répondent à toutes les exigences demandées, pourquoi laissez-vous entrer les Américains en Europe ? »

**Des actions Polygram en Bourse**

**Vous parlez de JESSI ?**

« Non. De tout. Nous ne sommes pas même d'accord pour qu'IBM continue à participer à Eureka, si on continue avec un tel cynisme. Comment peut-on jouer le même jeu, si c'est avec des règles différentes ? »

**Comment analysez-vous la position des Américains sur la télévision haute définition (TVHD) ? Changent-ils leur fusil d'épaule ?**

« La situation n'est pas si grave que cela. Mais elle est un peu compliquée. Aux Etats-Unis, le marché des appareils est dominé par des non-Américains, Européens (2) ou Japonais. A l'inverse, les émetteurs sont des entreprises privées américaines. Il faut rappeler en outre que les normes japonaises (110 volts et 60 périodes), pour des raisons historiques, sont les mêmes que celles en vigueur aux Etats-Unis... »

**L'an passé, on avait l'impression que les Américains avaient refusé clairement le standard japonais...**

« Oui. Ils ont dit qu'ils n'accepteraient pas un système incompatible avec leur parc. Il y a dix cents millions de postes de télévision aux Etats-Unis... Cette position reste valable. Ils ont refusé le standard japonais. Ils ne l'accepteront jamais. Mais des adaptations du système européen sont nécessaires pour qu'il fonctionne aux normes américaines. Ils veulent s'assurer que le système leur convient, s'il est vrai qu'il débouchera sur la haute définition... Car accepter la norme MAC leur coûtera de l'argent... »

**La position américaine ne vous inquiète-t-elle pas ?**

« Pas du tout. Surtout depuis la Foire de Berlin, au cours de laquelle ils ont pu voir les démonstrations des industriels européens. Des industriels qui ont coopéré volontairement, je le souligne... »

**Finalement, Thomson, pour vous, est un allié ou un concurrent ?**

« Ce n'est pas un allié, c'est évident... »

**Mais vous avez des intérêts convergents...**

« Sur ce qui est précompétitif, nous avons des contacts très intensifs. Mais pour la lutte dans la rue, c'est différent... »

**Pourquoi lui avoir rendu votre défense ?**

« La situation change, ces dernières années. La paix éclate de tous les côtés. Les budgets de la défense ne sont - heureusement - pas les plus populaires. Les clients « exotiques » n'ont pas beaucoup d'argent à dépenser. Même un spécialiste n'a pas de place s'il ne possède pas l'envergure nécessaire pour concurrencer des groupes réalisant de gros bénéfices, établis dans un pays ayant des forces importantes. En outre, Thomson est la plus grande entreprise de l'électronique de défense en Europe... »

**Vous n'avez pas réussi à marier votre division médicale. Peut-être vivra-t-elle seule ?**

« Nous n'avons jamais dit qu'il fallait « sauver » notre médical. Mais nous assistons aussi dans ce métier à une concentration très forte. Notre division médicale va très bien, elle redevient bénéficiaire, son carnet de commandes n'a jamais été aussi plein. On serait tenté de dire : Le mariage n'a pas marché. On continue à vivre seul. C'est possible. Mais comme nous cherchons toujours à faire ce qu'il y a de mieux, nous nous sommes déjà des alliances partielles dans certains domaines, tant en Europe qu'en Asie ou aux Etats-Unis. Sans aucun doute, cette activité va continuer encore en très bonne santé, et si elle rencontre un partenaire avec lequel elle veut travailler nous sommes tout à fait d'accord. Mais c'est elle qui décidera... »

**Mais vous accepteriez un Japonais ?**

« Nous n'avons rien en vue. Mais je ne suis pas convaincu qu'il est possible de faire des accords de ce genre avec eux. Automatiquement, notre préférence est européenne et, le cas échéant, il peut y avoir un accord avec un Américain d'envergure locale. Nous avons aussi quelques alliances avec des sociétés japonaises, mais seulement dans les cas où nous conservons le pouvoir de déterminer notre propre destin... »

**Comptez-vous toujours mettre en Bourse une partie du capital de Polygram ?**

« Oui. Nous considérons cette activité comme très stratégique. Sans elle, pas de disque compact. Nous allons mettre un petit paquet d'actions en Bourse... »

**On parle de 20 à 30 %...**

« Je ne sais pas encore. Certainement pas plus, peut-être moins... »

**Quand ?**

« Peut-être encore cette année... »

**On parle aussi de négociations avec l'américain A and M...**

« Polygram les distribue déjà en Europe. Il y a une amitié qui se développe. Je ne sais pas à quoi cela va aboutir. Mais vous savez, leurs patrons possèdent des dizaines de millions de dollars... »

**Une pression sur les prix**

« Dans les composants électroniques, la conjoncture se retourne. Cela va-t-il peser sur vos résultats ? »

« Les circuits intégrés, une de nos quatre activités, passent par des difficultés assez graves, dues à la crise de l'informatique. C'est un secteur où une pression s'exerce sur les prix des produits ayant atteint une certaine maturité, tandis que le marché est plus intéressant sur les produits nouveaux. Pour notre part, nous enregistrons de bons résultats pour le « pain de tous les jours », mais nous devons nous battre encore sur les nouveaux produits. Nous sommes dans l'année la pire, car nos frais restent élevés alors que nous n'avons pas encore le résultat de ventes sur nos produits nouveaux, que nous ne fabriquons qu'à petite échelle... »

**Vous allez perdre de l'argent dans ce secteur ?**

« Dans les circuits intégrés, le cash-flow est encore négatif, mais cela ira mieux l'année prochaine... »

**Cela explique-t-il la baisse de votre résultat d'exploitation au premier semestre ?**

« Le résultat d'exploitation n'est qu'une ligne dans notre bilan. Nous regardons surtout le bénéfice net... »

**Il est gonflé par des plus-values exceptionnelles...**

« Je parle du bénéfice après taxes et impôts, qui inclut le résultat d'exploitation et le financier. Pour nous, c'est aussi bien de réduire les frais financiers que d'abaisser le prix de revient d'une usine. Les résultats de Philips s'améliorent pas à pas. Nous avons repris le chemin de la croissance du bénéfice net. Certes, il a été gonflé comme vous le dites, mais cela fait vingt-cinq ans que c'est le cas. Cette année, nous allons faire un résultat supérieur à celui de l'an passé... »

**Quel objectif de rentabilité avez-vous retenu pour votre centenaire, en 1993 ?**

« Nous estimons que 10 % du capital propre après taxes est une norme minimale. Ce qui revient à un bénéfice net de 3 % environ pour nous. Bien sûr, nous pensons pouvoir retourner à des niveaux plus élevés, comme par le passé. Mais 3 %, ce serait déjà le meilleur niveau de nos derniers bilans... »

Propos recueillis par CHRISTIAN CHARTIER et FRANÇOISE VAYSSÉ

(1) Il s'agit de la plus grande foire d'électronique grand public d'Europe.  
(2) Philips (Payco-Bas) et Thomson (France) détiennent à eux deux la moitié du marché.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

BULLETIN D'ABONNEMENT

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Société civile »  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Société anonyme des Lecteurs du Monde »  
Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, président, et Hubert Bouvier-Méry, fondateur.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Contraintes paritaires des journaux : 10 publications, n° 57-57

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les abonnements et index du Monde au (1) 42-47-88-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-51-82 ou 45-51-71

Tél : MONDEPUB 266 136 F

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Taper LEMONDE

code d'accès ABO

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-96-72

Tarif FRANCE EUROPE SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

1 an 1 380 F 1 380 F 1 800 F 2 400 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-44-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse difficile en prévision : vos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## AFFAIRES

## Hôpitaux en auscultation

Concurrence et nouvelles règles de financement obligent à une rationalisation. Sociétés d'audit et de conseil entrent dans les établissements, secteur public en tête, pour doper leur gestion. Les « grands » sont sur le créneau, mais de nouveaux venus entendent s'y faire une place

A U début de 1987, Serge Fontarensky, directeur depuis deux ans du centre hospitalier régional de Limoges, a une idée en tête, un « projet d'entreprise » : transformer complètement l'accueil des malades (« faire du centre l'hôpital le plus accueillant de France, dit-il en toute simplicité. Un retour à la mission originelle de l'hôpital »). Cela veut dire transformer les méthodes de travail et les structures de management en brisant la clôture entre les soignants et l'administration et en entraînant l'ensemble du personnel. Si les objectifs lui paraissent clairs, comment les mettre en œuvre ? Comment parvenir à réduire les files d'attente, faire collaborer les services, et pour commencer « faire prendre » l'idée ?

Serge Fontarensky prend une initiative inédite : il fait appel à une société de conseil (Boscard consultants) qui va l'aider à préciser les objectifs, trouver les méthodes, construire des équipes, discerner les phases, monter l'opération et sensibiliser le personnel. Une intervention qui durera près de dix-huit mois et culminera en mai 1988, avec des assises du personnel réunissant 350 des 5 000 salariés du CHR, des médecins chefs de service et leurs adjoints aux infirmières, aux administratifs et aux contremaîtres. En même temps, on va aménager les locaux pour améliorer le confort des malades en prévoyant dans tous les services des espaces d'accueil, et faciliter les visites des familles, qui aujourd'hui ne se perdent plus dans les couloirs...

Un hôpital psychiatrique de Franche-Comté doit revoir en profondeur sa capacité d'accueil ? Il confie aussi analyse des besoins de la population et étude de la concurrence à une société de conseil, qui va lui proposer de réduire de moitié le nombre de lits...

Serge Fontarensky, qui a consacré 4,5 millions de francs à son projet, y compris la formation du personnel et les honoraires du consultant (près d'un tiers au total), estime que « la rentabilité est supérieure à tout le reste ». Aujourd'hui il envisage de faire appel à une société spécialisée pour rentabiliser sa gestion de trésorerie. Il a peut-être été le premier, il est peut-être le plus enthousiaste. Il n'est pas isolé.

Longtemps fermés à toute intervention extérieure, les hôpitaux, publics ou privés, s'ouvrent aujourd'hui aux sociétés d'audit et de conseil, au point de susciter de nouvelles vocations chez les géants du secteur. Stratégie et développe-

ment, management général, mobilisation des hommes, organisation industrielle et logistique, information, communication interne ou externe, qualité : tous les étagés des établissements sont aspirés dans cette recherche de la performance.

L'exemple est venu des États-Unis. Outre-Atlantique, les 7 000 hôpitaux, engagés dans une concurrence sauvage, y recourent à outrance. Ils ont ainsi créé un marché très convoité aujourd'hui, dans lequel Arthur Andersen, premier pour le conseil, deuxième pour l'audit, s'est taillé la part du lion avec 53 millions de dollars de chiffre d'affaires (363 millions de francs).

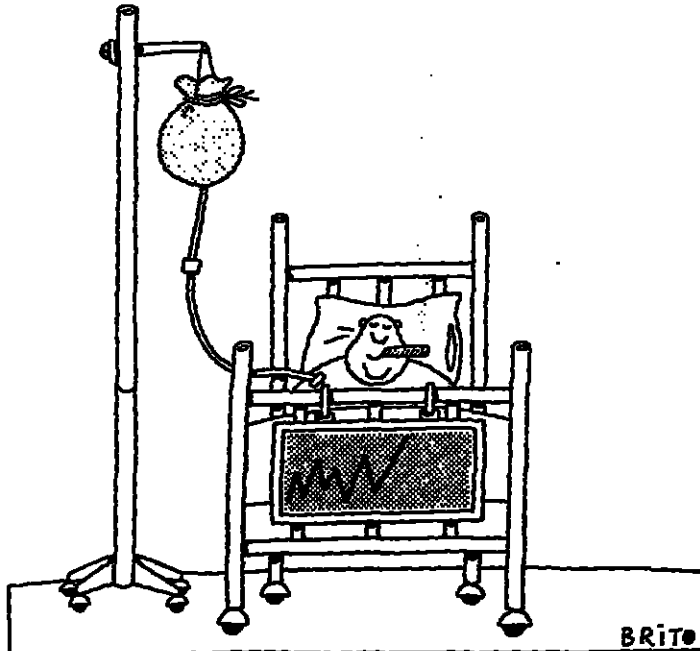
## Les nouvelles règles financières

En France, ce sont les nouvelles règles financières, au moins autant que la concurrence, qui incitent les hôpitaux publics à faire appel à des consultants. La substitution d'une allocation budgétaire globale par établissement à un prix de journée par personne impose une gestion optimale des ressources et une planification rigoureuse.

Du jour au lendemain, les gestionnaires se sont retrouvés face à des impératifs de chefs d'entreprise. Or seule l'aide de compétences extérieures permet un pilotage efficace d'établissements aux multiples activités. Blanchisserie, haute technologie médicale ou gestion des services relèvent de métiers différents, soumis à la concurrence des spécialistes : « Nous devons faire aussi bien que les professionnels du secteur », disait Jean Choussat, l'ancien directeur général de l'Assistance publique de Paris (le Monde Affaires du 2 juillet 1988).

Présentant cette mutation, Arthur Andersen, une des premières firmes mondiales d'audit et de conseil « tous azimuts », qui a travaillé à fond le monde hospitalier britannique, a décidé d'accroître sa présence en France dans ce secteur. Partie de l'évaluation classique des systèmes d'information ou des techniques de contrôle de gestion, cette société a décidé d'accompagner l'évolution, en allant par exemple vers la mise au point d'indicateurs de gestion au niveau de chaque centre de responsabilité, autrement dit de chaque service.

C'est le premier pas vers la mise en place de comparaisons des coûts des stratégies thérapeutiques ou vers l'instauration d'indicateurs de qualité, objectifs à plus ou moins long terme des gestionnaires et des sociétés de conseil.



Pent-on réellement aller jusqu'à dans le domaine de la santé ? En va-t-il de l'hôpital comme d'une entreprise ? « Dans les hôpitaux, on a affaire à de grands processus industriels sur lesquels on peut appliquer des méthodes de gestion traditionnelles ; mais il y a des aspects bien spécifiques, explique Armand de Rendinger, de chez Arthur Andersen. Les interactions entre services sont complexes et importantes. Les filières d'accès à la distribution de soins sont variables. Il n'y a pas de standardisation possible. On peut rentrer à l'hôpital pour un accouchement ou pour une opération à cœur ouvert. Il n'y a rien de comparable. Et surtout on y trouve une évolution rapide des technologies. »

Moyen-clé de l'évolution des hôpitaux : l'informatique. Pest Marwick (chiffres d'affaires : 4 millions de francs dans le secteur de la santé en France), un autre géant international, qui comme Touche Ross, a mis le pied dans le marché français, s'appuie lui aussi sur ce nouvel outil. Ses experts sont intervenus il y a trois ans à l'Assistance publique de Marseille pour la gestion de la pharmacie : en fait un problème « classique » de rationalisation des flux par la suppression de stocks, de délais d'attente, et des modifications des techniques d'achat.

Les consultants de cette entreprise ont aussi pris goût à ce nouvel univers aux multiples enjeux : économiques ou financiers, mais aussi sociaux ou politiques. Ils sont même entrés dans les vraies coulisses du monde de la santé, c'est-à-

dire au siège de la Caisse nationale d'assurance-maladie : consultés sur la façon de rendre plus opérationnel le service informatique et de le transformer en véritable observatoire permanent des dépenses de santé, ils ont proposé une restructuration complète.

## Des médecins avec une double formation

Chez Pest Marwick on porte une attention toute particulière à une partie des cadres hospitaliers : les médecins. « L'aspect économique n'est pas primordial pour eux, et c'est normal. Il faut respecter cette position et dialoguer », commentent Joël Templier et Alain Lhom-

meau. Ce dialogue entre économistes et praticiens est parfois si difficile que ces sociétés ont dû recruter des médecins ayant une double formation. Ils servent de traducteurs entre le langage des gestionnaires et le langage des médecins. C'est vrai chez Pest Marwick comme chez Arthur Andersen ou chez Boscard Consultants. Ce dernier, maintenant bien implanté dans le secteur de la santé (avec 10 millions de francs de chiffre d'affaires), s'est fait une spécialité de la mobilisation des ressources humaines. Mais tous le reconnaissent : les médecins commencent à s'ouvrir à la logique économique.

La clientèle hospitalière est aussi convoitée par de nouvelles sociétés qui espèrent s'y faire une place. Parmi elles, Sanesco, créée par Jean de Kervadon, directeur des hôpitaux au ministère de la santé et de la solidarité de 1982 à 1986, chercheur devenu administrateur et socialiste passé à l'entreprise privée, peut se flatter d'être aujourd'hui le premier groupe spé-

cialisé dans le secteur sanitaire et social et notamment... de bien connaître les règles imposées par la tutelle administrative. Audit organisationnel, conception du système d'information - Jean de Kervadon a introduit la « médicalisation des systèmes d'information » dans les projets de réforme hospitalière, selon l'exemple américain - font partie de sa panoplie. Sanesco annonce un chiffre d'affaires de 21 millions de francs pour 1989.

A côté des touche-à-tout comme Sanesco, Expertech vise un créneau bien précis : le conseil en technologie médicale. Fondée par Jean-Pierre Thierry et Claude Karablam, qui furent, le premier, chargé de mission au CESTA (Centre d'études des systèmes et techniques avancées), et l'autre en fonction dans des cabinets ministériels, cette petite société joue sur sa capacité d'assurer une « interface » entre chercheurs, industriels, politiques et médecins : « Un directeur d'hôpital s'interroge : faut-il acheter une bombe au cobalt ou un scanner ? Nous essayons de lui apporter une vue prospective en fonction de l'évolution des technologies, de la politique de santé », expliquent les deux jeunes chefs d'entreprise.

Après la dizaine de grandes sociétés qui interviennent en généralistes à tous les niveaux de l'hôpital, même si elles cherchent à se donner des secteurs forts, de petites sociétés se mettent sur les rangs du « consulting », spécialiste ou non. « Attention, prévient Jean-Xavier Trazzini, président de la conférence des directeurs d'hôpitaux, elles devront, pour réussir, adapter leurs outils et leurs concepts. »

YANNICK GUHENEUF

## TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE		
YVONNE 13, rue de Bassano, 16 <sup>e</sup>	F. ven. soir et sam. 47-20-98-15	VIEILLE CUISINE FRANÇAISE. Spéc. de poissons. Pois gras frais. Cœuf de cassard maison. Gibiers et légumes en saison. Carte 250/300 F. Salle climatisée.
LE ZÉPHYR 1, rue du Jourdain, 20 <sup>e</sup>	46-36-65-81 F/Lun.	Déj. et dîner. Maintient une cuisine imprégnée de traditions dans un cadre raffiné. Spéc. jambon pays en sauce moutarde, tourteaux péguarins. P.M.R. 150/200 F.
COPENHAGUE 142, Champs-Élysées, 8 <sup>e</sup>	43-59-20-41 F. dim.	De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD SALÉ. SAUMON marié à l'aneth. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.
RIVE GAUCHE		
DODIN BOUFFANT 25, r. Frédéric-Bastien (Métro-Montparnasse) F. dim.	43-25-25-14	12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Tous jours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.
PAVILLON MONTROUSSE 20, rue Gazan, 14 <sup>e</sup>	45-88-38-52 TLJ - Voiturier	En bordure d'un des plus beaux parcs de Paris, sous la verrière 1900, découvrez son excellente cuisine. Carte, menu 235 F. Salons.
LA PETITE CHAISE 36, rue de Grenelle, 7 <sup>e</sup>	42-22-13-35 TLJ.	Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 135 F. vin et s.c. Vaste choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent.
ALSACE A PARIS 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 <sup>e</sup>	43-26-89-36 TLJ.	Au cœur du QUARTIER LATIN, dans un cadre à découvrir. Déjeuner. Dîner. Soupers. Grillades. Chateaubriots. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Sur demande, étude de prix.

# Views that know no frontiers.

The Economist

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science. Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus :

Points de vue au-delà des frontières, The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

مكتبة الامم المتحدة









## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 27 SEPTEMBRE

**Cours relevés:**

[illegible]

## Comptant

Trial	Control	MCI	AD
1	95	85	75
2	95	85	75
3	95	80	70
4	95	78	68
5	95	75	65

## SICAV (selection)

---

27/9

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Enlèvement Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Enlèvement Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Enlèvement Fraie incl.	Rachet net
<b>Obligations</b>																	
Emp. 5,90 % 77	121 95	3 082	C.L.C. (Financ. de)	223 90	63	Watt	187	188 50	A.A.A.	1136 08	1198 37	Financ. Générale	288 34	287 80	Pandora Rente	177 94	174 16
10,00 % 78/80	101 50	2 302	C.I. (Financ. de)	209 50	83	Wattman S.A.	880	880	Adifin	248 25	241 61	Financ. Générale	156 24	111 67	Pandora	711 90	691 07
10,00 % 79/84	104 20	0 981	Clare (R)	1330	144	Reun. de l'Inde	188 50	188 50	Adifin France	851 10	879 45	Financ. Générale	465 57	473 25	Paris Financ.	284 68	283 28
13,50 % 80/84	102 75	4 211	Cofin	418	429 30				Adifin-Généraliste	687 41	672 20	Financ. Générale	495 45	495 45	Paris Financ.	680 68	680 68
15,25 % 82/86	104 57	11 497	Cofin	708	1230				Adifin-Généraliste	678 41	672 20	Financ. Générale	518 25	518 25	Paris Financ.	120 50	120 50
15,25 % 82/86	104 57	8 822	Cofin	477	2195				A.G.F.	1277 73	1265 57	Financ. Générale	192 10	188 12	Placement et Rente	7800 55	7702 38
14,00 % 83/85	103 75	7 822	Comp. Lyon-Alain	1851	1471				A.G.F. 5000	710 34	682 85	Financ. Générale	1327 10	1288 62	Placement et Rente	3537 12	3538 59
13,00 % 83/85	115 35	10 270	Comp. Lyon-Alain	1851	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	288 34	287 80	Placement Financ.	5307 94	5307 06
12,50 % 84/86	115 35	11 082	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
11,50 % 85/86	112 80	6 570	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
10,25 % 85/86	103 35	5 994	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CRT 12,25 % 83	108 15	3 370	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CRT 10,50 % 85	108 15	3 370	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
FTT 12,00 % 84	104 67	0 444	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
Ch. France 5 %	100 30	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon Jan. 82	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.	1059 94	1022 21	Financ. Générale	31 25	31 25	Placement Financ.	117 31	114 17
CMB Japon	101 70	2 107	C.M.P.	15 05	1471				A.G.F. E.U.								

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — ° : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu





# LIVRES • IDEES

## L'assassin américain

A travers Lee Harvey Oswald, meurtrier présumé de John F. Kennedy, l'écrivain Don DeLillo évoque, dans son neuvième roman, *Libra*, le destin de l'Amérique.

**LIBRA**  
de Don DeLillo.  
Traduit de l'anglais  
(Etats-Unis)  
par Michel Courtols-Fourcy  
Stock, coll. « Nouveau Cabinet  
Cosmopolite »  
304 p., 129 F.

Depuis vingt-cinq ans, aucun autre personnage ne hante l'inconscient américain comme le fait Lee Harvey Oswald. L'assassin. Le tueur. Celui qui s'est laissé duper. Il est entré dans l'Histoire en donnant à JFK un « baiser » présidentiel empoisonné. C'était un enfant de la Nouvelle-Orléans et du Bronx, une créature surgie du métro, qui éprouvait « cette puissance intérieure montant comme un cri, cette force secrète de l'âme qu'il allait chercher dans les tunnels creusés sous New-York ». C'était un « marin » marxiste, un ouvrier d'usine à Minat, un révolutionnaire qui savait à peine lire, « une sorte de personnage chaplinesque patissant sur les bords d'événements importants et dangereux ».

Il était, en fait, tout ce dont rêve un romancier. Et, dans *Libra*, Don DeLillo nous parle de Lee Harvey Oswald et de cette « matière romanesque » qui constitue la trame de sa vie et de sa mort... et de la mort de celui qui partage finalement son secret, « Président Jack ». L'assassinat de Kennedy ne fut jamais qu'une « aberration au cœur même du réel », une curieuse aventure pour bande dessinée : un instant à Dallas, « sept secondes qui ont brisé en deux ce siècle et l'Amérique ».

### Le complot des « architectes »

En centre du roman, il y a une histoire d'amour. Oswald est aussi pervers que « Crazy Cat ». Il adore son épouse soviétique, Marina, mais il la roue de coups. Il ressemble à ce petit frère que nous voudrions ne jamais avoir en. Il est cette présence lancinante, négative, au cœur de l'Amérique, l'aventurier qui disparaît au sein du tourbillon qu'il a lui-même suscité, la victime désignée, avec son idéal magnétique, l'orphelin de la CIA, du FBI et du KGB.

Oswald était entouré de tellement de gens qui le « manipulent », il avait tellement de « petits papiers » que même son nom, Lee H. Oswald, ressemblait



Lee Oswald, la dupe idéale.  
En médaillon, Don DeLillo (photo Nancy Crampton).

à « une sorte de diagramme faisant partie d'une opération destinée à manipuler secrètement l'histoire ».

C'était la dupe idéale. Des foules d'Oswald apparaissent partout dans le monde. Il était tout et il n'était rien. « Les yeux d'Oswald sont gris, bleus, marron. Il mesure 1,75 mètre, 1,77 mètre, 1,80 mètre. Il est droitier, il est gaucher. Il sait conduire, il ne sait pas conduire ».

Et c'est avec ce fantomatique Oswald que des commandos à l'intérieur de la CIA, des « architectes » mécontents de l'affaire de la baie des Cochons vont comploter pour faire tomber Castro et embarrasser Président Jack. Ils s'amuse à penser au bruit et à la fureur, un chaos général qu'une tentative — ratée — d'assassinat va causer. Ils ne voulaient pas « assassiner Kennedy au sens strict du mot. Seulement faire entendre une pétarade dans la rue. Ils voulaient

un attentat raté, aussi programmé qu'une opération chirurgicale ».

### Le contraire de Robin des Bois

Mais naturellement, inconsciemment, c'était bien la mort du président qu'ils voulaient. Et ils avaient besoin d'un anesthésique mortel dans le genre d'Oswald, ou d'« Ozzie le lapin », comme l'appelaient ses copains dans les « marines ».

Et une sorte de production théâtrale se mit en place. Avec Oswald dans le rôle du contraire de Robin des Bois, l'homme du peuple qui se sacrifie pour un Graal maudit. Et le génie particulier du livre de DeLillo, c'est qu'il n'étudie jamais Oswald comme un « cas ». Il le fait s'insérer à l'intérieur de notre tête comme une blessure triste et terrifiante. Nous ressentons sa souffrance, son trouble, nous le suivons sur les sentiers tortueux qui l'ont conduit au dépôt de livres scolaires, ce jour-là à Dallas, le jour où il a décidé de notre avenir avec un fusil militaire italien.

Cela peut paraître fou, mais le roman de DeLillo me fait penser à *Lolita* — pas du tout parce qu'Oswald ressemble à Humbert Humbert ou à Claire Quilty, ou parce que Little Lo serait un papillon lâché par la CIA. Nabokov a mis au jour l'Amérique des années 50 comme aucun autre écrivain n'a su le faire — avec sa bêtise, sa tristesse, sa culture de motels alignés le long d'une route sans fin, sa peur terrifiante de la sexualité et sa quête d'amour qui était plus proche du meurtre que quoi que ce soit d'autre.

Il y a dans *Libra* le même chant plaintif. C'est un roman sur l'Amérique que nous sommes devenus : habitants perdus d'un monde de rêve, à la recherche de notre *Lolita* à nous. Et c'est pourquoi l'image que DeLillo nous donne d'Oswald fait si mal.

DeLillo lui-même est un enfant du Bronx. Il a grandi le long de ses frontières bizarres, ouatées, dans ses terrains vagues, ses caravanes qui ne mènent nulle part. *Libra* est son neuvième roman, mais tous racontent l'amère, l'amoureuse querelle d'un gosse du Bronx avec l'Amérique elle-même. Grandir dans le Bronx, comme Oswald et DeLillo, c'est exister toujours au bord des choses. Et ce qu'il y a d'extraordinaire dans *Libra*, c'est que DeLillo nous montre l'Oswald qui est en chacun de nous — pas l'assassin, pas le marin, mais le petit type perdu, un blessé de plus dans la grande guerre américaine.

Jerome Charyn.

(Traduit de l'anglais par Marie-Pierre Bay.)

— Signalons également l'enquête de Dominique Venner sur l'Assassinat du président Kennedy qui vient de paraître aux Editions Perrin (196 p., 100 F.).

### LE FEUILLETON

de Michel Brando

### Une leçon d'admiration

Quand Balzac, pour l'amour de Stendhal, se transforme en critique littéraire.  
Page 34

### HISTOIRE RELIGIEUSE

### Rome contre les dominicains

Comment le Saint-Office entreprit de réduire, dans les années 50, l'un des ordres les plus prestigieux.  
Page 35



Jacques Lenoir, l'un des premiers prêtres-ouvriers en France.  
Page 37

### DOSSIER

### Les folies Goncourt

Alors qu'est réédité le *Journal* d'Edmond et Jules, le festival de Nancy s'est interrogé : à quoi sert le Prix Goncourt ?  
Pages 38 et 39

### D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

### Prisonniers des façades

La Façade, un livre de la romancière Lubisa Monikova  
Page 46

## Picasso écrivain

Quand il ne peignait pas, il se reposait en écrivant. Tous ses textes sont réunis en un somptueux volume. Voici la préface de Michel Leiris.

**PICASSO, ÉCRITS**  
Textes établis, présentés et annotés par Marie-Laure Bernadac conservateur au Musée Picasso et par Christine Piot. Textes en espagnol, traduits par Albert Bensoussan. Réunion des musées nationaux/Gallimard. Volume relié sous jaquette. Nombreuses illustrations. 496 p., prix de lancement jusqu'au 31 déc. : 790 F ; ensuite, 860 F.

«... Je n'en peux plus de ce miracle qui est de ne rien savoir dans ce monde et de n'avoir rien

appris qu'à aimer les choses et les manger vivantes... »

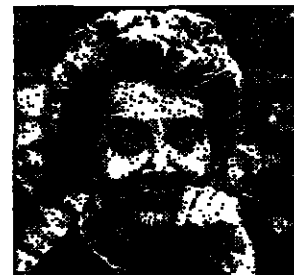
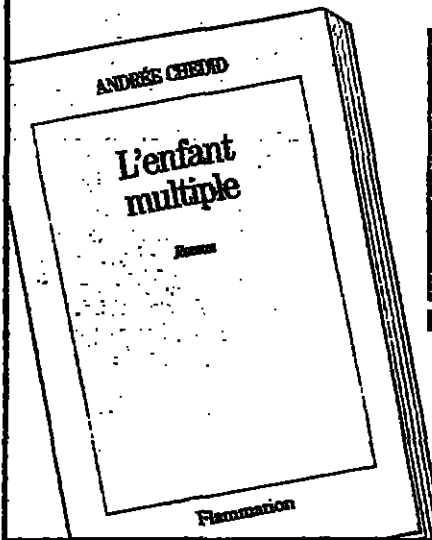
Ainsi parle Picasso dans un poème en langue espagnole qui, publié ici en espagnol et en français comme tous ses poèmes, fait figure inaugurale, aucun texte poétique plus ancien n'ayant été retrouvé.

Soumis à nulle contrainte d'euphonie, de rythme ni même de sens rationnel et dans une veine plus voisine (dans l'ensemble) du minimalisme dada que du surréalisme, école buissonnière, marche au gré des rencontres, dérive au fil des mots comme au fil des idées (celles-ci ne pouvant exister sans ceux-là qui sont en

quelque sorte leur substance et point seulement leur véhicule). Tels se présentent dans leur efficacité abrupte la plupart des nombreux poèmes de Picasso, dont le premier qui nous soit connu remonte au 18 avril 1935 et le plus récent au 20 août 1959 (soit quelque quatorze ans avant que la mort mette fin à une période uniquement illustrée celle-là par des fêtes somptueuses captivant le regard), date mentionnée — comme pour situer dument une note de journal intime — en tête de la section finale de sa dernière œuvre écrite : *El Externo del Conde de Orgaz*, esquisse théâtrale visant vite à la poésie pure.

(Lire la suite page 41.)

## Andrée Chedid Un formidable hymne à la vie.



Dominique Eddé - Le Monde  
243 pages - 85 F

Mené avec une grande maîtrise... une métaphore sur l'égal entêtement de l'amour et de la tragédie dans les scénarios de la vie.

Flammarion

## INDIVIDU ET SOCIÉTÉ

L'individu dans ses rapports avec la famille, l'école, la santé, etc.  
Un regard sur les valeurs et les mutations de la société contemporaine.

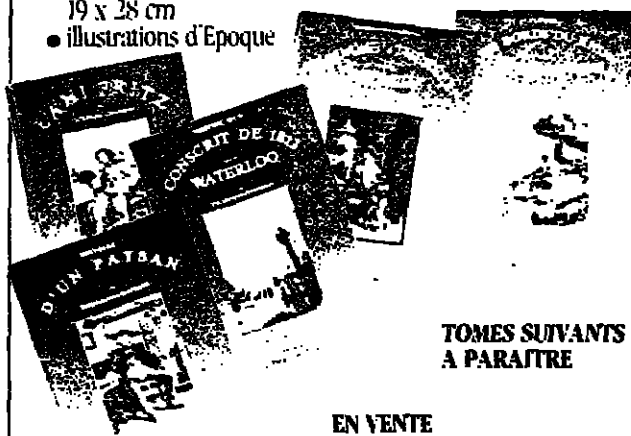
- LA MÈRE
- L'ENFANT LECTEUR
- ODEURS
- ÉTHIQUE, CORPS ET ÂME
- ABANDON, ADOPTION
- MARIAGE, MARIAGES
- L'ESPRIT DES DROGUES
- DIMANCHE
- NOURRITURES
- L'HÔPITAL À VIF

autrement  
EDITIONS

— EN LIBRAIRIE —

## ERCKMANN CHATRIAN

Les œuvres complètes enfin rééditées  
• reprint des premières éditions au format original  
19 x 28 cm  
• illustrations d'Epoque



TOMES SUIVANTS  
À PARAÎTRE

EN VENTE  
EN LIBRAIRIE

Jérôme  
Do Bentzinger Éditeur

3, rue Kosselmann 69000 Colmar (France) Tél. 89.24.19.74

## Albert CAMUS



### Carnets

I mai 1955 - février 1942

II janvier 1942 - mars 1951

III mars 1951 - décembre 1959

GALLIMARD *rif*

### — LA VIE DU LIVRE —

#### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Écrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE  
LE MONDE DU LIVRE  
(LE TOUR DU MONDE)  
60, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS

☎ (1) 43-25-77-04

#### La librairie L'ARBRE À LETTRES

est très heureuse de vous livrer à rencontrer

JEAN ÉCHENOZ

à l'occasion de la parution de son roman

LAC

(Éditions de Minuit)

le vendredi 29 septembre, à partir de 19 h

L'auteur signera son livre. Des considérations

livres des éditions de son œuvre.

LIBRAIRIE L'ARBRE À LETTRES

2, RUE ÉDOUARD-QUENU

75005 PARIS - 43-31-74-08

## LIVRES • IDÉES

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

#### ÉTUDE SUR LA CHARTREUSE DE PARME DE MONSIEUR BEYLE d'Honoré de Balzac.

Climats, 118 p., 68 F.

« Je suis un lecteur si enfant, si charmé, si complaisant qu'il m'est impossible de dire mon opinion après la lecture. Je suis le plus bête critique du monde et fais bon marché des taches qui sont au soleil, ma froideur et mon jugement ne me reviennent que quelques jours après. » Ainsi Honoré de Balzac prévient-il par un billet du 20 mars 1839 Henri Beyle, dit Stendhal, qu'il court acheter la *Chartreuse de Parme*, dont un extrait (la bataille de Waterloo) paru dans le *Constitutionnel* l'a « ravi, chagriné, enchanté, désespéré ». On imagine dans quels petits souliers dut se trouver Stendhal, encore en train de corriger les épreuves rue Godot-de-Mauroy, pendant les fameux quelques jours annoncés comme nécessaires au froid jugement de son confrère qui gîte à côté, rue de Richelieu. Le 5 avril, jour de la sortie du livre, il reçoit une deuxième lettre de Balzac : « Monsieur, il ne faut jamais retarder de faire plaisir à ceux qui nous ont donné du plaisir. » Ouf ! Mais faut-il le croire tout à fait ? « Mon éloge est absolu, sincère. Je suis d'autant plus enchanté de vous écrire ce qui est dans cette page que beaucoup d'autres, tenus pour spirituels, sont arrivés à un état complet de sénilité littéraire. »

Ce genre de constat, valable de tout temps, peut créer l'illusion d'une complicité, certes. Mais c'est peut-être un procédé poli. Pourtant, Balzac continue et donne des gages de sa bonne foi en formulant des observations : il ne fallait pas nommer la ville de Parme (« laissez tout indécis comme réalité, tout devient réel ») ; il y a parfois des vagabondages, des digressions excessives (« les hommes supérieurs, ils sont pour vous et ça leur va, mais je parle pour le pécus ») ; la fin est rapide sinon bâclée (« cela tourne trop court eu égard au torse et à ses magnificences ») ; et conclut : « Vous voyez, je vous traite en ami. »

Le 24 juin, Stendhal repart pour l'Italie rejoindre son poste de consul à Civita-Vecchia dans les États romains. La *Chartreuse de Parme*, son chef-d'œuvre, n'a connu qu'un très relatif succès critique, les happy few auxquels le roman est dédié — comme le *Rouge et le Noir*, les *Promenades dans Rome* — pour être heureux ne sont vraiment pas très nombreux, et le pécus guère concerné. C'est alors que, par un geste magnifique de générosité, à vrai dire unique dans ce monde des lettres peuplé de mégalomaniques, Balzac publie dans la *Revue parisienne* du 25 septembre 1840 un long article de soixante-douze pages intitulé « Études sur la *Chartreuse de Parme* de M. Beyle (Frédéric Stendhal) ».

Ce témoignage d'admiration que reprennent aujourd'hui les éditions Climats, en un élégant petit



Balzac en 1842 : un écrivain critique.

## Une leçon d'admiration

volume, est aussi une preuve d'amour, car elle engage publiquement Balzac, plus qu'une lettre qui après tout peut toujours être de la même fausse monnaie dont s'inspirent souvent les dédicaces. Au moment où il rédige son étude, Balzac est au milieu des *Illusions perdues*, n'a pas encore trouvé son titre de *Comédie humaine*, mais il a quarante et un ans, beaucoup d'aplomb, et ne paraît nullement intimidé pour empoigner l'œuvre de son aîné.

La littérature de nos jours, dit-il, a trois faces ou trois systèmes. Aux esprits élégiaques, contemplateurs, la littérature des images offre ses vastes panoramas. Les âmes actives, qui veulent de l'action, du drame (« qui goûtent peu les rêveries et auxquelles plaisent les résultats ») préfèrent la littérature des idées, dans la tradition classique française dont *Manon Lescaut* ou les *Liaisons dangereuses* sont deux sommets. Enfin l'école de l'éclectisme littéraire, dans laquelle il se reconnaît aux côtés de Walter Scott, embrasse tout et fait la synthèse des deux autres. M. Beyle est « l'un des maîtres les plus distingués de la littérature à idées, à laquelle appartiennent MM. Alfred de Musset, Mérimée, Gozlan, Béranger, Delavigne, G. Planche, Mme de Girardin, Alphonse Karr et Charles Nodier ». L'énumération est, un siècle et demi plus tard, cocasse. C'est un jeu de massacre que pratique la postérité et qui ne se devine pas au présent. Cette école, poursuit Balzac, se recommande par l'abondance des faits (les fameux « petits faits vrais » chers à Stendhal), la sobriété du trait, la concision, la netteté voltaïque de la phrase et surtout, note-t-il avec pertinence, par le sentiment du comique. Stendhal et Mérimée « ont je ne sais quoi d'ironique et de narquois dans la manière

cier le paysage, la saveur d'une scène, le renversement de l'intrigue, ne retiennent pas son enthousiasme : « Ce grand ouvrage... », « cette scène sans pareille dans l'art littéraire... », bref, il ne marche pas. Par mimétisme ou sympathie, le ton de son compte rendu est vif, aigu, assez stendhalien dans le temps même où il critique le style de M. Beyle. « Sa phrase longue est mal construite, sa phrase courte est sans rondeur. Il écrit à peu près dans le genre de Diderot qui n'était pas écrivain. » Ah bon.

L'histoire a jugé, depuis, que le style de Stendhal était, par sa vitesse, son sens de la pointe, son originalité puissante, plus moderne que celui de beaucoup de ses contemporains. Mais ce n'est pas grave, pas plus que de voir Balzac reprocher à Stendhal des « longueurs ». Des longueurs, lui, Balzac.

Stendhal, qui avait écrit et dicté la *Chartreuse* en cinquante-trois jours — une vélocité simenonienne — fut tellement ému de l'article flamboyant de Balzac qu'il fit trois brouillons et mit quinze jours à lui répondre. Il voulut suivre ses conseils sur la composition, raccourcir le début, allonger la fin, supprimer l'abbé Blanches, au nom des « vrais principes de l'art » selon Honoré (non, mais de quoi je me mêle, à croire que la fonction critique peut égarer même un grand écrivain). Avec sagesse, la mort, en 1842, empêchera Stendhal d'abîmer la *Chartreuse*, que nous aimons telle qu'elle est venue au monde, précipitée, fiévreuse, le nez trop court, trop long, allez savoir, et tous les charmes.

RESTE comme une leçon d'admiration, cet exercice si nécessaire à la bonne humeur, à relire ces pages éblouies où Balzac peint l'auteur qu'il n'a rencontré que deux fois en douze ans, en trois lignes (« Il a beau front, l'œil vif et perçant, la bouche sardonique, enfin, il a tout à fait la physionomie de son talent ») et juge sans amertume du destin des livres qui, comme la *Chartreuse*, n'ont rien de vulgaire. « Le scrutin secret dans lequel votent un à un et lentement les esprits supérieurs qui font la renommée de ces ouvrages, — se dépouille très tard. D'ailleurs, M. Beyle n'est point courtisan, il a la plus profonde horreur des journaux. Par grandeur de caractère ou par sensibilité d'amour-propre, dès que son livre paraît, il fuit, il part, il court à deux cent cinquante lieues pour ne point en entendre parler. Il ne réclame point d'articles, il ne hante point les feuilletonistes. Il s'est conduit ainsi lors de la publication de chacun de ses livres. J'aime cette fierté de caractère ou cette sensibilité d'amour-propre. Si l'on peut excuser la mendicité, rien ne plaide en faveur de cette quête de louanges et d'articles à laquelle se livrent les auteurs modernes. C'est la mendicité, le paupérisme de l'esprit. Il n'y a pas de chefs-d'œuvre tombés dans l'oubli. Les mensonges, les complaisances de la plume ne peuvent donner de vie à un méchant livre. »

Huber

RETOUR  
de l'été  
à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

à la ville

صكنا من الامم



LIVRES • IDÉES  
ROMANS

# Hubert Haddad dans « l'Eternité des songes »

En même temps que son dixième roman reparait la première œuvre d'un écrivain dont on peut ainsi mieux suivre le cheminement

**ARMELLE OU L'ÉTERNEL RETOUR**  
d'Hubert Haddad.  
Préface de Georges-Olivier Châteaureynaud  
Le Castor astral, 168 p., 85 F.  
**OHOLIBA DES SONGES**  
d'Hubert Haddad  
La Table ronde, 268 p., 95 F.

Si la valeur et l'originalité d'un romancier se mesurent à sa capacité d'inventer, de construire, de lire en livre, un univers qui ne ressemble à nul autre, celles d'Hubert Haddad devraient ne plus laisser aucun doute. Lorsque, de plus, cet univers n'est pas de pure fantaisie mais constitue la scène des interrogations essentielles qui retournent l'homme sur lui-même pour l'affronter à la question de son origine et de sa finitude, l'originalité se lève de gravité, de nécessité.

Chez Hubert Haddad, cette nécessité se confond avec un cheminement initiatique dont les romans sont les étapes. Initiation non pas au sens d'un apprentissage, de l'acquisition d'un savoir ésotérique ou spirituel, mais ouverture au mystère de l'existence — fil tendu entre deux secrets qui se superposent : celui de l'origine et celui de la mort.

Ce cheminement, il serait naïf de l'envisager sur le mode linéaire. Au moment de se mettre en route, tout est déjà donné. Chaque étape ne sera que la reprise de ce don, de la question, de l'angoisse premières, couffées comme plomb fondu dans un moule singulier : on peut façonner le moule de diverses manières, compliquer ou simplifier ses formes, la matière, elle, s'élargit toujours au même creuset. Il faut rendre grâce aux hasards et aléas de l'écriture de nous permettre aujourd'hui, en même temps que le dixième roman d'Hubert Haddad (1), de lire son premier, écrit il y a vingt ans et oublié dans les soutes d'un éditeur, lui-même tombé dans l'oubli. Il faut surtout savoir gré au Castor astral d'avoir exhumé, sous une jaquette bizarrement inadaptée, un livre qui méritait largement de l'être.

*Armelle ou l'éternel retour* — qui portait, à sa première publication, le titre étrange de *l'œil tant plus pour lui* — est, comme l'écrit dans sa préface G.-O. Châteaureynaud, le « foyer initial », le « livre



Hubert Haddad : une inspiration onirique.

genèse » dont les romans ultérieurs procéderont. Récit d'une malédiction et d'une quête sans but, sinon celui du retour à cette fatalité malheureuse, *Armelle* met en scène quatre personnages marqués, ployés sous un trop lourd destin. L'inceste, l'homosexualité, la drogue ou la prostitution, ne sont que les figures transitoires de cette fatalité, les « enveloppes pailleuses du tré-

pas », trésor dont il n'est pas donné à l'homme de s'enrichir.

« Le passé est incurable... »

*Oholiba des songes*, le dernier roman d'Haddad, manifeste la continuité de ses préoccupations et de ses hantises. La phrase y est mieux assurée que dans

*Armelle ou l'éternel retour*. L'échappée poétique, qui prend un tour moins incantatoire et aphoristique, s'inscrit dans un récit à la thématique plus large. Le déroulement de la fiction elle-même exprime la richesse et la cohérence de l'inspiration onirique propre à l'auteur.

Reporter photographe, Samuel Faun, entre l'Erythrée et Beyrouth, court après les images de la guerre ; images de « l'horreur fastidieuse du monde » et du « jeu meurtrier des nations ». A New-York, au pied de Manhattan, « dans cette ville de carton gâfré de la provinciale Amérique », il poursuit une autre quête, intérieure celle-là, qui conduit ses pas incertains jusqu'à une salle mitense de Lower East Side. « *Oholiba des songes*

« Le passé est incurable, incurable ! On ne guérit pas de la mémoire. Ce qu'on appelle un

souvenir reflète la texture cachée du réel (...). La mémoire est réelle, comprenez-vous ? Se souvenir, c'est se pencher sur des mondes égarés, mais parfaitement présents. » Hubert Haddad excelle à rendre cette douleur remémorée de la mémoire dans un présent exsangne. Ses personnages se croisent à la lisière d'eux-mêmes, de leurs souvenirs. Leur identité, ils la cherchent dans cet espace cavalié par des rêves obscurs, indéchiffrables.

Mélanie est ainsi la Perle du théâtre et la Rebecca d'une histoire oubliée, enfouie dans les replis de la mémoire. Entre ces noms, au sein du télescopage des identités, Samuel se perd dans une douceur qui est comme hors du monde et de la vie.

Malgré quelques longueurs et un onirisme dans lequel le lecteur parfois s'égare, le roman d'Hubert Haddad témoigne de la puissance et de l'unité de son univers romanesque.

Patrick Kéchichian.

(1) Outre un recueil de nouvelles, *la Rose de Damocès* (1982), H. Haddad a publié, de 1974 à 1988, huit romans chez Albin Michel. Signalez également l'entretien avec l'écrivain qu'a publié la revue *Revue* n° 30, Atelier du Gué, 11300 Villalongue-d'Aude.

## Daniel Rondeau : drôle de style...

Les Tambours du monde, ou comment un roman ambitieux se perd dans les méandres de curieuses métaphores

**LES TAMBOURS DU MONDE**  
de Daniel Rondeau  
Grasset, 370 p., 112 F.

Au jeu des citations plus ou moins tronquées et sorties de leur contexte, on peut ridiculiser n'importe quel écrivain, pas qu'aux plus grands. Proust n'a pas échappé à quelques métaphores douteuses et à des banalités parfois nécessaires au rythme du récit. Et que dire de Hugo ! On devrait donc résister à la tentation de jouer au petit pion, au chasseur traquant les assemblages de mots incohérents ou extravagants. Si l'on a du mal à respecter ce principe avec le dernier livre de Daniel Rondeau, *Les Tambours du monde*, c'est qu'il est absolument boursoufflé de ces phrases que l'on relit plusieurs fois tant on a peine à y croire, et qui finissent par donner un tel sentiment d'incongruité qu'on en perd le fil du roman.

« Inventaire comique »

Il faudrait des pages pour les relever et en faire un assez comique « inventaire ». Sachez seulement que lorsque l'on a fini d'entendre « le zéphyr (sic) légèrement brachiteux de sa respiration », on peut voir des « yeux en amande, deux porcelaines mélancoliques dans la motte du visage ». « La musquette (ce cliquetis lancinant de l'automne et du chagrin) du récit coule dans la fosse de ce désespoir combattu (sa vie) » empêche « Jean d'entendre le son éclatant des forçures de son propre avenir » et le dispute au « gretotement soudain du souvenir ». Le héros commence par « s'empêtrer dans la symbolique de l'action » (nous aussi) avant qu'une femme ne pose « sa tendresse endormie sur le coussin nuocité de son époux ». On en a presque terminé quand on apprend que quelqu'un « ouvre la fenêtre de sa chambre, enfourché le chambrane de pierre ». Un scrobato, doublé d'un passe-muraille, sans doute.

Le projet de Daniel Rondeau, toutefois, est ambitieux, et loin d'être dépourvu d'intérêt : tracer, à travers la figure de Jean l'homme — alias Louis Bonaventure — le portrait d'une nouvelle

« génération perdue ». Celle qui, en Europe de l'Ouest, au tournant des années 70 et 80, a cru trouver dans le terrorisme un substitut des grands combats du siècle, dont elle avait été privée.

La nostalgie de l'action

Jean l'homme enfant a été entraîné dans la nostalgie de l'action par les récits du colonel, un ami de son père — aviateur mort dans un accident lorsque Jean avait huit ans. Quand il rencontre Claudia, une jeune Italienne liée aux terroristes, il entre « tout naturellement » dans le cercle. Il va de désenchantement en désastre, des délires du professeur (le fameux et mystérieux « Grand Vieux », évoqué au début de cette décomposition comme l'inspirateur des Brigades rouges) aux actions manquées (alors qu'on avait programmé la « chute de Milan »). Il finira duelliste et meurtrier, avant de devenir Louis Bonaventure, marié, père de deux enfants et passionné de... pigeons.

Arrivé péniblement au bout de ce texte, après avoir « salomé » entre les métaphores, on est soudain saisi d'un doute : on en vient à se dire qu'une telle accumulation de phrases ridicules, d'expressions ampoulées, de la part d'un journaliste brillant, déjà auteur de cinq livres, ne peut qu'être intentionnelle. Daniel Rondeau a-t-il voulu « parler faux » pour illustrer l'imposture et le mensonge qui sont au cœur de cette histoire ? A-t-il voulu mettre en parallèle le terrorisme, succédané des grands enjeux épiques, et une langue qui soit une dévotion du romantisme ? On peut supposer que telle est l'analyse faite par les jurés Goncourt, qui viennent de mettre *les Tambours du monde* sur leur sélection. Si tel était le cas — pourquoi ne pas parler sur l'intelligence et la bonne foi ? — il conviendrait tout de même de s'interroger, plus que ne semble l'avoir fait Rondeau, sur les limites de l'intelligibilité et les limites de la parodie.

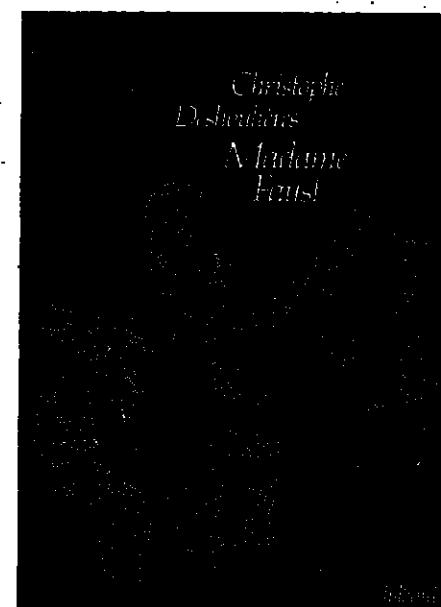
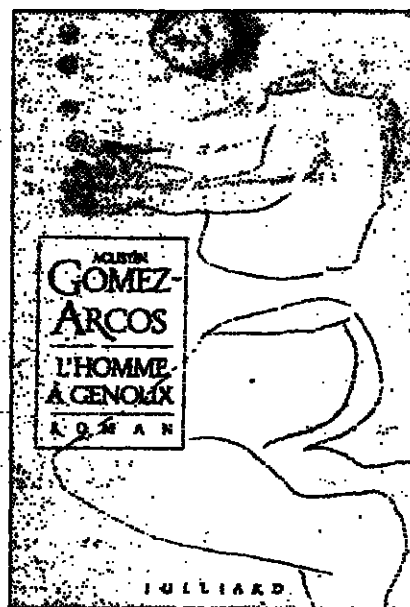
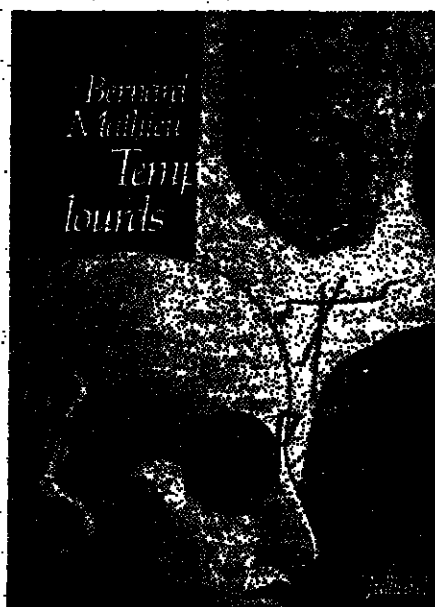
Josyane Savigneau.

## cet automne, Julliard

**Bernard Mathieu / Temps Lourds** • « Sur fond de guerre civile, un épais conte moral, foisonnant de pistes parallèles, méditation sur notre époque, sombre protestation contre les modes de transmission d'une culture qui ne devrait pas s'effondrer. » LE FIGARO

**Agustín Gomez Arcos / L'homme à genoux** • « Un très sardonique roman d'aventures, plein d'un humour qui ne fait ni rire ni sourire, mais réjouit le cœur de sa vengeresse féroce. » MICHÈLE BERNSTEIN / LIBÉRATION

**Christophe Deshoulières / Madame Faust** • « A vingt-sept ans Christophe Deshoulières fait en littérature des débuts monumentaux. Il nous convainc qu'un jeune romancier peut avoir une vision du monde épique, et une ambition sans borne. » ALAIN BOSQUET / LE QUOTIDIEN DE PARIS



## Les livres ou la vie ?

Un savoureux roman noir de Pierre Bourgeade

L'EMPIRE DES LIVRES  
de Pierre Bourgeade.  
Gallimard, 234 p., 88 F.

Avec Pierre Bourgeade, écrivain rusé, tout d'ironie malgré sa feinte innocence, il ne faut jamais se fier aux apparences. Il semble tenté par l'apologue où se pose, sinon se résout, une question capitale d'ordre politique, religieux ou moral. Mais ce qui l'intéresse, c'est la chair même du récit, le flambement d'imagination que celui-ci requiert.

Son dernier roman, qui tombe à pic dans une rentrée littéraire où la création parade de tous ses feux pour nous enfoncer dans le réel ou au contraire nous y arracher, paraît s'interroger sur le pouvoir — néfaste ? salutaire ? — exercé par les livres, d'imagination bien sûr. C'est du moins ce que suggère le titre, *L'Empire des livres*. Mais comme le mot « empire » désigne aussi le lieu où ce pouvoir s'exerce, Pierre Bourgeade nous introduit tout bonnement dans une librairie et se choisit pour héros, avec une rare coquetterie, un vieux libraire.

M. Dufourcq, le soixantaine, exerce son activité depuis des lustres dans une boutique de Bayonne, humide mais bien située. Il a créé son fonds lui-même à partir d'un bureau de tabac légué par ses parents, afin de satisfaire la passion qu'il nourrit pour les livres.

M. Dufourcq ne paie pas de mine. Il ne rouit pas sur l'or. Ses mains se sont prématurément couvertes de tavelures. Mais c'est une sorte de saint naïf et humble que la lecture semble avoir préservé de toutes les tentations, en particulier celles de la chair.

Les cinq années de mariage qu'il a vécues avec une femme maigre et pudique, dont « la sensualité se bornait à aimer les fleurs, les canaris et le salmis de palombe », n'ont pas non plus éveillé son appétit pour ces plaisirs-là. Les livres auraient pu compenser. Mais dans son innocence, le libraire a toujours glissé sur les pages impures de certaines œuvres, pour ne prêter attention qu'au message délivré. « Ainsi M. Dufourcq eût-il remis sans l'ombre d'une hésitation les œuvres du marquis de Sade à une jeune fille de treize ans, persuadé qu'elle saurait, comme lui-même, faire la part du feu... pour s'en tenir à la haute portée philosophique de ces textes ».

Pierre Bourgeade voudrait-il être lu de cet air-là ? J'en doute. Son interrogation sur « l'empire des livres » lui fournit l'occasion d'un savoureux roman noir où les bibliothèques flamment sous des mains incendiaires, où les beaux

jeuneurs de pelote basque sont tués par leur maître après l'amour, où les vieillards abandonnés se pendront, où les jeunes filles de province, montées seules à Paris pour continuer leurs études, s'adonnent aux pires débauches. Et c'est bien entendu à ces spectacles hautement colorés que nous sommes conviés, beaucoup plus qu'aux délices de la lecture.

### Le ciel et l'enfer

Autant que les dilemmes, Pierre Bourgeade aime les oppositions, le rapprochement des contraires. Son précédent roman avait mis face à face le marquis de Sade et Thérèse d'Avila. Il avait fallu à l'auteur beaucoup d'inventions délirantes et de tours fantastiques pour en arriver là. Dans la librairie de Bayonne, les choses vont plus simplement de soi. Il suffit qu'un soir une jeune femme y pénètre, à la recherche d'un ouvrage qui meublait sa solitude, pour que le contact soit établi entre le ciel et l'enfer.

L'habitant du ciel est miteux, nous l'avons vu. La rescapée de l'enfer est intacte, belle et fraîche comme aux jours de son adolescence. M<sup>lle</sup> d'Urruty, issue d'une bonne famille basque, élevée par les dames de Saint-Maur, aimait, elle aussi, les livres. Elle en lisait dix à la fois, sautant de l'un à l'autre.

A force de lire des obscénités, elle avait eu envie de les vivre : douteux effet de la lecture ! A force de les vivre, elle avait eu envie d'en sortir. Retour au pays natal, où elle trouve refuge auprès du candide libraire : un refuge tellement sûr contre son passé qu'elle l'épouse pour assurer la pérennité de la librairie !

M. Dufourcq a été, en effet, trahi par le fils de son premier mariage, en qui il avait placé toutes ses espérances. Vincent a pris les livres en haine. A dix-huit ans, il est parti pour l'Argentine, où il a fait fortune. Là-bas, il commande la Mafia qui rançonne les banques. Et pour sa satisfaction personnelle, il fait brûler les grandes bibliothèques comme les petites librairies. Il a choisi la vie ! M<sup>lle</sup> d'Urruty, elle, s'est rangée parmi les femelles noircies.

Elle n'y restera pas plus que Vincent en Argentine. Et le drame se noue... Il retient moins que la mise en place sur l'échiquier de ces pions disparates : le saint homme des livres, le séduisant prétrete du Mal, le jeune fou qui se délivre de ses humiliations à coup d'incendies. Pierre Bourgeade presse d'ailleurs le mouvement et l'achève sur une pirouette qui laisse le dénouement en suspens.

Eh bien ! on regrette que ce captivant roman à la fois érotique, policier, romantique, ne joue pas le jeu jusqu'au bout. Il nous avait fait croire à ses personnages emblématiques, si bien insérés dans un décor paisible et réaliste : les ruelles espagnoles du vieux Bayonne, les fermes aux toits rouges du Pays basque, la Sologne même, cadre des débauches éperdues, et toute prise dans des us et coutumes campagnards, le petit café près de l'église romane, la poularde égarée qu'on plume et qu'on vide... Effets d'oppositions encore ! Seule en définitive, l'ironie trouve pleinement son compte dans cette création où elle est maîtresse. Mais le compte est bon.

Jacqueline Piatier.

Rectificatif — Le roman de Jack-Alain Léger, dont Jacqueline Piatier a rendu compte dans le « Monde des livres » du 22 septembre, ne porte pas comme titre *Le Silece des lumières* mais *Le Silece des ténèbres* (éd. O. Orban).

LE VERGER DU DIABLE  
d'Alain Gerber  
Grasset, 270 p., 96 F.

Depuis ses débuts en littérature — il y a déjà une quinzaine d'années —, Alain Gerber a entrepris de froter son propre imaginaire à celui des grandes littératures de notre époque. Démarche unique, aussi pleine d'embûches que de charmes, qui l'a conduit à tracer ses itinéraires intimes sur les continents littéraires grandioses du réalisme magique ibéro-américain (*Le Jade et l'Obsidienne*), de l'humour tragique des ghettos juifs (*Une rumeur d'éléphant*), des grands espaces d'aventure de l'Amérique du Nord (*Le Lapin de lune*), du spleen ivre d'Europe centrale (*Les Heures Jours de M. Ghichka*) ou des explorations conradiennes (*La Trace aux esclaves*). Amoureux du jazz, qu'il connaît mieux que personne, Alain Gerber sait qu'il existe des grands thèmes communs de tous, des « standards » à partir desquels les grands musiciens peuvent inventer une œuvre qui devra tout à la couleur et à la science de leur écriture instrumentale.

### Un vieux monsieur veille

Dans *Le Verger du Diable*, il joue, cette fois, sur le thème de la dictature sud-américaine dont nous connaissons par cœur chaque note : la chaleur et la poussière, l'omnipotence policière, la guérilla invisible et menaçante, le président fantôme muré dans sa citadelle, la corruption et le mensonge qui empoisonnent tout, y compris le sentiment que l'on peut avoir de soi-même, la violence nue, la torture, la brutalité des antagonismes de classes, la mainmise des compagnies américaines, la peur et la terreur. Mais il lui donne un développement profondément original.

Cela tient d'abord au mode mineur qu'il a choisi. Le héros-narrateur du *Verger du Diable* n'est ni un potentat mégalomane, ni un révolutionnaire romantique, c'est un vieux monsieur assez minable dont la caractéristique, dans cet univers où tout se

calcule en rapport de forces, est de n'avoir ni le moindre pouvoir, ni l'énergie et le courage nécessaires pour en conquérir une parcelle. Fils d'un puissant propriétaire terrien, d'un féodal brutal et cynique, le professeur Ramos ne s'est construit que dans la haine de son père, se choisissant lâche et veule, incapable de donner, incapable de recevoir, obéissant aux ordres les plus contraires à sa conscience. Autrefois, alors qu'il faisait son service militaire, il a participé à l'exécution d'une bande de guérilleros parmi lesquels se trouvait son seul ami, le seul être qu'il admirait et qu'il aimait. Lorsque le roman commence, son fils, passé à son tour à la résistance, a été livré à la police, torturé et tué, ce qui n'empêche pas Ramos de recevoir chaque semaine à sa table le capitaine Mendoza, chef de la sécurité militaire.

Au soleil de la dictature, il ne se passe rien, sinon une inexorable impression d'écrasement.



BERNARD CLUVE

## Alain Gerber sur un tempo sud-américain

Le Verger du Diable, ou comment un romancier affronte son imaginaire aux terreurs d'une dictature

comme étouffés à leur tour par le bâillon d'une conscience malade d'elle-même. Ainsi intimidée, la présence cancéreuse du mal prend une force étonnante. Nous ne voyons pas — avec horreur, avec fureur — se déchainer la bête dictatoriale, nous la sentons, à travers l'âme malade et bouleversée de Ramos, instiller ses poisons, imposer ses misérables raisons, inviter au dégoût définitif de soi-même.

### La vie après la pourriture

Mais grâce à l'extrême rigueur de l'écriture de Gerber, au don, fort rare, qu'il possède de nous mettre en sympathie avec des personnages qui ne nous inspireraient, sous une autre plume, qu'un apitoiement mitigé, nous sentons aussi, peu à peu, Ramos se regagner, rassembler les hardes de son passé de médiocre pour en coudre un habit qui, pour n'être pas reluisant, sera enfin le sien. Du moins peut-il l'espérer.

Sans solution de continuité, avec une maîtrise qui doit un peu à la technique et beaucoup à l'intelligence profonde des êtres, Gerber nous fait saisir son personnage central à la fois de l'extérieur — comme le reflet évanescant, le mirage, l'ombre portée d'un despotisme borné — et de l'intérieur — où tout paraît mort et désolé jusqu'à ce que quelque chose qui ressemble à de la vie émane de la pourriture, qu'un fruit timide se forme sur une branche morte du verger du Diable.

Jamais, sauf peut-être dans ses admirables nouvelles des *Jours de vin et de roses*, Gerber n'était parvenu à faire partager avec autant de sensibilité et de justesse ce déchirement entre le besoin d'amour et l'exigence de lucidité, autour duquel tournent les interrogations majeures de ses livres. Dire que *Le Verger du Diable* est son meilleur roman, c'est simplement constater qu'on ne pourra plus désormais penser au thème qu'il a utilisé sans entendre immédiatement sa musique.

Pierre Lepape.

### DÉBUTS

## Les excès de Thierry Fournieu

LA VIE AUX SOURCES  
de Thierry Fournieu  
Champ Vallon  
coll. « Recueil », 196 p., 96 F.

Des premiers temps de la conscience à ceux de sa vie adulte, aux lendemains désenchantés de 68, le narrateur de *La Vie aux sources* — premier roman de Thierry Fournieu — dévoile une à une les figures qui ont tissé sa définition du sentiment amoureux.

Ses débuts sont marqués d'une très forte ambivalence : l'amour total, quasi fusionnel, de la générale Maillotte, sa gouvernante saintongeaise, et « l'inextinguible souffrance d'amour » incarnée par sa mère, sous le signe « de la folie et du mensonge ». Féminine ou masculine, tous les autres personnages — saisons éphémères ou fascinations de l'enfance et de l'adolescence — rassemblent ces deux extrêmes originaux, chargés d'une duplicité où se mêlent la sincérité et la trahison. Aux prises avec la mélancolie « d'avoir perdu l'unique bien », le jeune homme tente, jusqu'aux

abords de la démente, d'élucider sa propre place au sein de cet amalgame de haïnes et d'envoûtements successifs.

Un premier roman emprunte souvent au thème du parcours initiatique, mêlant aux tribulations du personnage un hommage aux « prédispositions », à tous ceux qui ont nourri chez l'auteur l'amour des livres et de l'écriture. Ainsi en va-t-il de *La Vie aux sources*. Mais, ici, l'hommage est rendu à l'excès. De Homère à Malraux en passant par Camus, Faulkner, Candace, James, Castaneda, Nietzsche, Gracq ou Tournier, le texte de Thierry Fournieu est « criblé » de toutes une constellation littéraire. Et de très belles évocations — comme le chapitre consacré à Maillotte, celui retraçant le passé d'Antonio, le « mentor » salvateur ou l'amour du narrateur pour les oiseaux — sont glissées par une surabondance de métaphores et d'apophtegmes, un style excessivement travaillé, à la limite de l'emphase, écouffant littéralement ces moments de qualité.

Valérie Cadet.

## Le premier but de Laurent Bénégué

CARAMELLE  
de Laurent Bénégué  
Ed. Bernard Barrault  
98 p., 78 F.

« Certaines personnes sont un jour décorées de la Légion d'honneur, d'autres mangent souvent des nouilles. De l'étude de cet antagonisme un peu simpliste, il ressort que l'appartenance à la seconde catégorie, *La vie de Wolfgang-Chiotzra Negens*, l'anti-héros du premier roman de Laurent Bénégué est tout entière résumée dans son nom. Les initiales de son prénom semblaient le prédestiner à la profession qu'il exerce : « M. Pipi » dans un grand magasin. Quant à son patronyme, il semble symboliser son existence : Negens est la racine latine de néant.

Renversé par un autobus, W.-C. Negens revêt sa vie comme dans un film de Claude Sautet : « Ce fut le documentaire le plus sportif que j'ai vu. Il m'a fait donner d'assister. » Il ne se passe rien dans sa vie jusqu'au jour où il rencontre Caramelle, une étudiante en zoologie qui collectionne les graffiti et qui ravit le métier de Wolfgang-Chiotzra.

C'est le grand amour, le bonheur, W.-C. Negens vit, enfin.

Leur amour ne durera que quelques pages. Il s'arrêtera brutalement, un week-end de grand départ : « Parmi les quarante-cinq morts, il y en avait une qui me rejoignait simplement pour me faire des câlins après une journée de boulot. » Caramelle morte, W.-C. Negens retrouve à nouveau son néant, cherchant désespérément le corps aimé et disparu. Il ne lui reste plus qu'à disparaître à son tour. Il décide de se suicider pendant un match de football, simplement parce qu'il regardait la Coupe du monde avec Caramelle et parce qu'il s'agit d'un beau match pour mourir. » Y parviendra-t-il ? Disons que son existence sera suspendue à un tir de penalty.

Laurent Bénégué joue avec les mots comme un footballeur avec un ballon. Quelquefois, il cherche à trop en faire et tire à côté. Souvent, il ajuste mieux son rire et ses mots font mouche. Le résultat est un peu inégal, mais, avec Caramelle, Laurent Bénégué a marqué un joli premier but.

Alain Salles.

### ANTILLES

Une société duale, une image éparpillée, les espoirs et déchirements de l'âme créole.

En librairie 89 F.

autrement ÉDITIONS



LIVRES • IDÉES  
HISTOIRE RELIGIEUSE

# Le Saint-Office, le frère prêcheur et le prêtre-ouvrier

Dominicain, François Leprieur raconte l'implacable décapitation, au début des années 50, de l'un des ordres les plus anciens et les plus prestigieux.

QUAND ROME CONDAMNE DOMINICAINS ET PRÊTRES-OUVRIERS, de François Leprieur. Plon-Éditions du Cerf, coll. « Terre humaine », 785 p., 190 F.

Le cloître à la campagne, les chœurs grégoriens, les moines en oraison : la connaissance de la vie religieuse reste limitée à quelques archétypes et clichés sur papier glacé. Certes, la transparence n'est pas le fort des grands ordres, mais accoutumés par l'apparition d'un puissant courant charismatique, une sorte d'esthétisme émotionnel et de folklore mystique se développe, occultant le fonctionnement des communautés religieuses, leurs crises internes, leur poids de chair, leurs rapports au monde et à Rome.

A l'inverse, le livre de François Leprieur plonge, presque jusqu'au sordide, dans l'un des épisodes les moins glorieux de l'histoire du catholicisme au vingtième siècle. Il raconte l'implacable décapitation, minutieusement organisée et programmée, au début des années 50, de l'un des ordres les plus anciens et prestigieux, celui de Saint-Dominique, de Thomas d'Aquin et du grand Lacordaire, par les cercles les plus rétrogrades de la curie romaine, agissant, selon des méthodes héritées de l'inquisition, sous l'empire de la droite française la plus intégriste, celle qui n'a jamais pardonné la Révolution et les droits de l'homme, le modernisme et de Gaulle.

## Huis clos au couvent

Au début des années 50, une moitié du monde vit sous la férule du stalinisme et l'autre dans sa hantise. La guerre froide est à son zénith. Des révoltes ouvrières grondent, au France comme à Berlin-Est. Des prêtres courageux sont emprisonnés en Pologne, en Yougoslavie, en Hongrie. L'Eglise du silence souffre derrière son rideau de fer, alors qu'aux Etats-Unis triomphe le maccarthysme. A Rome, le pape est malade. Le régime autoritaire, impérial, de Pie XII touche à sa fin. Sans cette trame politique et psychologique, on ne peut comprendre les événements décrits par François Leprieur, dominicain. Elle n'est hélas que suggérée, dans ce récit limité à un huis clos de couvent.

Car c'est dans ce climat de peur paralysante que le Vatican entend mettre fin à l'expérience des prêtres-ouvriers, soupçonnés de pactiser avec le diable, c'est-à-dire le communisme, et éliminer les religieux, notamment dominicains, qui leur prêtent des effectifs et, pis encore, leur com-

pétence théologique, leur influence dans les milieux intellectuels et médiatiques.

C'est un lieu commun de dire que l'Eglise a perdu la classe ouvrière. La naissance des prêtres-ouvriers après la guerre est une manière de renverser le cours de l'histoire, le plus grand défi missionnaire de ce tournant du vingtième siècle. Un petit livre comme *France, pays de mission*, écrit en 1943 par les abbés Daniel et Godin, se répand comme une flamme dans les camps de prisonniers, les séminaires, les couvents et les presbytères. La vocation sacerdotale se confond avec l'embarquement sur le lieu de travail, la vie en milieu ouvrier, l'engagement syndical et politique à gauche, c'est-à-dire à l'époque au parti communiste.



Des camarades de travail offrent un cado à un prêtre-ouvrier.

Pour Rome, cette évolution est inacceptable. Les dénonciations commencent. Les campagnes de délation font rage. Après les prudences mises en garde, les coups de crosse se mettent à pleuvoir. Les stages de travail pour séminaristes sont supprimés. Le séminaire de la Mission de France est fermé en 1953. Dirigé par le très conservateur cardinal Ottaviani, le Saint-Office met en marche la machine répressive. Pie XII décide de mettre fin brutalement à l'expérience. Un ultimatum est fixé au 1<sup>er</sup> mars 1954 : à cette date, tous les prêtres-ouvriers devront avoir regagné leurs cures ou leurs couvents.

Fidèles à leur vœu d'obéissance au pape, les jésuites se soumettent. Les prêtres séculiers suivent les consignes d'un évêque pat divisé. Mais, héritiers du Moyen Age, les dominicains ont une tradition et des constitutions autrement plus démocratiques. Couverts par leurs supérieurs, les prêtres-ouvriers de l'ordre traînent les pieds. Les témoins de

la théologie française, qui sont alors des dominicains, prennent pour eux fait et cause. Le règlement du conflit tourne à l'épreuve de force entre ces religieux et le Vatican. Celui-ci fait coup double : en frappant les prêtres-ouvriers, il ramène à la raison l'ordre réputé frondeur des frères prêcheurs.

C'est le maître général de l'ordre, l'Espagnol Suarez, qui se charge de la basse besogne : obtenir la démission des supérieurs des trois provinces dominicaines de France et l'éloignement des théologiens contestataires, notamment les pères Chem, Congar et Férret. Il plaide le moindre mal, c'est-à-dire le maintien des constitutions démocratiques de l'ordre que Rome menace de supprimer.

On aujourd'hui dans l'Eglise catholique de telles crises d'indiscipline et surtout une telle grossièreté pour en venir à bout, allant jusqu'à l'insultation, dans les conférences de théologiens surveillés, d'indicateurs aux ordres du nonce et du Vatican ? Mais les souvenirs ne s'effacent pas si facilement. Cette crise de 1953-1954 est restée dans les provinces dominicaines de France comme un puissant traumatisme et ce livre va leur servir d'exutoire. A ceux qui reprocheront à l'ordre des frères prêcheurs de remuer toute cette boue, plutôt que d'étudier et de prier, le vieux Père Congar, victime de ces événements, fait par avance cette réponse : « Fallait-il tout publier ? On peut se le demander, mais je dirai oui, parce que c'est arrivé, que c'est vraiment un objet d'histoire, et qu'après les prêtres-ouvriers on n'a rien trouvé d'autre comme solution à une question peut-être insoluble, l'évangélisation de la classe ouvrière. »

## Le statut théologique en question

Les séquelles de l'affaire ne sont pas minces, en effet. Non seulement le fossé s'est creusé entre l'Eglise et la classe ouvrière, mais toute discussion sur la théologie du sacerdoce est depuis lors bloquée. Les textes conciliaires sur le prêtre sont les plus décevants. On peut comprendre la répugnance du magistère à admettre la cohabitation de deux façons de vie dans le sacerdoce : celui du travailleur manuel et celui du prêtre consacré à Dieu. La même justification sert à l'interdiction du mariage. Pourtant, c'est bien l'absence de toute remise en question de ce statut théologique du prêtre qui est, parmi d'autres raisons, à l'origine de la crise massive du recrutement sacerdotal et religieux.

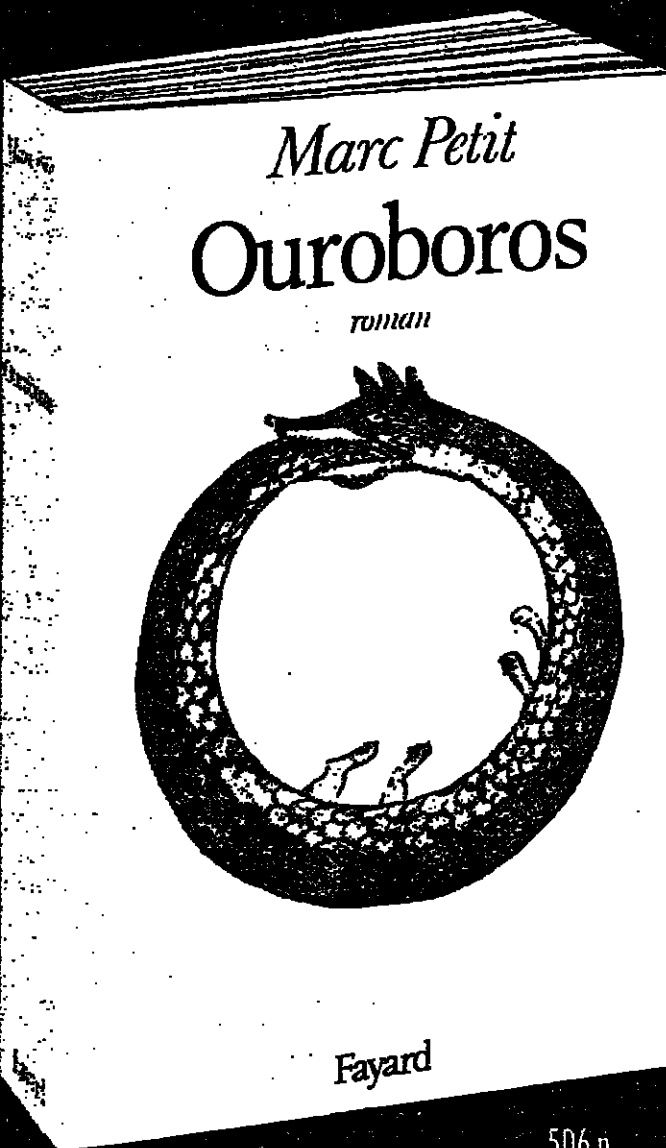
D'autres fractures ont pris leur source, on se souvient, à l'occasion de ces règlements de comptes sur le dos des prêtres-ouvriers. L'opinion a « flambé ». Les intellectuels se sont engagés. La presse de droite exulte. Celle de gauche fulmine et s'indigne.

Des lignes de partage se forment entre ceux qui défendent, quoi qu'il en coûte, cet idéal de liberté, de générosité des prêtres ouvriers, la rupture de l'Eglise avec les forces de l'argent, son ouverture à la modernité, et ceux qui font de Rome une sorte de mal nécessaire, l'instrument de régulation indispensable à toute institution. C'est Mauriac contre Claudel. C'est la gauche anticlérical, qui hier voulait la mort de l'Eglise de France et qui, dans ce bras de fer avec Rome, prend sa défense. C'est le Parti communiste déchiré entre sa solidarité avec des prêtres, qui partagent la vie de travailleurs et rejoignent ses rangs, et son dogme qui veut que l'Eglise n'a rien à faire dans la classe ouvrière.

La dernière question, jamais résolue et qui ne cesse de rebondir, est celle du statut du théologien dans l'Eglise. Les conflits sont aujourd'hui plus fustigés entre les théologiens et l'autorité. Les censures, les polémiques sont plus discrètes, mais les méthodes ont-elles, au fond, vraiment changé ? Usage du secret, ordres de soumission, sanctions non motivées, double langage, refus du droit de défense : le dernier chapitre de François Leprieur, intitulé avec indulgence « Le poids du système », est accablant. Dans une conception thomiste, le religieux obéit, mais il garde le droit de penser autrement. Dans l'autre, on réclame de lui au mieux l'adhésion de l'intelligence, au pis la démission de la conscience. La question de l'obéissance religieuse et celle des droits de l'homme dans l'Eglise sont loin d'être tranchées.

Henri Tincq.

**OUROBOROS,**  
le serpent métallique  
"qui se mord la queue dans l'inutile poursuite de son ombre," domine la rentrée littéraire de toute sa déraisonnable ambition...



506 p.  
120 F.

...Un événement dans l'art de faire rêver l'Histoire. Avec Marc Petit, les trois mousquetaires passent de Michelet à Foucault, de l'Histoire des hommes à celle de leurs concepts, les deux se conjuguant pour entraîner le lecteur dans une archéologie du savoir.

Jean-Baptiste Michel, *Le Nouvel Observateur*

Marc Petit fait la preuve des capacités de renouveau du roman français enfin ouvert sur l'immensité des cultures et l'internationale des inquiétudes.

J.M. de Montremy, *La Croix*

**FAYARD**

RACHID MIMOUNI



De même auteur : LE FEU DE L'ÉTOILE (1982) TONBEZA D 984

## L'honneur de la tribu

Le plus beau roman paru en France depuis le début de l'année.

Bernard Pivot / *Apographe*

Avec Rachid Mimouni, la littérature algérienne a trouvé son Gabriel Garcia Marquez.

Frédéric Vitoux / *Le Nouvel Observateur*

Truculence, virulence, ironie, telles sont les vertus de ce roman, sans oublier un sombre lyrisme.

Jean Chalon / *Le Figaro*



**ROBERT LAFFONT**  
des livres ouverts sur la vie

# Les folies Goncourt

On n'évoquerait sans doute pas chaque automne le nom des frères Goncourt si, en mémoire de Jules — mort en 1870. — Edmond — mort en 1896 — n'avait créé par testament une académie, et un prix littéraire qui connaît plus que tout autre les faveurs du public. Le prix Goncourt est un phénomène de l'institution littéraire française qui n'a pas — pour le meilleur et pour le pire — d'équivalent à l'étranger.

Mais Jules et Edmond de Goncourt resteront également dans l'histoire de la littérature comme les observateurs aigus et souvent impitoyables du monde des lettres au dix-neuvième siècle. On vient de rééditer leur célèbre *Journal*. Et le livre sur la place, à Nancy, a su rendre hommage à la fois à l'œuvre de Jules et d'Edmond et à ce prix Goncourt qu'Henri Troyat — qui l'obtint il y a plus d'un demi-siècle — évoque avec mélancolie.

## L'héritage d'Edmond

A Nancy, d'anciens lauréats se sont interrogés : à quoi sert le prix Goncourt ?

Jules et Edmond de Goncourt étaient les véritables vedettes du « Livre sur la place », la manifestation littéraire annuelle qu'organisent depuis onze ans, sur la place Stanislas de Nancy, la municipalité lorraine, le journal *L'Est républicain* et l'association Lire à Nancy.

Michel Caffier, de *L'Est républicain*, qui est à la fois l'âme de ce « Livre sur la place » et sa cheville ouvrière, n'avait pas seulement voulu rendre hommage à d'illustres Lorrains, mais inviter le public, les éditeurs, les écrivains, les journalistes, les critiques à s'interroger ensemble sur cette institution littéraire dont les frères Goncourt furent les observateurs aigus et impitoyables et qu'ils révolutionnèrent en créant, par le testament d'Edmond, l'Académie Goncourt et son fameux prix.

L'institution littéraire, c'est un territoire aux frontières imprécises et mouvantes. Il aurait été inconcevable, il y a encore vingt ans, qu'un train entier de romanciers célèbres, d'historiens de renom et de grands éditeurs parisiens se déverse pendant trois jours sur la place d'une ville de province ; inconcevable que, soixante mille visiteurs s'agglutinent devant des stands, dans le seul but de rencontrer des écrivains dédicant à tour de bras leurs ouvrages. Inconcevable encore que l'Académie Goncourt vienne à Nancy, pratiquement au complet, pour y décerner sa bourse de la biographie (1) et pour rendre publique la première liste de sélection pour le prix — attendu nerveusement par tous les écrivains de la rentrée (2).

### La « découverte » de Marguerite Duras

« A quoi sert le prix Goncourt ? » C'est le thème — vite relégué à l'état de prétexte par l'enthousiasme des échanges — qu'avait retenu le *Monde* pour le débat qu'il organisait.

M. Robert Kopp, le concepteur de la dernière édition du *Journal* des frères Goncourt (*lire ci-contre*, l'article de Geneviève Brisac), avait pourtant d'entrée circonscrit le sujet en lisant la tâche qui incombera à la future académie : choisir parmi les livres en prose — mais pas obligatoirement des romans parus dans l'année — celui qui leur paraîtra le meilleur, l'accent étant porté sur la jeunesse de l'écrivain primé et sur le caractère novateur de son entreprise littéraire.

Si des membres de l'Académie Goncourt avaient participé au débat — comme c'était prévu, — ils auraient peut-être éprouvé quelques difficultés à justifier la « découverte » de Marguerite Duras à soixante-dix ans ou l'originalité créatrice de lauréats aussi vite oubliés que primés, comme Francis Walder ou Anna Langfus. Mais, à défaut des ac-

démiciens qui avaient déclaré forfait, jugeant sans doute le terrain impraticable, six anciens lauréats du prix avaient eu la courtoisie de répondre aux questions des lecteurs. Par ordre d'ancienneté dans le couronnement : Félicien Marceau (1976), Patrick Grainville (1979), Didier Decoin (1977), Dominique Fernandez (1982), Michel Host (1986) et Erik Orsenna (1988). Ils subirent un feu roulant de questions qui débordèrent vite le cadre du prix Goncourt, dont Erik Orsenna devait dire que « le plus grand bienfait qu'il apporte à son lauréat, c'est le soulagement de ne plus l'attendre ».

On s'interrogea, par exemple, pour savoir si un bon écrivain aujourd'hui peut être ignoré de l'édition. Pour Dominique Fernandez et Didier Decoin, c'est impossible : un livre qui est refusé par quatre ou cinq maisons d'édition sérieuses ne peut pas être bon. Michel Host pense que certains gros manuscrits,

démiciens qui avaient déclaré forfait, jugeant sans doute le terrain impraticable, six anciens lauréats du prix avaient eu la courtoisie de répondre aux questions des lecteurs. Par ordre d'ancienneté dans le couronnement : Félicien Marceau (1976), Patrick Grainville (1979), Didier Decoin (1977), Dominique Fernandez (1982), Michel Host (1986) et Erik Orsenna (1988). Ils subirent un feu roulant de questions qui débordèrent vite le cadre du prix Goncourt, dont Erik Orsenna devait dire que « le plus grand bienfait qu'il apporte à son lauréat, c'est le soulagement de ne plus l'attendre ».

### La réforme de l'orthographe

Mais il y a sans doute plus grave, comme le remarque Erik Orsenna, que cette poignée éventuelle de manuscrits intéressants et refusés : ce sont des dizaines de romans publiés chaque année et qui, par le seul jeu du système d'information-librairie, ne trouveront que cent cinquante ou deux cents lecteurs. « La vraie



Les frères Goncourt vus par Cagnat

bogarde, c'est moins de se faire éditer que de trouver son public. Sur les deux cents romans qui paraissent en août et en septembre, la presse en retiendra une trentaine, toujours les mêmes. Les autres demeureront totalement inconnus de leurs lecteurs potentiels.

A quoi Michel Host ajoute : « La presse n'est plus aujourd'hui l'élément déterminant pour faire connaître un livre. Ce qu'il faut pour un auteur, c'est savoir couvrir très vite d'une radio à une télévision.

Ceux qui ne savent pas ont beaucoup de mal à faire connaître leur travail. »

Curieusement, le débat sur l'institution littéraire, ses pompes, ses œuvres et son raté a pris fin sur un échange véhément concernant... la réforme de l'orthographe. Une réforme que Félicien Marceau, de l'Académie française, juge utile si elle se limite « à la trentaine d'anomalies de l'orthographe » ; que Grainville écrivain rejette, mais que Grainville enseignant juge indispensable. Une réforme dont la seule perspective fait sortir le

calme Didier Decoin de ses gonds : « C'est un crime moral qu'on cherche à perpétuer. C'est un débat qu'il faut se hâter de ranger au plus profond des tiroirs pour ne jamais plus le faire ressortir. »

P. L.

(1) Elle a récompensé, en 1989, l'Anglaise Joanna Richardson pour *Judith Goncourt*, biographie d'une des filles de Théophile Gautier (Seyhès, 320 p., 95 F).

(2) Lire, en page 48, la liste des premières élections des jurys Goncourt, Renardot, Femina et Médias.

## Journal à quatre mains et deux têtes

La collection « Bouquins » réédite ce monument de quatre mille pages que les frères terribles ont dressé à l'individualisme du dix-neuvième siècle.

**JOURNAL**  
d'Edmond et Jules de Goncourt.  
Préface de Robert Kopp  
texte établi par Robert Ricasse.  
Robert Laffont  
coll. « Bouquins »  
trois volumes de 1 300, 1 360  
1 420 p., 120 F chacun.

Le premier volume du *Journal* des frères Goncourt parut le 2 décembre 1851, jour du coup d'Etat de Napoléon III. — « par une malchance habituelle à notre existence entière », remarquait Edmond, qui ne voyait pas plus loin, quand il s'agissait de se plaindre. C'était aussi l'aube d'une époque nouvelle. Flaubert commençait *Madame Bovary* et Melville bouclait *Moby Dick*.

Cette nouvelle époque, ils allaient essayer d'en capturer « l'ondoyante humanité dans sa vérité momentanée », d'en dire « un millionième de vérité ». C'est aussi une confession qui, dit Edmond, est l'« expansion d'un seul mot, d'un seul je ». Pourtant, ils étaient deux : Edmond, né en 1822, et Jules, né en 1830. Deux « créatures passionnées, nerveuses, maladeusement impressionnables ».

Et ce n'est pas le moindre paradoxe de ce trompe-l'œil fascinant, de ce monument à l'individualisme du dix-neuvième siècle, que de constater de la manière la plus radicale l'individu qu'ils prétendent passer au scalpel en gommant, dans leur vie et dans leur œuvre, toutes les frontières : invitant un je à quatre mains et à deux têtes, un

espace littéraire où, sur une même page, dans un désordre d'apparence, se télescopent une anecdote mondaine, un rêve de noyade, le portrait à la Daumier d'un ami cher, la vision exacerbe d'un reflet de doigt sur le cuir d'un siège de fiacre, un cri d'ennui.

On les imagine, assis à leur pupitre double, comme Bouvard et Pécuchet. Jusqu'à sa mort, en 1870, c'est Jules qui tient la plume, lui qui ajoute les pointes, cette ironie fine, tissée d'images. Ce qui les mène : « De toute notre vie, il nous manque quelque chose comme une bouteille de vin ou une palette de sang pour être au diapason des hommes, des femmes, des événements. Nous sommes un peu dans l'existence comme des gens entrés au bal de l'Opéra sans être un peu gris. » Ils font tapiserie, voyeurs, collectionneurs, et transforment la vie en choses vues. Le *Journal* fait de deux êtres une seule voix, aux inflexions, disent-ils, plutôt féminines.

### « Une lorgnette nouvelle »

« Nous sommes maintenant comme des femmes qui vivent ensemble, dont les sœurs se mêlent, dont les règles viennent en même temps : nos migraines nous viennent en même temps. » Ce qui induit, toute misogynie mise de côté — elle est le reflet fidèle du temps, comme l'antisé-

mitisme, — une « immense complicité avec les femmes, si éloquentes dans la douleur, et qui pourtant n'omettent pas de dire : j'ai bien fait de ne pas m'acheter une robe d'été ». Ils font de même.

Le *Journal* est le genre de la subjectivité, petites et extravagances de l'ego. On y lit l'ennui, les amertumes, les maladies et les chagrins d'auteur : « Plus la moindre espérance, battu les quais. » C'est qu'on ne fait pas les livres que l'on veut, note Edmond, le hasard vous en donne l'idée, et puis votre caractère, vos humeurs, ce qu'il y a en vous de plus indépendant que vous-même, couvent cette idée.

L'idée d'être deux pour écrire d'une seule voix se retourne, paradoxalement : pendant vingt-six ans, Edmond écrira seul, comme s'il était encore deux, pérennisant cette étrange lorgnette binoculaire qu'ils avaient inventée, et le faisant par amour de son frère et de la littérature : « Il ne s'agit pas de style, le tout est d'inventer une lorgnette nouvelle, faire voir les êtres et les choses à travers des verres qui n'aient pas encore servi. »

Il y a d'abord une manière de voir les personnages qu'ils croquent, exactement comme leur ami Gavarni, à l'eau-forte. L'idée collée à la peau, ou au costume, allégoriques dans le détail. Gavarni, une « intelligence échouée dans un tonneau de matière », une « lassitude d'hippopotame ». Pouthier, qui envisage d'

« offrir une muselière à sa mère ». Balzac, « ignare, ignoble, ne sachant rien, dont il semblait qu'il se rappelât toutes choses, même les ignorées ».

### Les frontières effacées

Les danses du ventre de la rue du Caire succèdent à une journée passée à se griser les yeux de bibelots, un monteur de billard se transforme en abbé napolitain en enfant sa bourse.

Ils notent alors : « Le monde est loin d'être infini. » Ce qui est un credo de collectionneur. Et l'on ne croit dans un grenier, au milieu des objets de toilette pour femmes qu'accumule Edmond, de porcelaines japonaises, de bibelots de chez Hayashi ou Bing. Un brio-à-brac.

D'où vient alors que cette manière suscite tant de colères et d'agressivité ? Car c'est aussi cela un des sujets du *Journal* : cette hostilité que suscite l'entreprise.

1866 : « Il y a maintenant, écrit Jules, des colères déclarées non seulement contre notre forme et nos idées, mais contre notre dualité. C'est aux deux frères qu'on en veut, au mariage de notre fraternité. »

1887 : Edmond enregistre « la haine imbecile du journalisme de notre bord, conservateur et catholique ».

1889 : « Je suis insulté, humilié, vilipendé comme un débutant. » C'est peut-être que le *Journal*, par-delà le roman simultané qu'il

constitue, par-delà sa valeur de chronique et son poids de vérité, dit l'inavouable, est bâti sur le non-dit. Peut-être parce qu'il est le fruit de cette « intersubjectivité » scandaleuse des deux frères, il mêle ce qui ne doit pas être mêlé, les rêves, très nombreux, et les visions, les mauvaises pensées et les théories littéraires, les ragots et la morale, en vrac, l'inconscient individuel en miroir de l'inconscient collectif.

Et c'est en quoi les frères Goncourt sont encore bien moins « clean » que leurs vieux amis et complices, Flaubert, Gavarni ou Maupassant. Ils effacent les frontières entre le réel et l'irréel, le bien et le mal, bien avant les surréalistes, Bataille ou Gombrowicz.

Ils ne croyaient ni à Dieu ni à diable, mais qu'un écrivain vivant peut valoir un écrivain mort. Ils écrivaient : « Le paradis, ce sera, pour tous les gens qui ont travaillé pour la postérité, de s'y voir vivre ; et l'enfer, pour tous ceux qui n'ont rien fait pour elle, bureaucraties, bourgeois, crétiens et pions, de s'y voir morts. » Et sans doute furent-ils — si tant est qu'il soit légitime de comparer des frères — des sortes de frères Lumière : artisans et révolutionnaires.

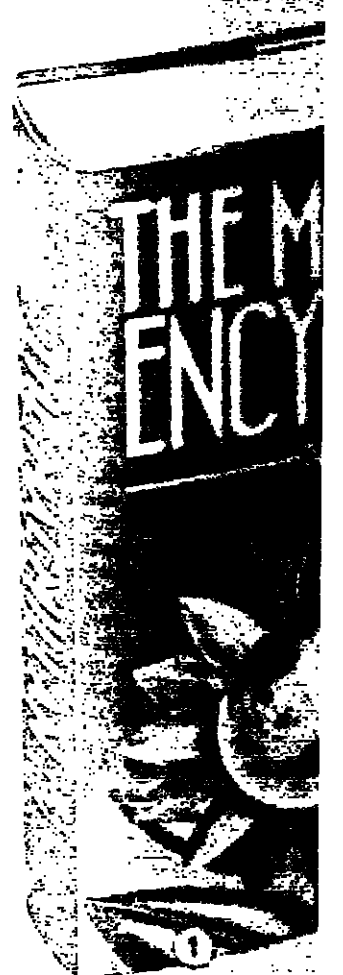
### Geneviève Brisac.

— A lire aussi sur les frères Goncourt : *Jules et Edmond*, le génie androgyne, de Wanda Baumour (éditions Persée).

Henri Tra

L'indispen

L'indispen



REFERENCE DE TR

English BOOK CL

كتاب الام



LIVRES • IDÉES  
DOSSIER

# Henri Troyat : « Mon prix, en 1938... »

Il est le plus ancien lauréat vivant du Goncourt.  
L'académicien évoque cette folle journée d'il y a cinquante ans.

Tout comme il est le plus ancien membre de l'Académie française, où il siège depuis trente ans, Henri Troyat, qui n'a pourtant que soixante-dix-huit ans, est le plus ancien lauréat vivant du prix Goncourt. Il y a plus d'un demi-siècle, en 1938, que Troyat a reçu cette récompense pour *L'Archange*, son quatrième roman, publié chez Plon. Ce qui ne l'empêche pas de parler de son bonheur et de ses angoisses avec beaucoup de franchise.

« Mon éditeur, Maurice Bourdelle, m'avait prévenu : sa seule certitude, quant à mon livre, c'est qu'il n'aurait pas le Goncourt. Tous les gens informés disaient qu'il n'y aurait pratiquement pas de discussion et que le prix reviendrait à Brune, de François de Roux. Je n'avais donc pas le moindre souci, au point même d'oublier quel jour se réunissaient les jurés de Drouant.

« J'avais vingt-sept ans. J'avais obtenu le Prix populiste pour mon premier livre, *Faux jout*, publié alors que je faisais mon service militaire à Metz, et je gagnais ma vie en occupant un poste de rédacteur aux services du budget de la préfecture de la Seine. Le jour du Goncourt, j'avais rendez-vous pour déjeuner avec un ami. Nous étions heureux de nous retrouver, et le repas s'est un peu prolongé. Si bien que je suis arrivé en retard à mon travail. En haut de l'escalier de la préfecture, j'ai vu un huissier qui agitait les bras, et j'ai pensé que mon chef de bureau voulait me passer un savon à cause de mon retard. Mais l'huissier s'est précipité vers moi en me criant que j'avais le prix Goncourt. J'ai cru à une blague. Mais mon éditeur m'a

téléphoné pour me confirmer la nouvelle. Je me suis donc rendu au siège de Plon, rue Garancière — il y a longtemps qu'il n'y avait plus personne chez Drouant ; et là, il y avait des tas de journalistes qui m'attendaient et qui me posaient une foule de questions auxquelles je ne m'étais évidemment pas préparé à répondre.

## Une semaine de congé

« La première agitation passée, Maurice Bourdelle m'a entraîné vers son bureau afin de modifier le contrat qui le liait à Plon. Le soir, à la maison, avec mes parents, nous avons fait la fête, sauté le champagne et bu de la vodka ; mais je les ai quittés rapidement : j'ai passé la moitié de la nuit à écrire deux ou trois articles que j'avais promis pour le lendemain. J'ai pris une semaine de congé à la préfecture. Pas davantage. Il n'était pas question pour moi d'abandonner mon travail salarié. Je considérais que ce prix était un accident, un événement à la fois heureux et effrayant qui ne devait pas modifier mon itinéraire. L'histoire m'a d'ailleurs donné raison. J'ai été le dernier Goncourt du temps de paix. La guerre est arrivée, je n'ai pas pu publier avant des années. L'élan était brisé, et il m'a fallu reconquérir le public et une certaine notoriété.

« Le prix Goncourt avait déjà un très grand retentissement et assurait la vente de 100 000 à 150 000 exemplaires, mais le climat qui entourait la vie littéraire était très différent. A cette époque, un livre faisait lentement son chemin. Le travail de

l'écrivain était terminé avec le livre. On faisait deux ou trois grandes ventes, mais pas de séances de signature en province, et surtout pas de télévision.

« Aujourd'hui, il faut que les auteurs soient les promoteurs de leurs livres et presque des stars de télévision.

Sauvé par Dostoïevski



« Ce prix m'a empêché d'une sorte de terreur... »

acteurs. Nous avions, il est vrai, encore deux ou trois salons littéraires que nos attachés de presse nous recommandaient de fréquenter. Mais le métier même d'attaché de presse était différent : un éditeur, lorsqu'il voulait « pousser » un livre, allouait une certaine somme à une personne distinguée, laquelle organisait, dans son appartement, quelques dîners choisis avec des journalistes. Tout cela demeurait très feutré.

« Ce prix Goncourt m'a rempli de joie ; il a, immédiatement,

amélioré ma vie matérielle, mais, comme écrivain, il m'a empli d'une sorte de terreur. Ce prix était une telle surprise qu'il me paralysait : qu'allais-je pouvoir écrire pour mériter et justifier une telle récompense ?

Au début des années 50, on m'a sollicité plusieurs fois pour être membre de l'Académie Goncourt. Et sans doute aurais-je cédé si je n'avais pas été un fils d'émigré. Car, dans le même temps, quelques amis écrivains me faisaient savoir que l'Académie française était disposée à m'accueillir. Voir leur fils à l'Académie française, c'était une telle joie et une telle récompense pour mes parents ! »

Propos recueillis par Pierre Lepage.

Un livre que vous n'oublierez plus jamais.

H. van Galen Last  
NRC Handelsblad, Rotterdam

Un chef d'œuvre subtil traverse discrètement notre siècle.

Daria Galateria  
Il Manifesto, Rome

5 traductions : Nolle, Payot, Bui, Gande-Bratigue, EFA, Espagne.

Georges Roditi  
L'esprit de perfection

Stock 60 F

MICHEL MOHRT

Justina la bécasse tout nue

BENJAMIN  
OU LETTRES  
SUR L'INCONSTANCE

Gallimard

## L'INDISPENSABLE TRIO D'OUVRAGES DE RÉFÉRENCE EN ANGLAIS

CHOISISSEZ CES 3 OUVRAGES DE RÉFÉRENCE POUR 29\* SEULEMENT F

THE MACMILLAN ENCYCLOPEDIA

THE OXFORD REFERENCE DICTIONARY

Roget's Thesaurus of English words & phrases

THE OXFORD REFERENCE DICTIONARY

Plus de 75 000 définitions de mots et d'expressions claires et rigoureuses, leur prononciation et leur étymologie. Des articles sur les noms propres, qu'il s'agisse de personnages historiques ou de fiction, de Beethoven à Drouant, accompagnés de photographies choisies — un superbe dictionnaire illustré.

ROGET'S THESAURUS

Comprend plus de 250 000 mots et expressions, dont 11 000 viennent compléter cette nouvelle édition, cet ouvrage est le compagnon indispensable de l'amateur des langues. Il vous aidera à trouver cette nuance précise qui vous échappe, à découvrir cette autre façon d'exprimer une expression obscure ou un cliché fastidieux, et bien plus encore. Le meilleur thésaurus qui soit.

THE MACMILLAN ENCYCLOPEDIA

25 000 articles sur les gens, les lieux, les oiseaux, les animaux, les plantes, l'histoire, les arts et les sciences ; 1 234 illustrations. Recourent du monde entier comme une source de référence essentielle pour les devoirs scolaires ou pour approfondir vos recherches chez vous ou au bureau. Nouvelle édition entièrement révisée.

Vous recevrez avec vos livres offerts à titre de bienvenue le dernier numéro d'un magazine gratuit appelé "Bookshop". Il vous donnera tous les détails en anglais concernant notre sélection du moment et est entièrement illustré en couleurs de manière à ce que vous puissiez faire soigneusement votre choix pour votre prochaine commande. Un nouveau numéro de "Bookshop" vous sera envoyé environ tous les trois mois. Mais afin de vous offrir un choix encore plus large nous vous enverrons, en plus, à intervalles réguliers des suppléments dans lesquels vous pourrez aussi choisir un livre.

Tant que vous serez membre, tout ce que vous aurez à faire sera d'acheter au moins un livre par an figurant dans chacun des numéros de "Bookshop" (ou les suppléments). C'est votre seule obligation. La durée minimale d'adhésion recouvre quatre numéros du magazine "Bookshop".

10 JOURS D'EXAMEN GRATUIT SANS OBLIGATION

Vous ne paierez vos livres offerts à titre de bienvenue qu'après avoir eu suffisamment de temps pour les examiner tranquillement et si vous êtes satisfait de leur qualité et leur valeur. La qualité de nos livres est notre meilleure publicité. Remplissez simplement votre coupon et envoyez-le aujourd'hui. Cela ne pourrait être plus facile. Rappelez-vous : N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT.

En cas de réclamation concernant les produits ou services du Club, s'il vous plaît nous écrire directement à l'adresse suivante : The English Book Club, 87 Newman Street, LONDON W1P 4EN, ANGLETERRE.

Remplissez ce coupon et envoyez-le à notre adresse française : The English Book Club, S.P. 24, 62246 Neuilly-sur-Seine-Les Cedex.

Oui, cela m'intéresse de devenir membre de The English Book Club à Londres et j'aimerais recevoir les livres qui portent les numéros de code suivants : 1 2 3

En même temps que mes livres, je recevrai le dernier numéro du magazine "Bookshop" fournissant des détails complets sur la qualité, la catégorie et le prix des livres qui me seront proposés en son temps de membre. Si je décide de conserver les livres, je ne paierai que 29 F, plus 19 F\* seulement pour les frais d'envoi et d'emballage et deviendrai ainsi membre. En tant que membre, mon engagement ne consiste qu'à acheter au moins un livre choisi dans chacun des numéros de "Bookshop" que me seront envoyés environ tous les 3 mois. Si je ne passe aucune commande dans le temps prescrit, j'accepte de recevoir le livre choisi par l'éditeur "Editor's Choice" offert dans "Bookshop". Mon adhésion durera au minimum pendant 4 numéros du magazine "Bookshop", après quoi, je pourrai annuler mon adhésion à tout moment en donnant par écrit un préavis de 3 mois. Si je ne souhaite pas devenir membre de The English Book Club, je retournerai simplement les livres offerts à titre de bienvenue au plus tard 10 jours après leur réception et ne vous devrai rien.

Signature : ☒ Date : \_\_\_\_\_

Cette offre s'applique uniquement à la France métropolitaine. Offre réservée aux nouveaux adhérents. (Écrire en caractères SVP)

Nom : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT

Conformément à la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant figurant sur votre fichier informatique clientèle auprès de la société Book Club Association, 87 Newman Street, Londres W1P 4EN, Angleterre.

The English BOOK CLUB

87 Newman Street, Londres W1P 4EN, Angleterre.

**LA MÉTHODE SOCIALE**  
de Frédéric Le Play.  
Médiéens Klincksieck, 656 p., 160 F.  
**L'OPINION ET LA FOULE**  
de Gabriel de Tarde.  
PUF, 184 p., 85 F.

**INITIATION**  
**À LA PRATIQUE SOCIOLOGIQUE**  
de Patrick Champagne, Remi Lenoir,  
Dominique Merliet et Louis Pinto.  
Dunod, 238 p., 115 F.

**LE JOURNAL DE RECHERCHE**  
de René Lourau.  
Médiéens Klincksieck, 270 p., 140 F.

**CLEFS POUR UNE POÉTIQUE**  
**DE LA SOCIOLOGIE**  
de Richard Brown.  
Traduit de l'anglais par Rémi Clignet.  
Actes Sud, 352 p., 180 F.

À la fois des sociologues sembleraient faiblir, elle se ravive. L'effacement des grandes théories, tout autant que l'effacement du réel et du sens dans les décombres de la postmodernité, avait ravagé les certitudes. En fait, les sciences du social bougent, elles évaluent autrement les systèmes de références et les modes explicatifs qui les ont orientés depuis plusieurs décennies, elles changent d'objets en même temps que de paradigmes. La connaissance de leur connaissance, et de ses effets, devient un de leurs objectifs. Elles ont non pas seulement à affronter l'épreuve des turbulences de ce temps, mais aussi à redéfinir leur position dans des sociétés où leur contribution affecte pour une part les langages et le jeu des rapports sociaux. Le paysage intellectuel qu'elles composent, pour être devenu plus discret et moins propice aux affrontements polémiques, n'en reste pas moins diversifié; il se transforme, il est plus mouvant qu'il ne l'était lorsque les dominations d'écoles fixaient les perspectives.

Le regain sociologique se mesure d'abord à la multiplication des publications, signe d'une certaine reprise de confiance. Durant les derniers mois, plusieurs ouvrages ont paru, sans lien immédiatement apparent, et qui forment pourtant un ensemble significatif. Les uns guident le retour à des œuvres dont les auteurs étaient depuis longtemps oubliés ou mésestimés. Les autres interrogent, en des façons différentes, la démarche sociologique et ce que l'on pourrait désigner comme nouvelles fréquentations de la discipline. Ainsi, pourquoi cette vive curiosité pour Frédéric Le Play, « inventeur oublié », selon la qualification de ses commentateurs actuels (1)? D'autant plus que ceux-ci ne semblent pas avoir la moindre affinité avec l'inspirateur d'un catholicisme social fané, avec l'auteur « engagé » de la *Réforme sociale* en France (1864), qui retint l'attention de

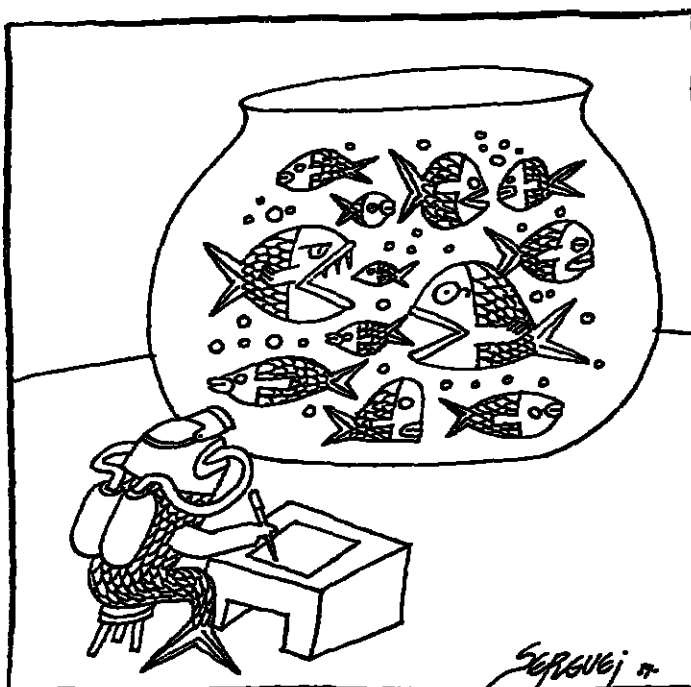
Napoléon III et en reçut des charges. C'est la méthode de cet ingénieur, voyageur, homme de terrain, observateur en direct à partir d'une grille d'analyse des modes de vie et des conditions matérielles (les budgets des familles, ouvrières surtout, paysannes à un moindre degré), qui se trouve éclairée. Cet empirisme de contact, associé à un large comparatisme, est exalté afin d'être opposé à l'empirisme indirect, qui procède à partir d'échantillons, de questionnaires, de sondages, de séries statistiques. L'observation directe, la généralisation par comparaison, ce sont là autant de règles de recherche qui accompagnent une récente anthropologisation — au sens des études de type « ethnographique » — de la sociologie.

Avec Tarde, le mouvement de retour à une portée de plus grande amplitude; il implique, en même temps que la découverte des essais publiés sous le titre *L'Opinion et la Foule*, la reprise du grand ouvrage consacré aux « lois de l'imitation » érigées en principes constitutifs des sociétés humaines. Les questions de méthode sont également en cause et actualisables: la considération du nombre et son traitement, l'opinion assimilée à un produit de consommation et l'intuition des sondages qui peuvent la manifester, l'introduction d'une dimension sociologique dans la science politique.

Mais la rencontre avec Tarde tire sa force de la mise en évidence de problèmes qui sont aussi ceux d'aujourd'hui, avec une autre extension, une autre intensité. Le plus important est sans doute ce qui contribue à ressourcer le débat sur la démocratie, ce qui vient d'une époque — la fin du dix-neuvième siècle — où elle était pour certains un facteur de désordre et d'irrationalité. Tarde oppose aux détracteurs une théorie du public et de l'opinion publique où l'effet de masse n'est

## SOCIÉTÉS

par Georges Balandier



## Le regain sociologique

plus négatif; il fait du suffrage universel un instrument de mesure des variations de l'opinion et des désirs, et de définition de l'identité collective. Il accorde au système démocratique la capacité de remplir une fonction essentielle: celle d'informer la société sur elle-même, à la façon d'un outil statistique.

DEPUIS, les moyens d'information se sont multipliés, le métier de sociologue s'est organisé en nourrissant l'attente d'une contribution à la résolution des problèmes sociaux. La demande a été souvent déçue, et le statut de la sociologie se modifie quand varient la détermination de ses objectifs et le choix de ses procédures. La querelle des pratiques reste ouverte, mieux argumentée parce que fondée sur les résultats acquis et diffusés durant les dernières décennies. Elle met en jeu le caractère scientifique de la sociologie, la possibilité de parvenir à une objectivité qui ne se réduise pas à une explication hasardeuse du vécu.

des apparences de la science). Il y a là un appel à investir le plus de science possible dans la connaissance du social, mais tempéré par une meilleure évaluation de ce qui la contrarie ou la fausse. C'est ainsi que la relation du sociologue à l'objet de sa recherche est reconnue comme un révélateur de « certaines propriétés » de celui-ci, et comme un rapport imposant l'« analyse raisonnée » des obstacles sociaux à l'interrogation sociologique. Une analyse d'où l'intropection est bannie.

C'est, inversement, à l'implication du chercheur que René Lourau s'attache en traitant du « journal de recherche », en voulant accéder à la connaissance intime de tout ce qui est en jeu dans la pratique d'enquête et la mise en forme finale des résultats. Lourau part du principe que l'observateur est nécessairement « impliqué dans le terrain », alors même qu'il ne choisit pas de s'impliquer par le recours à l'observation participante. La présence de l'enquêteur est inévitablement une intervention, la subjectivité est toujours à

l'œuvre et, en ce sens, l'acte de recherche est un acte (scientifique) manqué. Les journaux de recherche — ces hors-textes qui entretiennent un rapport complexe avec le texte savant — révèlent « les aspects les plus secrets de l'implication du chercheur ». Ils permettent le dévoilement de ce qui se passe dans l'enquête et de la dynamique par laquelle celle-ci s'accomplit. On comprend alors la place privilégiée que Lourau accorde aux journaux ou carnets des anthropologues et des socio-anthropologues; ils sont les matériaux d'une science des sciences sociales, d'une connaissance des processus de la recherche et de la découverte.

PAR d'autres voies, en prenant en charge l'apport des diverses écoles contemporaines, Richard Brown propose aussi une vision du mode de connaissance sociologique; il la dit « esthétique ». Il tient pour acquis le fait qu'« en toute formulation théorique, on retrouve toujours les expériences personnelles et les intérêts de l'auteur ». Au-delà, ce qui est affirmé, c'est l'analogie des activités scientifiques et des recherches esthétiques: « Elles visent à l'élaboration de paradigmes dont la fonction est de faciliter la compréhension de l'expérience humaine ».

Le rapprochement des disciplines s'effectue lorsque Brown considère le concept de point de vue en esthétique et le problème du point de vue en sociologie. Le premier élimine la distinction entre l'objectif et le subjectif. Le second se pose en raison de l'impossibilité d'occuper la position du spectateur absolu, de parvenir à un « mode de connaissance libéré de tout point de vue ». Une part d'incertitude et de doute reste irréductible. Le rapprochement entre façons de connaître, toutes traitées comme des perspectives particulières, s'accomplit davantage encore dans les développements consacrés au statut de la métaphore. Le mode de pensée métaphorique intervient dans les sciences autant que dans les arts. En ce sens, la sociologie doit identifier les métaphores les plus fécondes sans les hiérarchiser, définir des critères pour distinguer une métaphore qui « marche ». Les figures métaphoriques de base — ou paradigmes sociologiques — sont examinées dans leur succession: l'organisme, la machine, et, maintenant, le langage, le drame, le jeu. Cette exploration effectuée par Brown se révèle d'une grande fécondité; elle justifie sa recherche des clefs d'une « poétique de la sociologie »; elle fait de son livre un outil indispensable, en même temps qu'une preuve du regain sociologique.

(1) Les *Inventeurs oubliés*. Le Play et ses constitutifs aux origines des sciences sociales, de Bernard Kahan et Antoine Savoye, Champ Vallon, 292 p., 152 F.

## L'insaisissable objet de la politique

De l'histoire de Sciences-Po à la théorie des systèmes ou comment penser l'organisation de la cité.

**NAISSANCES DE LA SCIENCE POLITIQUE EN FRANCE**, de Pierre Favre, Fayard 331 p., 140 F.

**LE CONCEPT DE SYSTÈME POLITIQUE**, de Jean-Louis Vuilleme, PUF 576 p., 240 F.

**MACHIAVEL**, de Quentin Skinner, traduit de l'anglais par Michel Plon, Le Seuil 186 p., 85 F.

Si Durkheim, à la fin du dix-neuvième siècle, n'avait pas écarté la politique du domaine de la sociologie et si l'Ecole des Annales, entre les deux guerres, ne l'avait pas exclue du terrain de l'histoire, la science politique en France, à en croire Pierre Favre, n'aurait pas attendu la dernière après-guerre pour se constituer en une discipline autonome, distincte à la fois du droit public et de la philosophie. Avant que se développent des recherches assez rigoureuses pour justifier, en partie au moins, l'appellation de « science » politique, de nombreux travaux ont en effet pris pour objet l'État, le pouvoir ou la démocratie, mais il a fallu que se croisent les enquêtes, que s'affinent les méthodes pour que se crée peu à peu une communauté de chercheurs capable de conférer à leur champ d'investigation sa cohérence et sa légitimité. Car une science, comme l'explique fort bien l'auteur, ne

se définit pas seulement par le recours à certaines procédures logiques qui rendent possibles démonstrations et vérifications; elle « n'apparaît véritablement qu'à partir du moment où existent des institutions de discussion, d'évaluation et de transmission des résultats de la recherche ». L'institution qui va précisément servir de cadre en France à la science politique naissante et nourrir les débats indispensables à son épanouissement est l'Ecole libre des

sciences politiques, fondée en 1871 par un obscur journaliste ami de Taine, Emile Boutmy.

La nouvelle école, dont Pierre Favre raconte ici les premières années d'existence, ne sera d'abord qu'un carrefour de diverses spécialités, allant du droit constitutionnel à l'histoire diplomatique, mais elle va concourir peu à peu à l'émergence d'un objet d'études inédit. Aussi la date de 1871 peut-elle à bon droit être tenue pour le point de départ de la jeune discipline. Son véritable point d'arrivée correspondra, on l'a dit, aux lendemains de la deuxième guerre mondiale. Mais Pierre Favre considère comme un jalon important la publication en 1913 du *Tableau politique de la France de l'Ouest*, d'André Siegfried, même si ce livre ne fut pas reconnu à l'époque comme il l'aurait dû. C'est donc entre ces deux dates, 1871 et 1913, qu'il situe la « première institutionnalisation » de la science politique, la seconde se produisant dans les années 40.

Enfin, Siegfried

vint. Pendant cette période, en effet, l'Ecole libre des sciences politiques va s'imposer comme le principal lieu d'enseignement de la nouvelle discipline. Une vive polémique opposera en particulier Emile Boutmy à Claude Buffon, professeur de droit et « en la circonstance, précise Pierre Favre, véritable représentant des

facultés ». En définitive, la science politique ne fera qu'une « fausse entrée » dans les facultés de droit pour être assez vite rejetée au bénéfice des sciences purement juridiques. Mais, si Sciences-Po reste ainsi maîtresse du terrain, elle ne parvient pas pour autant à donner un statut scientifique à une matière qui demeure éclatée en de multiples tendances.

Enfin, Siegfried vint. Le *Tableau politique de la France de l'Ouest*, « unanimement reconnu dans le monde entier comme fondateur de l'étude scientifique des élections », selon Pierre Favre, décrit pour la première fois, avec précision, sur la base d'une classification géographique, les déterminations sociales des comportements politiques. Un quart de siècle sera nécessaire pour que ses leçons soient enfin comprises. Sociologue, Pierre Favre privilégie évidemment l'approche sociologique de la politique, notamment contre celle de la philosophie du droit. Son livre en est un riche et stimulant exemple.

Définir l'objet propre d'une science de la politique fut la préoccupation constante de ceux qui se sont efforcés de mieux comprendre les règles de cette activité commune à toutes les sociétés. Parmi les tentatives les plus récentes, on mentionnera le gros travail de Jean-Louis Vuilleme sur le « concept de système politique ».

Machiavel

et la cybernétique. Philosophes, l'auteur, qui se propose d'analyser « la politique en tant que tel », distingue sa démarche non seulement des « philosophies doctrinales », mais aussi des méthodes de la sociologie, qui considère à tort, selon lui, le champ politique comme un « sous-système » de la société. « Il est possible, dit-il, que le système politique ne soit pas une simple « partie » du système social, mais soit le système social tout entier en tant qu'il a pour fonction de se doter de fonctions ».

On n'entrera pas dans le détail d'une investigation qui s'appuie sur la cybernétique et la théorie des systèmes pour tenter de penser « l'auto-organisation politique de la communauté sociale »; on se contentera de noter que pour Jean-Louis Vuilleme la science politique « n'est pas une science sociale parmi d'autres, mais la clé de voûte de leur organisation », et qu'en essayant de définir avec rigueur « le domaine du politique » l'auteur apporte une contribution substantielle à la discipline née à la fin du siècle dernier.

A vrai dire, il n'est pas inutile de remonter au-delà du dix-neuvième siècle, au moins jusqu'à Machiavel. Le Florentin n'a-t-il pas été le premier à poser l'autonomie de la politique, en la séparant hardiment de la morale privée?

Dans un petit livre lumineux, qui suit pas à pas la vie et les écrits de l'auteur du *Prince*, des *Discours* et des *Histoires florentines*, le professeur Quentin Skinner montre bien ce renversement des perspectives par rapport à la tradition humaniste. Historien et philosophe, Quentin Skinner, dont Michel Plon présente utilement dans sa postface les méthodes d'interprétation, inspire de la philosophie analytique, souligne notamment la fécondité du concept de *virtù*, qui apparaît *a posteriori* comme le fondement possible d'une science de la politique.

Thomas Ferenzi.

Jacques Darcanges

### Contre les fausses valeurs de la modernité

Je vous félicite pour cet ouvrage à une époque qui a perdu le goût de la vérité.

Jean-Paul ARON

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

**ÉDITEUR en quête d'AUTEURS**

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS - Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias: Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Vos manuscrits sont à adresser à

**L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEURS**

17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08

**2 Gens**

CO

**IMAGE ET**

avec les Photos

20-21-22 octo

CHAMPA





## HISTOIRE LITTÉRAIRE

Honneur  
aux Tchèques

Honneur aux lettres tchécoslovaques ! A l'écart de cette perestroïka qui ébranle le monde communiste, la Tchécoslovaquie reste, en apparence, de marbre. Pourtant, comme toujours dans l'Histoire, c'est grâce aux écrivains, aux Hasek d'aujourd'hui, que le pays véritable apparaît dans sa révolte à peine masquée.

Ainsi une littérature dactylographiée-polycopiée (qui refuse le nom russe de samizdat) se poursuit dans une légalité précaire, à la limite de la clandestinité, assurant la fabrication et la diffusion de livres qui ne peuvent paraître dans les Editions d'Etat : les livres de la collection « Petites » (« Cadenas »), de Ludvík Vaculík, et ses « chroniques » diffusées à quelques exemplaires, que « tout le monde » lit : le Groupe E.E. (« Editions-Expéditions »), créé par le frère de Vaclav Havel, Ivan Havel, qui « publie » surtout de la philosophie et de l'histoire ; Cheska Expetice (« les Messageries tchèques »), diffusées par Jaromír Horec, qui comptent, dans les domaines de la poésie, de l'histoire, des Mémoires, cent vingt titres (polycopiés de douze à quatre-vingt exemplaires). Ecrite un an après la Charte 77, la Clé des songes de Ludvík Vaculík, sera une révélation : l'entrée à l'intérieur du pays de Kafka pour les lecteurs français, transportés avec ce livre passionnant et inclassable dans la tête et les occupations quotidiennes d'un intellectuel pragoise, ses rencontres, ses rêves, ses promenades, ses convocations, l'amitié et la délation.

Vaut-il mieux être extérieur pour pouvoir comprendre ce qui se passe ? On pourrait le croire, puisque, curieusement, paraissent un Traité des courtes merveilles (chez Grasset), écrit directement en français par un jeune Tchèque, Vaclav Jemel, et un roman picaresque, la Façade, écrit en allemand par une Pragoise émigrée, qui est une traversée hors des apparences des pays de l'Est. Quant à Vaclav Havel, en prison ou dans son appartement des bords de la Vltava, il reste chez lui, dans sa langue. Et c'est à lui que les libraires allemands remettront, à la Foire de Francfort, le prix de la Paix 1989. Des écrits politiques (chez Calmann-Lévy) et un livre d'entretiens intitulé Interrogatoire à distance (aux Editions de l'Aube) paraîtront à cette occasion. Une chose, déjà, semble sûre : le lauréat, privé de passeport, n'a pas, selon les autorités, le droit de voyager à l'étranger. Ce sera donc l'acteur Maximilian Schell qui lira, en allemand, son discours de remerciement le 14 octobre à Francfort.

## LA FAÇADE

de Libuse Monikova.  
Traduit de l'allemand  
par Nicole Casanova  
Belfond, 344 p., 145 F.

QUEL voyage ! L'humour, décemment, passe mieux les frontières que les hommes. Même si le sous-titre du livre — M.N.O.P.Q. — reste comme un code secret, inviolable, même si le sonnet du langage ne cesse de vous tournerboulé, même si cette fable picaresque et désopilante n'a vraiment rien d'optimiste, la Façade, de Libuse Monikova, mérite vraiment qu'on s'y attarde. La romancière, née à Prague en 1945, germaniste de formation, installée depuis 1971 en Allemagne fédérale où elle a enseigné la littérature comparée, est l'auteur d'essais sur Borges, Kafka, Wedekind et de deux récits : Eine Schädigung (1981) et Pavane für eine Vetterbene Infantin (1983). Son roman, la Façade, le premier à être traduit en français, a obtenu le prix Alfred-Döblin 1987. Tchèque, elle écrit en allemand dans une langue d'une fabuleuse richesse verbale que la traductrice, Nicole Casanova, a réussi, le plus souvent, à faire passer en français avec une étonnante maestria.

Du château de Bohême, où se passe l'action principale du roman, nous ne verrons que la façade, que quatre artistes, tous membres de l'Académie des beaux-arts, ont été chargés par la commission centrale pour la protection des monuments de restaurer. Travail de Sisyphe que celui qui consiste à rafraîchir cette façade Renaissance entièrement couverte de sculptures, de moulures, de voussures, de voussures, de caissons ouvragés, qui se dégradent régulièrement et de plus en plus vite. Ne se sentant pas prisonniers du modèle original — d'autant plus qu'à dix mètres de hauteur leurs œuvres sont moins visibles, — ils se sentent libres d'interpréter l'œuvre de leurs prédécesseurs et ils n'hésitent pas à remplacer les motifs détruits ou effacés par les produits de leur imagination. Le travail fini, on les retrouve au « Bélier » ou dans une autre taverne où ils se chamaillent, boivent force bières et refont le monde, ressuscitant les faits marquants de l'histoire tchèque ou universelle.

## LA CLÉ DES SONGES

de Ludvík Vaculík.  
Traduit du tchèque  
par Jean Rubes  
éditeur Actes Sud, 574 p., 180 F.

Alors que Milan Kundera s'adresse au cercle magique de la littérature tchèque pour les « initiés », tout en trouvant un langage universel par lequel il

exprime la signification universelle de l'expérience tchèque, Ludvík Vaculík procède à l'inverse : il atteint le centre même du labyrinthe en écrivant sans savoir pour qui, car ses feuillets dactylographiés à une dizaine d'exemplaires avec des carbonnes ne peuvent atteindre que quelques centaines de personnes au plus. Ainsi, le monde occidental lui est inaccessible, sa mentalité étant d'ailleurs aussi étrangère à Vaculík qu'il en est éloigné. Et pourtant, ce monde occidental est, au moment où il écrit, son seul récepteur potentiel (1).

Vaculík écrit pour « personne », pour le lecteur le plus impitoyable, celui qui juge mais ne récompense point. Il écrit la nuit, chapitre après chapitre, des feuillets qu'il va cacher le lendemain dans un endroit sûr. Auteur de centaines de courts textes brillants — les Chroniques, — il a contribué d'une manière significative à l'épanouissement de la littérature tchèque officielle, clandestine, étant éditeur des « publications » dactylographées ; ses deux romans précédents, la Hache (1966) et les Cobayes (1970), ont été publiés en traduction française aux éditions Gallimard.

La Clé des songes, notes prises entre janvier 1979 et février 1980, n'est pas un journal, car son texte est destiné, dès le début, à être publié. Sa fonction intime est intentionnellement décalée pour servir de témoignage. Vaculík, ainsi, prolonge d'autres journaux-témoignages, ceux de Jiri Kolar (Témoin oculaire, Foi de Prométhée, publiés aux Editions de la Différence), écrits pendant les années de la terreur stalinienne. L'encerclement, le désespoir,

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Libuse Monikova.

SUR le mode bouffon ou picaresque, Libuse Monikova joue à nous égarer : elle mélange plusieurs édifices, le château de Wallenstein à Friedland, près de la frontière est-allemande, non loin de Dresde, et celui de Litomysl, entre Prague et Brno ; c'est là, dans la brasserie du château, que naquit le musicien national Bedrich Smetana. Elle ramasse pêle-mêle le Sang d'un poète, de Cocteau, les films de Godard ou de Kurosawa, un tambour du tsar, le canard de

CHANGEMENT de décor : départ pour le Japon. La commande d'un mur en relief devant le mur de l'administration de Kyoto fournit, en effet, à la bande l'occasion de changer d'air, d'obtenir des visas de sortie, et de partir vers l'Est, vers un Japon qu'ils n'atteindront jamais, enghés dans une Sibérie plutôt trop hospitalière, à cause d'une correspondance manquée et d'une escale intermédiaire non prévue à Sverdlovsk, contretemps aériens qui ne semblent pas fantaisistes qu'à ceux qui ne les ont pas expérimentés...

qui, même lors de leur grand voyage, se retrouvent piégés par le grand pays voisin, incapables d'en sortir autrement que pour retourner à leur point de départ. Incapables de s'évader. Sauf pour représenter sur la façade, sans que personne sans rendre compte, l'histoire secrète d'un peuple de Barbares qui aurait voulu conquérir l'Occident.

QU'ILS reviennent, au bout du voyage, de Sibérie, d'Oulan-Bator et d'Aldemgorodok, sans avoir vu ni Kyoto, ni même Khabarovsk, il leur faudra bien finir par l'avouer à ceux qui les attendent et attendent les cadeaux qu'ils auraient dû rapporter du monde capitaliste. Mais comment raconter cette plongée — forcée — dans le monde soviétique, sinon, comme le fait l'auteur, par une accumulation de faits qui, en fin de compte, font penser plutôt à un séjour dans un univers exotique et fou, fou, fou. Comme par exemple l'épisode de la dent de Maltzahn transformée par un « dentiste » de Sibérie en poste émetteur-récepteur qui capte toutes les stations de l'URSS et change de poste dès qu'il remue la tête. Ou la parodie du match (rimel) de hockey URSS-Tchécoslovaquie qui, dans l'histoire des deux pays frères, a souvent joué un rôle extra-sportif.

La métaphore de la restauration de la façade prend une dimension particulière, planétaire, car c'est tout le monde de l'Est que fait surgir Libuse Monikova dans ces pérégrinations hasardeuses, ces conversations éthyliques ou bas-bleus, ces références aux grands écrivains russes comme à la culture mondiale, ces contraintes inimmémorables de la vie quotidienne. Un monde de l'Est vu avec une dérision colossale par un étrange groupe humain, qui est un mélange de Schweik et de Candide, à la fois juge et partie. Manœuvré tant par ses voisins que par ses propres dirigeants. Et qui ne cesse de regretter que le « grand frère » ait trop oublié la mémoire de Jaroslav Hasek, ce combattant réellement internationaliste qui combattait avec les Rouges jusqu'aux rives de l'Angara avant de se réfugier dans le national-autentisme de Schweik.

Le voyage vers Kyoto, avorté en Sibérie, c'est finalement une traversée des apparences, le passage de l'autre côté d'une autre façade derrière laquelle se décompose tout un empire quasi colonial. Alors, autant retourner devant une façade de Bohême...

Mais pas de panique, puisque « les hôtes sont compétentes, habitués aux panes et incidents qu'elles nomment escales sans donner d'explications ».

Une série d'aventures fantastiques, dans un monde qui tourne délibérément le dos au monde occidental, mais qui en conserve les références culturelles les plus hétéroclites. Symbole d'un combat inlassable contre l'oubli, le roman, évidemment politique, dépasse à tout moment la politique pour donner la primauté à la mémoire et à la culture qui continue de vivre, même dans le plus grand désordre, dans la bouffonnerie, dans la tragédie, chez des êtres enfermés. Enfermés DEVANT une façade, privés du droit de s'en échapper librement et

## Prisonniers de façades

## Ludvík Vaculík, qui n'écrit pour personne

La Clé des songes n'est ni une fiction, ni un document, ni un journal.  
Comment nommer ce qui rend compte d'une vie, d'un pays où l'absurdité et le réel se confondent sans cesse ?

## Une source d'imprévisible

Un roman a besoin d'une trame logique, un journal s'en passe. Un roman est une fiction, un journal est un document, du moins en apparence. La Clé des songes n'est ni fiction ni document authentique. Vaculík a rejeté d'avance la possibilité de développer une histoire car cela supposerait que l'auteur connaît le dénouement.

« En fait, qu'est-ce que ce livre ? Quand j'ai commencé à écrire, en janvier, je ne savais pas ce que son sujet deviendrait, je ne connaissais pas tous ses futurs personnages, je n'avais aucune intention précise. Comment puis-je savoir ce que fera celui-ci ou celui-là et à quoi ce sera bon ? » Les personnages portent leurs vrais noms, ce qu'ils disent et ce qu'ils font correspond en gros à leurs paroles et actes dans la vie réelle. Mais où se situent les limites du réel ? A la fin, il apparaît qu'aucun d'entre eux ne se reconnaît, comme si la fidélité de la représentation était la source la plus sûre de la fiction. D'ailleurs, elle l'est, peut-être.

L'auteur a ouvert son sujet au monde extérieur, qui devient ainsi sa source d'imprévisible : les conflits, les ravissements

des situations, les menaces et les catastrophes viennent du dehors, et le texte en devient dans une certaine mesure dépendant. En revanche, il en tire des règles nouvelles, qui le conditionnent, qui s'imposent à la place des règles littéraires. De même que l'auteur d'un roman d'aventures, ignorant les situations auxquelles il sera confronté le lendemain, respecte la perspective du narrateur ou la forme, Vaculík ne sait pas si son manuscrit sera ou non confisqué par la police, si son ami pourra revenir de l'étranger ou si le sera pas arrêté devant la porte d'un porte-parole de la Charte 77.

Vaculík fait des incertitudes existentielles un jeu littéraire. Son écriture est motivée par la réalité extralittéraire, c'est-à-dire par la terreur policière brutale (par exemple, les activités ou les noms des personnes qui ne doivent pas être dévoilés deviennent énigmatiques). Et inversement : la réalité brutale de la terreur policière, avec l'enchaînement des situations absurdes et la monstruosité de la vie quotidienne, est une source inépuisable de l'humour, du comique, des rêves et d'autres effets littéraires. Une situation tout à fait enviable pour un écrivain, à condition qu'on puisse envier un homme qui souffre de ségrégation.

## Dix ans après la « normalisation »

Le temps historique du livre est à maints points de vue exceptionnel : c'est la Tchécoslovaquie dix ans après l'invasion des armées du pacte de Varsovie, après la consolidation du régime répressif, au moment où une partie des intellectuels partent en

exil et une autre partie essaie de sauver l'identité culturelle du pays et de soi-même. Cette situation est particulière et, pour un lecteur non initié, fantastique. Le temps de son journal, tel que Vaculík l'a choisi, ne se situe ni au début ni à la fin de cet état de choses : c'est un petit fragment du temps infini et irrévocable. Une année choisie au milieu de l'éternité invariable et qui, par rapport à l'Histoire, est aussi impérieuse et fatale dans son hasard paradoxal que cet autre fragment appelé une vie.

Faut-il lire la Clé des songes comme un témoignage sur les écrivains, philosophes, anciens hommes politiques, gens ordinaires vivant à Prague à la fin des années 70, ou comme un roman surprenant où, à travers le labyrinthe des rêves, des cauchemars diurnes et nocturnes, des faits, des conflits et de la recherche du sens des choses, se dégage progressivement l'essence de l'être ? Comme une expérience littéraire ou comme l'histoire saisissante d'un homme qui, par son pouvoir intellectuel, affectif et moral, agit comme un aimant dont les lignes de force séparent l'ordre du chaos ? « Paradoxalement », explique Jan Rubes dans sa préface, là où le livre est autobiographique et où l'auteur en est le protagoniste, le document devient roman. Fiction authentique ou authenticité fictive ? En tout cas, un livre important.

Sylvie Richterova.

professeur à l'université de Padoue

(1) Diffusé clandestinement en Tchécoslovaquie à partir de 1980, la Clé des songes a paru en tchèque, en 1985, chez Sixty-Eight Publisher, à Toronto.

Patrick DREVET

Une chambre dans les bois

roman

« Un adolescent face au désir »  
Patrick Kechichian/Le Monde

« Ecrit dans une langue riche, sensuelle, ce roman nous ouvre les portes de l'adolescence, farouche et de ses tourments »  
Nicolas Bréhal/Le Figaro Magazine

GALLIMARD *rif*



صوتنا من الداخل

Le Monde • Vendredi 29 septembre 1989 43

# L'AUTOMNE A AUSSI LE PARFUM DES LIVRES.



Flammarion

## ACTUALITÉS

## Les premières sélections des jurys Goncourt, Renaudot, Femina et Medias

Le jury du prix Goncourt a rendu publiquement samedi 23 septembre, lors de la manifestation Le Livre sur la place à Nancy, sa sélection de septembre pour le prix qui sera attribué le 20 novembre.

Une deuxième sélection aura lieu le mercredi 11 octobre et une dernière, lors de la Foire de Brive, le 10 ou le 11 novembre.

Voici, par ordre alphabétique des auteurs, les vingt titres des romans sélectionnés : *la Vie éternelle*, roman de Jacques Attali (Fayard); *l'Atelier de Peter Loewen* de Baptiste-Marrey (Actes Sud); *les Herbes amères* de Chochana Boukibozza (Balland); *Juliette Pomerleau* d'Yves Beauchemin (Folio); *la Croissance des voleurs*, de Michel Chailion (Seuil); *l'Enfant multiple*, d'André Chéhid (Flammarion); *White spirit*, de Paul Constant (Gallimard); *la Lettre à Kirilenko*, d'Henri Coulonges (Stock); *les Comptoirs du Sud*, de Philippe Doumenc (Seuil); *le Livre brisé*, de Serge Doubrovsky (Grasset); *la Chair de Pierre*, de Jacques Folch-Ribes (Laffont); *l'Impromptu de Madrid*, de Marc Lambron (Flammarion); *les Folies Koensmark*, de Gilles Laponge (Albin Michel); *le Rêve de Confucius*, de Jean Levi (Albin Michel); *l'Homme de la tribu*, de Rachid Mimouni (Robert Laffont); *les Escaliers de Chambord*, de Pascal Quignard (Gallimard); *les Tambours du monde*, de Daniel Rondeau (Grasset); *Un grand pas vers le Bon Dieu*, de Jean Vautrin (Grasset); *Je suis écrivain*, de François Weyergans (Gallimard); *Mon beau navire*, d'Anne Wisniewsky (Gallimard).

Voici, pour le prix Renaudot qui sera également décerné le 20 novembre, les ouvrages retenus : *la Cinquantième* de Jacques Bens (Ramsay); *la Lettre à Kirilenko*, d'Henri Coulonges (Stock); *En attendant la guerre*, de Claude Delarue (Seuil); *Madame Faust*, de Christophe Deshoulières (Julliard); *les*

*Comptoirs du Sud*, de Philippe Doumenc (Seuil); *le Livre brisé*, de Serge Doubrovsky (Grasset); *Roi étranger visitant l'exposition universelle*, de Jean-Pierre Escande (Arléa); *l'Étre et le Géant*, de Bernard Fauconier (Régine Deforges); *Le Burelain*, de Richard Joffé (François Bourin); *Conciliabule avec la reine*, de Jean-Marie Lachet (Gallimard); *le Li du voyage*, de Bernard Lambert (Denoël); *l'Homme aux raps*, de Nicolas Morel (Seuil); *l'Office des ténés*, de Suzy Morel (Calmann-Lévy); *le Petit Marcel*, de Raphaël Pividal (Grasset); *le Lait de la nuit*, de Boris Schreiber (François Bourin).

Pour le Femina, qui sera décerné le 27 novembre, onze ouvrages ont été retenus : *l'Enfant multiple*, d'André Chéhid (Flammarion); *White spirit*, de Paul Constant (Gallimard); *En attendant la guerre*, de Claude Delarue (Seuil); *le Livre brisé*, de Serge Doubrovsky (Grasset); *la Chair de Pierre*, de Jacques Folch-Ribes (Laffont); *l'Impromptu de Madrid*, de Marc Lambron (Flammarion); *les Folies Koensmark*, de Gilles Laponge (Albin Michel); *le Rêve de Confucius*, de Jean Levi (Albin Michel); *l'Homme de la tribu*, de Rachid Mimouni (Robert Laffont); *les Escaliers de Chambord*, de Pascal Quignard (Gallimard); *les Tambours du monde*, de Daniel Rondeau (Grasset); *Un grand pas vers le Bon Dieu*, de Jean Vautrin (Grasset); *Je suis écrivain*, de François Weyergans (Gallimard).

Voici enfin la liste pour le Médias : *Paris-Athènes*, de Vassilis Alexakis (Seuil); *l'Empire des livres*, de Pierre Bourgoise (Gallimard); *le Livre brisé*, de Serge Doubrovsky (Grasset); *Rosa Gallica*, de Colette Fellous (L'Arpenture-Gallimard); *le Burelain*, de Richard Joffé (François Bourin); *la Rumeur du soleil*, de Philippe Le Guillou (Gallimard); *le Roman de la lune enfouie*, de Jules Merleau-Ponty (Climats); *Je suis écrivain*, de François Weyergans (Gallimard).

## Cinq éditeurs font l'Europe

C'est une première : cinq éditeurs européens vont publier simultanément des livres d'une collection qu'ils ont conçue ensemble. Basil Blackwell pour la Grande-Bretagne, Le Seuil pour la France, C.H. Beck pour l'Allemagne, Critica pour l'Espagne et L'espresso pour l'Italie ont présenté au cours d'une conférence de presse, le mercredi 27 septembre à Paris, leur création commune : « Faire l'Europe ».

Il s'agit d'une collection d'ouvrages historiques qui dirigera Jacques Le Goff et qui, selon les termes de l'historien « doit réunir des études sur les « mouvements » qui ont traversé l'Europe au-delà de l'histoire nationale d'un seul pays. Ces volumes auront pour horizon la quête de l'identité collective de l'Europe à travers les périodes de son histoire et la pluralité de ses composantes. Ils ne formeront pas une collection « académique » mais s'adresseront à un vaste public intelligent, cultivé, exigeant sur la rigueur et l'authenticité ».

Parmi les premiers ouvrages annoncés, qui paraîtront donc en même temps en cinq langues : *la Cité européenne*, de Leonardo Benevolo, spécialiste de l'histoire de l'architecture, les *Christianités séparées*, de Peter Brown, qui étudie la formation de l'Europe comme communauté chrétienne, *le Romantisme*, de Maurice Cranston, le biographe anglais de Locke et de Rousseau, *l'Homme et la Nature en Europe*, de Robert Delort, *l'Europe et la langue parfaite*, d'Umberto Eco, *l'Europe des Lumières*, d'Ulrich

Imhof, *l'Europe et la mer*, de Michel Mollat, *l'Industrialisation européenne*, de Jordi Nadal, *l'Europe des paysans*, de Werner Rösener ou *les Communautés politiques européennes* de Pierre Vilar.

La publication des premiers livres se fera à partir de 1992 selon des présentations qui pourront différer, mais en respectant l'intégralité des textes et en plaçant chaque volume sous le label unique « Faire l'Europe ».

Que cette initiative ait une portée culturelle et politique qui dépasse le simple cadre éditorial, c'est aussi ce qu'a voulu marquer M. Michel Rocard en recevant à déjeuner à Matignon après la conférence de presse les cinq éditeurs concernés, ainsi que Jacques Le Goff et Umberto Eco.

P.L.

## Le poète tchèque Jan Skacel prix Vilenica

Franz Werfel reconnaît-il dans le prix Vilenica international (créé en septembre 1986 par l'Association des écrivains tchèques) cette « Académie mondiale des poètes et des penseurs » dont il rêvait et qui ne passait alors aux yeux du monde que le poids de l'utopie ? Peut-être.

Chaque année, en septembre, le prix Vilenica récompense une œuvre littéraire née dans l'espace culturel de l'Europe centrale. Durant quatre jours, des poètes slovaques, tchèques, hongrois, autrichiens, serbes, croates, etc., lisent leurs œuvres, discutent littérature et font vivre la culture. Du concret. L'ironie du sort veut que cette « franchise réalité » trouve son assise au sein d'une Europe centrale passivement perçue en Occident comme une zone floue à bien des égards, d'autant qu'elle est « culturellement à l'Ouest, politiquement à l'Est », suivant la formule de Milan Kundera (1).

Ce prix avait déjà couronné les œuvres de Fulvio Tomizza (1986), Italien de Trieste, Peter

Handke (1987), dont le roman *Le Recouvrement* évoque directement le pays slovaque, et Peter Esterházy (1988), hongrois. Cette année, les sept jurés, assistés de consultants de tous les horizons européens, ont choisi de saluer l'œuvre du poète tchèque Jan Skacel.

Largement considéré par ses compatriotes comme l'un des plus grands, Skacel, né en 1922 dans un village du sud de la Moravie (Vnorovy), n'a connu jusque-là, en France, que peu de traductions (2). Vilenica tiche donc de réparer un oubli et de replacer Skacel aux côtés de Seifert ou de Hrabal. Si l'on en croit Bernard Fabre, l'un de ses traducteurs, Skacel est « un sculpteur du langage qui creuse dans l'ancrage de la langue » ; de même, le poète slovaque Boris A. Novak souligne la singularité de son art : « C'est une poésie riche dans l'usage des symboles, pourtant simple et tendre, soucieuse des questions les plus brûlantes de l'existence ». Quelques titres de recueils suffisent à

donner envie de le lire : *Combien d'occasions pour la rose ?* (1958), *la Faute des pêches* (1975).

Enfin, le choix de Jan Skacel paraît emblématique de l'importance et de la vitalité de la poésie en Europe centrale. Le poète n'est pas un marginal et possède un statut d'importance. Son art se nourrit aux sources mêmes des questions fondamentales, dans un terrain où les valeurs politiques, existentielles, humaines, n'ont encore rien de sophistiqué.

Anne-Lise David.

(1) Milan Kundera, « Un Occident kidnappé, ou la tragédie de l'Europe centrale », *le Débat*, nov. 1983. Voir également le texte de G. Kundera, « From the Center », in *Vilenica 89*.

(2) Dans *Lettre internationale*, n° 21, 64 89, et dans le numéro spécial consacré à Jan Skacel de la revue *Opérateurs* (279, rue de Valenciennes, 75015 Paris), à paraître en novembre. Voir aussi l'introduction de J. Skacel avec L. Liss, dans *Trois Générations* (Gallimard, 1970).

## EN BREF

□ **Hommage à Rainer Maria Rilke.** — La Maison de la poésie organise une série de manifestations en hommage à Rainer Maria Rilke : deux lectures-conférences auront lieu le 5 octobre (autour des *Épigrammes*) et le 19 octobre (autour des *Sonnets à Orphée*) à 20 h 30 ; un récital au cours duquel Zygmunt Biezynski lira des textes de Rilke se tiendra chaque soir à 20 h 30, du 11 au 14 octobre ; enfin, une exposition, « Rilke et l'art moderne » (il s'agit du philosophe Wittgenstein) à lieu jusqu'au 29 décembre (101, rue Rambuteau, 75001 Paris).

□ **Colloque Jean-Jacques Rousseau.** — Un colloque international, « Jean-Jacques Rousseau, Emile et la Révolution », se tient jusqu'au 4 octobre, à Montmorency (Mairie de Montmorency, tél. : 39-64-44-31).

□ **Rencontre avec Goffredo Parise.** — Une rencontre est organisée autour de l'écrivain italien Goffredo Parise à l'occasion de la sortie de deux livres aux éditions L'Arpenture, le 28 octobre, à 18 heures, à l'Institut culturel italien, 50, rue de Varenne, 75007 Paris. Toujours à l'Institut italien, une exposition de photographies de Lorenzo Capellini se tient jusqu'au 30 octobre.

□ **Anais Nin et Henry Miller.** — Anais Nin et Henry Miller. Récentement traduits chez Stock, le 25 août (1987) et une heure avec Anais Nin (1971). Les deux cassette vidéo sont disponibles à la librairie Biffures (44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris. Tél. : 42-71-73-32) ou par correspondance à Cinq continents, (183, avenue de Clichy, 75017 Paris. Tél. : 46-27-90-00).

□ **Prix littéraires.** — Plusieurs prix littéraires ont été récemment attribués : le prix de la bourse Goncourt du récit historique, à Gilles Laponge pour *les Folies Koensmark* (Albin Michel) le prix

Jacques-Charbonne à Georges Emmanuel Clancier pour *Ces ombres qui m'éclairaient* (Albin Michel) ; le prix de la Corne d'or à Bernard Alexandre pour *le Horace* (Folio) ; le prix de la Nouvelle de la Main à Daniel Zimmermann pour *Nouvelles de la zone interdite* (L'Instant) ; le prix Capri — décerné, pour la troisième année par le centre italien de diffusion de l'art et la culture — aux écrivains Alberto Moravia, Roger Peyrefitte et Hector Bianciotti ; le prix Paul-Jean Toulet à Anne Wisniewsky pour *Mon beau navire* (Gallimard).

□ **Concours de nouvelles.** — L'association ALPFA (Aspects artistiques, littéraires et photographiques de la région lyonnaise) organise, jusqu'au 15 décembre 1989, un concours littéraire réservé aux nouvelles. Règlement complet de ce VII<sup>e</sup> prix ALPFA de la nouvelle sur simple demande à M. Bruno Dewacé, 9, avenue Pierre-Curie, 69190 Hazelbronck. Prises de jury d'une enveloppe timbrée ou un coupon-réponse international.

□ **Les poètes objectivistes américains.** — Des rencontres internationales autour des poètes objectivistes américains (Louis Zukofsky, Carl Rakosi, George Oppen et Charles Reznickoff) auront lieu au Centre littéraire de Royanmont les 29, 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre. Fondation Royanmont 95270 Luzarches, tél. : 30-55-89-18 et 40-18.)

## STAGES D'ÉDITION

— **INITIATION :** Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.

— **SPECIALISATION :** Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.

Bons et Inscriptions : S.I.P.E.L. 8, pl. du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. : 45-81-55-50 - 45-50-23-30

## EN POCHES

En 1915, Paul Fort fut le « premier » à publier une « petite » collection de poèmes. Il lui apportait le stock complet de sa revue *Vers* et proposa, à laquelle Valéry avait donné la *Soirée* avec M. Testa. Léon-Paul Fargue, la bouche toujours pleine de contreparties « devant tout de suite le meilleur ami de la maison ». Un jour, Apollinaire, « assez père l'été », franchit le seuil de sa boutique pour s'indigner qu'il n'y ait pas « un seul livre de poètes dans cette vitrine » ; mais l'exemplaire d'Alcools venait d'être vendu, et leur relation vira très vite à l'amitié. Reverdy lui livrait régulièrement la revue *Nord-Sud* où débattaient le jeune Aragon, André Breton et Philippe Soupault, qui fondaient dans les cahiers de la revue, et devinrent avec Cendrars, Gide, Cocteau, « les grands amours de la rue de l'Odéon ». De passage à Paris, Rilke lui offrit le *Grand Pardon* « tout entier écrit de sa main » et qui le fit tomber à genoux en pleurant...

Pendant trente-six ans, de 1915 à 1951, elle anima avec passion ce vivre intellectuel qu'était la librairie du 7, rue de l'Odéon. Elle, c'est Adrienne Monnier, dont le recueil savoureux de souvenirs et d'articles, fournissant d'anciennes et de nouvelles instantanés, est à nouveau disponible dans la collection « Bibliothèque » d'Albin Michel, repris sous le titre *Rue de l'Odéon* (n° 30).

Val. C.

□ **Déjà riche en littérature médiévale**, la collection « GF » Flammarion accueille, en deux volumes, *le Jeu de Robin et de Marion* et surtout *le Jeu de la Helle*, de Adam de la Halle, poète de la fin du treizième siècle qui fut aussi l'un des plus grands musiciens du Moyen Âge. Selon Jean Dufourmet, qui présente avec le texte original et la traduction en français moderne ce psychodrame médiéval écrit sans doute pour une réunion de la Cour des bourgeois et bourgeois d'Amiens, derrière l'aspect comique et satirique se dissimule une pièce amère dont le vif moral et spirituel met en question les mythes et les idéaux de la littérature courtoise (n° 520 et 538). Le même Jean Dufourmet présente également en bilingue, dans la collection Poésie/Gallimard, une *Anthologie de la poésie lyrique française des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles*, dans laquelle on retrouvera, outre Adam de la Halle et Rutebeuf, de nombreux noms beaucoup moins connus.

Un siècle supériorité, dans un domaine tout différent, la grande mystique allemande Hildegarde de Bingen donne à la littérature religieuse une de ses grandes œuvres visionnaires. Bernard Gorceux a traduit et présenté l'essentiel du *Livre des œuvres divines* (Albin Michel, collection « Spiritualité vivante »).

□ **En « GF », après les Poésies**, voici les deux derniers volumes de l'édition des œuvres de Rimbaud due à Jean-Luc Stévenin : *Vers nouveaux et Une saison en enfer* (n° 506) et *les Illuminations* (n° 517).

□ **Lancée au printemps**, la collection « Lire et voir les classiques », chez Presses-Poches, aussi bien dans le choix de ses titres que dans sa présentation (dossiers iconographiques, historique et littéraire), cherche un large public qui veut un accès plus aisé à ces grands auteurs du patrimoine. Sont ainsi réédités, de Flaubert, *l'Éducation sentimentale* (n° 6014) et les *Trois Contes* (n° 6009) par Pierre-Louis Rey ; les *Fleurs du mal*, de Baudelaire, accompagnées d'extraits d'autres œuvres, avec une présentation de Robert Schickel (n° 6022) ; les *Fables*, de La Fontaine, par Marie-Madeleine Fragonard (n° 6012) ; *le Mère au déshonneur*, de George Sand, par Claudette Sarlet (n° 6008) ; enfin, Claude Auzias, responsable de cette collection, présente *Cyrano de Bergerac*, d'Edmond Rostand (n° 6007).

□ **Chéz le même éditeur**, signalons également deux titres de Hoffmann : *Sœur Monique*, préface de A. Ploye de Mandargues (n° 3374) et *les Éclairs du diable* (n° 3373).

□ **La Révolution française** vue, entre Paris et Londres, par Charles Dickens : *Un conte de deux villes*, dont une adaptation télévisée a été récemment diffusée, est publié en « Folio », dans une traduction de Jeanne Méfite-Béguin, avec une préface de Jean Gattégno (n° 2106).

## Un anti-Goncourt ?

Un nouveau prix littéraire, doté de 200 000 francs par Cassegrain, le célèbre graveur parisien, vient d'être créé. Ce prix sera attribué à un ouvrage — roman ou texte — le dimanche précédant l'attribution des prix Goncourt et Renaudot, à l'Hôtel Meurice, c'est-à-dire, cette année, le 20 novembre. Un communiqué précise que « déçu par le manière dont, chaque année, sont attribués, en France, les prix littéraires, un

jury libre de toute dépendance éditoriale et seulement conduit par le souci de faire partager au public le bonheur de lire » a fondé ce prix. Le jury est composé de onze membres : Angelo Rinaldi, Jean-François Revel, Jérôme Garcin, Maurice Nadeau, Pierre Dumayet, Bernard Frank, Florence Malraux, Philippe Meyer, Philippe Dauby, Philippe Denery et Geneviève Guérin.

## Le Fonds Henriot pour l'œuvre retrouvée

On ne peut que se féliciter des initiatives des industriels dans le domaine du mécénat culturel. Celle de la maison Champagne Henriot, annoncée au cours d'une brillante et très parisienne réception chez Maxim's, intéresse, sous une forme originale, le domaine littéraire. Le Fonds Henriot pour l'œuvre retrouvée se propose, en effet, de financer la réédition d'ouvrages devenus introuvables. A cet effet, un comité d'honneur s'est constitué. Sa diversité et son éclectisme — on y trouve aussi bien les noms de Georges Duby, Emmanuel Le Roy Ladurie, Robert Sabatier, Daniel Rondeau, Dominique Jamet ou de Bernard Frank que ceux de Patrick Poivre d'Arvor, François Rinaldi, Sylvie Gennepin, Jean Frenet, Bruno Racine, Pierre-Jean Remy et Maurice Rheims — seront, espérons-le, les garants de la diversité des œuvres choisies.

## L'HOPITAL À VIF

Des urgences «ingérables» aux technologies de pointe, de l'accueil des enfants à celui des vieillards... tout un monde défile devant nos yeux.

En librairie 89 F.

autrement ÉDITIONS

## Benoît DUTEURTRE



## L'amoureux malgré lui

roman

«Quand on est jeune, solitaire, qu'on est un apprenti musicien incertain de son avenir et guetté par la médiocrité, quelle est la recette pour survivre ? L'amour bien sûr».

Josyane Savigneau/Le Monde

GALLIMARD

rnf